

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

2012 -

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
1	Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
2	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 31 mars 2011 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	7
3	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2011 concernant le Taser.	9
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	11
5	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2011-2012 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	39
6	Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	43
7	Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	47
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2011-2012 et comparaison avec les quatre années précédentes.	51
9	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2010-2011 et pour 2011-2012.	55
10	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2011-2012.	59
11	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2011-2012, en incluant les coûts.	61
12	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2011-2012.	63
13	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	67
14	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	123
15	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc)	129

N°	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS</p>	PAGE
16	<p>Unité anticorruption :</p> <p>a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;</p> <p>b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013;</p> <p>c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;</p> <p>d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;</p> <p>e) le nombre de perquisitions, d'arrestations ou d'accusations menées ou portées;</p> <p>f) le bilan des activités de l'UPAC.</p>	131
17	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2011-2012.	137
18	Indiquer les sommes dépensées en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 (prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	139
19	<p>Concernant les inondations du printemps 2011 dans le Haut-Richelieu, indiquer :</p> <p>a) combien de personnes ont été hébergées par le ministère de la Sécurité publique pour la durée des inondations;</p> <p>b) combien de personnes n'ont toujours pas regagné leur domicile;</p> <p>c) combien de sinistrés attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts);</p> <p>d) quels sont les montants déboursés jusqu'à maintenant aux sinistrés de la rivière Richelieu et combien d'argent estime-t-on qu'il reste à verser;</p> <p>e) combien de personnes se sont prévaluées de leur droit de reconstruire dans la zone 2-20 ans.</p>	143
20	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2011-2012.	147
21	L'investissement pour la période 2011-2012 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2012-2013.	
22	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2012, répartis par districts et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.	
23	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2012.	
24	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2012.	

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
25	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2011-2012 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2011 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	
26	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2011-2012.	
27	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)	
28	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ses procureurs pour la période 2011-2012, ainsi que les augmentations prévues.	
29	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé au cours des prochaines semaines.	
30	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour les immobilisations de la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011-2012.	
31	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2011-2012, par région.	
32	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2011-2012.	
33	Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2011-2012.	149
34	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2011-2012.	
35	Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)	
36	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2011-2012.	151
37	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2012.	155
38	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	159
39	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2011-2012.	177
40	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.	181
41	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2012.	185

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
42	Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 31 mars 2010.	189
43	Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2011-2012.	193
44	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.	197
45	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.	201
46	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.	205
47	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et par établissement de détention (milieu fermé) pour chaque région administrative pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.	209
48	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2011-2012 ventilés par établissement.	213
49	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par région administrative.	217
50	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.	225
51	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	229
52	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2010-2011 et 2011-2012.	233
53	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2011-2012.	237
54	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.	239
55	Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la SQ.	273
56	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011-2012.	277
57	Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Sorel.	281

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
58	Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Roberval.	285
59	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	289
60	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	293
61	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2012-2013.	307
62	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	311
63	Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.	315
64	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2011-2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	319
65	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2011-2012.	321
66	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.	325
67	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	329
68	La liste des enquêtes terminées en 2011-2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	333
69	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	337
70	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2011-2012.	341
71	Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.	349
72	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	353

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
73	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2011-2012 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	357
74	La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le Commissaire pour la période 2011-2012 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	361
75	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.	365
76	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	369
77	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2011-2012.	373
78	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.	377
79	Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2011-2012.	381
80	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2012, par catégorie et par origine.	385
81	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	387
82	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.	391
83	La liste des commissaires (permanents/municipaux) de la Commission pour la période 2011-2012, incluant leur CV, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	395
84	Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2011-2012, (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	401
85	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2011-2012.	405
86	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	409
87	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2011-2012.	431
88	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.	435
89	Liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	439
90	Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	443

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
91	Détail des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec.	447
92	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2011-2012.	451
93	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	455
94	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2011-2012.	459
95	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2011-2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	463
96	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2011-2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	467
97	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2011-2012.	471
98	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.	475
99	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2011-2012.	479
100	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2011-2012 ainsi que le résultat de la décision.	483
101	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2011-2012.	487
102	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gente féminine dans des bars ou clubs en 2011-2012.	491
103	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2010-2011 et en 2011-2012.	493
104	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue, et leur répartition géographique en 2010-2011 et 2011-2012.	497
105	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.	501
106	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, par corps policier et région.	505
107	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.	509
108	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.	513

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
109	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.	517
110	Le coût des roulottes dans les établissements de détention en 2011-2012. Ventiler par établissement de détention.	521
111	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.	525
64	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2011-2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	529

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

1. Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION – 01.01

QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2011-2012

Achats de matériel informatique : 3 463 252 \$

Logiciels : 925 000 \$

Services professionnels :

- Services professionnels du CSPQ : 1 333 407 \$
- Télécommunications – CSPQ : 3 737 896 \$
- Services professionnels internes : 2 432 862 \$
- Services professionnels externes : 483 757 \$
- Total 7 987 922 \$

TOTAL : 12 376 174 \$

Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes à l'exception de la RACJ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01

QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

<u>2011-2012</u>	
Achats de matériel informatique :	9 553 \$
Logiciels :	25 828 \$
Services professionnels :	
• Services professionnels du CSPQ :	2 335 \$
• Services professionnels internes :	42 097 \$
• Services professionnels externes :	142 489 \$
Total	186 921 \$
TOTAL :	222 302 \$ \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

2. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2011 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

(AUCUN)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

3. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2011 concernant le Taser.

(AUCUN)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

4. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de gouvernance de l'Établissement de détention de Percé	<p>Depuis l'ouverture de l'Établissement de détention de Percé, le mandat du comité de gouvernance consiste principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Définir les grandes orientations de l'établissement et du programme d'évaluation, de traitement et de recherche et prendre les décisions relatives à ces orientations;▪ Convenir des modalités d'application de ces orientations;▪ Assurer le suivi et le respect des orientations établies et des décisions du comité;▪ Approuver les processus d'évaluation qualitative et quantitative des résultats obtenus par le projet et prendre les décisions requises en la matière;▪ Formuler les recommandations appropriées compte tenu des besoins de la clientèle et des ressources disponibles;▪ Favoriser la communication des résultats du projet et voir à son rayonnement.	Services correctionnels du MSP, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Aucun	Suivi de l'implantation de l'Établissement de détention de Percé

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – MSP Infrastructures carcérales.	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société immobilière du Québec (SIQ), Infrastructure Québec (IQ)	Aucun	Travaux en cours (en continu)
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes gardées par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il s'agit de permettre aux Services correctionnels du MSP de mieux gérer les places en détention et de recevoir une compensation financière adéquate.	MSP et ASFC.	Aucun	Entente à venir.
Comité Programme de surveillance accrue (PSA)	L'objectif principal est de réunir les représentants des différentes parties impliquées dans le PSA afin de régler les problèmes opérationnels découlant de l'application du programme et de l'évaluer. Ce qui permet d'assurer la pérennité du programme afin de relever le niveau de surveillance de certains contrevenants dans la communauté et ainsi contribuer à augmenter le sentiment de sécurité de la collectivité.	MSP, corps de police de Montréal, Longueuil, Québec, Sherbrooke, Laval et Directeur des poursuites criminelles et pénales	Aucun	Maintien de l'application du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité conjoint du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP, MSSS	Aucun	Travaux en cours.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS	MSP, MESS	Aucun	Application de l'entente. Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MELS.	MSP, MELS	Aucun	Application de l'entente. Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'implantation du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 pour la réinsertion sociale des personnes contrevenantes	Prendre les décisions propres à s'assurer le succès de la mise en œuvre du plan et s'assurer de l'implication des organisations tout au long de sa réalisation. Voir aussi au respect des échéanciers et des résultats atteints par rapport aux indicateurs préétablis.	Services correctionnels du MSP, MELS, MESS, MSSS	Aucun	L'implantation des mesures du plan d'action est réalisée en fonction des échéanciers prévus.
Comité de travail sur les libérations par erreur	Analyser la situation et proposer des solutions afin d'éviter les libérations par erreur.	Services correctionnels du MSP, MJQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	<div>1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière;</div> <div>2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière;</div> <div>3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère.</div>	<div>MSP</div> <div>Sûreté du Québec</div> <div>Association des directeurs de police du Québec</div> <div>SPVQ</div> <div>Service de la protection des citoyens de Laval</div> <div>SPVM</div> <div>Service de police de la Ville de Sherbrooke</div>	Aucun	Travaux continus. Deux rencontres annuelles.
Comité des efforts de lutte contre le crime organisé – sous-comité sur la circulation illégale des armes à feu	Définir le contenu d'un éventuel cadre de collecte de données systématique sur les armes à feu recouvrées au Québec et émettre des recommandations concernant son exploitation et ses modalités de gestion.	<div>MSP</div> <div>Service du renseignement criminel du Québec</div> <div>SQ</div> <div>SPVM</div> <div>GRC</div> <div>ADPQ</div> <div>Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale</div> <div>Bureau du contrôleur des armes à feu</div>	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité interministériel sur les gangs de rue	Assurer le suivi de la réalisation des mesures du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2007-2010 et établir un mécanisme d'échange, de veille et de diffusion d'information sur les tendances observées.	MSP, MSSS, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, MELS, ministère du Conseil exécutif - Secrétaire à la jeunesse, MESS, MJQ, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Agence des services frontaliers du Canada, Centre national de prévention du crime, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, Fédération des comités de parents du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Centres jeunesse de Montréal, Institut universitaire, Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Association des directeurs de police du Québec, SQ, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de Gatineau	Aucun.	Travaux en cours. Reddition de compte du Plan 2007-2010 déposé en septembre 2011.
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le doublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, ministère de la Santé et des Services sociaux, MELS, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille et des Aînés, ministère de la Justice, Secrétaire aux affaires autochtones, Secrétaire à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.					
Comité permanent sur les poursuites policières	Faire un suivi de toutes problématiques concernant les poursuites policières et formuler les recommandations appropriées.	MSP ENPQ, ADPQ, SPVM, SPVQ, SQ, Service de police de Rivière-du-Loup, Régie intermunicipale de Thérèse-De Blainville, Service de police de l'agglomération de Longueuil.	Aucun	Élaboration d'un formulaire de rétroaction. Travaux visant à réaliser un modèle d'intervention propre aux poursuites policières.	
Comité sur le Fonds des services policiers municipaux	Analyser la proposition soumise par la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec et en mesurer l'impact fiscal pour le gouvernement du Québec, le cas échéant. (lien avec le Conseil sur les services policiers du Québec)	MSP <ul style="list-style-type: none">• Union des municipalités du Québec• Fédération Québécoise des municipalités• FPMQ• Ville de Montréal• MAMROT	Aucun	Travaux terminés ayant conduit au dépôt du projet de Loi 31.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de mise à jour de la réforme de l'organisation policière	<p>Le mandat de ce comité est de superviser les travaux relatifs à l'analyse de la qualité et de l'efficacité des services policiers dispensés au Québec. À cet effet, le comité doit valider :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ l'analyse de l'atteinte de certains objectifs de la réforme de l'organisation policière au Québec de 2001;➤ les états de situation produits notamment au regard :<ul style="list-style-type: none">• du seuil de population à desservir;• du partage des équipements, locaux ou espaces;• de l'offre de services (détention et transport de prévenus);• du partage de l'expertise;➤ les recommandations et le suivi.	MSP FQM APPQ FPMQ ADPQ FPPM SPVM Ville de Montréal UMQ SQ	Aucun	Travaux terminés ayant conduit au dépôt du projet de Loi 31.
---	---	--	-------	--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Groupe de travail sur les interventions dynamiques	Établir une procédure opérationnelle pour les interventions dynamiques hors territoire.	MSP SPVM SPVQ SQ Gatineau SPAL SPCL	Aucun	Travaux en cours.
Groupe de travail sur les besoins de main-d'œuvre policière	Développer une méthodologie appropriée afin de documenter la problématique de la main-d'œuvre policière au Québec.	MSP MELS SPVM SQ ENPQ ADPQ	Aucun	Travaux terminés le 7 octobre 2011.
Comité santé et sécurité publique à l'égard des programmes de prévention des ITSS/UDI	Améliorer la cohérence entre les actions de sécurité publique et les actions de santé publique auprès des personnes qui font usage de drogues injectables dans le respect des missions respectives et des lois en vigueur.	MSP SPVM, MSSS, SQ, Service de police de la Ville de Granby Service de protection des citoyens de Laval Service de police de la Ville de Terrebonne MSSS, ADPQ Service de police de la Ville de Québec	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Projet-pilote concernant l'accessibilité à certains renseignements du CRPQ	Analyser les demandes d'accès au CRPQ provenant de la SAAQ et du MRNF. Compléter les projets d'entente à la suite de l'analyse des recommandations de la SQ concernant l'accès. Produire deux bilans intégrés (MSP, SQ, MRNF/SAAQ) et les présenter aux autorités du MSP. Présenter les projets de protocole d'entente.	MSP SAAQ MRNF SQ	Aucun	Travaux terminés	
Plan de lutte contre l'intimidation envers les groupes de femmes	Coordonner un comité de suivi pour la mise en place d'un plan de lutte à l'intimidation. Documenter la problématique pour produire un bilan de la situation en 2013.	MSP SCF Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec; L'R des centres de femmes du Québec; Sûreté du Québec; SPVM SPVQ SRCQ ADPQ	Aucun	Travaux en cours.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le <i>Guide de pratiques policières</i> .	MSP ADPQ, ENPQ, DPCP, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, SQ, SPVM, Service de police de Terrebonne, MJQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Approbation des pratiques.
Comité de suivi pour la communication des inconnuites policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des inconnuites policières.	MSP, ADPQ, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ	Aucun	Travaux en cours.
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Établir une entente entre le DPCP et les corps de police concernant le partage de renseignements aux fins de l'exercice des poursuites criminelles et pénales.	MSP, ADPQ, SPCL, DPCP Service de police de la Ville de Sherbrooke SPVM, SPVQ, SQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en cours.
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage.	MSP MELS ADPQ Corps policiers de niveau 1 à 5. SQ	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Améliorer et harmoniser les pratiques policières. Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions. Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants. Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue. Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP ENPQ, LSJML, MJQ, DPCP, SQ, SPVQ, SPVM, ADPQ, SAAQ	Aucun	<p>Réalisation de travaux visant les modifications au Code de la sécurité routière (CSR) et au Code criminel touchant la capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogues.</p> <p>Mise sur pied de divers sous-comités concernant, entre autres, les pratiques policières, l'application du projet de loi C-2 touchant la capacité de conduite affaiblie avec drogues et la formation d'agents évaluateurs.</p> <p>Travaux concernant les appareils de détection d'alcool (ADA), l'alcootest, la communication de la preuve, les techniciens qualifiés alcootest, la formation des policiers et les travaux de la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR).</p>
---	--	---	-------	---

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Conseil sur les services policiers du Québec	Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur : 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil. Faire des recommandations à l'égard des responsabilités qui sont confiées au Conseil.	MSP Union des municipalités du Québec Ville de Montréal Nations autochtones du Québec Sûreté du Québec Service de police de la Ville de Montréal Service de police de la Ville de Québec Corps de police de niveaux 1, 2 et 3 Association des chefs de police des Premières Nations du Québec Association des directeurs de police du Québec École nationale de police du Québec Association des policières et policiers provinciaux du Québec Fraternité des policiers et policières de Montréal Fédération des policiers et policières municipaux du Québec Centre international pour la prévention de la criminalité	S/O	En continu.
--	---	---	-----	-------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	<p>Le Comité de concertation assure l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec, en vue de favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre.</p> <p>Il a aussi pour mandat de traiter des objectifs des programmes de formation, du profil de compétences ainsi que des mécanismes permettant de répondre aux besoins d'effectifs policiers, et ce, dans le contexte des programmes menant au diplôme d'études collégiales (DEC) ou à une attestation d'études collégiales (AEC) en Techniques policières ainsi qu'au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) de l'École.</p>	<div> <div>MSP</div> <div>MELS</div> <div>ENPQ</div> <div>Établissements d'enseignement collégial (public) offrant le programme de techniques policières</div> <div>Établissements d'enseignement collégial (privé) offrant le programme de techniques policières</div> <div>Association des directeurs de police du Québec</div> <div>Sûreté du Québec et</div> <div>Service de police de la Ville de Montréal.</div> </div>	Aucun	Travaux en cours.
--	---	---	-------	-------------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	<p>Participer au suivi de la mise en place des mesures du plan d'action gouvernemental <i>La Diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, 2008-2013</i> qui concernent la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières;</p> <p>Constituer une plate-forme d'échanges de bonnes pratiques et de réseautage pour le milieu policier;</p> <p>Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et social qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police;</p> <p>Favoriser la collaboration policière, par l'échange, dans l'élaboration de leurs politiques et orientations internes en matière de profilage racial;</p> <p>Développer une expertise sur le profilage racial;</p> <p>Conseiller le MSP en matière de profilage racial.</p>	MSP SQ Service de police de la Ville de Montréal Service de police de la Ville de Longueuil Service de protection des citoyens de Laval Service de police de la Ville de Gatineau Service de police de la ville de Québec Commissaire à la déontologie policière École nationale de police du Québec Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours.
---	---	--	-------	-------------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Chantier Alcool, drogue, fatigue et distractions	Contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale d'intervention durable en sécurité routière (Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 proclamée par l'ONU) . Faire respecter la législation relative à l'alcool au volant et sensibiliser la population aux dangers de la conduite avec les capacités affaiblies par les drogues, notamment en mettant en place un projet pilote sur le contrôle de l'alcool au volant. Agir à titre de responsable du Chantier.	MSP SAAQ MJQ DPCP MSSS SQ SPVM ADPQ MTQ INSPQ MELS	Aucun	Travaux en cours. Élaboration et dépôt du plan d'action. Consultation des organisations policières. Élaboration et mise en place d'un projet pilote sur le contrôle de l'alcool au volant.
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, ADPQ, DPCP MFQ, RACJ RQ, SAQ SPVM, SQ	Aucun	Travaux en cours. Inspections et enquêtes menées par les corps policiers
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP ADPQ Agence des services frontaliers du Canada ARC, GRC MFQ, MSSS RQ, SPVM, SQ, DPCP	Aucun	Voir résultats à la question 109.
ACCEF - Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP AMF DPCP MFQ RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Projet <i>Nocturne</i> – Comité de suivi	Assurer le suivi du projet <i>Nocturne</i> en révisant les procédures et les outils disponibles et en proposant des améliorations.	MSP, Corporation des propriétaires de bars, SQ, SPVM, SM	Aucun	Travaux en cours.
Comité de coordination des efforts de lutte contre le crime organisé (CELCO)	Orienter et coordonner les efforts de lutte contre le crime organisé au Québec. Assurer la liaison avec le CNC.	MSP ADPQ Agence des services frontaliers du Canada GRC DPCP RQ Service correctionnel du Canada SPVM SPVQ SQ SRCQ	Aucun	Compte tenu des comités existants, le mandat est en réévaluation.
Comité stratégique - lutte contre la fraude bancaire organisée	Établir un portrait global des crimes reliés à la fraude bancaire organisée, identifier les principaux stratagèmes et suggérer une stratégie commune pour optimiser la prévention, la détection et la répression des crimes reliés à la fraude bancaire.	MSP SQ SPVM GRC RQ MFQ Association des banquiers canadiens Caisses Desjardins Représentant d'une banque	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de réalisation - lutte contre la fraude bancaire organisée	Fairei des recommandations permettant d'orienter la prise de décision relativement à la mise en place de mécanismes concrets de détection, de prévention et de répression de la fraude bancaire organisée.	MSP SQ SPVM GRC RQ MFQ Association des banquiers canadiens Caisses Desjardins Représentant d'une banque	Aucun	Travaux en cours.
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Échanger, de manière régulière, sur les façons de faire des différents ministères et organismes (M/O) et partager de l'information, entre autres, nominative, sur des cas réels de fraude et sur les nouveaux <i>modus operandi</i> utilisés par les fraudeurs.	MSP DEC MESS MICC RAMQ RRQ SAAQ SQ MRQ CSST	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG)	Assurer une vigie en matière de menace à la sécurité de l'information gouvernementale. Améliorer la connaissance de la situation des incidents de sécurité de l'information gouvernementale. Améliorer le partage de renseignements et l'action concertée entre les organisations concernées.	MSP SQ CSPQ (CERTAQ) (Collaboration ponctuelle avec le SCT et le MJQ)	Aucun	<ul style="list-style-type: none">▪ Prendre part activement aux travaux entourant la réforme de la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale (SCT).• Échange régulier d'information et concertation entre les partenaires de l'EIMSIG.
Groupe intégré sur la sûreté des infrastructures (GISI)	Échanger sur les tendances en matière de terrorisme et sur les autres types de menaces intentionnelles susceptibles de cibler les infrastructures stratégiques ainsi que sur des incidents suspects, et communiquer rapidement en situation d'urgence, c'est-à-dire lors de menaces spécifiques ou lors d'incidents qui peuvent avoir des répercussions sur la protection des infrastructures	MSP AMT Bell Canada GRC HQ MTQ SPVM SQ STM	Aucun	<ul style="list-style-type: none">▪ Développement et mise en œuvre du Programme sur la sûreté des infrastructures stratégiques.▪ Projet-pilote sur le signalement des incidents suspects.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDÉIE, MESS, MRNF, MSG, MSSS, MTQ, Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, CSST, MCCCF, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRI, MRQ et SCT.	Aucun	Travaux en cours
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, Services Québec, MRNF, SQ, HQ, MESS, MAPAQ, MTQ, MDDEP, MSSS, MAMROT, MRI et MSG.	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MDÉIE, MAPAQ, Services Québec, MDDEP, HQ, MRNF, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MESS, MAMROT, MTQ, SCT et Coroner.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCCQ de planification – inondations	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas d'inondations.	MSP, MDDEP, HQ, CEHQ, MSSS, MAMROT, MTQ, SHQ, MRNF, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche du rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDÉIE, MESS, MFQ, MRNF, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, Services Québec, SQ, UQAM.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCCQ de planification – conditions hivernales extrêmes	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de conditions hivernales extrêmes.	MSP, MTQ, SQ, HQ, MSSS, MELS, Services Québec, MRNF, MESS.	Aucun	Travaux en cours

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCC de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MESS, MDÉIE, MAPAQ, SHQ, SIQ, Services Québec, MDDEP, CEHQ, MAMROT, MRNF, HQ, MFQ, CSPQ, SQ, MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCC sur les services d'urgence en milieux isolés	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieux isolés.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MRNF, MDDEP, SÉPAQ, SAAQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de prévention, sous-comité de l'OSCC (CIP)	Rendre compte à l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCC) de la mise en œuvre du cadre de prévention adopté par le gouvernement. Approuver les stratégies de mise en œuvre du cadre de prévention et s'assurer de la cohérence gouvernementale à cet égard. Dégager les ressources nécessaires en fonction des besoins initiaux et de l'évolution de la situation.	MSP, MRNF, MTQ, MDDEP, MAMROT	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité sur les coûts des sinistres	Convenir des modalités de suivi des dépenses relatives aux sinistres majeurs en vue d'optimiser les réclamations au fédéral.	MSP, MFQ, MSSS, SCT, MTQ, MDÉIE	Aucun	Travaux en cours
Comité d'experts sur l'érosion côtière	Fournir des conseils et des recommandations scientifiques en matière d'érosion et de submersion côtière au comité de direction en prévention (CDP).	MSP, MTQ, MDDEP, UQAR, Université de Sherbrooke, Pêches et Océans Canada, Environnement Canada, Ouranos	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de pilotage du Plan de mesures d'urgence nucléaire externes à la Centrale Gentilly 2 (PMUNE-G2)	Planification des mesures d'urgence pour faire face à un accident potentiel à la Centrale Gentilly 2.	MSP, ASSS, MAPAQ, MDDEP, MTQ, Services Québec, SQ, Hydro-Québec	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel sur les risques technologiques (CIRT)	Assurer la concertation interministérielle dans la gestion des risques technologiques, notamment en ce qui concerne la planification des mesures d'urgence, la communication des risques à la population et l'aménagement du territoire, et fournir des outils aux municipalités pour les aider à assumer leurs responsabilités dans ce domaine.	MSP, MDDEP, MAMROT, MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	Développer et mettre en place de nouveaux outils pour la gestion du risque de glissement de terrain à l'intention des municipalités, notamment par la production et la révision de cartes de zones exposées aux glissements de terrain, ainsi que par l'élaboration d'un cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol dans ces zones.	MSP, MTQ, MAMROT, MRNF	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les résidences de personnes âgées – plan de sécurité incendie	Examiner la problématique liée à l'élaboration et à l'implantation des plans de sécurité incendie pour les résidences pour personnes âgées, proposer et convenir de solutions visant à accroître significativement la sécurité de ces personnes dans le cadre de la certification.	MSP, MSSS, RBQ (ACSIQ)	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les alarmes non fondées	Réduire substantiellement l'occurrence et les conséquences négatives des alarmes d'incendie non fondées.	MSP, RBQ (et plusieurs partenaires extérieurs)	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur en prévention (CDP)	Assurer le bon fonctionnement opérationnel de l'ensemble des projets du Cadre de prévention des principaux risques naturels. Adopter les planifications annuelles par aléas devant être réalisées dans le cadre de prévention.	MDDEP, MSP, MAMROT, MTQ, MRNF, MSG	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur l'aménagement du territoire	Consulter les ministères sur le développement d'outils cartographiques et normatifs utilisés aux fins d'aménagement du territoire et d'urbanisme (en lien notamment avec le Cadre de prévention des principaux risques naturels).	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MTQ	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité civile	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile, plus particulièrement sur les grandes orientations dans le domaine, les besoins des intervenants en matière de soutien à la gestion des risques, les enjeux associés à la sécurité civile ou à l'organisation et au fonctionnement des organisations de sécurité civile, les stratégies de promotion et de mobilisation de la société civile, etc.	MSP, SQ, MAMROT (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal)	Aucun	Travaux en cours

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif en sécurité incendie	Analyser toute question relative à la sécurité incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations en matière de sécurité incendie, les besoins de la population, les enjeux associés à la sécurité incendie ou à l'organisation et au fonctionnement des services municipaux de sécurité incendie, aux problématiques particulières de lutte contre les incendies et autres sinistres, etc.	MSP, ÉNPQ, MAMROT, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal)	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de rétablissement	Le Comité interministériel doit coordonner l'action des ministères et organismes concernés par la préparation et la mise en œuvre des plans d'action et de projets de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, MRNF, MAPAQ, Tourisme, Services Québec, MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité régional rétablissement – Région : Bas St-Laurent, Gaspésie et Îles de la Madeleine	Le Comité régional de rétablissement a pour mandat d'harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, MRNF, MAPAQ, Services Québec, ASSS	Aucun	Travaux en cours
Comité régional rétablissement – Région : Montérégie	Le Comité régional de rétablissement a pour mandat d'harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MAMROT, MDDEP, ASSS.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les services de garde en milieu familial	Élaboration d'un guide sur les mesures d'urgence pour les services de garde en milieu familial.	MSP, MFA (ACSIQ)	Aucun	Travaux en cours
Comité pour l'hébergement temporaire	Le Comité a pour mandat de trouver des solutions d'hébergement temporaire, lorsque la demande dépasse les capacités de la région affectée par un sinistre.	MSP, RBQ, MTO, Croix-Rouge	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

5. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2011-2012, indiquer :

- a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
- d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 5 : Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	
Régie des alcools, des courses et des jeux : A, B, C) voir la réponse aux questions 92 et 93 D) 40 922 \$	
Commission québécoise des libérations conditionnelles : A, B, C) voir la réponse aux questions 82 et 83 D) 170 879 \$	
Commissaire à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 71 et 72 D) Le Commissaire : 10 043 \$ E) La Commissaire adjointe : 1 740 \$	
Comité à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 77 et 78 D) 44 079 \$	
Bureau du coroner : A, B, C) voir la réponse aux questions 65 et 66 D) 12 230 \$	
Commissaire à la lutte contre la corruption : C) Commissaire associé : nommé le 19 octobre 2011 pour un mandat de 5 ans, rémunération prévue la première année : 129 980 \$ D) 9 741 \$	
Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du conseil des ministres.	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

6. Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 6 : Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		
Au ministère, 92 employés ayant un statut d'occasionnel n'ont pas été renouvelés durant la période de référence.		
Ils se répartissent ainsi dans les secteurs d'activités :		
Bureau du sous-ministre		1
Direction générale des services à la gestion		7
Direction générale des services correctionnels		42
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale		2
Direction générale des affaires policières		24
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie		10
Régie des alcools, des courses et des jeux		3
Bureau du coroner		1
Commissaire à la déontologie policière		1
Commissaire à la lutte contre la corruption - UPAC		1
	TOTAL	92

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

7. Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel
au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 7 : Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
Aucun employé n'a été congédié au cours de l'année concernée.

SOURCE : SAGIP



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2011-2012 et comparaison avec les quatre années précédentes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2011-2012 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Année budgétaire	Occasionnel	%
2011-2012	778	14
2010-2011	753	14
2009-2010	719	13
2008-2009	654	13

SOURCE : MEDIA, sauf pour 2010-2011 (SAGIR caractéristiques)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

9. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2010-2011 et pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 9 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2010-2011 et pour 2011-2012						
Entités	Période de référence 2010-2011 Occasionnels			Période de référence 2011-2012 Occasionnels		
	Nb d'employés occasionnels en poste au 31-03-2011	Nb d'employés occasionnels devenus permanents	Pourcentage	Nb d'employés occasionnels en poste au 31-03-2012	Nb d'employés occasionnels devenus permanents	Pourcentage
Bureau sous-ministre	15	5	33,33%	17	4	23,53%
Direction générale des services à la gestion	40	3	7,50%	36	7	19,44%
Direction générale des services correctionnels	386	76	19,69%	347	81	23,34%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	38	2	5,26%	40	8	20,00%
Direction générale des affaires policières	89	23	25,84%	127	8	6,30%
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	69	5	7,25%	105	37	35,24%
Régie des alcools, des courses et des jeux	91	7	7,69%	84	15	17,86%
Bureau du coroner	12	0	0,00%	13	0	0,00%
Commissaire à la déontologie policière	2	1	50,00%	3	0	0,00%
Comité de déontologie policière	0	0	0,00%	0	0	0,00%
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4	3	75,00%	6	2	33,33%
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	0	0	0,00%	0	2	0,00%
Indéterminés	7	0	0,00%			
TOTAL	753	125	16,60%	778	164	21,08%

NB: Le mot permanent tel qu'utilisé dans ce contexte signifie que l'employé est maintenant un employé, à tout le moins temporaire en vue d'une permanence.

Source : Pour 2010-2011, les données ont été extraites de SAGIR pour le nombre d'employés occasionnels et de SAGIP pour le nombre d'employés à caractère permanent.
Pour 2011-2012, les données ont été extraites de Média pour le nombre d'employés occasionnels et de SAGIP pour le nombre d'employés à caractère permanent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

10. Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2011-2012.

(LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

11. Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2011-2012, en incluant les coûts.

(AUCUN)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

12. État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 12 : État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2011-2012.

Les pourparlers entrepris par le ministère avec le milieu municipal visent à retenir les solutions pour contrer l'érosion et s'inspirent d'une stratégie convenue avec les quatre autres ministères signataires du Cadre de prévention des principaux risques naturels, soit le MTQ, le MAMROT, le MRNF et le MDDEP. Celle-ci privilégie le retrait progressif des résidences et infrastructures menacées, réservant l'option des ouvrages de protection dans les cas d'exception.

Cette orientation a pour effet d'éliminer le risque à la source, de diminuer les coûts potentiels des solutions et d'éviter à l'avenir les coûts récurrents d'entretien ou de remise en état. Prenant fin le 31 mars 2013, aucun nouveau projet lié au Cadre de prévention des principaux risques naturels n'a été mis en place au cours de l'exercice 2011-2012. Les actions du MSP ont plutôt permis d'assurer la continuité des travaux.

Par ailleurs, onze programmes spécifiques d'aide financière lors de situations d'imminence de mouvement de sol, ont été mis en œuvre en 2011-2012 et un montant de 3,3 M\$ a été versé pour démolir ou stabiliser le talus de la ou des résidences concernées.

De plus, 161 résidences ayant subi des dommages ou des pertes de terrains majeurs ont été déclarées en situation de danger imminent donnant droit à l'application du Programme spécifique relatif à la tempête de 2010 (Décret 113-2011) . Le MSP a donc versé pour l'ensemble de ce programme spécifique, un montant de 14,9 M\$ en indemnisation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

13. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère.
Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.



Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>ACSIQ</i>		
37257 Cert. Résidences personnes âgées	2	28,00 \$
37258 Séance information pour S.I. cert. Rés. pers. âgées	2	28,00 \$
37259 Séance compl. Guide prat. Cert. Rés. pers. âgées	2	28,00 \$
37260 Séance Compl. Guide prat. Cert. Rés. pers. âgées	1	14,00 \$
Total du fournisseur :	7	98,00 \$
Fournisseur : <i>AFI</i>		
37235 Word intermédiaire	1	285,72 \$
Total du fournisseur :	1	285,72 \$
Fournisseur : <i>AGILENT TECHNOLOGIES</i>		
36184 H8969A 1100-1200 Maintenance HPLC	1	1 699,45 \$
Total du fournisseur :	1	1 699,45 \$
Fournisseur : <i>AITQ</i>		
36042 Rencontre nat. Intervenants promo santé-prév. ITSS	1	100,00 \$
36108 Infections transmises sexuellement et par le sang	1	170,35 \$
Total du fournisseur :	2	270,35 \$
Fournisseur : <i>AMBULANCE ST-JEAN</i>		
36501 Requalification RCR	1	0,00 \$
36737 RCR et défibrillateur	12	1 164,00 \$
36738 RCR et défibrillateur	12	1 164,00 \$
36741 RCR et défibrillateur	10	970,00 \$
37014 RCR	6	39,20 \$
37017 RCR	11	1 722,85 \$
Total du fournisseur :	52	5 060,05 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : AMERICAN ACADEMY ASSOCIATION OF FORENSIC SCIENCES		
37207 Congrès AAFS	2	0,00 \$
37250 American Academy of Forensic Sciences (AAFS)	4	0,00 \$
Total du fournisseur :	6	0,00 \$
Fournisseur : APSSAP		
36026 Équipe d'intervention	5	0,00 \$
36144 Bien vivre au travail et être efficace	2	185,00 \$
36323 Colloque de l'APSSAP	1	112,04 \$
36545 Équipe d'intervention	15	0,00 \$
36546 Équipe d'intervention	14	0,00 \$
36699 Chariot élévateur	2	0,00 \$
36957 Comité de soutien en sécurité	7	255,51
37173 Programme cadre - Prévention et Sécurité DSPC	8	137,81 \$
Total du fournisseur :	54	690,36 \$
Fournisseur : ASCLD-AMERICAN SOC. OF CRIME LABORATORY DIRECTORS		
36182 Congrès annuel de l'ASCLD	1	2 513,00 \$
Total du fournisseur :	1	2 513,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION. DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC		
35879 Conférence archivistes vs informaticiens	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION CANADIENNE DES SCIENCES GÉOMATIQUES		
36802 Géomatique 2011	2	1 738,00 \$
37281 Géomatique 2011	1	1 095,00 \$
Total du fournisseur :	3	2 833,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION CANADIENNE ENTREPRISES DE GÉOMATIQUE		
36421 Géomatique 2011	5	906,00 \$
Total du fournisseur :	5	906,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE		
36790 Activité de ressourcement	1	395,00 \$
Total du fournisseur :	1	395,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : ASSOCIATION DES CHEFS DE SERVICES D'INCENDIE DU QUÉBEC		
36662 Congrès ACSIQ - 2011	1	507,00 \$
37255 Formation sur le complément au guide pratique	1	14,00 \$
Total du fournisseur :	2	521,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE		
35888 2 ^e journée des défis travail milieu carcéral	3	19,75 \$
Total du fournisseur :	3	19,75 \$
Fournisseur : ASSOCIATION OF FIREARMS AND TOOL MARK EXAMINERS		
35874 Congrès annuel AFTE	1	1 846,67 \$
Total du fournisseur :	1	1 846,67 \$
Fournisseur : BARREAU DU QUÉBEC		
35706 Bilan et perspective	3	0,00 \$
35836 Négociation convention collective - Code du travail	1	0,00 \$
36045 ABC de la comm. d'accès à l'information	1	0,00 \$
36062 Introduction relations avec les médias	1	0,00 \$
36063 Présentation Div. santé mentale du Tribunal administratif du Québec	2	0,00 \$
36067 Notion de base en santé mentale	2	0,00 \$
36069 Ordonnance de détention provisoire	2	0,00 \$
36073 Meurtre par compassion : une nouvelle réalité	1	0,00 \$
36221 Accommodement raisonnable droit applicable	2	0,00 \$
36228 L'avocat et la gestion de crise	2	0,00 \$
36237 Harcèlement : cadre juridique	2	552,98 \$
36382 Avocat/e administration publique	5	842,70 \$
36384 L'accessibilité à la justice et le Tribunal adm Qc	2	3,30 \$
36438 Pouvoirs et devoirs policiers	1	198,38 \$
36535 Révision judiciaire	3	396,76 \$
36572 Conférence sur le droit de l'environnement	1	0,00 \$
37100 Stratégies de communication et mobilisation avocats	2	0,00 \$
37101 Conférence - Accommodement raisonnable remariage	1	0,00 \$
37102 Doute raisonnable - Agression sexuelle	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	35	1 994,12 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : C.A.R.R.A.		
35947 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36089 Cours préparation à la retraite	1	250,00 \$
36147 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36148 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36149 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36150 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36225 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36226 Préparation à la retraite	1	307,48 \$
36373 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
36435 Préparation à la retraite	1	300,00 \$
36706 Planification à la retraite	1	250,00 \$
Total du fournisseur :	11	2 857,48 \$
Fournisseur : C.I.D.S. YVES PARADIS		
36681 Pornographie (cybercriminalité)	8	0,00 \$
37311 CIDS pronographie juvénile et cybercriminalité	5	71,50 \$
Total du fournisseur :	13	71,50 \$
Fournisseur: CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DU CSPQ		
00000 Comment rendre un contenu accessible avec Word	1	195,00 \$
Total du fournisseur :	1	195,00 \$
Fournisseur : CANADIAN LC-MS GROUP		
35878 Bioanalysis workshop - canadian LC-MS	2	740,51 \$
Total du fournisseur :	2	740,51 \$
Fournisseur : CARRA		
36080 Session de préparation à la retraite	5	1 150,16 \$
36312 Session de préparation à la retraite	11	2 760,70 \$
36360 Session de préparation à la retraite	6	1 585,70 \$
36379 Session de préparation à la retraite	6	1 678,95 \$
36580 Session de préparation à la retraite	7	1 873,88 \$
36669 CARRA PIPR - automne 2011	1	305,00 \$
36693 Session de préparation à la retraite	3	444, 40 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>CARRA</i>		
36734 Préparation à la retraite	3	28,60 \$
36993 Session de préparation à la retraite	6	1 540,47 \$
Total du fournisseur :	48	11 367,86 \$
Fournisseur : <i>CAVAC</i>		
37006 Intervention auprès des autochtones	1	325,00 \$
Total du fournisseur :	1	325,00 \$
Fournisseur : <i>CEDROM</i>		
36620 Déjeuner-conférence ACGRH	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>CEDROM SNI</i>		
37192 Lancement de la nouvelle application Surv. Réseaux sociaux	3	30,00 \$
Total du fournisseur :	3	30,00 \$
Fournisseur : <i>CEGEP - MAISONNEUVE</i>		
35875 InDesign Avancé (Mac)	2	720,00 \$
35876 Photoshop intermédiaire	2	600,00 \$
Total du fournisseur :	4	1 320,00 \$
Fournisseur : <i>CEGEP DE DRUMMONDVILLE</i>		
36796 Formation en sécurité civile	1	1,00 \$
Total du fournisseur :	1	1,00 \$
Fournisseur : <i>CEGEP DE RIMOUSKI</i>		
37262 Rédiger un compte rendu précis et complet	1	88,00 \$
Total du fournisseur :	1	88,00 \$
Fournisseur : <i>CENTER OF FORENSIC SCIENCES</i>		
37247 Annual CFS	1	94,59 \$
37251 Drug Impaired Driving Symposium 2012	3	2 143,40 \$
Total du fournisseur :	4	2 237,99 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE BAIE-COMEAU (ASC)		
37008 Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique	5	0,00 \$
37013 Calcul de la sentence	4	0,00 \$
37035 ECIU - Rappel annuel	7	0,00 \$
37040 Intervention d'urgence (ECIU) - Pratique	2	0,00 \$
37048 Arme - qualification	4	1 597,55 \$
Total du fournisseur :	22	1 597,55 \$
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL		
36940 OC-Poivre de Cayenne-Formateur reçu formation	4	1 614,56 \$
Total du fournisseur :	4	1 614,56 \$
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC		
36321 Tech.d'intervention physique-Moniteur TIP	1	502,51 \$
Total du fournisseur :	1	502,51 \$
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE		
36795 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	3	0,00 \$
36808 Agent inflammatoire - Personnel - Formation initiale	6	0,00 \$
36861 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2	0,00 \$
36862 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	4	0,00 \$
36863 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	4	0,00 \$
36864 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	3	0,00 \$
36865 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	6	0,00 \$
36866 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	7	0,00 \$
36867 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	6	0,00 \$
36868 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	7	0,00 \$
36869 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	4	0,00 \$
36870 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	4	0,00 \$
36871 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	3	0,00 \$
36872 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	5	0,00 \$
36873 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	5	0,00 \$
36874 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	4	0,00 \$
36875 Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	3	0,00 \$
36878 Arme - qualification	10	0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE		
36880 Arme - qualification	5	0,00\$
36882 Arme – qualification	5	0,00\$
36893 Arme - qualification	5	0,00\$
36894 Arme – qualification	4	0,00\$
36895 Arme - qualification	4	0,00\$
36896 Arme - pratique et rétention	2	0,00\$
36897 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
36898 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
36899 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
36900 Arme - pratique et rétention	3	0,00\$
36901 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
36902 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
36903 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
36904 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
36905 Arme - pratique et rétention	2	0,00\$
36906 Arme - pratique et rétention	3	0,00\$
36907 Arme - pratique et rétention	3	0,00\$
36908 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
36909 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
36910 Arme - qualification	5	0,00\$
36911 Armes - 9mm	5	0,00\$
37172 Armes - 9mm	6	0,00\$
37174 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
37175 Arme - pratique et rétention	5	0,00\$
37176 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
37177 Arme - qualification	3	0,00\$
37178 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
37179 Arme - pratique et rétention	4	0,00\$
37307 Équipe d'intervention suicide	13	0,00\$
37308 APRIA - incendie	5	0,00\$
37309 APRIA – incendie	5	0,00\$
Total du fournisseur :	227	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME		
35815 Armes à feu - pratique	4	562,89 \$
35816 Armes à feu - pratique	4	562,89 \$
35817 Armes à feu - pratique	5	577,19 \$
35818 Armes à feu - qualification	5	577,19 \$
35819 Armes à feu - qualification	5	577,19 \$
35820 Armes à feu - qualification	5	577,19 \$
35821 Armes à feu - qualification	5	577,19 \$
35822 Armes à feu - qualification	3	548,59 \$
35823 Armes à feu - qualification	5	460,49\$
35824 Armes à feu - qualification	4	446,19 \$
35825 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35826 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35827 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35828 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35829 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35830 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35831 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35832 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
35833 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
36240 Jumelage - Effets personnels-Rotation	3	0,00 \$
36241 Jumelage - Contrôle principal-Rotation	3	0,00 \$
36242 Jumelage - Pavillon C - Classement-Rotation	2	0,00 \$
36243 Jumelage - Pavillon F-Rotation	2	0,00 \$
36244 Jumelage - Gestion des sentences pour remplacement	2	0,00 \$
36245 Jumelage - Gestion des sentences pour remplacement	2	0,00 \$
36246 Jumelage - Contrôle principal	3	0,00 \$
36247 Jumelage - Contrôle principal	3	0,00 \$
36248 Jumelage - Remplacement temporaire de chef d'unité	2	0,00 \$
36249 Jumelage - Pavillon C-Nouvel employé	1	0,00 \$
36250 Jumelage - Quart de nuit-Nouvelle employée	1	0,00 \$
36251 Jumelage - Pavillon F-Nouvelle employée	1	0,00 \$
36252 Jumelage - Pavillon C& F-Nouvelle employée	1	0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité

Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME

	Nombre de participants	Total
36253 Armes à feu - qualification	4	446,19 \$
36254 Armes à feu - qualification	4	446,19 \$
36255 Armes à feu - qualification	4	446,19 \$
36256 Armes à feu - qualification	5	460,49 \$
36257 Armes à feu - qualification	0	215,99 \$
36258 Armes à feu - qualification	5	503,49 \$
36259 Armes à feu - qualification	5	503,49 \$
36260 Armes à feu - qualification	5	503,49 \$
36261 Armes à feu - qualification	5	503,49 \$
36262 Armes à feu - qualification	5	503,49 \$
36263 Armes à feu - qualification	4	489,19 \$
36264 Armes à feu - pratique	5	503,49 \$
36265 Armes à feu - qualification	5	503,49 \$
36266 Armes à feu - qualification	4	489,19 \$
36267 Armes à feu - qualification	3	474,89 \$
36268 Armes à feu - pratique	4	489,19 \$
36269 Armes à feu - reprise	4	489,19 \$
36270 Armes à feu - pratique des moniteurs	2	460,59 \$
36271 Armes à feu - administratif-formateur	1	0,00 \$
36272 Armes à feu - administratif-formateur	1	0,00 \$
36273 Armes à feu - administratif-formateur	1	0,00 \$
36274 Armes à feu - administratif-formateur	1	0,00 \$
36275 Jumelage - Agent de liaison CQLC au pavillon F	2	0,00 \$
36276 Jumelage - CQLC	2	0,00 \$
36277 Jumelage - CQLC	2	0,00 \$
36278 Techn. d'intervention physique (TIP)	5	271,50 \$
36279 Techn. d'intervention physique (TIP)	0	250,00 \$
36280 Techn. d'intervention physique (TIP)	0	300,000 \$
36281 Techn. d'intervention physique (TIP)	9	378,70 \$
36282 Techn. d'intervention physique (TIP)	6	385,80 \$
36283 Techn. d'intervention physique (TIP)	9	428,70 \$
36284 Techn. d'intervention physique (TIP)	9	428,70\$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME		
36285 Techn. d'intervention physique (TIP)	10	443,00 \$
36286 Techn. d'intervention physique (TIP)	8	414,40 \$
36287 Techn. d'intervention physique (TIP)	5	371,50 \$
36288 Techn. d'intervention physique (TIP)	7	350,10 \$
36289 Techn. d'intervention physique (TIP)	8	350,10 \$
36290 Jumelage - Pavillon C - Classement-Rempl. vacances	2	0,00 \$
36291 Jumelage - Pavillon C - Classement-Rempl. vacances	2	0,00 \$
36292 Armes à feu - pratique moniteur	1	4465,29 \$
36293 Armes à feu - pratique	5	503,49 \$
36294 Armes à feu - Cours de base-Théorie	5	271,50 \$
36295 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36296 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36297 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36298 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36299 Armes à feu - pratique	5	503,49 \$
36300 Armes à feu - pratique	4	489,19 \$
36301 Armes à feu - pratique	5	503,49 \$
36302 Armes à feu - Cours de base-Théorie	5	271,50 \$
36303 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36304 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36305 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36306 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36307 Armes à feu - pratique suite à un échec	2	417,59 \$
36308 Armes à feu - reprise qualif. suite à un échec	2	417,59 \$
36309 Armes à feu - pratique	5	503,49 \$
36310 Armes à feu -- pratique	4	489,19 \$
36311 Intervention d'urgence (ECIU)	13	541,80 \$
36315 Intervention d'urgence (ECIU)	14	500,20 \$
36316 Intervention d'urgence (ECIU)	12	471,60 \$
36317 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$
36318 Gestion de l'incarcération	8	0,00 \$
36352 Armes à feu - pratique	4	489,19 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants		Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME			
36353 Armes à feu - pratique	5		503,49 \$
36354 Armes à feu – pratique	3		474,89 \$
36355 Armes à feu - pratique	5		503,49 \$
36356 Jumelage -Effets personnels-Nouvelle employée	2		0,00 \$
36357 Jumelage-Socio-pour remplacement des vacances	2		0,00 \$
36358 Armes à feu - administratif-formateur	1		0,00 \$
36374 Armes à feu – pratique	5		503,49 \$
36375 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36440 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36441 Armes à feu - pratique	3		474,89 \$
36442 Armes à feu – pratique	4		489,19 \$
36443 Armes à feu - pratique	5		503,49 \$
36444 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36445 Armes à feu – pratique	4		489,19 \$
36446 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36447 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36448 Armes à feu - pratique	2		460,59 \$
36449 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36450 Armes à feu - pratique	5		503,49 \$
36451 Intervention d'urgence (ECIU)	10		498,90 \$
36585 Jumelage -Effets personnels	4		0,00 \$
36586 Jumelage -Comité du C (permis.de sortie)-Remplacement	2		0,00 \$
36587 Jumelage -Contrôle principal	2		0,00 \$
36588 Jumelage -Contrôle principal	4		0,00 \$
36589 Jumelage -Contrôle principal	3		0,00 \$
36591 Armes à feu - administratif-formateur	1		0,00 \$
36593 Armes à feu - administratif-formateur	1		0,00 \$
36594 Armes à feu - administratif-formateur	1		0,00 \$
36595 Armes à feu - pratique des moniteurs	2		460,59 \$
36596 Armes à feu - pratique	4		489,19 \$
36597 Armes à feu - Cours de base-Théorie	5		271,50 \$
36598 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5		503,49 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME		
36599 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36600 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36602 Programme protection respiratoire (APRIA)	4	0,00 \$
36603 Programme protection respiratoire (APRIA)	4	0,00 \$
36604 Programme protection respiratoire (APRIA)	3	0,00 \$
36605 Programme protection respiratoire (APRIA)	4	0,00 \$
36606 Programme protection respiratoire (APRIA)	6	0,00 \$
36607 Programme protection respiratoire (APRIA)	10	0,00 \$
36608 OC-Poivre de Cayenne-Requalification	10	0,00 \$
36609 OC-Poivre de Cayenne-Qualification	5	0,00 \$
36611 Gestion de l'incarcération	2	0,00 \$
36612 Jumelage - Chef d'unité de service	2	0,00 \$
36613 Gestion de l'incarcération	11	1 448,40 \$
36614 Gestion de l'incarcération	10	1 108,35 \$
36615 Gestion de l'incarcération	14	561,78 \$
36616 Gestion de l'incarcération	13	1 005,31 \$
36618 Gestion de l'incarcération	12	497,78 \$
36621 Jumelage - Palais St-Jérôme-Rotation	2	0,00 \$
36622 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$
36877 Armes à feu - qualification	0	0,00 \$
36931 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36932 Armes à feu - Cours de base-Théorie	5	0,00 \$
36933 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36934 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
36937 Armes à feu - Administratif-formateur	1	0,00 \$
36938 Programme protection respiratoire (APRIA)	6	0,00 \$
36939 OC-Poivre de Cayenne-Requalification	6	0,00 \$
37115 OC-Poivre de Cayenne-Requalification	10	0,00 \$
37128 Intervention d'urgence (ECIU)	13	485,90 \$
37134 Techn. d'intervention physique (TIP)	10	373,50 \$
37148 Jumelage - Pavillon C - Classement-Rempl.vacances	2	0,00 \$
37149 Jumelage - Admission-prévention suicide	2	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>CENTRE DE DÉTENTION DE ST-JÉRÔME</i>		
37150 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$
37151 Mesures de sécurité et d' incendie-services alimentaires	3	0,00 \$
37152 Intervention d'urgence (ECIU)	14	534,82 \$
37153 Techn. d'intervention physique (TIP)	10	423,50 \$
37154 Techn. d'intervention physique (TIP)	10	373,50 \$
37155 Techn. d'intervention physique (TIP)	7	373,50 \$
37156 Techn. d'intervention physique (TIP)	8	373,50 \$
37157 Techn. d'intervention physique (TIP)	8	373,50 \$
37158 Intervention d'urgence (ECIU)	11	547,17 \$
37165 Gestion de l'incarcération	13	1 454,39 \$
37166 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
37167 Armes à feu - Cours de base-Pratique	5	503,49 \$
Total du fournisseur :	843	56 787,49 \$
Fournisseur : <i>CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC (ASC)</i>		
35920 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
35921 Armes à feu - Pratique	10	0,00 \$
35922 Armes à feu - Base	5	0,00 \$
35923 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
35924 Armes à feu - Pratique	8	0,00 \$
35925 Armes à feu - Pratique	11	0,00 \$
35926 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
35927 Armes à feu - Requalification	11	0,00 \$
35928 Armes à feu - Coaching et reprise de qualification	2	0,00 \$
35929 Armes à feu - Qualification	9	0,00 \$
35930 Armes à feu - Qualification	10	0,00 \$
35932 Armes à feu - Qualification	8	0,00 \$
35933 Armes à feu - Qualification	8	0,00 \$
35934 Armes à feu - Qualification	11	0,00 \$
35935 Armes à feu - Coaching et reprise de qualification	3	0,00 \$
35936 Armes à feu - Coaching et reprise de qualification	4	0,00 \$
35937 Armes à feu - Coaching et reprise de qualification	3	0,00 \$
35938 Armes à feu - Pratique et qualification annuelle	6	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC (ASC)		
35939 Armes à feu - Pratique	8	0,00 \$
35940 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
35941 Armes à feu - Pratique	10	0,00 \$
35942 Armes à feu - Pratique	6	0,00 \$
35943 Armes à feu - Qualification	2	0,00 \$
35988 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
35990 Armes à feu - Base	5	0,00 \$
36452 Armes à feu - Base	4	0,00 \$
36453 Armes à feu - Pratique	5	0,00 \$
36454 Armes à feu - Pratique	8	0,00 \$
36455 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
36456 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
36457 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
36458 Armes à feu - Pratique	9	0,00 \$
36459 Armes à feu - Qualification	6	0,00 \$
36460 Armes à feu - Qualification	6	0,00 \$
36461 Armes à feu - Qualification	6	0,00 \$
36462 Armes à feu - Qualification	6	0,00 \$
36463 Armes à feu - Coaching et qualification	5	0,00 \$
36464 Armes à feu - Coaching et qualification	2	0,00 \$
36465 Armes à feu - Pratique	2	0,00 \$
36466 Armes à feu - Pratique	10	0,00 \$
36467 Armes à feu - Pratique	11	0,00 \$
36468 Armes à feu - Pratique	6	0,00 \$
36469 Armes à feu - Pratique	10	0,00 \$
36470 Armes à feu - Pratique	6	0,00 \$
36471 Armes à feu - Pratique	5	0,00 \$
36472 Armes à feu - Coaching et qualification	2	0,00 \$
36473 Armes à feu - Pratique	5	0,00 \$
36474 Armes à feu - Pratique	4	0,00 \$
36475 Armes à feu - Pratique	7	0,00 \$
36476 Armes à feu - Pratique	5	0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité

Nombre de participants

Total

Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC (ASC)

36477 Armes à feu - Base

36625 Armes à feu - Base

36626 Armes à feu - Base

36627 Armes à feu - Qualification

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE DE LANGUES INTERNATIONALES

37282 Programme formation linguistique anglaise

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE QUÉBEC

35696 Prévention du suicide - Hull

35697 Prévention du suicide - New Carlisle

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS

36780 Co-développement chef d'équipe

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE DOLLARD CORMIER

35945 Formation de base Toxicomanie

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE HOSPITALIER PIERRE-JANET

36705 Santé mentale

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE JEUNESSE

36506 Mesures LSJPA et protocole entente DGSC

36574 Séminaire gangs et délinquance

Total du fournisseur :

Fournisseur : CENTRE QUÉBÉCOIS DE LEADERSHIP

36425 Atelier sur l'innovation

Total du fournisseur :

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>CENTRE SERVICES PARTAGÉS QUÉBEC</i>		
36398 Co-développement chefs d'équipe	1	72,85 \$
Total du fournisseur :	1	72,85 \$
Fournisseur : <i>CHUBB EDWARDS</i>		
36427 C-Cure 9000 –système de sécurité et de surveillance	2	1 800,00 \$
Total du fournisseur :	2	1 800,00 \$
Fournisseur : <i>COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS</i>		
36701 Excel 2010	1	270,00 \$
Total du fournisseur :	1	270,00 \$
Fournisseur : <i>COLLÈGE DE MAISONNEUVE</i>		
36579 Colloque prostitution filles et garçons -nouv. Tec	1	145,00 \$
37245 Formation Filemaker	2	1 330,00 \$
Total du fournisseur :	3	1 475,00 \$
Fournisseur : <i>COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES</i>		
36338 Personne désignée CQLC	3	39,35 \$
36351 Immigration-Loi sur l'immigration en lien avec CQLC+SCQ	6	0,00 \$
Total du fournisseur :	9	39,35 \$
Fournisseur : <i>CONFÉRENCES DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC</i>		
36087 Preuve par expert: aider le juge des faits	1	75,00 \$
36090 Colloque de la CJAQ	6	1 550,00 \$
Total du fournisseur :	7	1 625,00 \$
Fournisseur : <i>CONFOO</i>		
37237 Conférence PHP	1	1 494,68 \$
Total du fournisseur :	1	1 494,68 \$
Fournisseur : <i>CONSEIL DU TRÉSOR</i>		
37001 Assurance-traitement	2	950,48 \$
Total du fournisseur :	2	950,48 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>CONSEIL EXÉCUTIF</i>		
36168 Veille & prospection	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>CONTECH</i>		
36857 Événement bâtiment Contech 2011	2	29,96 \$
Total du fournisseur :	2	29,96 \$
Fournisseur : <i>CONTRÔLEUR DES FINANCES</i>		
36138 L'état du Québec et son fonctionnement	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>CRAIM - MM</i>		
36668 Formation explosif-blève substance inflammable-non	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>CRISE</i>		
36059 Colloque Institut d'été du CRISE	1	175,55 \$
Total du fournisseur :	1	175,55 \$
Fournisseur : <i>CROIX-ROUGE</i>		
36209 RCR	1	0,00 \$
37264 Communication en situation urgence	2	0,00 \$
37270 Premier soins RCR	8	4 250,00 \$
37280 Formation sur services aide aux personne sinistrées	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	12	175,55 \$
Fournisseur : <i>CSPQ-CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS...</i>		
36086 Conférence des juristes de l'État	3	980,60 \$
36101 Le stress et ses impacts performance au travail	2	98,00 \$
36102 Journée du personnel du soutien	2	0,00 \$
36424 Journée des acquisitions	1	140,00 \$
36667 Forum fonction publique en Estrie	2	0,00 \$
36671 Atelier de leadership	1	75,00 \$
37056 Français correctif	1	170,03 \$
37249 Petit déjeuner du leadership	1	73,04 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : CSPQ-CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS...		
37266 Formation régime retraite CARRA	1	43,00 \$
37272 Formation sur mesure en français correctif	1	100,00 \$
37273 Atelier leadership transformationnel	1	130,00 \$
37274 Assum. leadership-import. prendre bonne décision	1	130,00 \$
Total du fournisseur :	17	1 939,67 \$
Fournisseur : CSST		
37314 Formation RCR	1	139,00 \$
Total du fournisseur :	1	139,00 \$
Fournisseur : DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE ET ENQUÊTES		
37110 Armes - Pratique de tir moniteurs	2	0,00 \$
37111 Armes - Pratique Qualification	70	3 597,20 \$
37181 Armes - Pratique Qualification	70	3 597,20 \$
Total du fournisseur :	1	7 194,40 \$
Fournisseur : DIRECTION VÉRIFICATION ET SÉCURITÉ (MSP)		
36320 Pour remplacement du gestionnaire respons. GRS	1	157,84 \$
Total du fournisseur :	1	157,84 \$
Fournisseur : DRH		
36350 Climat au travail-Les valeurs d'une équipe	8	0,00 \$
36768 Relations interpersonnelles au travail	1	102,65 \$
Total du fournisseur :	9	102 65 \$
Fournisseur : E.N.A.P.		
36141 Forum des jeunes de la fonction publique	1	130,00 \$
36359 Programme de formation en gestion publique	1	117,90 \$
36698 Gestion du rendement - module 6	1	577,12 \$
36745 Programme de formation en gestion publique	1	53,60 \$
36844 Actes illicites sur Internet - Prévention	2	799,80 \$
36852 Planification et la gestion stratégique	17	425,00 \$
Total du fournisseur :		2 103,42 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>EBR</i>		
36847 Symposium EBR	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE</i>		
36779 Gestion d'un réseau local	2	1 370,00 \$
Total du fournisseur :	2	1 370,00 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL</i>		
37219 DES en gestion	1	361,12 \$
Total du fournisseur :	1	361,12 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE NATIONALE & ADMINISTRATION PUBLIQUE</i>		
35946 Programme de formation en gestion publique	2	291,34 \$
37301 Leadership action pour gestionnaire de gestionnaires	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	3	291,34 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</i>		
36327 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	2	384,23 \$
36328 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	1	83,84 \$
36329 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	1	116,84 \$
36330 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	1	60,90 \$
36331 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	1	40,60 \$
36346 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	1	455,70 \$
36347 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	1	305,39 \$
36646 Leadership pour gestionnaire de gestionnaires	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	9	1 447,50 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE NICOLET</i>		
35896 Formation alcootest-intoxilyzer 500C	1	0,00 \$
36088 École nationale de police	5	219,75 \$
Total du fournisseur :	6	219,75 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL</i>		
37261 Atelier protection Infrastructure Essentiels	1	70,00 \$
Total du fournisseur :	1	70,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : ÉDUMICRO		
36177 Excel expérimentation 1	1	226,00 \$
36181 Word expérimentation 2	1	305,77 \$
36380 Excel expérimentation 2	1	298,00 \$
36692 Excel pour comptable	1	269,30 \$
37210 Excel expérimentation 1	1	226,00 \$
37211 Excel expérimentation 2, 2007/2010	1	226,00 \$
Total du fournisseur :	6	1 551,07 \$
Fournisseur : ÉNAP		
36105 Programme d'accueil et d'intégration gestionnaires	1	547,69 \$
36943 Programme d'accueil et d'intégration gestionnaires	1	464,46 \$
36991 Leadership action pour gestionnaire de gestionnaires	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	3	1 012,15 \$
Fournisseur : ENPQ		
35704 PIFASC - 8 ^e cohorte	42	323 314,26 \$
35705 PIFASC - 9 ^e cohorte	45	319 101,81 \$
35886 PIFASC - 10 ^e cohorte	34	295 059,97 \$
35891 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	3	224,76 \$
35892 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	3	425,38 \$
36052 Atelier sensibilisation ENPQ - Gestionnaires	6	0,00 \$
36104 Programme d'accueil et d'intégration gestionnaires	2	478,80 \$
36106 Programme d'accueil et d'intégration - module 2	1	389,53 \$
36113 Programme d'intégration et d'intégration gestion gestionnaires	1	554,17 \$
36220 PIFASC - Instrumentation des agents formateurs	6	7 730,89 \$
36223 PIFASC - 11 ^e cohorte	40	240 556,12 \$
36229 PIFASC - Instrumentation des agents formateurs	6	7 965,64 \$
36231 PIFASC - Instrumentation des agents formateurs	6	8 076,42 \$
36232 PIFASC - Instrumentation des agents formateurs	6	9 082,65 \$
36322 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	3	0,00 \$
36365 Rapport d'événement	1	0,00 \$
36411 PIFASC - 12 ^e cohorte	1	735,04 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : ENPQ		
36565 Intervention physique, casques et boucliers	6	0,00 \$
36584 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	2	169,08 \$
36672 Programme de formation en gestion pour les gestionnaires de 1 ^{er} niveau	5	340,78 \$
36736 Cardio secours - défibrillateur externe aut.	1	367,31 \$
36781 Chef d'unité	1	90,30 \$
36826 Dynamique de gestion	1	172,71 \$
36952 Fouille (PIFASC) 11 ^e cohorte	2	0,00 \$
37021 Moniteur ENPQ	3	33,90 \$
37049 Chef d'unité - Formation ENPQ	1	1 433,71 \$
37057 Gestion du rendement au quotidien	2	187,00 \$
37238 Application pouvoirs arrestation ASC SCR-002	233	0,00 \$
Total du fournisseur :		1 216 490,23 \$
Fournisseur : ENVIRONNEMENT CANADA		
36665 Formation Environnement Canada	2	0,00 \$
36666 Urgence environnement	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	3	0,00 \$
Fournisseur : ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP		
36610 OC-Poivre de Cayenne-Formateurs reçu formation	2	175,44 \$
36766 PIFASC - 7 ^e cohorte Intégration RDP	7	0,00 \$
36924 Remise 42 hrs - TIP Contrôle articulaire	26	0,00 \$
36925 Remise 42 hrs - TIP interv. Cellule	27	0,00 \$
36926 Remise 42 hrs - TIP Asphyxie positionnelle	26	0,00 \$
36927 Remise 42 hrs - TIP Asphyxie positionnelle	28	0,00 \$
36928 Remise 42 hrs - TIP Asphyxie positionnelle	28	0,00 \$
36929 Remise 42 hrs - Risques Biologiques	21	0,00 \$
36930 Remise 42 hrs - Risque Biologiques	27	0,00 \$
36959 Remise 42 hrs - TIP Asphyxie positionnelle	21	0,00 \$
36960 Remise 42 hrs - TIP Risques Biologiques	28	0,00 \$
36961 Remise 28 - 32 hrs MSA	12	0,00 \$
36962 Remise 28 - 32 hrs ECIU	2	0,00 \$
36963 Remise 28 - 32 hrs O.C. Recertification	3	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP		
36994 PIFASC - 9 ^e cohorte Intégration RDP	9	0,00 \$
37005 PIFASC - 10 ^e cohorte Intégration RDP	10	0,00 \$
37112 PIFASC - 5 ^e cohorte Intégration RDP	13	0,00 \$
37113 Gestion de l'incarcération	8	0,00 \$
37114 Intégration à la tâche - Parloir	5	0,00 \$
37116 Intégration à la tâche - Parloir	1	0,00 \$
37118 Intégration à la tâche - Admission	5	0,00 \$
37119 Intégration à la tâche - Accueil	1	0,00 \$
37120 Intégration à la tâche - Accueil	1	0,00 \$
37121 Intégration à la tâche - Contrôle central	4	0,00 \$
37122 Intégration à la tâche - Gestionnaire	1	0,00 \$
37123 Intégration à la tâche - Secrétaire de direction	1	0,00 \$
37130 Armes - Qualification	9	0,00 \$
37131 Armes - Pratique	12	1 666,35 \$
37132 Armes - Pratique	31	609,08 \$
37133 Poivre de Cayenne O.C. -Initiale	7	0,00 \$
37135 Poivre de Cayenne O.C. -Initiale	8	0,00 \$
37136 Poivre de Cayenne O.C. - rappel	14	0,00 \$
37137 Poivre de Cayenne O.C. - rappel	15	0,00 \$
37138 Poivre de Cayenne O.C. - initiale	6	0,00 \$
37139 Gestion de l'incarcération	12	0,00 \$
37140 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$
37141 Gestion de l'incarcération	11	0,00 \$
37160 Poivre de Cayenne O.C. – initiale	5	0,00 \$
37163 Poivre de Cayenne O.C	27	0,00 \$
37164 Poivre de Cayenne O.C. - rappel	4	0,00 \$
37182 ECIU Rappel	23	0,00 \$
37183 Intervention physique - Rappel	29	389,00 \$
37184 Intervention physique - Rappel	0	389,00 \$
37185 TIP mise à niveau	11	0,00 \$
Total du fournisseur :	551	3 228,87 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>FIRME REGAIN</i>		
36879 Journée d'équipe coeur à l'ouvrage	15	408,48 \$
Total du fournisseur :	15	408,48 \$
Fournisseur : <i>FONDATION DES MALADIES DU COEUR</i>		
35739 RCR et DEA	4	0,00 \$
36582 Soins immédiats/anaphylaxie	1	0,00 \$
36813 Formation Formateur RCR	1	0,00 \$
37083 RCR et DEA	7	194,00 \$
37084 RCR et DEA	10	194,00 \$
37085 RCR et DEA	8	194,00 \$
37294 RCR et DEA	8	0,00 \$
Total du fournisseur :	39	582,00 \$
Fournisseur : <i>FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE</i>		
36415 Réunion du FRVI	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>GENETEC</i>		
36429 Security Center Commune et Omnicast 5.0	1	1 725,00 \$
Total du fournisseur :	1	1 725,00 \$
Fournisseur : <i>GOVERNEMENT FÉDÉRAL</i>		
36656 Séminaire sur la capacité d'intervention dans le Nord du Québec	4	84,60 \$
Total du fournisseur :	4	84,60 \$
Fournisseur : <i>GRC</i>		
36643 Coordonnateur d'information menace terroriste	3	85,80 \$
37213 Microbial Forensics Workshop	1	0,00 \$
37248 Journée formation avec GRC	1	112,96 \$
Total du fournisseur :	5	198,76 \$
Fournisseur : <i>HACKFEST</i>		
36428 Communication sur la sécurité informatique	1	60,00 \$
Total du fournisseur :	1	60,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : IAAI		
35873 L'incendie et les procédures judiciaires	2	245,00 \$
Total du fournisseur :	2	245,00 \$
Fournisseur : IMPACT RIVIÈRE-GATINEAU		
36110 Prévention de la violence conjugale	1	131,00 \$
Total du fournisseur :	1	131,00 \$
Fournisseur : INITIATIVE DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIE CBRNE		
37254 Séminaire Rég. éval. masse- prise charge personnes décédées	3	28,00 \$
Total du fournisseur :	3	28,00 \$
Fournisseur : INSTITUT DE TIR DE L'EST DU QUÉBEC		
35838 Formation de tir	4	0,00 \$
35846 Qualification de tir	1	0,00 \$
35849 Formation bâton	1	0,00 \$
36709 Qualification de tir	4	0,00 \$
Total du fournisseur :	10	0,00 \$
Fournisseur : INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES - SECTION DE QUÉBEC		
36414 Approche du VGQ en vérif. optimisation ressources	5	0,00 \$
36419 Gestion des risques	1	115,00 \$
36420 Pratique de la vérification interne	4	2 300,00 \$
36431 Vérification fondée sur les risques	1	475,00 \$
Total du fournisseur :	11	2 890,00 \$
Fournisseur : INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES - SECTION MONTRÉAL		
36416 Passeport Formation	2	1 031,30 \$
Total du fournisseur :	2	1 031,30 \$
Fournisseur : INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC		
36502 Pour une nouvelle vision de l'homosexualité	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>INTERNATIONAL SOCIETY FORENSIC GENETICS</i>		
36206 Congrès ISFG 2011	1	4 615,58 \$
37220 Congrès ISFG	1	4 642,00 \$
Total du fournisseur :	2	9 257,58 \$
Fournisseur : <i>ISACA-INFORMATION SYSTEMS AUDIT AND CONTROL ASSOCIATION</i>		
36430 Vérification des technologies de l'information	1	900,00 \$
36846 Automatisation de la révision des droits d'accès	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	2	900,00 \$
Fournisseur : <i>JEVI</i>		
37304 SUICIDE-Prévention du suicide	2	0,00 \$
37305 SUICIDE-Prévention du suicide	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	4	0,00 \$
Fournisseur : <i>KEREON</i>		
36859 Formation CISSP	1	2 795,00 \$
Total du fournisseur :	1	2 795,00 \$
Fournisseur : <i>LES CONFÉRENCES FORMES</i>		
36855 <i>Approche écologique</i>	2	190,00 \$
Total du fournisseur :	2	190,00 \$
Fournisseur : <i>MAPAQ</i>		
36657 Formation MAPAQ	4	0,00 \$
36658 Formation MAPAQ	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	5	0,00 \$
Fournisseur : <i>MDDEP</i>		
36659 Formation traitement et prise téléphone urgence	1	0,00 \$
36797 Formation prise appels urgence-environnement	1	0,00 \$
37268 Forum sciences environnementales	7	58,00 \$
Total du fournisseur :	9	58,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MINISTÈRE DE LA JUSTICE		
36601 Doute raisonnable (agression sexuelle) : jurisprudence	1	0,00 \$
36854 Code de déontologie de l'Ordre des architectes	5	0,00 \$
Total du fournisseur :	6	0,00 \$
Fournisseur : MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (RH)		
35890 BISI - Mai 2011	12	0,00 \$
36056 BISI - Juin 2011	14	5 800,00 \$
36081 Arme - qualification	58	1 248,84 \$
36082 Arme - formation initiale	5	322,44 \$
36085 Arme - formation initiale	6	316,79 \$
36234 Rencontre planification	3	5 800,00 \$
36313 BISI - Octobre 2011	11	0,00 \$
36326 Arme - qualification	8	107,75 \$
36362 Arme - qualification	10	40,34 \$
36378 BISI - Novembre 2011	11	0,00 \$
36432 Règlement des situations de conflit et al.	1	0,00 \$
36516 Gestion du personnel - Remise des attentes	11	0,00 \$
36561 Gestion du personnel - Remise des attentes	9	0,00 \$
36678 BISI - Nouveaux membres	6	2 000,00 \$
36679 Arme - pratique	56	1 086,73 \$
36707 LAGG	1	827,26 \$
36708 BISI - Décembre 2011	19	0,00 \$
36746 Mise à jour formation des formateurs LSCMI	1	752,95 \$
37002 Mise à jour formation des formateurs LSCMI	1	26,00 \$
37033 Préparation formation LSCMI	1	567,57 \$
37088 Formation dossier	14	0,00 \$
37142 Gestion du personnel - Remise des attentes	11	0,00 \$
37225 BISI - Février 2012	14	0,00 \$
37299 LAGG	1	212,00 \$
Total du fournisseur :	284	19 108,67 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX</i>		
36145 WebÉducation	2	14,30 \$
Total du fournisseur :	2	14,30 \$
Fournisseur : <i>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</i>		
36673 Formation sur réanimation cardio respiratoire	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	2	0,00 \$
Fournisseur : <i>MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF</i>		
36439 Réseau des responsables de l'accès aux documents	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	2	0,00 \$
Fournisseur : <i>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (Inf.)</i>		
36140 Gestion de projet	13	0,00 \$
36434 Analyse d'affaires	7	0,00 \$
36848 Analyse d'affaires	5	0,00 \$
37103 Analyse d'affaires	2	0,00 \$
37104 Analyse d'affaires	2	0,00 \$
37105 Analyse d'affaires	2	0,00 \$
37106 Analyse d'affaires	2	0,00 \$
37107 Analyse d'affaires	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	35	0,00 \$
Fournisseur : <i>MSP</i>		
35744 PIFASC - 7 ^e Cohorte - Stage détention- Formateurs	14	0,00 \$
35745 PIFASC – 7 ^e Cohorte- 3 jours d'intégration	15	0,00 \$
35837 RCR	11	0,00 \$
35839 RCR	9	0,00 \$
35845 Console - panneau incendie	2	0,00 \$
35853 Formation panneau d'incendie	7	0,00 \$
35854 Rapport d'événement	4	0,00 \$
35856 Certification de tir	1	0,00 \$
35857 Formation continue	1	0,00 \$
35862 RCR	3	0,00 \$
35863 Qualification de tir	5	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP		
35864 Qualification de tir	4	0,00 \$
35882 Requalification tir annuelle	5	0,00 \$
35883 Requalification tir annuelle	7	0,00 \$
35885 Requalification tir annuelle	1	0,00 \$
35914 Lagibert	4	0,00 \$
35944 Appareil rayons-X et rappel admission	3	0,00 \$
35960 Admission	2	0,00 \$
35965 Tech. intervention physique - Rappel	20	0,00 \$
35975 Lagibert	7	0,00 \$
35978 Techniques d'intervention physique (base)	13	0,00 \$
35979 Techniques d'intervention physique (rappel)	12	0,00 \$
35980 Techniques d'intervention physique (rappel)	13	0,00 \$
35981 Techniques d'intervention physique (rappel)	14	0,00 \$
35982 Techniques d'intervention physique (rappel)	14	0,00 \$
35983 Techniques d'intervention physique (rappel)	14	0,00 \$
35984 Techniques d'intervention physique (rappel)	13	0,00 \$
35985 Techniques d'intervention physique (rappel)	9	0,00 \$
35991 Agents inflammatoires (OC) base	5	0,00 \$
35992 Agents inflammatoires (OC) base	7	0,00 \$
36050 OC- Recertification	50	0,00 \$
36060 PIFASC - 8 ^e cohorte - Stage détention- Formateurs	9	0,00 \$
36061 PIFASC -8 ^e cohorte- 3 jours d'intégration	10	0,00 \$
36065 Qualification annuelle de tir	4	0,00 \$
36066 Qualification annuelle de tir	4	0,00 \$
36074 Qualification annuelle de tir	4	0,00 \$
36076 Bâton télescopique	1	0,00 \$
36078 OC- Recertification	12	0,00 \$
36083 PIFASC - 9 ^e cohorte - 3 jours d'intégration	14	0,00 \$
36084 PIFASC - 9 ^e cohorte - Stage détention- Formateurs	9	0,00 \$
36107 SAGIR	11	0,00 \$
36153 Qualification tir annuelle	4	362,36 \$
36154 Qualification tir annuelle	4	42,90 \$
		0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP		
36155 Qualification annuelle de tir	4	0,00 \$
36156 Qualification annuelle de tir	2	0,00 \$
36157 Qualification annuelle de tir	3	0,00 \$
36158 Qualification annuelle de tir	5	0,00 \$
36159 Qualification annuelle de tir	1	0,00 \$
36160 Qualification annuelle de tir	3	0,00 \$
36161 Qualification annuelle de tir	2	0,00 \$
36162 Qualification annuelle de tir	3	0,00 \$
36163 Qualification annuelle de tir	5	0,00 \$
36164 Qualification annuelle de tir	3	0,00 \$
36165 Qualification annuelle de tir	4	0,00 \$
36166 Qualification annuelle de tir	4	0,00 \$
36167 Qualification annuelle de tir	3	0,00 \$
36194 Qualification de tir annuelle	6	171,20 \$
36195 Qualification de tir annuelle	7	0,00 \$
36196 Qualification de tir annuelle	6	0,00 \$
36217 RCR	1	0,00 \$
36218 Qualification de tir annuelle	6	0,00 \$
36314 ASC accompagnateurs - Évaluateurs	17	0,00 \$
36337 Formation LSCMI	2	41,20 \$
36339 Formation LSCMI	2	0,00 \$
36344 PIFASC - 10 ^e cohorte- 3 jours d'intégration	10	0,00 \$
36348 PIFASC – 10 ^e cohorte - Stage détention- Formateurs	15	0,00 \$
36361 OC- formation initiale	1	0,00 \$
36363 Intervention personne armée et scène de crime	6	0,00 \$
36366 Droit pénal	1	0,00 \$
36367 Droit pénal	1	0,00 \$
36368 Droit pénal	1	0,00 \$
36369 Droit pénal	2	0,00 \$
36370 Droit pénal	1	0,00 \$
36371 Droit pénal	2	0,00 \$
36399 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	9	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP		
36400 Agent inflammatoire	7	0,00 \$
36401 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	10	0,00 \$
36402 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	10	0,00 \$
36403 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	7	0,00 \$
36404 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	9	0,00 \$
36405 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	10	0,00 \$
36406 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	8	0,00 \$
36407 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	8	0,00 \$
36408 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	6	0,00 \$
36409 Gestion des personnes difficiles	2	128,18 \$
36433 Corruption et contrats publics	1	0,00 \$
36499 Appareils respiratoires autonomes MSA-Extincteurs	15	0,00 \$
36515 Appareils respiratoires autonomes MSA (base)	7	0,00 \$
36519 Appareils respiratoires autonomes MSA (refresh)	16	0,00 \$
36520 Appareils respiratoires autonomes MSA (refresh)	15	0,00 \$
36521 Appareils respiratoires autonomes MSA (refresh)	13	0,00 \$
36522 Appareils respiratoires autonomes MSA (base)	5	0,00 \$
36523 Agents inflammatoires (OC) refresh	9	0,00 \$
36524 Agents inflammatoires (OC) refresh	10	0,00 \$
36525 Agents inflammatoires (OC) base	7	0,00 \$
36526 Agents inflammatoires (OC) refresh	10	0,00 \$
36527 Agents inflammatoires (OC) refresh	10	0,00 \$
36529 Techniques d'intervention physique (base)	11	0,00 \$
36531 Techniques d'intervention physique (base)	14	0,00 \$
36532 Appareils respiratoires autonomes MSA (base)	6	0,00 \$
36533 Appareils respiratoires autonomes MSA (refresh)	16	0,00 \$
36534 Appareils respiratoires autonomes MSA (refresh)	14	0,00 \$
36536 Appareils respiratoires autonomes MSA (refresh)	15	0,00 \$
36538 Techniques d'intervention physique (base)	14	0,00 \$
36566 Agent inflammatoire	6	0,00 \$
36567 Appareils respiratoires autonomes MSA-extincteurs	9	0,00 \$
36568 Armes à feu - Pratique de tir et qualification	5	71,50 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants		Total
Fournisseur : MSP			
36569 Armes à feu - Pratique de tir et qualification	5		71,50 \$
36570 Qualification de tir	3		0,00 \$
36571 Renouvellement tir (annuel)	2		91,32 \$
36573 Loi concernant la lutte contre la corruption	1		0,00 \$
36578 Loi concernant la lutte contre la corruption	2		0,00 \$
36581 Requalification tir au pistolet	1		143,62 \$
36583 Qualification annuelle de tir	3		0,00 \$
36624 Corruption et contrats publics	5		0,00 \$
36628 Agents inflammatoires (OC) base	8		0,00 \$
36633 Qualification annuelle de tir	4		117,50 \$
36634 Formation bâton télescopique	3		0,00 \$
36638 Intervention physique	7		0,00 \$
36641 Formation des stagiaires ENPQ	1		90,46 \$
36649 Intervention physique (rappel)	19		0,00 \$
36650 Intervention physique	20		0,00 \$
36651 Armes à feu - pratique - qualification	4		109,07 \$
36652 Logiciel de gestion des visites	5		0,00 \$
36654 Programme protection respiratoire (APRIA)	7		9,93 \$
36655 RCR, premiers soins et DEA	7		0,00 \$
36660 Programme prévention - règlement situation conflit	1		0,00 \$
36664 Armes à feu - qualification	3		44,67 \$
36674 Armes à feu - pratique - qualification	3		83,79 \$
36675 ASC accompagnateurs - Évaluateurs	9		0,00 \$
36680 Personnes difficiles	3		310,20 \$
36684 Armes à feu - pratique	4		73,08 \$
36685 Armes à feu - pratique	3		46,96 \$
36689 Programme protection respiratoire (APRIA)	7		4,28 \$
36690 Programme protection respiratoire (APRIA)	7		9,93 \$
36696 Formation de base des constables spéciaux	23		399 801,41 \$
36710 PIFASC - 11 ^e cohorte - Stage détention- Formateurs	8		0,00 \$
36711 Intervention physique, casques et boucliers	9		0,00 \$
36712 Intervention physique, casques et boucliers	8		0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP		
36713 Armes à feu - TIR	7	85,80 \$
36714 Armes à feu - TIR	3	0,00 \$
36715 Armes à feu - TIR	7	85,80 \$
36716 Armes à feu - TIR	5	71,50 \$
36717 Armes à feu - TIR	5	71,50 \$
36718 Intervention physique (TIP)	2	276,25 \$
36719 Appareil Rayon-X pour formateur	1	14,30 \$
36720 Intervention physique, casque et bouclier	9	0,00 \$
36721 Gestion de l'incarcération	6	0,00 \$
36722 Armes à feu - TIR	5	137,20 \$
36723 Gestion de l'incarcération	8	0,00 \$
36724 Intervention physique, casque et bouclier	5	0,00 \$
36725 Doubleage sur les postes de travail	6	0,00 \$
36726 Armes à feu - TIR	6	85,80 \$
36727 Armes à feu - TIR	6	452,80 \$
36728 Armes à feu - TIR	6	85,80 \$
36729 Armes à feu - TIR	9	258,80 \$
36730 Armes à feu - TIR	6	171,60 \$
36731 Armes à feu - TIR	6	85,80 \$
36732 Armes à feu - TIR	6	392,80 \$
36733 Armes à feu - TIR	6	396,80 \$
36754 PIFASC 11 ^e cohorte- 3 jours d'intégration	9	0,00 \$
36759 Formation de base des constables spéciaux	24	412 459,72 \$
36760 Formation garde du corps (printemps 2011)	1	0,00 \$
36761 Qualification de tir	4	57,20 \$
36762 Qualification de tir	4	57,20 \$
36763 Qualification de tir	4	57,20 \$
36764 Qualification de tir	4	57,20 \$
36769 Armes à feu - pratique-qualification	0	0,00 \$
36770 Armes à feu - pratique-qualification	3	12,20 \$
36771 Armes à feu - pratique-qualification	4	49,00 \$
36772 Armes à feu - pratique-qualification	3	68,39 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants		Total
Fournisseur : MSP			
36773 Omega	2		602,64 \$
36774 RCR, premiers soins et DEA	7		11,31 \$
36775 RCR, premiers soins et DEA	9		11,31 \$
36778 Programme protection respiratoire (APRIA)	8		5,65 \$
36784 Armes à feu - Pratique de tir	4		204,20 \$
36785 Armes à feu - Pratique de tir	5		57,20 \$
36786 Armes à feu - Pratique de tir	6		406,44 \$
36787 Armes à feu - Pratique de tir et qualification	6		0,00 \$
36789 Armes à feu - TIR	7		527,40 \$
36809 Armes à feu - Qualification	3		13,70 \$
36810 AAF (qualification – pratique)	4		12,20 \$
36811 Programme protection respiratoire (APRIA)	7		9,73 \$
36812 RCR, premiers soins et DEA	8		0,00 \$
36814 Formation des stagiaires ENPQ	1		0,00 \$
36815 Formation des stagiaires ENPQ	2		0,00 \$
36818 Formation des stagiaires ENPQ	1		0,00 \$
36819 Formation Formateur OC	2		0,00 \$
36820 Formation Travail-Loisirs (FTL)	2		0,00 \$
36821 Formation Travail-Loisirs (FTL)	2		0,00 \$
36822 Agent de liaison	1		0,00 \$
36823 Formation Chef d'unité	2		0,00 \$
36824 Moniteur ECIU	1		116,10 \$
36825 Gest. Équipe trav. -prise de décision	1		172,71 \$
36827 Gestion du rendement	1		0,00 \$
36829 Admission	2		0,00 \$
36830 Qualification de tir	5		71,50 \$
36831 Qualification de tir	3		42,90 \$
36832 Qualification de tir	5		71,50 \$
36833 Qualification de tir	4		57,20 \$
36834 Qualification de tir	1		14,30 \$
36835 Qualification de tir	4		57,20 \$
36836 Qualification de tir	5		71,50 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP		
36837 Qualification de tir	5	71,50 \$
36838 Qualification de tir	1	14,30 \$
36839 Qualification de tir	1	14,30 \$
36840 Qualification de tir	1	14,30 \$
36841 Qualification de tir	2	28,60 \$
36842 Qualification de tir	1	14,30 \$
36843 Formation de base des gardes du corps	5	9 507,03 \$
36845 Corruption et contrats publics	1	0,00 \$
36851 Corruption et contrats publics	1	0,00 \$
36883 Gestion des personnes difficiles	1	28,60 \$
36884 Gestion des personnes difficiles	3	110,70 \$
36941 CICOS	1	0,00 \$
36946 Agents inflammatoires (OC) base	8	0,00 \$
36947 Formation Formateur OC	1	153,50 \$
36948 Formation Formateur OC	2	871,85 \$
36949 Moniteurs ECIU	2	3 002,51 \$
36950 Colloque du renseignement sécuritaire	2	450,08 \$
36954 Gestion de l'assiduité	2	0,00 \$
36955 Moniteur OC	3	959,01 \$
36984 Requalification de tir	7	0,00 \$
36985 Qualification de tir	2	0,00 \$
36986 Qualification de tir	5	0,00 \$
36987 RCR-DEA	8	0,00 \$
36989 Qualification de tir annuelle	2	0,00 \$
36990 Qualification de tir annuelle	2	0,00 \$
36992 Armes à feu	6	57,20 \$
36995 Instructeur en premiers soins	1	0,00 \$
36996 Moniteurs ECIU	3	2 727,72 \$
36997 Armes à feu – Pratique	6	28,60 \$
36998 Armes à feu - Pratique	6	28,60 \$
37003 Nouveau gestionnaire	2	629,01 \$
37007 Assurance-traitement	2	22,27 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants		Total
Fournisseur : MSP			
37009 Agents inflammatoires (OC) refresh	7		0,00 \$
37010 Intervention physique	7		0,00 \$
37011 Intervention physique	7		0,00 \$
37015 Agents inflammatoires (OC)	8		0,00 \$
37018 Tir - Défense de base	3		9,90 \$
37019 Tir -Pratique et requalification	4		0,00 \$
37022 Moniteurs ECIU	2		494,20 \$
37023 Moniteurs ECIU	3		2 780,31 \$
37024 Armes à feu - Pratique de tir	6		161,06 \$
37025 Appareil Rayon-X	4		0,00 \$
37026 Armes à feu - Pratique de tir	6		114,40 \$
37027 Appareil Rayon-X	5		0,00 \$
37028 Appareil Rayon-X	4		0,00 \$
37029 Appareil Rayon-X	5		0,00 \$
37030 Armes à feu - Pratique de tir	6		85,80 \$
37031 Armes à feu - Pratique de tir	5		28,60 \$
37032 Armes à feu - Pratique de tir	6		136,80 \$
37034 Armes à feu - TIR	4		1 930,80 \$
37036 Intervention physique	6		0,00 \$
37037 Agents inflammatoires (OC)	6		0,00 \$
37041 Gestion des dossiers sociaux	6		0,00 \$
37042 Intervention physique	7		0,00 \$
37043 Préparation de commande	2		0,00 \$
37044 Agents inflammatoires (OC) base	6		0,00 \$
37065 Plan d'intervention correctionnel	1		0,00 \$
37066 Plan d'intervention correctionnel	1		0,00 \$
37095 Programme de formation Gestionnaires 1 ^{er} niveau	3		310,82 \$
37096 Programme de formation Gestionnaires 1 ^{er} niveau	3		135,82 \$
37097 Programme de formation Gestionnaires 1 ^{er} niveau	3		74,70 \$
37098 Programme de formation Gestionnaires 1 ^{er} niveau	3		168,56 \$
37108 Dév. droit autochtone 40 dernières années	1		0,00 \$
37193 Qualification de tir annuelle	1		0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP		
37194 Qualification de tir annuelle	3	0,00 \$
37195 Qualification de tir annuelle	3	0,00 \$
37196 Qualification de tir annuelle	3	0,00 \$
37197 Qualification de tir annuelle	2	0,00 \$
37198 Qualification de tir annuelle	3	115,32 \$
37199 Qualification de tir annuelle	1	0,00 \$
37200 Qualification de tir annuelle	3	0,00 \$
37201 Qualification de tir annuelle	1	0,00 \$
37202 Qualification de tir annuelle	1	0,00 \$
37204 Qualification de tir annuelle	2	41,79 \$
37204 RCR		
37228 Guérite secteur L	16	0,00 \$
37230 RCR premiers soins	16	160,96 \$
37231 AAF (qualification – pratique)	4	36,60 \$
37239 Intervention physique (TIP)	5	0,00 \$
37243 Admission	2	0,00 \$
37256 Formation sécurité incendie certification résidence personnes âgées	1	14,00 \$
37267 Formation matières dangereuses	13	2 481,10 \$
37271 Formation gestion conflit	1	313,00 \$
37277 Colloque sécurité civile 2012	19	4 771,00 \$
37279 Formation Pentaho	2	0,00 \$
37296 Logiciel vidéo-caméra de surveillance	8	0,00 \$
37298 ERB - Mise à jour	8	0,00 \$
37300 RCR-DEA	8	0,00 \$
37302 Qualification de tir et RCR	1	0,00 \$
37303 Intervention sécuritaire I	7	140,00 \$
37312 LSCMI	1	178,82 \$
Total du fournisseur :	1 684	853 306,75 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP - DGSG		
36756 Nouveaux formateurs LS/CMI	3	2 544,60 \$
36758 Nouveaux formateurs LS/CMI	5	2 407,20 \$
37203 Nouveaux formateurs LS/CMI	2	212,30 \$
Total du fournisseur :	10	5 164,10 \$
Fournisseur : MSP - DRH		
36687 Formation LAGG	1	258,36 \$
36735 Gestion de rendement pour les gestionnaires	2	955,32 \$
Total du fournisseur :	3	1 213,68 \$
Fournisseur : MSP - SERVICES CORRECTIONNELS		
35698 Gestion de l'incarcération	14	138,39 \$
35700 Gestion de l'incarcération	12	3 163,00 \$
35701 Gestion de l'incarcération	13	3 748,63 \$
35702 Gestion de l'incarcération	12	113,24 \$
35703 Gestion de l'incarcération	12	2 468,61 \$
35734 Synthèse budgétaire	13	0,00 \$
35963 Gestion de l'incarcération	2	57,59 \$
36034 Gestion de l'incarcération	11	0,00 \$
36035 Gestion de l'incarcération	9	0,00 \$
36099 Libération aux admissions	2	0,00 \$
36100 Équipe d'intervention suicide	3	0,00 \$
36103 Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence	2	0,00 \$
36109 Techniques d'intervention physique	1	128,70 \$
36111 Système de gestion des visites	8	0,00 \$
36112 Admission	3	0,00 \$
36114 Techniques d'intervention physique	1	328,21 \$
36115 Comité coordination pastorale carcérale	1	307,39 \$
36116 Prévention du suicide	2	1 319,45 \$
36117 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$
36123 Requalification pistolet de service	10	171,60 \$
36124 Requalification pistolet de service	6	114,40 \$
36125 Requalification pistolet de service	6	143,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP - SERVICES CORRECTIONNELS		
36126 Requalification pistolet de service	3	28,60 \$
36127 Gestion de l'incarcération	16	0,00 \$
36128 Techniques d'intervention physique	10	1 179,75 \$
36130 Techniques d'intervention physique	9	0,00 \$
36131 Techniques d'intervention physique	9	0,00 \$
36132 Techniques d'intervention physique	11	0,00 \$
36133 Techniques d'intervention physique	12	0,00 \$
36134 Techniques d'intervention physique	11	0,00 \$
36169 Techniques d'intervention physique	11	0,00 \$
36170 Techniques d'intervention physique	7	100,10 \$
36171 Techniques d'intervention physique	11	100,10 \$
36172 Techniques d'intervention physique	11	100,10 \$
36173 Extraction de cellule	13	100,10 \$
36174 Extraction de cellule	12	143,00 \$
36175 Extraction de cellule	13	100,10 \$
36176 Extraction de cellule	11	114,40 \$
36189 Agent inflammatoire	8	114,40 \$
36190 Requalification pistolet de service	7	0,00 \$
36191 Test physique	12	143,00 \$
36192 Pistolet de base	6	0,00 \$
36222 Programme de surveillance accrue	1	519,50 \$
36224 GRS - Renseignement sécuritaire initiale	3	14,30 \$
36227 Filtrage de sécurité - membres comités	1	2 506,97 \$
36233 ECIU - Volet 1 - Formation initiale d'un membre	7	60,87 \$
36235 ECIU - Volet 2 - Méthode d'enseignement techniques	12	9 541,13 \$
36236 ECIU - Volet 3 - Formation moniteur ECIU	9	6 623,22 \$
36335 Gestion de l'incarcération	30	4 206,52 \$
36418 DACOR	9	0,00 \$
36495 LS/CMI (rafraîchissement)	2	154,85 \$
36496 Gestion de l'incarcération	12	137,97 \$
36497 Gestion de l'incarcération	12	0,00 \$
36498 Gestion de l'incarcération	11	0,00 \$

Période du: 2011-avril-01
au: 2012-mars-31

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité

Fournisseur : MSP - SERVICES CORRECTIONNELS

	Nombre de participants	Total
36508 Pistolet de base	7	456,49 \$
36509 Pistolet de base	8	318,40 \$
36510 Extraction de cellule	10	85,80 \$
36511 Extraction de cellule	11	128,70 \$
36512 Extraction de cellule	9	114,40 \$
36513 Extraction de cellule	10	114,40 \$
36514 Extraction de cellule	10	143,00 \$
36537 Gestion de l'incarcération	12	0,00 \$
36548 LS/CMI (rafraîchissement)	4	0,00 \$
36637 Gestion de l'incarcération	10	203,18 \$
36653 Gestion de l'incarcération	9	112,72 \$
36686 Gestion de l'incarcération	8	127,02 \$
36691 Gestion de l'incarcération	18	0,00 \$
36697 Armes à feu	6	1 170,32 \$
36700 armes à feu	6	213,14 \$
36702 Armes à feu	6	48,60 \$
36703 Tir défensif	2	36,11 \$
36704 Tir défensif	2	47,00 \$
36739 DACOR	1	262,90 \$
36740 Mandat (DACOR)	7	0,00 \$
36742 Intervention d'urgence équipe ECIU	16	167,00 \$
36743 Mandat (DACOR)	7	0,00 \$
36744 Mandat (DACOR)	6	0,00 \$
36788 Gestion de l'incarcération	15	0,00 \$
36912 Dossier social continu	4	0,00 \$
36913 Gestion de l'incarcération	8	0,00 \$
36914 Gestion de l'incarcération	15	0,00 \$
36942 DACOR	1	200,89 \$
36951 Gestion de l'incarcération	19	0,00 \$
36978 Gestion de l'incarcération	6	0,00 \$
36979 Gestion de l'incarcération	6	0,00 \$
36980 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : MSP - SERVICES CORRECTIONNELS		
36981 Gestion de l'incarcération	9	0,00 \$
36982 Gestion de l'incarcération	9	0,00 \$
37000 ECIU - Volet 1 - Formation initiale d'un membre	2	1 056,51 \$
37012 Gestion de l'incarcération	7	272,50 \$
37016 Gestion de l'incarcération	9	272,50 \$
37020 Prévention du suicide	5	1 259,00 \$
37038 Gestion de l'incarcération	8	272,00 \$
37050 Programme protection respiratoire (APRIA)	7	0,00 \$
37051 Gestion de l'incarcération	10	0,00 \$
37052 Tenue de dossier	8	0,00 \$
37053 Gestion de l'incarcération	12	0,00 \$
37054 Gestion de l'incarcération	8	0,00 \$
37058 OC et APRIA - Rappel	8	0,00 \$
37059 Appareil personnel respiratoire d'incendie autonome	2	0,00 \$
37060 Appareil personnel respiratoire d'incendie autonome	2	0,00 \$
37062 Appareil personnel respiratoire d'incendie autonome	2	0,00 \$
37063 Appareil personnel respiratoire d'incendie autonome	2	0,00 \$
37068 Équipe d'intervention suicide	2	0,00 \$
37069 SIMDUT	1	0,00 \$
37070 Appareil personnel respiratoire incendie autonome	5	0,00 \$
37073 Appareil personnel respiratoire d'incendie autonome	9	0,00 \$
37109 Moniteur OC - Projet grenade	2	123,17 \$
37168 Formation moniteur ECIU	3	1 475,54 \$
37169 Formation moniteur ECIU	1	596,13 \$
37187 Gestion de l'incarcération	7	0,00 \$
37188 Gestion de l'incarcération	8	0,00 \$
37189 Gestion de l'incarcération	11	0,00 \$
37286 Formateur ECIU	1	160,73 \$
37287 Formateur ECIU	1	337,80 \$
37288 Formateur ECIU	1	286,97 \$
37289 TIP - rafraichissement	4	0,00 \$
37290 Prise en charge et libération d'une personne	8	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>PRÉVENTION SECOURS INC.</i>		
36792 Secouriste en milieu de travail	2	194,00 \$
36793 Secouriste en milieu de travail	1	97,00 \$
36794 Secouriste en milieu de travail	1	97,00 \$
Total du fournisseur :	4	388,00 \$
Fournisseur : <i>PROMEGA CORPORATION</i>		
36188 22 nd International Symposium	2	5 968,00 \$
36783 PROMEGA	7	249,83 \$
37216 CFS PROMEGA 2011	4	1 937,17 \$
Total du fournisseur :	13	8 155,00 \$
Fournisseur : <i>QUALITEMPS</i>		
36118 Gestion du temps DSPC	7	100,10 \$
36555 Gestion du temps et des priorités	2	738,30 \$
36889 Gestion du temps et des priorités	1	367,50 \$
Total du fournisseur :	10	1 205,90 \$
Fournisseur : <i>RECO</i>		
36798 Formation de gestion des risques dans les entreprises - organisme	2	75,00 \$
Total du fournisseur :	2	75,00 \$
Fournisseur : <i>RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC (RBQ)</i>		
36804 Formation Régie du bâtiment	1	0,00 \$
36805 Formation Régie du bâtiment	6	0,00 \$
36806 Formation Régie du bâtiment	3	0,00 \$
Total du fournisseur :	10	0,00 \$
Fournisseur : <i>RÉSEAU ACTION TI</i>		
36426 Journée de l'informatique du Québec	8	1 385,00 \$
Total du fournisseur :	8	1 385,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>REGROUPEMENT DES INTERVENANTS EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (RIMAS)</i>		
36055 Colloque - intervention toujours s'améliorer	6	4 189,92 \$
36070 Colloque -- activité non précisée	1	350,00 \$
36071 Colloque -- Le traitement... comment procéder?	1	350,00 \$
Total du fournisseur :	8	4 889,92 \$
Fournisseur : <i>RRSPT</i>		
36142 Gestion stratégique lésions professionnelles	4	0,00 \$
36146 Élaboration et mise en œuvre du programme de prévention	3	585,00 \$
Total du fournisseur :	7	585,00 \$
Fournisseur : <i>SAS INSTITUTE (CANADA) INC.</i>		
36592 Gestion de la performance au sein du gouvernement et des municipalités	1	18,00 \$
Total du fournisseur :	1	18,00 \$
Fournisseur : <i>SECOURISME PME QUÉBEC</i>		
36791 Cours secourisme RCR	4	490,00 \$
Total du fournisseur :	4	490,00 \$
Fournisseur : <i>SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR</i>		
35834 Gestion médico-administrative dossiers invalidité	7	33,30 \$
36849 Crédits détaillés 2012-2013	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	8	33,30 \$
Fournisseur : <i>SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA</i>		
37278 Atelier sous-groupe travail FPT pr incidents CBRNF	2	60,00 \$
Total du fournisseur :	2	60,00 \$
Fournisseur : <i>SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA</i>		
36505 Crime organisé SCC	3	42,90 \$
Total du fournisseur :	3	42,90 \$
Fournisseur : <i>SERVICE DU RENSEIGNEMENT CRIMINEL DU QUÉBEC</i>		
36648 Colloque SRCQ 2011	1	302,17 \$
Total du fournisseur :	1	302,17 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC		
36211 CQLC (personne désignée)	1	0,00 \$
36212 LSCMI	1	0,00 \$
37147 Santé mentale	7	0,00 \$
Total du fournisseur :	9	0,00 \$
Fournisseur : SFPE, SOCIETY OF FIRE PROTECTION ENGINEERS		
37275 Society Fire Protection Engineering	1	55,00 \$
Total du fournisseur :	1	55,00 \$
Fournisseur : SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC		
36208 Colloque 50 ^e anniversaire Criminologie	3	0,00 \$
36336 Colloque - École de criminologie	8	150,44 \$
36576 Congrès de la Société de criminologie	2	543,84 \$
36619 Congrès conjoint biennal Société criminologie/ACJP	4	3 879,17 \$
36828 Colloque Criminologie	1	0,00 \$
36958 Congrès de la Société de criminologie	1	317,19 \$
36983 Décloisonner actions réussir société	1	250,00 \$
Total du fournisseur :	20	5 140,64 \$
Fournisseur : SOFT - SOC. OF FORENSIC TOXICOLOGISTS		
36180 Congrès SOFT-SFTA 2011	2	6 910,00 \$
Total du fournisseur :	2	6 910,00 \$
Fournisseur : SRIDAI		
36068 Réseau resp. accès/protection document	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	2	0,00 \$
Fournisseur : SÛRETÉ DU QUÉBEC		
36645 Colloque Francopol cybercriminalité	2	719,00 \$
37190 Forum 2012 Réseau policier et accès à l'information	1	175,00 \$
Total du fournisseur :	3	894,00 \$
Fournisseur : SUSTÊMA INC.		
36858 Répertoire d'entreprises par secteur industriel – industrie Canada	6	0,00 \$
TOTAL du fournisseur :	6	0,00 \$

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité

Nombre de participants

Total

Fournisseur : TABLE PATRONALE DE CONCERTATION EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 35887 SST-gestionnaires
- 36032 Colloque - RRSPT, conflits, harcèlement
- 36325 Colloque - RRSPT, conflits, harcèlement
- 36478 Colloque - RRSPT, conflits, harcèlement

Total du fournisseur :

Fournisseur : TECHNOLOGIA FORMATION

- 36853 Rédaction en français

Total du fournisseur :

Fournisseur : TELUQ

- 36178 Introduction au marketing
- 36179 Analyse financière I
- 36437 Comportement organisationnel
- 36860 Mathématiques appliquées à la gestion
- 37221 Économie du Québec
- 37222 Administration financière

Total du fournisseur :

Fournisseur : UNIVERSITÉ DE LAVAL

- 36193 Droit de l'environnement, contamination de sols
- 37276 Conception de ponceaux

Total du fournisseur :

Fournisseur : UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

- 36043 Colloque L'avenir de la criminologie
- 36577 Colloque 50^e anniversaire l'école de criminologie

Total du fournisseur :

Fournisseur : UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

- 36139 Symposium canadien sur la télédétection

Total du fournisseur :

Activités par fournisseur

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>UNIVERSITÉ DU QUÉBEC</i>		
37217 Programmation Web	1	900,21 \$
Total du fournisseur :	1	900,21 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITÉ LAVAL</i>		
36436 Rédaction professionnelle	1	645,60 \$
37099 Communication non verbale et ses effets	1	0,00 \$
37263 LIDAR terrestre-aéroporté-principe et application	1	395,00 \$
Total du fournisseur :	3	940,60 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITE MC GILL</i>		
36210 Santé mentale - justice	4	6,00 \$
37265 Séminaire sur séisme	2	392,00 \$
Total du fournisseur :	6	398,00 \$
Fournisseur : <i>UQAM</i>		
37269 S'adapter au changement climatique	10	40,00 \$
Total du fournisseur :	10	40,00 \$
Fournisseur : <i>UQAT</i>		
35865 Perfectionnement	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>VICTRIX</i>		
36136 Fortianalyser 211	3	2 500,00 \$
36137 Fortigate 301	3	4 500,00 \$
Total du fournisseur :	6	7 000,00 \$
Fournisseur : <i>ZIP DE QUÉBEC ET DE CHAUDIÈRE-APPALACHES</i>		
36801 Journée du fleuve Saint-Laurent	2	384,00 \$
Total du fournisseur :	2	384,00 \$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : AAPI		
1378 Congrès de l'AAPI	3	1 834,00 \$
1409 Rencontre du réseau des responsables de l'accès	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	5	1 834,00 \$
Fournisseur : ACCENT FORMATION INC.		
1355 Prise de notes, procès-verbal et compte rendu	1	420,00 \$
Total du fournisseur :	1	420,00 \$
Fournisseur : AFI EXPERTISE		
1353 GroupWise 7	10	300,00 \$
1354 GroupWise 7	14	1 141,00 \$
1383 Excel 2003 Intermédiaire	1	115,00 \$
1384 Excel 2003 1-Base	1	115,00 \$
1439 Gestion des savoirs	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	28	1 671,00 \$
Fournisseur : AMBULANCE SAINT-JEAN		
1373 Santé et sécurité au travail	12	582,00 \$
Total du fournisseur :	12	582,00 \$
Fournisseur : ARGP		
1446 Conférence dans le cadre du colloque de l'ARGP	1	50,00 \$
Total du fournisseur :	1	50,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN		
1366 Survol annuel de la jurisprudence en droit administratif Web	1	50,00 \$
Total du fournisseur :	1	50,00 \$
Fournisseur : ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL		
1380 Congrès AJBM 2011	1	305,00 \$
1387 Congrès association du jeune Barreau du Québec	1	305,00 \$
Total du fournisseur :	2	610,00 \$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : BARREAU DE MONTREAL		
1394 Juges et avocats : Deux réalités, même combat	1	50,00 \$
1448 Des experts au soutien d'experts	2	100,00 \$
Total du fournisseur :	3	150,00 \$
Fournisseur : BARREAU DU QUEBEC		
1325 Décrypter les gestes afin d'intervenir immédiatement	5	0,00 \$
1326 Plusieurs façons de réussir vos interventions	2	0,00 \$
1327 Comment transformer un conflit en opportunité de collaboration	1	0,00 \$
1328 Habiletés politiques	3	0,00 \$
1329 Traiter avec la partie non représentée	1	0,00 \$
1330 Comprendre les états financiers d'une entreprise	8	0,00 \$
1331 L'intelligence émotionnelle	1	0,00 \$
1332 Législation et poursuite antitgangs	3	0,00 \$
1333 Les règles de preuve en droit criminel	1	0,00 \$
1343 Droit immobilier	1	71,66 \$
1344 La fraude d'identité : connaissez-vous?	1	71,66 \$
1381 Évaluation des dommages - Blessures corporelles	1	107,99 \$
1382 Déontologie : Bilan et perspective	1	0,00 \$
1433 L'obligation d'accommodement raisonnable dans le droit au Québec	2	0,00 \$
1449 L'avocat l'administration publique & parapublique déontologie	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	32	251,31 \$
Fournisseur : BELL CANADA		
1395 Formation Téléphonie IP	18	0,00 \$
1396 Formation Téléphonie IP	12	0,00 \$
1397 Formation Téléphonie IP	16	0,00 \$
1398 Formation Téléphonie IP	18	0,00 \$
1399 Formation Téléphonie IP	22	0,00 \$
1400 Formation Téléphonie IP	21	0,00 \$
1401 Formation Téléphonie IP	21	0,00 \$
1402 Formation Téléphonie IP	19	0,00 \$

Période du: 2011-janvier-01
au: 2011-décembre-31

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>BELL CANADA</i>		
1403 Formation Téléphonie IP	16	0,00 \$
1404 Formation Téléphonie IP	15	0,00 \$
Total du fournisseur :	32	0,00 \$
Fournisseur : <i>C.J.A.</i>		
1441 La justice administrative: une réforme à compléter	13	2 700,00 \$
Total du fournisseur :	13	2 700,00 \$
Fournisseur : <i>CÉGEP MARIE-VICTORIN</i>		
1407 Préparation à la retraite	2	500,00 \$
1410 Préparation à la retraite	1	250,00 \$
Total du fournisseur :	3	750,00 \$
Fournisseur : <i>CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)</i>		
1360 Application juridique, outils de recherche juribro	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	00,00 \$
Fournisseur : <i>CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT. DES COMPÉTENCES</i>		
1372 XIX ^e Conférence des juristes de l'État	32	11 430,00 \$
Total du fournisseur :	32	11 430,00 \$
Fournisseur : <i>CONFÉRENCE JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC</i>		
1392 Preuve par expert : aider les juges des faits	7	398,16 \$
Total du fournisseur :	7	398,16 \$
Fournisseur : <i>CSPQ</i>		
1357 Suivi budget RH	2	0,00 \$
1358 Utilisation de Web ADI	1	0,00 \$
1376 Événements et données obligatoires	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	5	0,00 \$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>CURATEUR PUBLIC</i>		
1388 Formation générale à l'application du curateur public	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</i>		
1427 Formation à la gestion publique	1	387,75 \$
Total du fournisseur :	1	387,75 \$
Fournisseur : <i>LES CONSULTATIONS MORNEAU INC.</i>		
1432 <i>Accompagnement au troisième tiers de la carrière</i> - Alliance des cadres de l'État	1	700,00 \$
Total du fournisseur :	1	700,00 \$
Fournisseur : <i>M^E MICHEL BEAUCHAMP</i>		
1335 La faillite et l'insolvabilité	22	2 500,00 \$
1363 Introduction à la faillite et l'insolvabilité	21	0,00 \$
Total du fournisseur :	43	2 500,00 \$
Fournisseur : <i>MULTIHEXA</i>		
1352 Initiation au langage JAVA	6	5 850,00\$
Total du fournisseur :	6	5 850,00 \$
Fournisseur : <i>QVC-INSCRIPT</i>		
1431 Salon le Grand Rendez-vous Santé et sécurité travail	4	365,00 \$
Total du fournisseur :	4	365,00 \$
Fournisseur : <i>RACJ</i>		
1319 Accueil DRH	10	0,00 \$
1320 Appareils d'amusements	8	0,00 \$
1321 Appareil de loterie vidéo	7	0,00 \$
1322 Concours publicitaires	9	0,00 \$
1323 Tirages	11	0,00 \$
1324 Historique de l'alcool et RACJ	3	0,00 \$
1336 Loi sur la sécurité dans les sports de combat	10	0,00 \$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : RACJ		
1337 Loi sur les courses	10	0,00 \$
1351 Permis de réunion	5	0,00 \$
	14	0,00 \$
1356 Directive sur la commercialisation des boissons alcooliques	7	0,00 \$
1362 Formation sur les formulaires Annexe A et A.1	4	0,00 \$
1385 Formation Alcool	3	0,00 \$
1386 Formation Alcool	9	0,00 \$
1405 Bingo	9	0,00 \$
1406 Formation RACJ et Accueil	3	0,00 \$
1408 Loi sur les courses et sécurité dans les sports	4	0,00 \$
1411 Loi sur les permis d'alcool	5	0,00 \$
1412 Bingo	3	0,00 \$
1413 Accès à l'information et renseignements personnels	2	0,00 \$
1414 Bingo	4	0,00 \$
1415 Historique de l'alcool et de la RACJ	8	0,00 \$
1416 Permis d'alcool	10	0,00 \$
1417 Accueil RACJ	2	0,00 \$
1418 Présentation RACJ	2	0,00 \$
1419 Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux	2	0,00 \$
1420 Loi sur les permis d'alcool	2	0,00 \$
1421 Appareils d'amusement	2	0,00 \$
1422 ALLV	2	0,00 \$
1423 Bingo	2	0,00 \$
1424 Tirage	2	0,00 \$
1425 Concours publicitaire	15	0,00 \$
1435 Formation Kelio - Valideurs Montréal	10	0,00 \$
1436 Formation Kelio - Valideurs Québec	36	0,00 \$
1437 Formation Kelio - Québec	79	0,00 \$
1438 Formation Kelio - Montréal	19	0,00 \$
1440 Colloque des régisseurs	4	0,00 \$
1443 Formation sports de combat et courses		0,00 \$
1444 Chronologie de l'évolution processus décisionnel	12	0,00 \$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>RACJ</i>		
1445 Présentation PRP- accès à l'information régisseurs	12	0,00 \$
1451 Concours publicitaires	2	0,00 \$
1452 Loi sur les permis d'alcool	4	0,00 \$
1453 Appareils de loterie vidéo	2	0,00 \$
1454 Appareils d'amusement	1	0,00 \$
1455 Appareils d'amusement	2	0,00 \$
1456 Tirage	2	0,00 \$
1457 Bingo	2	0,00 \$
1458 Loi sur les permis d'alcool	2	0,00 \$
1459 Loi annotée RACJ	2	0,00 \$
1460 Présentation RACJ	12	0,00 \$
1461 Modifications réglementaires en bingo	10	0,00 \$
1462 Modifications réglementaires en bingo	10	0,00 \$
1463 Modifications réglementaires en bingo	5	0,00 \$
1464 Modifications réglementaires en bingo	7	0,00 \$
1465 Modifications réglementaires en bingo	10	0,00 \$
1466 Modifications réglementaires en bingo	9	0,00 \$
1467 Modifications réglementaires en bingo	7	0,00 \$
1468 Modifications réglementaires en bingo	10	0,00 \$
1469 Modifications réglementaires en bingo	4	0,00 \$
1470 Loi annotée RACJ	4	0,00 \$
1471 Loi annotée RACJ	2	0,00 \$
1477 Loi sur les permis d'alcool	471	0,00 \$
Total du fournisseur :		
Fournisseur : <i>RENÉE HUDON PAROLE PUBLIQUE</i>		
1450 Parler en public	1	950,00\$
Total du fournisseur :	1	950,00 \$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : <i>RRSPT</i>		
1334 Sensibilisation au cadre juridique et stratégique	1	315,00\$
Total du fournisseur :	1	315,00 \$
Fournisseur : <i>RTCOMM</i>		
1393 Formation médias	1	743,15 \$
Total du fournisseur :	1	743,15 \$
Fournisseur : <i>SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS</i>		
1340 Cours sur la preuve devant les tribunaux administratifs	4	740,00 \$
1350 Atelier d'écriture de décisions	3	1 125,00 \$
1364 Atelier sur l'éthique en matière de justice administratifs	3	555,00 \$
1430 Contrôle judiciaire - décisions des tribunaux administratifs	4	555,00 \$
Total du fournisseur :	14	2 975,00 \$
Fournisseur : <i>SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DU QUÉBEC</i>		
1473 Formation sur l'obligation d'accomodement	1	0,00 \$
Total du fournisseur :	1	0,00 \$
Fournisseur : <i>SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE</i>		
1390 Application Internet, Juris.doc intermédiaire	2	0,00 \$
Total du fournisseur :	2	0,00 \$
Fournisseur : <i>TELUQ</i>		
1429 Gestion des événements et congrès	1	206,79 \$
1485 Administration financière (FIN1020)	1	216,78 \$
Total du fournisseur :	2	423,57 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE</i>		
1369 Éthique, pouvoir et institutions (ETA734)	1	206,79 \$
1370 L'argumentation, l'éthique et le dialogue (ETA719)	1	206,79 \$
Total du fournisseur :	2	413,58\$

Activités par fournisseur

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Nombre de participants	Total
Fournisseur : UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL		
1361 Gestion des organisations : complexité, diversité	1	206,79 \$
1428 Méthodes statistiques	1	216,78 \$
Total du fournisseur :	2	423,57 \$
Fournisseur : UNIVERSITÉ LAVAL		
1426 Gestion financière de l'entreprise	1	206,79 \$
1442 Microprogramme de 2 ^e cycle en droit légistique	1	64,00 \$
1474 Systèmes et technologies de l'information	1	216,78 \$
Total du fournisseur :	3	487,57 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

14. Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 14 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Projet de loi C-10 (Titre abrégé : Loi sur la sécurité des rues et des communautés) :

Une analyse préliminaire des impacts du projet de loi C-10 laisse entrevoir une augmentation de la population carcérale pouvant requérir plus de 1 000 places additionnelles, en moyenne par jour, dans les établissements de détention du Québec. Une telle hausse représente des coûts additionnels pouvant atteindre jusqu'à ¾ de milliard de dollars en dépenses d'immobilisation pour la construction de nouveaux établissements de détention et pouvant coûter jusqu'à près de 80 M\$ annuellement pour en assurer le fonctionnement. Par ailleurs, le personnel nécessaire pour faire fonctionner ces nouveaux établissements pourrait nécessiter quelque 900 nouveaux postes permanents dans la fonction publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – 03.02

QUESTION 14 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Projet de loi C-10 (Titre abrégé : Loi sur la sécurité des rues et des communautés) :

On évalue à 1 068¹, le nombre de nouveaux contrevenants admissibles à une mesure de mise en liberté sous conditions administrée par la CQLC. Selon cette prémisse, une telle augmentation du nombre de personnes admissibles (30 %²) représenterait des coûts additionnels pouvant atteindre 2 388 968 \$. Pour faire face à une telle hausse des activités, la Commission devra ajouter 20 ETC supplémentaires (8 professionnels et 12 techniciens et personnel de bureau) ainsi que l'équivalent de 7 postes de commissaires à temps plein.

¹ Les évaluations présentées s'appuient sur les résultats d'une étude portant sur les incidences fiscales de C-10 menée en février 2012 par le Bureau du directeur parlementaire du Budget du Canada. À noter également que les évaluations présentées sont basées sur des données de 2008-2009 et sur des données disponibles pour l'ensemble du Canada.

² 1 068 / 3 558

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

15. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc).

(LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DES SYSTÈMES D'INFORMATION LUI PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

16. Unité anticorruption :

- a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.) Objectif à terme quant aux effectifs;
- b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013;
- c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;
- d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;
- e) le nombre de perquisitions, d'arrestations ou d'accusations menées ou portées;
- f) le bilan des activités de l'UPAC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION— 03.06

QUESTION 16 : Unité anticorruption :

- a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;
- b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013;
- c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;
- d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;
- e) le nombre de perquisitions, d'arrestations ou d'accusations menées ou portées;
- f) le bilan des activités de l'UPAC.

a)

UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION		
	EN PLACE	OBJECTIF À TERME
Commissaire	21	25
Unité anticollusion (permanents et contractuels)	16	19
Agence du revenu du Québec	15	15
Sûreté du Québec (Marteau)	80	84
Commission de la construction du Québec	5	5
Régie du bâtiment du Québec	5	5
Ministère des Affaires Municipales Régionales de l'Occupation du Territoire	15	18
Bureau de lutte contre la malversation (incluant soutien)	28	31
TOTAL	185	202

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION– 03.06

QUESTION 16 : Unité anticorruption :

- a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;
- b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013;
- c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;
- d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;
- e) le nombre de perquisitions, d'arrestations ou d'accusations menées ou portées;
- f) le bilan des activités de l'UPAC.

b) LE BUDGET VENTILÉ DU COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC :

BUDGET VENTILÉ	
	2012-2013 (M\$)
Commissaire	4,1
Sûreté du Québec (Marteau)	14,3
TOTAL	18,4

EN CE QUI A TRAIT À LA VENTILATION DU BUDGET DES AUTRES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES QUI CONTRIBUENT À LA RÉALISATION DU MANDAT DU COMMISSAIRE, IL EST SUGGÉRÉ DE SE RÉFÉRER À CHAQUE M/O CONCERNÉ. LE BUDGET GLOBAL DE L'UPAC EST DE L'ORDRE DE 30,0 M\$.

- c) Référer à la réponse donnée à la question 14 du Cahier des renseignements généraux.
- d) Référer à l'article 9 de la Loi concernant la lutte contre la corruption.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION – 03.06

QUESTION 16 : Unité anticorruption :

- a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;
- b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013;
- c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;
- d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;
- e) le nombre de perquisitions, d'arrestations ou d'accusations menées ou portées;
- f) le bilan des activités de l'UPAC.

e)

RÉSULTATS DES ENQUÊTES

	Résultats UPAC
Perquisitions	248
Nombre d'arrestations	8
Nombre d'accusations	8

f)

Volet enquête

- 146 signalements d'actes répréhensibles ont été reçus dont 104 ont été analysés;
- 248 perquisitions;
- 8 arrestations et 8 personnes accusées;
- 17 enquêtes en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION— 03.06

QUESTION 16 : Unité anticorruption :

- a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;
- b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013;
- c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;
- d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;
- e) le nombre de perquisitions, d'arrestations ou d'accusations menées ou portées;
- f) le bilan des activités de l'UPAC.

Volet vérification

- 66 dossiers de vérification ont été ouverts.

Volet Prévention/détection et information

- 40 ateliers de prévention tenus auprès de plus de 1 000 personnes dans des ministères, organismes, sociétés d'État et municipalités;
- 11 dossiers ouverts et 19 municipalités rencontrées en détection de collusion;
- 2 sorties publiques du commissaire (premier bilan public tel que prescrit par l'article 22 de la loi concernant la lutte contre la corruption);
- Site web de l'UPAC, informant la population de son mandat, de son organisation et de ses actions, mis en ligne.

Volet administratif

- 185 ressources au sein de l'UPAC;
- 27 activités de formation offertes à 417 participants;
- 50 rencontres de gestion tenues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

17. Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2011-2012.

(LE BUREAU DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE PROCÈDE À LA DÉLIVRANCE DES PERMIS D'AGENCE DEPUIS LE 3 MARS 2010)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

18. Indiquer les sommes dépensées en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 (prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 18 : Indiquer les sommes dépensées en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 (prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Le ministère de la Justice, désigné à titre de mandataire du projet, répondra aux questions pour tous les ministères et organismes (DGSJR du MJQ, DPCP et MSP).

Le projet SIJJ dans sa forme initiale a été suspendu et scindé en deux systèmes : «Sentinelle» qui relève du ministère de la Sécurité publique et «Julien» qui relève du ministère de la Justice.

Étapes réalisées (Sentinelle) :

- L'architecture est réalisée à 95%.
- La réalisation technique est complétée à 40%.

Étapes à venir (Sentinelle) :

- Présentation du dossier d'affaires.

Dates d'implantation partielle (Sentinelle) :

- Date à déterminer.

Date d'implantation totale (Sentinelle) :

- Date à déterminer.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

19. Concernant les inondations du printemps 2011 dans le Haut-Richelieu, indiquer :

- a) combien de personnes ont été hébergées par le ministère de la Sécurité publique pour la durée des inondations;
- b) combien de personnes n'ont toujours pas regagné leur domicile;
- c) combien de sinistrés attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts);
- d) quels sont les montants déboursés jusqu'à maintenant aux sinistrés de la rivière Richelieu et combien d'argent estime-t-on qu'il reste à verser;
- e) combien de personnes se sont prévaluées de leur droit de reconstruire dans la zone 2-20 ans.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 19 : Concernant les inondations du printemps 2011 dans le Haut-Richelieu, indiquer :

- a) combien de personnes ont été hébergées par le ministère de la Sécurité publique pour la durée des inondations;
- b) combien de personnes n'ont toujours pas regagné leur domicile;
- c) combien de sinistrés attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts);
- d) quels sont les montants déboursés jusqu'à maintenant aux sinistrés de la rivière Richelieu et combien d'argent estime-t-on qu'il reste à verser;
- e) combien de personnes se sont prévaluées de leur droit de reconstruire dans la zone 2-20 ans.

a) Combien de personnes ont été hébergées par le ministère de la Sécurité publique pour la durée des inondations?

977 familles ont bénéficié d'aide financière pour de l'hébergement temporaire.

b) Combien de personnes n'ont toujours pas regagné leur domicile?

À ce jour, 1 famille est hébergée à l'hôtel depuis décembre 2011.

c) Combien de sinistrés attendent toujours le paiement complet de leur dédommagement par le ministère de la Sécurité publique (dossiers ouverts)?

2 091 dossiers sont payés à 100 %, 110 dossiers sont payés à 80 %; 41 dossiers ont reçu une avance ou un paiement partiel entre 50 % et 80 %. Pour ceux qui restent (54 dossiers), la Direction du rétablissement est, dans la plupart des cas, en attente d'un retour de documents de la part du sinistré.

d) Quels sont les montants déboursés jusqu'à maintenant aux sinistrés de la rivière Richelieu et combien d'argent estime-t-on qu'il reste à verser?

Plus de 50,9 M\$ ont été versés pour l'ensemble des sinistrés (Particuliers – Dommages aux biens et Hébergement, Entreprises, Municipalités et Organismes) touchés par les inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec dont la Montérégie.

Il reste approximativement 2,4 M\$ à verser.

e) Combien de personnes se sont prévaluées de leur droit de reconstruire dans la zone 2-20 ans?

60 familles ont reconstruit sur le même terrain.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 20 À 31 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

20. La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2011-2012.
21. L'investissement pour la période 2011-2012 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2012-2013.
22. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2012, répartis par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.
23. La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2012.
24. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2012.
25. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2011-2012 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2011 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.
26. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2011-2012.
27. Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)
28. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ses procureurs pour la période 2011-2012, ainsi que les augmentations prévues.
29. Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé au cours des prochaines semaines.
30. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour les immobilisations de la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011-2012.
31. Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2011-2012, par région.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 32 À 35 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

32. Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2011-2012.

33. Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2011-2012.

34. Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2011-2012.

35. Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

36. La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 36 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts par diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2011-2012.						
Établissements de détention	Capacité d'accueil ¹	Population moyenne quotidienne ²	Taux d'occupation ³	Coût/jour ³	Dépenses probables 2011-2012 ⁷ (k\$)	
					Services correctionnels	Éléments de gestion centrale
Montréal - Prison de Bordeaux Québec (homme et femme) Rivière-des-Prairies St-Jérôme	1 357 768 542 364	1 227,0 767,5 578,8 415,6	90% 100% 107% 114%	173 \$ 174 \$ 231 \$ 205 \$	50 647,9 \$ 33 203,1 \$ 33 794,3 \$ 21 458,6 \$	26 958,4 \$ 15 630,6 \$ 14 939,6 \$ 9 608,2 \$
Montréal - Maison Tanguay Sherbrooke Trois-Rivières Hull	211 315 292 212	189,5 284,8 254,7 228,4	90% 90% 87% 108%	196 \$ 176 \$ 191 \$ 193 \$	9 512,4 \$ 12 558,2 \$ 12 302,5 \$ 10 999,5 \$	4 068,0 \$ 5 766,9 \$ 5 408,2 \$ 5 072,5 \$
Amos et Grand-Nord Baie-Comeau Chicoutimi Roberval Sorel	122 96 84 65 89	121,3 79,0 76,2 57,3 96,1	99% 82% 91% 88% 108%	337 \$ 217 \$ 253 \$ 244 \$ 247 \$	10 886,8 \$ 4 643,0 \$ 5 573,7 \$ 4 114,8 \$ 6 456,7 \$	4 052,8 \$ 1 621,3 \$ 1 471,0 \$ 989,3 \$ 2 213,2 \$
New-Carlisle et Havre-Aubert Rimouski Valleyfield ⁶ Sept-Îles Percé ⁵	86 119 0 27 46	74,5 120,5 0,0 18,7 32,5	87% 101% 0% 69% 71%	263 \$ 219 \$ 0 \$ 531 \$ 468 \$	5 378,0 \$ 6 631,9 \$ 93,4 \$ 2 663,5 \$ 3 292,4 \$	1 764,4 \$ 3 016,5 \$ 241,4 \$ 958,1 \$ 2 258,1 \$
Total	4 795	4 622,4	96%	202 \$	234 210,7 \$	106 038,5 \$

¹ La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles, moins les places fermées)

² Calculé en date du 31 décembre 2011 pour les 9 mois de l'année

³Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité

⁴ Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours)

⁵ En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels

⁶ Au 1er juillet 2010, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

⁷ Calculé en fonction de la nouvelle répartition des dépenses des unités centrales



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

37. Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 37 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2012.

Établissements de détention	Places occupées ¹	Places réelles
Amos	133	122
Baie-Comeau	80	97
Chicoutimi	81	84
Havre-Aubert	0	6
Hull	220	212
Montréal	1 269	1 357
New Carlisle	81	96
Percé	33	46
Québec (femmes)	42	58
Québec (hommes)	705	710
Rimouski	125	119
Rivière-des-Prairies	575	542
Roberval	55	65
Sept-Îles	23	27
Sherbrooke	289	315
Sorel	99	89
St-Jérôme	412	388
Tanguay	188	219
Trois-Rivières	251	314
TOTAL	4 661	4 866

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes à 23:59 heure le 31 janvier 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

38. La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2011 - 2012				
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Budget			
	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2011-2012
C.R.C. de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec Makitautik	78,41 \$	11,00	4026	315 678,66 \$
C.R.C. - Bas St-Laurent	85,91 \$	8,00	2928	881 929,00 \$
C.R.C. Arc-en-soi - Gaspésie	102,36 \$	10,00	3660	251 544,48 \$
Maison d'accueil le Joins-toi - Estrie	82,03 \$	5,68	2079	374 637,60 \$
Maison d'accueil le Joins-toi - Montérégie	86,54 \$	7,06	2584	170 540,37 \$
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.)	77,73 \$	11,00	4026	223 619,36 \$
				312 940,98 \$
C.R.C. Curé Labelle	81,73 \$	20,00	3660	299 131,80 \$
(changement de catégorie)	78,70 \$		3660	288 042,00 \$
			7320	587 173,80 \$
Waseskun House	88,36 \$	8,00	2928	258 718,08 \$
CRC Joliette	80,23 \$	14,00	5124	411 098,52 \$
Résidence Carpe Diem	78,36 \$	3,00	1098	86 039,28 \$
Maison Radisson	75,27 \$	17,00	6222	468 329,94 \$
Maisons de transition de Montréal	78,36 \$	23,00	8418	659 634,48 \$
Transition Centre-Sud	80,65 \$	20,00	7320	590 358,00 \$
Maison Charlemagne	78,16 \$	23,03	8429	658 810,64 \$
Société Elizabeth Fry	80,13 \$	13,00	4758	381 258,54 \$
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais (changement de catégorie)	75,00 \$	20,00	3660	274 500,00 \$
	76,50 \$		3660	279 990,00 \$
			7320	554 490,00 \$
Expansion-Femmes	85,19 \$	12,00	4392	374 154,48 \$
Maison Painchaud	77,62 \$	13,52	4948	384 063,76 \$
CRC le Pavillon	77,87 \$	24,08	8813	686 268,31 \$
Réhabilitation de Beauce inc.	77,58 \$	17,00	6222	482 702,76 \$
CRC de Roberval	81,08 \$	14,34	5248	425 507,84 \$
CRC la Relève - A.C.S.M. Section Saguenay	78,43 \$	10,60	3880	304 308,40 \$
S O U S - T O T A L		305,31	111743	9 843 807,28 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire

	EXERCICE 2011 - 2012			
	Budget			
Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2011-2012
Répît du Passant	60,86 \$	1,00	366	22 274,76 \$
Point de rencontre	60,86 \$	2,00	732	44 549,52 \$
Auberge sous mon toit	60,86 \$	2,40	878	53 435,08 \$
TOTAL		5,40	1 976	120 259,36 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2011 - 2012			
	Budget			
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2011-2012
Répît du Passant	31,15 \$	0,36	132	4 111,80 \$
Le Transit Sept-Iles	31,15 \$	1,50	549	17 101,35 \$
Point de rencontre	31,15 \$	1,95	715	22 272,25 \$
Foyer Jean Bériaud	34,61 \$	2,10	769	26 615,09 \$
Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau	31,15 \$	1,00	366	11 400,90 \$
Hébergement urgence Lanaudière	31,15 \$	0,75	275	8 566,25 \$
Hébergement urgence Terrebonne	31,15 \$	1,00	366	11 400,90 \$
Autonomie jeunesse	31,15 \$	1,00	366	11 400,90 \$
Maison d'hébergement de Valleyfield (M.H.D.V.)	31,15 \$	2,12	777	24 203,55 \$
Manoir Gaulin	31,15 \$	2,00	732	22 801,80 \$
Résidence Louise Boucher	31,15 \$	2,00	732	22 801,80 \$
Centre de transition en itinérance le Suroît	31,15 \$	0,50	183	5 700,45 \$
TOTAL		16,28	5 962	188 377,04 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 36 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2011 - 2012			
	Budget			
	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2011-2012
Santé mentale				
Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale				
Maison de l'espoir de Mont-Joli	32,45 \$	1,00	366	11 876,70 \$
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc	32,45 \$	1,54	563	18 269,35 \$
Le Passant				
Accueil Blanche Goulet	32,45 \$	0,50	183	5 938,35 \$
Maison à Damas	32,45 \$	0,10	37	1 200,65 \$
Centre accalmie	32,45 \$	0,65	238	7 723,10 \$
Centre Émilie Gamelin	32,45 \$	1,00	366	11 876,70 \$
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts	32,45 \$	0,10	37	1 200,65 \$
Guilaine Laurin	32,45 \$	2,75	1007	32 677,15 \$
Résidence Laffleur	32,45 \$	3,00	1098	35 630,10 \$
Centre le hâvre de Trois-Rivières inc.	32,45 \$	3,00	1098	35 630,10 \$
Maison de transition la Batiscan	32,45 \$	2,00	732	23 753,40 \$
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	32,45 \$	8,10	2965	96 214,25 \$
TOTAL		23,74	8 690	281 990,50 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2011 - 2012				
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Per diem	Budget		Montant du contrat 2011-2012
		Nbre de places	Nbre de jours	
Arrimage, centre de réhabilitation alcoolisme et toxicomanie	32,45 \$	2,00	732	23 753,40 \$
Centre régional ADH le tremplin	32,45 \$	2,00	732	23 753,40 \$
Auberge du cœur le transit (Loisirs de Rimouski)	32,45 \$	1,00	366	11 876,70 \$
La Montée	32,45 \$	1,00	366	11 876,70 \$
Services d'aide en prévention de la criminalité - Centre l'étape	21,95 \$	1,00	366	8 033,70 \$
Pavillon de l'assuétude - Drummondville	20,27 \$	1,00	366	7 418,82 \$
Centre d'accueil le programme de Portage	19,93 \$	8,00	2928	58 355,04 \$
Maison Carignan	20,27 \$	5,30	1940	39 323,80 \$
Maison Jean Lepage	20,27 \$	5,30	1940	39 323,80 \$
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	20,27 \$	4,00	1464	29 675,28 \$
Centre sur l'autre rive	20,27 \$	3,00	1098	22 256,46 \$
Pavillon l'essence-ciel	20,27 \$	2,00	732	14 837,64 \$
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	20,27 \$	3,50	1281	25 965,87 \$
Maison d'entraide l'arc-en-ciel	20,27 \$	0,75	275	5 574,25 \$
Maison de Job	20,27 \$	2,50	915	18 547,05 \$
Centre de traitement des dépendances le Rucher	20,27 \$	7,00	2562	51 931,74 \$
Croisée des chemins	20,27 \$	0,13	48	972,96 \$
TOTAL		49,48	18 111	393 476,61 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	EXERCICE 2011-2012			
	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 366	Montant du contrat 2011-2012
C.R.C. de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	3,23 \$	236		278 994,48 \$
Arc-en-soi (pour le Bas St-Laurent)	3,23 \$	136		160 776,48 \$
Arrimage	3,23 \$	174		205 699,32 \$
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3,23 \$	60		70 930,80 \$
Centre d'intervention le Rond Point	3,23 \$	61		72 112,98 \$
Serv. paraj. autochtones de Qc - Réserve Matimékosh	4,54 \$	10		12 848,20 \$
Serv. paraj. autocht.de Qc - Réserve Kawawachikamak	4,54 \$	10		12 848,20 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	3,23 \$	189		223 432,02 \$
S.A.P.C. - C.R.C. la Traversée	3,23 \$	409		483 511,62 \$
Arc-en-soi (anglophones)	3,23 \$	35		41 376,30 \$
Arc-en-soi (pour la Gaspésie)	3,23 \$	118		139 497,24 \$
C.R.C. Joliette	3,23 \$	445		526 070,10 \$
C.R.C. Curé Labelle	3,23 \$	500		591 090,00 \$
Résidence Carpe Diem	3,23 \$	290		342 832,20 \$
Maison Radisson	3,23 \$	384		453 957,12 \$
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	3,23 \$	64		75 659,52 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - St-Jean	3,23 \$	128		151 319,04 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Longueuil	3,23 \$	256		302 638,08 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - St-Hyacinthe	3,23 \$	175		206 881,50 \$
Centre sur l'autre rive	3,23 \$	214		252 986,52 \$
CIVAS Monterégie	3,23 \$	163		192 695,34 \$
TOTAL - PAGE 1		4057		4 798 157,06 \$

Début du contrat le 23 juin 2011
Début du contrat le 23 juin 2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2011 - 2012				
Suivi dans la communauté	Per diem	Budget		Montant du contrat 2011-2012
		Nbre de dossiers	Nbre de jours 366	
Société Elizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	3,23 \$	200		236 436,00 \$
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue	3,23 \$	323		381 844,14 \$
Maison Charlemagne	3,23 \$	322		380 661,96 \$
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	3,23 \$	322		380 661,96 \$
Y.M.C.A. de Montréal	3,23 \$	323		381 844,14 \$
Centre d'hébergement l'entre-toit	3,23 \$	82		96 938,76 \$
Maison l'Intervalle	3,23 \$	82		96 938,76 \$
CRC de l'Outaouais	3,23 \$	360		425 584,80 \$
Société Elizabeth Fry (pour l'Outaouais)	3,23 \$	66		78 023,88 \$
Expansion-Femmes	3,23 \$	288		340 467,84 \$
Maison Painchaud	3,23 \$	256		302 638,08 \$
CRC le Pavillon - Québec	3,23 \$	320		378 297,60 \$
CRC le Pavillon - La Malbaie	3,23 \$	34		40 194,12 \$
Réhabilitation de Beauce	3,23 \$	333		393 665,94 \$
CRC de Roberval	3,23 \$	96		113 489,28 \$
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay	3,23 \$	128		151 319,04 \$
Service Relance SLSJ	3,23 \$	64		75 659,52 \$
Maison d'hébergement le Séjour inc.	3,23 \$	64		75 659,52 \$
Services parajudiciaires autochtones de Québec	3,23 \$	32		37 829,76 \$
TOTAL - PAGE 2		3695		4 368 155,10 \$
TOTAL		7752		9 166 312,16 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38: La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	89 152,00 \$	166,90 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	51 517,00 \$	166,90 \$	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale	72 705,00 \$	166,90 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	187 575,00 \$	142,34 \$	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Québec	214 553,00 \$	142,34 \$	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	130 590,80 \$	142,34 \$	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Mtl	613 224,00 \$	90,22 \$	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	168 587,50 \$	142,34 \$	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	83 429,00 \$	166,90 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	29 180,00 \$	166,90 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	29 505,00 \$	166,90 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat et Moisson Laval	326 182,50 \$	110,62 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	275 418,00 \$	110,62 \$	Travaux compensatoires
Total	2 271 618,80 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
CRC Amos - S.A.T.A.S. Accueil Giboulée Harvey Bibeau CRC Amos - S.A.T.A.S.	30 805,00 \$ 36 000,00 \$ 10 610,00 \$	77 415,00 \$	Intervention auprès de conjoints violents Programme de retour à domicile des personnes inuites et crie Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
Arc-en-soi C-TA-C	15 000,00 \$ 5 000,00 \$		Programme d'aide aux agresseurs sexuels Programme d'intervention de groupe - Programme VIE (violence, impulsivité, égalité)- Programme MU (hommes en difficultés)
Trajectoires Hommes du KRTB Arc-en-soi	5 000,00 \$ 9 800,00 \$	34 800,00 \$	Programme d'intervention de groupe - Programme "Coup de main" Soutien à l'éducation
Unité Domrémy de Baie-Comeau Centre d'intervention le Rond-Point La Croisée, organisme de justice alternative Convergence Manicouagan Unité Domrémy de Baie-Comeau Unité Domrémy de Baie-Comeau Unité Domrémy de Baie-Comeau Homme aide Manicouagan Hommes Sept-Îles Association Parents et amis du malade émotionnel de l'Est de la Côte-Nord Centre d'intervention le Rond-Point	4 080,00 \$ 4 760,00 \$ 4 000,00 \$ 4 000,00 \$ 5 780,00 \$ 10 225,00 \$ 15 300,00 \$ 750,00 \$ 5 405,00 \$ 500,00 \$ 1 500,00 \$		Programme "Stratégies" (Détention) Activités de sensibilisation en milieu ouvert Programme Vivre sans violence Programme VI-SA-VI vise à prévenir les diverses manifestations de la violence Activités de sensibilisation Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Baie-Comeau Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Sept-Îles Être ou ne pas être ... un homme ! Soutien psychosocial pour les hommes Mieux comprendre la maladie mentale Sensibilisation et prévention en toxicomanie en milieu carcéral
Sous-total page 1		168 515,00 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02			
QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
La Just'elles de l'Estrie Civas Estrie Centre d'entraide la Boussole inc. Service d'aide et prévention de la criminalité Services d'aide et prévention de la criminalité Seuil de l'Estrie Halte Drummond La Chaudronnée de l'Estrie Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	66 300,00 \$ 33 660,00 \$ 12 240,00 \$ 19 000,00 \$ 8 300,00 \$ 8 160,00 \$ 8 160,00 \$ 10 000,00 \$ 6 000,00 \$	171 820,00 \$	Centre de service en justice pénale pour les femmes de l'Estrie Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme Parrrainage social Accompagnement employabilité Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme " Tout compte fait " (gestion du budget) Prise en charge de la clientèle corr. dans le cadre du programme de relation d'aide
	95 325,00 \$ 52 955,00 \$ 10 200,00 \$		Centre de jour Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones Agir sur son impulsivité
	11 220,00 \$ 10 710,00 \$ 15 000,00 \$ 13 260,00 \$ 8 160,00 \$	158 480,00 \$	Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine Labelle IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones La violence, j'y renonce Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale
	23 595,00 \$ 19 380,00 \$ 25 500,00 \$ 20 400,00 \$ 10 200,00 \$ 3 165,00 \$ 11 000,00 \$	171 590,00 \$	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle La violence, j'y renonce Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels Programme de sensibilisation (pré-traitement) Programme de sensibilisation " Que choisir " Programme de sensibilisation de la gestion de l'agressivité (version française) Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
		501 890,00 \$	
Sous-total page 2			171

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 36 La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaires			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
Maison Radisson Maison Radisson Maison Radisson Accord Maurice Société Elizabeth Fry Halte Bois-Francis Centre le havre de Trois-Rivières Inc.	31 314,00 \$ 10 057,00 \$ 10 385,00 \$ 20 000,00 \$ 7 000,00 \$ 12 600,00 \$ 30 000,00 \$	121 356,00 \$	Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.) Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.) Programme de gestion des comportements violents (PGCV) Groupe de sensibilisation pour contrevenants adultes violents conjugaux Centre de services en justice pénale pour femmes Groupe de sensibilisation pour contrevenants adultes violents conjugaux Convergence (santé mentale)
Maison le Passeur Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.) CIVAS Montérégie Via l'Anse CRC Joliette-Lanaudière Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield	4 795,00 \$ 20 400,00 \$ 20 400,00 \$ 14 995,00 \$ 2 550,00 \$ 10 000,00 \$	73 140,00 \$	Sensibilisation à la violence et amorce thérapeutique Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle (SDS) Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle (Violence conjugale) Information, approfondissement et développement de nouveaux comportements pour contrer la violence Conduite-Vie (comportements sécuritaires sur les routes) & Sensibilisation toxicomanie ÉVIT (augmenter les ressources humaines en lien direct aux personnes en difficultés, réduire les coûts institutionnels par des interventions organisationnelles ciblées, efficace et durables, approche terrain et accompagnement auprès des personnes à risque)
Sous-total page 3		194 496,00 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02			
QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
Continuité famille auprès des détenus	43 210,00 \$		Programme Mère-Enfant Continuité famille auprès des détenues (CFAD)
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	34 275,00 \$		GROUPE AMORCE Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviant à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide
Société Élisabeth Fry - EVE	54 590,00 \$		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élisabeth Fry - Tanguay	20 370,00 \$		Programme de services à la Maison Tanguay - Préparation à la sortie & Prévention de la rechute en toxicomanie
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	29 380,00 \$		Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
Diogène	10 200,00 \$		Programme Intervention et Recherche Psychosociales inc. (Diogène)
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl	427 130,00 \$		Centre de jour - Divers programmes en réinsertion sociale
Société Élisabeth Fry	8 365,00 \$		Gestion de la colère en milieu fermé
YMCA de Mtl	14 955,00 \$		Programme intensif EDM & EDRDP / été 2011
Société Élisabeth Fry	10 100,00 \$		Gestion de la colère / communauté
Maison Charlemagne	12 621,00 \$		Programme spécialisé en délinquance sexuelle
CIDS	24 090,00 \$		Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle en milieu carcéral (EDM & RDP)
Sous-total page 4		689 286,00 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
Centre Femmes aux 3-A Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.) Centre d'action bénévole de Québec inc. Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.) Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.) C.R.C. le Pavillon Au Bercail C.R.C. Le Pavillon Réhabilitation Beauce Expansion-Femmes Expansion-Femmes C.R.C. Le Pavillon Centre EX-EQUO (Ste-Marie de Beauce) Maison l'odyssée pour joueurs compulsifs	37 668,00 \$ 3 650,00 \$ 55 715,00 \$ 83 340,00 \$ 22 275,00 \$ 14 095,00 \$ 24 982,00 \$ 13 165,00 \$ 16 285,00 \$ 11 945,00 \$ 10 000,00 \$ 25 000,00 \$ 47 665,00 \$ 3 500,00 \$		Centre de réinsertion sociale CIRCU'laire & diners-rencontres Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle, contrevenante adulte Suivi communautaire intensif Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice Entrée libre (toxicomanie) Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou judiciaires) Contrecoup (violence) Programme l'Azimut (toxicomanie) MIRAGE (fraude) Liberté Délinquant parce que Centre Ex-Equo (entrevue d'évaluation et thérapie de groupe - délinquance sexuelle) Programme pour joueurs compulsifs
Sous-total page 5		369 285,00 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille Société Elizabeth Fry Société Elizabeth Fry L'Impact rivière Gatineau Donnes-toi une chance Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO)	42 600,00 \$	158 250,00 \$	Démarche de traitement pour hommes abuseurs Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais Ateliers thématiques Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence Programme de sensibilisation aux comportements violents Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
	73 000,00 \$		
	2 550,00 \$		
	18 600,00 \$		
A.C.S.M. (CHC la Relève) Association canadienne santé mentale Association canadienne santé mentale Cran d'arrêt	14 500,00 \$	33 225,00 \$	Sensibilisation aux toxicomanies Sensibilisation à des comportements non violents Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs Sensibilisation à des comportements non violents
	7 000,00 \$		
	5 720,00 \$		
	4 345,00 \$		
Sous-total page 61	17 330,00 \$	191 475,00 \$	
	5 830,00 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Contrats de services	Contrat 2011-2012	Tarifs 2011-2012	Titre du programme 2011-2012
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070,00 \$		Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	30 000,00 \$		Itinérance
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550,00 \$		Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485,00 \$		Concertation et échange
Sous-total page 7		202 105,00 \$	
TOTAL DES ACHATS DE PROGRAMMES		2 317 052,00 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

39. Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2011-2012.¹

Établissements de détention	2011-2012 (10 mois)		
	Condamné	Prévenu	Total
Amos	187	838	1 025
Baie-Comeau	26	286	312
Chicoutimi	127	894	1 021
Havre-Aubert	1	19	20
Hull	483	1777	2 260
Montréal	1883	601	2 484
New Carlisle	18	347	365
Québec (femmes)	88	276	364
Québec (hommes)	800	2897	3 697
Rimouski	127	419	546
Rivière-des-Prairies	412	7681	8 093
Roberval	126	356	482
Sept-Îles	35	317	352
Sherbrooke	515	2264	2 779
Sorel	328	1172	1 500
St-Jérôme	858	5207	6 065
Tanguay	269	1099	1 368
Trois-Rivières	311	1389	1 700
TOTAL	6 594	27 839	34 433

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

40. Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 40 : Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.							
Établissement de détention	Année financière						
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012 **	
Amos				2			
Baie-Comeau		1	1		1		
Chicoutimi	1				2		
Hull	1	3	1	6	2		
Montréal	1	4	3	3	2		
New-Carlisle							
Québec (Femmes)				2			
Québec (Hommes)	4	1	2	6	2	1	
Rimouski	1	1	1	1	1		
Rivière-des-Prairies	4	7	3	8	6	6	
Roberval			1				
Sept-Îles							
Sherbrooke		2	2	1	1	1	
Sorel			1	1	1	1	
St-Jérôme	3	6	9	5	1	4	
Tanguay	1	1		1	1	1	
Trois-Rivières	1				3		
Valleyfield	1	1	1	1			
TOTAL	18	27	25	37	23	14	

** Données du 1° avril au 31 janvier 2012

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

41. Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 41 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2012.

* Évasion d'un établissement			* Évasion d'une garde légale			* Absence illégale		
Total		Repris	Total		Repris	Total		Repris
	Nb	%		Nb	%		Nb	%
0	0		1	1	100%	787	519	66%

Les taux de repris représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.	
Absence illégale:	Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.
* État de situation au 31 janvier 2012	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

42. Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 31 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 42 : Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 31 mars 2010.

Établissements de détention	31 janvier 2012		
	Condamné	Prévenu	Total
Amos	63	70	133
Baie-Comeau	45	35	80
Chicoutimi	37	44	81
Havre-Aubert	0	0	0
Hull	130	90	220
Montréal	729	540	1 269
New Carlisle	55	26	81
Percé ¹	33	0	33
Québec (femmes)	24	18	42
Québec (hommes)	374	331	705
Rimouski	61	64	125
Rivière-des-Prairies	48	527	575
Roberval	32	23	55
Sept-Îles	14	9	23
Sherbrooke	178	111	289
Sorel	57	42	99
St-Jérôme	254	158	412
Tanguay	111	77	188
Trois-Rivières	162	89	251
Valleyfield ²	0	0	0
Total	2 407	2 254	4 661
Pourcentage	51,6%	48,4%	100,0%

	31 mars 2011		
	Condamné	Prévenu	Total
	57	63	120
	53	20	73
	45	26	71
	0	0	0
	134	88	222
	712	500	1 212
	29	28	57
	34	0	34
	28	23	51
	404	292	696
	65	39	104
	33	520	553
	38	18	56
	5	7	12
	185	83	268
	46	47	93
	251	150	401
	119	67	186
	192	85	277
	0	0	0
	2 430	2 056	4 486
	54,2%	45,8%	100,0%

	31 mars 2010		
	Condamné	Prévenu	Total
	78	51	129
	46	20	66
	49	30	79
	2	0	2
	134	94	228
	730	558	1 288
	62	34	96
	0	0	0
	32	30	62
	377	318	695
	70	41	111
	47	499	546
	28	27	55
	14	1	15
	217	90	307
	58	37	95
	282	174	456
	127	73	200
	193	104	297
	42	21	63
	2 588	2 202	4 790
	54,0%	46,0%	100,0%

¹ En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels

² Au 1e juillet 2010 fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

43. Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 43 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2011-2012.

C/R	Établissements de détention Cat. Corps	Dépenses salariales ²																Total							
		Cadres [cat. 08] [630]		Prof. [cat. 03] [100 à 199]		P.B.T.A. [cat. 04] [200 à 299]		ASC [cat. 05] [307]				Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]													
		Effectifs ¹		Masse salariale k\$	Effectifs ¹		Masse salariale k\$	Effectifs ASC-TC ¹		Effectifs ASC-TPR ¹		Masse salariale k\$	Effectifs ¹		Masse salariale k\$	Effectifs ¹									
		Hommes	Femmes		Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes					
3251-52	Amos	4	5	646,0 \$			1		70,9 \$		5			188,2 \$	28	14	27	16	4 922,1 \$	2	8	314,0 \$	61	49	6 141,2 \$
3550-51	Baie-Comeau	3	5	718,5 \$			1		49,1 \$		4			138,5 \$	13	13	12	5	2 354,3 \$	3	8	327,2 \$	31	36	3 587,6 \$
3520-21	Chicoutimi	2	5	555,1 \$			1		56,2 \$		4			181,2 \$	27	15	12	9	3 378,3 \$	6	3	241,5 \$	47	37	4 412,3 \$
3211-12	Hull	9	3	828,9 \$		1	3	147,9 \$	1	10	437,5 \$	54	24	28	9	6 533,3 \$	7	7	464,4 \$	100	56	8 412,0 \$			
3327-28	Maison Tanguay	5	6	797,6 \$		1	4	286,9 \$	1	5	232,4 \$	15	43	11	18	5 460,6 \$	7		261,8 \$	40	76	7 039,3 \$			
3331 à 38	Montréal	27	20	3 751,2 \$		7	18	1 522,3 \$	12	38	2 135,2 \$	183	123	135	60	31 350,1 \$	26	4	1 117,4 \$	390	263	39 876,2 \$			
3561 à 63	New Carlisle & Havre Aubert	4	3	630,8 \$			1		69,5 \$		6		15	12	15	8	2 688,9 \$	2	12	282,2 \$	36	42	3 890,0 \$		
3570-71	Percé	3	2	358,4 \$			1		62,6 \$		1		18	7	4	5	1 721,7 \$				25	16	2 229,4 \$		
3510 à 13	Québec	15	26	2 997,5 \$		10	13	1 312,5 \$	7	22	1 196,7 \$	129	112	82	42	19 423,4 \$	24	8	1 194,1 \$	267	223	26 124,2 \$			
3531-32	Rimouski	5	1	492,5 \$		1		52,3 \$		7	228,7 \$	26	19	17	7	3 967,1 \$	4	6	351,1 \$	53	40	5 091,7 \$			
3312 à 19	Rivière-des-Prairies	31	17	3 755,2 \$		2	6	429,6 \$	8	26	1 349,7 \$	154	109	72	40	21 357,7 \$	18	9	939,3 \$	285	207	27 831,5 \$			
3522-23	Roberval	2	4	466,5 \$			1		58,7 \$	1	1		13	16	16	4	2 447,2 \$	2	6	134,1 \$	34	32	3 267,6 \$		
3552-53	Sept-Îles	3	2	234,0 \$			1		78,4 \$		2		10	8	2	2	1 653,2 \$				15	15	2 047,9 \$		
3131-32	Sherbrooke	11	4	1 259,8 \$		1	4	312,0 \$	3	6	416,8 \$	48	26	32	15	6 989,8 \$	8	5	423,6 \$	103	60	9 402,0 \$			
3140-41	Sorel	4	3	639,0 \$			1		72,3 \$		5		17	18	27	14	3 889,5 \$	4	3	239,9 \$	52	44	5 077,2 \$		
3221 à 23	St-Jérôme	16	11	2 169,6 \$		3	14	805,2 \$	3	11	558,1 \$	80	62	41	17	12 182,3 \$	10	7	601,3 \$	153	122	16 316,5 \$			
3151-52	Trois-Rivières	13	2	1 175,5 \$		1	3	264,1 \$		8	336,6 \$	53	24	27	7	6 758,7 \$	5	8	535,0 \$	99	52	9 069,9 \$			
3142-3143	Valleyfield			- \$				- \$		1	25,8 \$					- \$	1	1	61,9 \$	1	2	87,7 \$			
	Sous-total effectifs	157	119		27	73		36		162		883	645	560	278		224	95	7 488,8 \$	1 791	1 370		3 161		179 904,2 \$
	Total effectifs et masse salariale	276		21 476,1 \$	100		5 650,5 \$	198			8 210,6 \$	1 528		838		137 078,2 \$									

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 2 février 2012. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

² La rémunération est la dépense probable au 31 décembre 2011 évaluée par le réseau et analysée à la 20^{ème} période de paie extrapolée sur 26 périodes de paie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

44. Le nombre de permissions de sortir accordés par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 44 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012										
Répartition des octrois ¹ de permissions de sortir par établissement - année 2011-2012 ²										
CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR										
Établissements de détention	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	Total		
Amos		191	76	1	3	19				290
Baie-Comeau		81	102	5	2	17				207
Chicoutimi		215	24	37	11	50				337
Havre-Aubert		1				1				2
Hull		295	35	7	15	197				549
Montréal		783		13	24	366				1 186
New-Carlisle		253	271	2	7	15				548
Percé ³		11	41							52
Québec(Femmes)		72	29		10	131				242
Québec(Hommes)		848	52	15	49	134				1 098
Rimouski		273	15	6	17	13				324
Rivière-des-Prairies		235	49	1	12					297
Roberval		96	9	1	12	62				180
Sept-Îles		73	47	2						122
Sherbrooke	2	507	27	7	9	17				569
Sorel		223	4	2	8	46	1			284
St-Jérôme	12	650	13	4	31	204				914
Tanguay	2	507		7	10	66	1			593
Trois-Rivières		477	23	12	37	48				597
TOTAL	16	5 791	817	122	257	1 386	2			8 391

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

³ En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 44 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale)										
Répartition des octrois ¹ de permissions de sortir par établissement - année 2010-2011 ²										
CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR										
Établissements de détention	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	Total		
Amos	1	164	96	4	9	27		301		
Baie-Comeau		60	69	3	2	6		140		
Chicoutimi		137	22	9	10	39	2	219		
Havre-Aubert				4		5		9		
Hull	19	332	35	29	13	190		618		
Montréal		749	2	22	26	449		1 248		
New-Carlisle	33	383	384	6	12	27	1	846		
Percé ³		9	15					24		
Québec(Femmes)		85	16	1	12	28		142		
Québec(Hommes)		650	48	21	62	141		922		
Rimouski		321	10	6	14	9		360		
Rivière-des-Prairies		128	50	3	13			194		
Roberval		110	9	1	10	23		153		
Sept-Îles		92	42					134		
Sherbrooke	1	442	23	10	26	19	2	523		
Sorel		255		3	6	55		319		
St-Jérôme		525	8	6	23	213		775		
Tanguay		548		8	6	67		629		
Trois-Rivières	9	472	41	9	31	42		604		
Valleyfield ⁴		38	1	1	1	24		65		
TOTAL	63	5 500	871	146	276	1 364	5	8 225		

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

³ En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

⁴ Au 1^{er} juillet 10, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

45. Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.

Établissements de détention	2010-2011 (10 mois)					2011-2012 (10 mois)					Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	
Amos	33,9%	13,1%	9,8%	43,2%	100,0%	39,4%	12,3%	7,7%	40,6%	100,0%	
Baie-Comeau	68,1%	17,4%	11,6%	2,9%	100,0%	67,0%	17,0%	9,0%	7,0%	100,0%	
Chicoutimi	80,7%	7,3%	4,2%	7,8%	100,0%	85,2%	6,8%	3,0%	5,0%	100,0%	
Havre-Aubert	75,0%	0,0%	25,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%	
Hull	88,5%	3,5%	2,6%	5,5%	100,0%	89,9%	2,8%	2,6%	4,7%	100,0%	
Montréal	96,5%	2,1%	0,9%	0,5%	100,0%	96,4%	1,8%	1,0%	0,8%	100,0%	
New-carlisle	88,2%	5,8%	3,3%	2,7%	100,0%	87,8%	8,8%	1,7%	1,7%	100,0%	
Québec(Femmes)	39,7%	19,8%	23,3%	17,2%	100,0%	72,3%	13,6%	6,4%	7,7%	100,0%	
Québec(Hommes)	47,0%	25,5%	18,3%	9,2%	100,0%	53,3%	22,1%	14,3%	10,3%	100,0%	
Rimouski	64,6%	13,9%	11,1%	10,4%	100,0%	60,7%	21,4%	4,6%	13,3%	100,0%	
Rivières-des-Prairies	32,4%	50,5%	10,4%	6,6%	100,0%	49,0%	35,6%	12,3%	3,1%	100,0%	
Roberval	83,7%	7,1%	3,3%	6,0%	100,0%	85,2%	5,9%	2,4%	6,5%	100,0%	
Sept-fes	47,0%	12,1%	6,1%	34,8%	100,0%	35,0%	15,0%	3,3%	46,7%	100,0%	
Sherbrooke	76,6%	9,5%	7,8%	6,1%	100,0%	80,9%	5,5%	7,7%	6,0%	100,0%	
Sorel	90,9%	5,6%	2,7%	0,8%	100,0%	86,0%	10,8%	1,7%	1,4%	100,0%	
St-Jérôme	50,4%	16,2%	23,0%	10,4%	100,0%	52,9%	18,2%	17,6%	11,3%	100,0%	
Tanguay	80,5%	13,1%	4,2%	2,2%	100,0%	82,4%	11,6%	4,2%	1,7%	100,0%	
Trois-Rivières	48,2%	29,1%	12,0%	10,8%	100,0%	56,3%	20,9%	11,4%	11,4%	100,0%	
Valleyfield ¹	91,5%	6,1%	1,8%	0,6%	100,0%	Fermé					
TOTAL	77,0%	10,1%	7,0%	5,8%	100,0%	78,7%	9,8%	5,7%	5,8%	100,0%	

¹ Au 1^{er} juillet 2010, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

46. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

2011-2012			
Établissement de détention	Total		
	Nombre d'heures	Coûts	
AMOS	24 058	865 714 \$	
BAIE-COMEAU	6 911	250 141 \$	
CHICOUTIMI	6 193	221 528 \$	
HULL	19 041	710 203 \$	
MAISON TANGUAY	17 438	654 888 \$	
MONTREAL	170 785	6 144 138 \$	
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	5 860	210 433 \$	
PERCÉ ¹	4 356	143 600 \$	
QUÉBEC	42 976	1 577 232 \$	
RIMOUSKI	9 367	346 143 \$	
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	70 823	2 631 383 \$	
ROBERVAL	4 614	158 658 \$	
SEPT-ÎLES	2 739	92 231 \$	
SHERBROOKE	23 264	856 386 \$	
SOREL	10 508	356 212 \$	
ST-JÉRÔME	47 561	1 800 945 \$	
TROIS-RIVIÈRES	24 890	954 521 \$	
VALLEYFIELD ²	0	0 \$	
TOTAL	491 383	17 974 355 \$	

[Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2012).

¹ En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels

² Au 1e juillet 2010 fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02		
Question 46 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.		
Établissement de détention	2010-2011	
	Total	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	22 675	757 177 \$
BAIE-COMEAU	4 459	156 472 \$
CHICOUTIMI	6 152	213 266 \$
HULL	17 970	630 762 \$
MAISON TANGUAY	16 548	608 261 \$
MONTRÉAL	171 518	5 848 842 \$
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	6 945	243 391 \$
PERCÉ	2 306	70 856 \$
QUÉBEC	43 256	1 522 632 \$
RIMOUSKI	6 470	224 838 \$
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	62 219	2 181 790 \$
ROBERVAL	4 269	140 856 \$
SEPT-ÎLES	2 807	91 816 \$
SHERBROOKE	21 538	751 589 \$
SOREL	11 926	387 709 \$
ST-JÉRÔME	39 102	1 378 082 \$
TROIS-RIVIÈRES	22 259	816 963 \$
VALLEYFIELD	3 263	120 893 \$
TOTAL	465 682	16 146 195

Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2011).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

47. Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et par établissement de détention (milieu fermé) pour chaque région administrative pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 47 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et établissement de détention (milieu fermé) pour chaque région administrative et pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.

Année 2011-2012

Répartition des rapports présententiels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	Rapports présententiels			En collectivité (milieu ouvert)			Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports spécifiques		Rapports présententiels	Évaluations sommaires		Évaluations approfondies	Évaluations sommaires		Évaluations approfondies	TOTAL	Nombre	Heures
	Nombre	Heures ²		Nombre	Heures ⁴		Nombre	Heures ⁴				
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	94	1 034	13	270	270	873	22	22	63	567	559	2 818
Bas St-Laurent	87	957		26	26	1 755	133	133	105	945	546	3 816
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	418	4 598	15	20	20	8 334	931	931	471	4 239	2 781	18 182
Côte-Nord	53	583	38	5	5	738	164	164	63	567	405	2 209
Estrie	208	2 288	1	241	241	1 944	449	449	178	1 602	1 293	6 528
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	48	528		123	123	54	86	86	106	954	369	1 745
Laval, Laurentides, Lanaudière	504	5 544	10	399	399	3 870	314	314	313	2 817	1 970	12 984
Montréal	678	7 458	2	427	427	7 137	3 214	3 214	726	6 534	5 840	24 778
Montréal	426	4 686	16	94	94	8 469	116	116	101	909	1 694	14 338
Mauricie/Centre du Québec	242	2 662	16	20	20	3 006	359	359	203	1 827	1 174	7 938
Outaouais	176	1 936	83	23	23	4 122	566	566	142	1 278	1 448	8 257
Saguenay/Lac St-Jean	195	2 145	2	221	221	1 152	308	308	117	1 053	971	4 887
TOTAL	3 129	34 419	196	1 869	1 869	41 454	6 662	6 662	2 588	23 292	19 050	108 480

¹ Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).
² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présententiel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 47 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et par établissement de détention (en milieu fermé) pour chaque région administrative et pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.

Année 2010-2011¹

Répartition des rapports présententiels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)				Établissements de détention (milieu fermé)			
	Rapports présententiels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies	
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵
Abitibi-Témiscamingue/								
Nord-du-Québec	117	1 287	11	44	246	246	69	621
Bas St-Laurent	94	1 034		0	44	44	210	1 890
Capitale-nationale et								
Chaudière Appalaches	445	4 895	44	176	68	68	974	8 766
Côte-Nord	43	473	21	84	10	10	99	891
Estrie	188	2 068	8	32	212	212	236	2 124
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	51	561		0	73	73	6	54
Laval, Laurentides, Lanaudière	491	5 401	13	52	395	395	436	3 924
Montréal	807	8 877		0	690	690	536	4 824
Montérégie	485	5 335	27	108	433	433	681	6 129
Mauricie/Centre du Québec	266	2 926	16	64	177	177	190	1 710
Outaouais	177	1 947	67	268	302	302	228	2 052
Saguenay/Lac St-Jean	230	2 530	6	24	202	202	97	873
TOTAL	3 394	37 334	213	852	2 852	2 852	3 762	33 858
						6 240	2 769	24 921
						6 240	19 230	106 057

¹ Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).
² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présententiel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

48. Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2011-2012 ventilés par établissement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 48 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2011-2012 ventilés par établissement¹.

Données financières en k\$											
	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC		Ouvriers		Total (k\$) ¹
	Effectifs ²	Dépense probable 2011-2012 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2011-2012 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2011-2012 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2011-2012 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2011-2012 excluant la CSST	
Exercice 2011-2012 :											
Établissement de détention de d'Amos	9	646,0 \$	1	70,9 \$	5	188,2 \$	85	4 922,1 \$	10	314,0 \$	
Établissement de détention de Baie-Comeau	8	718,5 \$	1	49,1 \$	4	138,5 \$	43	2 354,3 \$	11	327,2 \$	
Établissement de détention de Chicoutimi	7	555,1 \$	1	56,2 \$	4	181,2 \$	63	3 378,3 \$	9	241,5 \$	
Établissement de détention de Hull	12	828,9 \$	4	147,9 \$	11	437,5 \$	115	6 533,3 \$	14	464,4 \$	
Établissement de détention de Maison Tanguay	11	797,6 \$	5	286,9 \$	6	232,4 \$	87	5 460,6 \$	7	261,8 \$	
Établissement de détention de Montréal	47	3 751,2 \$	25	1 522,3 \$	50	2 135,2 \$	501	31 350,1 \$	30	1 117,4 \$	
Établissement de détention de New Carlisle	7	630,8 \$	1	69,5 \$	6	218,6 \$	50	2 688,9 \$	14	282,2 \$	
Établissement de détention de Percé	5	358,4 \$	1	62,6 \$	1	86,7 \$	34	1 721,7 \$	-	- \$	
Établissement de détention de Québec	41	2 997,5 \$	23	1 312,5 \$	29	1 196,7 \$	365	19 423,4 \$	32	1 194,1 \$	
Établissement de détention de Rimouski	6	492,5 \$	1	52,3 \$	7	228,7 \$	69	3 967,1 \$	10	351,1 \$	
Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	48	3 755,2 \$	8	429,6 \$	34	1 349,7 \$	375	21 357,7 \$	27	939,3 \$	
Établissement de détention de Roberval	6	466,5 \$	1	58,7 \$	2	161,1 \$	49	2 447,2 \$	8	134,1 \$	
Établissement de détention de Sept-Îles	5	234,0 \$	1	78,4 \$	2	82,3 \$	22	1 653,2 \$	-	- \$	
Établissement de détention de Sherbrooke	15	1 259,8 \$	5	312,0 \$	9	416,8 \$	121	6 989,8 \$	13	423,6 \$	
Établissement de détention de Sorel	7	639,0 \$	1	72,3 \$	5	236,5 \$	76	3 889,5 \$	7	239,9 \$	
Établissement de détention de Saint-Jérôme	27	2 169,6 \$	17	805,2 \$	14	558,1 \$	200	12 182,3 \$	17	601,3 \$	
Établissement de détention de Trois-Rivières	15	1 175,5 \$	4	264,1 \$	8	336,6 \$	111	6 758,7 \$	13	535,0 \$	
Établissement de détention de Valleyfield	-	- \$	-	- \$	1	25,8 \$	-	- \$	2	61,9 \$	
Autres que les établissements de détention	30	2 889,1 \$	411	24 272,1 \$	113	4 366,4 \$	97	5 491,5 \$			
Total des effectifs ²	306		511	24 272,1 \$	311	4 366,4 \$	2 463		224		3 815
Dépenses probables 2011-2012 avant CSST (k\$) :		24 365,2 \$		29 922,6 \$		12 577,0 \$		142 569,7 \$		7 488,8 \$	216 923,3 \$
Plus : CSST (dépense estimée) ³											4 914,7 \$
Dépenses probables totales 2011-2012 (k\$) :											221 838,0 \$

¹La rémunération est la dépense probable au 31 décembre 2011 évaluée par le réseau et analysée à la 20^{ème} période de paie extrapolée sur 26 périodes de paie.

² Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 2 février 2012. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

³ Ce montant tient compte de 287,7 k\$ de remboursements prévu en provenance de la CSST et 294,6 k\$ en provenance des syndicats.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

49. Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 49 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par région administrative.

Régions correctionnelles ²	2011-2012 (10 mois)					2010-2011 (10 mois)						
	Surveillance ¹					Surveillance ¹						
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul mixte ³	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul mixte ³		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	159	13	754	1	129	199	182	14	769	2	120	224
Bas-St-Laurent	56	24	431	2	36	81	69	19	466	3	48	81
Côte-Nord	41	5	172	1	38	27	46	4	204	0	55	40
Estrie	218	35	899	4	25	299	226	30	928	3	34	254
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	40	22	233	1	37	62	44	13	218	3	37	31
Laval-Lanaudière-Laurentides	598	59	1 435	14	289	381	599	78	1 386	8	297	328
Mauricie	191	33	526	4	91	107	172	30	528	5	87	109
Montréal	361	55	1 572	6	340	370	413	47	1 607	4	312	371
Montréal	734	80	1 862	11	478	387	886	96	1 918	11	485	427
Outaouais	156	19	686	5	7	125	165	19	736	7	9	162
Québec-Chaudières-Appalaches	354	112	1 387	13	229	249	347	96	1 562	13	191	295
Saguenay-Lac-St-Jean	114	28	498	5	151	117	133	25	501	3	143	107
TOTAL	3 021	483	10 454	68	1 848	2 403	3 281	471	10 823	63	1 819	2 429
GRAND TOTAL	15 875					4252	16 457					4247

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit:
1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

³ Ventilé sur l'ensemble des activités de surveillance. Le grand total concerne les travaux communautaires seul et mixte.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 49 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par région administrative.

Régions correctionnelles ²	2010-2011 (12 mois)						2009-2010 (12 mois)					
	Surveillance ¹						Surveillance ¹					
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	mixte ³	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	mixte ³
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	185	15	789	2	113	233	169	16	741	2	59	205
Bas-St-Laurent	69	20	475	3	48	82	75	24	467	3	38	71
Côte-Nord	46	4	204	0	54	39	69	2	217	0	64	51
Estrie	228	31	943	3	32	261	227	37	913	3	5	236
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44	14	226	3	38	33	48	11	204	1	42	32
Laval-Lanaudière-Laurentides	609	77	1 413	9	298	338	696	89	1 319	10	222	297
Mauricie	180	31	542	6	80	115	215	27	585	1	75	127
Montréal	415	48	1 619	4	312	377	439	60	1 582	7	287	342
Montréal	894	97	1 948	11	491	429	928	98	2 073	12	373	406
Outaouais	164	19	737	7	9	160	144	27	705	8	6	110
Québec-Chaudières-Appalaches	348	98	1 567	13	196	288	405	98	1 706	9	194	327
Saguenay-Lac-St-Jean	133	28	501	3	145	111	168	18	486	3	108	97
TOTAL	3 315	482	10 963	64	1 817	2 467	3 582	507	11 000	59	1 473	2 301
GRAND TOTAL	16 640					4283	16 621					3774

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit:
1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

³ Ventilé sur l'ensemble des activités de surveillance. Le grand total concerne les travaux communautaires seul et mixte.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 49 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par région administrative.

Régions correctionnelles ²	2008-2009 (12 mois)					2007-2008 (12 mois)				
	Surveillance ¹					Surveillance ¹				
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul mixte ³	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul mixte ³
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	148	6	718	2	38	158	13	734	3	30
Bas-St-Laurent	84	25	461	3	38	85	20	466	1	23
Côte-Nord	74	6	204	0	65	80	7	222	1	77
Estrie	227	35	776	3	2	211	38	761	6	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	54	12	209	1	36	52	19	212	1	34
Laval-Lanaudière-Laurentides	676	98	1 259	13	153	616	101	1 233	14	124
Mauricie	225	41	525	3	55	262	48	517	2	53
Montréal	436	54	1 583	6	222	389	63	1 567	8	178
Monterégie	902	111	2 132	15	271	935	132	2 147	17	220
Outaouais	146	17	652	6	3	137	22	629	3	3
Québec-Chaudières-Appalaches	438	104	1 620	6	172	395	97	1 650	10	159
Saguenay-Lac-St-Jean	197	25	483	3	75	169	21	464	4	62
TOTAL	3 606	534	10 622	61	1 132	3 490	581	10 601	70	970
GRAND TOTAL	15 956					15 712				
	2 121					2 111				
	3253					3081				

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit:
1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

³ Ventilé sur l'ensemble des activités de surveillance. Le grand total concerne les travaux communautaires seul et mixte.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

50. Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 50 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2010-2011 et 2011-2012.

		2010-2011 (10 mois)					2011-2012 (10 mois)							
Régions correctionnelles ³		Surveillance ²					Surveillance ²				Effectifs ¹			
		Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	Travaux communautaires mixte ⁴	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	Travaux communautaires mixte ⁴	Agent de probation	ASC
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec		182	14	769	2	120	224	13	754	1	129	199	21	7
Bas-St-Laurent		69	19	466	3	48	81	24	431	2	36	81	14	3
Côte-Nord		46	4	204	0	55	40	5	172	1	38	27	9	4
Estrie		226	30	928	3	34	254	35	899	4	25	299	22	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		44	13	218	3	37	31	22	233	1	37	62	10	2
Laval-Lanaudière-Laurentides		599	78	1386	8	297	328	59	1435	14	289	381	47	15
Mauricie		172	30	528	5	87	109	33	526	4	91	107	21	5
Montréal		413	47	1607	4	312	371	55	1572	6	340	370	45	9
Montréal		886	96	1918	11	485	427	80	1862	11	478	387	53	24
Outaouais		165	19	736	7	9	162	19	686	5	7	125	21	5
Québec-Chaudières-Appalaches		347	96	1562	13	191	295	112	1387	13	229	249	39	12
Saguenay-Lac-St-Jean		133	25	501	3	143	107	28	498	5	151	117	15	5
TOTAL		3 281	471	10 823	63	1 819	2 429	483	10 454	68	1 848	2 403	317	97
GRAND TOTAL		16457				15875				414				
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC		38,0				38,3								

¹ Le nombre d'agents de probation et d'ASC fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes en milieu ouvert.

² Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

⁴ Ventilé dans l'ensemble des activités de surveillance.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

51. La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers ¹	Population desservie ²	Coût annuel ³	District couvert ⁴
Abénaquis	Odanak- Wôlinak	Corps de police	6	385	312 000 \$	17
Algonquins	Kebaowek (Eagle Village)	Corps de police	3	275	148 943 \$	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 579	480 000 \$	07
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	10	1 518	636 000 \$	08
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinini)	Corps de police	3	564	161 066 \$	08
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	5	636	230 400 \$	08
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 173	486 221 \$	14
Atikamekw	Obedjiwan	Corps de police	14	2 215	984 000 \$	04
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 376	439 454 \$	04
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	70	15 892	6 880 606 \$	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 382	560 318 \$	03
Innus	Betsiamites (Pessamit)	Corps de police	9	2 910	480 000 \$	09
Innus	Essipit	Corps de police	2,5	182	130 901 \$	09
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 073	576 000 \$	02
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	3	339	240 000 \$	09
						-

¹ Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
² Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2011.
³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2011-2012.
⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers ¹	Population desservie ²	Coût annuel ³	District couvert ⁴
Innus	Uashat Mak Mani-Utenam	Corps de police	16	3 202	798 720 \$	09
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	10 212	8 923 722 \$	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	657	220 158 \$	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 052	601 283 \$	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	24	5 379	870 905 \$	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 696	1 954 540 \$	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	3,83	853	326 730 \$	09
Total			320,33	63 550	26 441 967 \$	

¹. Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
². Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2011.
³. Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2011-2012.
⁴. Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

52. Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 52: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la propriété, contre la propriété, drogués et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2010-2011 et 2011-2012.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2010

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel												Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants						Infractions aux autres lois fédérales						Infractions aux lois provinciales										
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total																		
	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Infractions classées			Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées				Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées														
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	82 463	35 357	23 675	71,6	244 571	27 228	14 798	17,2	43 018	28 291	5 576	78,7	39 905	16 813	3 338	50,5	409 957	107 689	47 387	37,8	22 474	11 017	5 107	71,7	23 450	11 800	5 254	72,7	6 493	4 701	288	76,8			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2010 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

Données 2011 non disponibles.

L'extraction des données 2011 sera effectuée le 1^{er} avril 2012.

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

53. Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2011-2012.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

54. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

241

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54: Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
46005	Abercorn	356	62 920 230 \$	62 588 \$
NR880	Abitibi	207	9 084 500 \$	9 155 \$
NR870	Abitibi-Ouest	124	2 093 568 \$	2 089 \$
48028	Acton Vale	7 460	494 346 987 \$	821 944 \$
31056	Adstock	2 836	283 801 624 \$	282 612 \$
98030	Aguanish	288	8 185 793 \$	8 098 \$
92030	Albanel	2 260	104 987 617 \$	104 720 \$
07025	Albertville	289	11 200 647 \$	11 217 \$
84050	Alleyn-et-Cawood	245	44 441 900 \$	44 196 \$
93042	Alma	30 163	2 447 125 410 \$	4 051 510 \$
78070	Amherst	1 559	264 719 577 \$	263 673 \$
88055	Amos	12 469	692 926 970 \$	1 150 086 \$
07047	Amqui	6 200	318 572 500 \$	528 628 \$
55008	Ange-Gardien	2 394	289 563 159 \$	288 722 \$
85080	Angliers	307	13 736 349 \$	13 552 \$
NR790	Antoine-Labelle	0	51 974 034 \$	51 709 \$
19037	Armagh	1 567	88 913 171 \$	88 745 \$
78060	Arundel	620	84 779 037 \$	84 790 \$
40043	Asbestos	6 978	310 022 915 \$	514 778 \$
41055	Ascot Corner	2 803	200 433 812 \$	199 821 \$
50013	Aston-Jonction	382	27 766 801 \$	27 682 \$
13045	Auclair	491	29 448 139 \$	29 312 \$
30055	Audet	639	44 991 023 \$	44 786 \$
83090	Aumond	880	55 632 500 \$	55 319 \$
87050	Authier	258	6 358 401 \$	6 274 \$
87100	Authier-Nord	323	7 860 513 \$	7 832 \$
NR060	Avignon	0	262 143 \$	262 \$
45035	Ayer's Cliff	1 046	159 329 941 \$	158 666 \$
96020	Baie-Comeau	21 948	1 627 017 229 \$	2 701 195 \$
08080	Baie-des-Sables	613	30 511 936 \$	30 527 \$
50100	Baie-du-Febvre	1 040	129 215 611 \$	128 696 \$
99060	Baie-James	2 088	521 755 920 \$	521 391 \$
98035	Baie-Johan-Beetz	88	3 998 107 \$	3 912 \$
15065	Baie-Sainte-Catherine	201	13 744 424 \$	13 571 \$
16013	Baie-Saint-Paul	7 236	692 649 321 \$	1 150 945 \$
96005	Baie-Trinité	478	22 278 966 \$	22 173 \$
78050	Barkmere	89	80 180 200 \$	79 768 \$
44045	Barnston-Ouest	570	83 835 048 \$	83 727 \$
88022	Barraute	2 103	68 492 983 \$	68 405 \$
37210	Batiscan	941	84 458 652 \$	84 411 \$
85020	Béarn	861	31 853 716 \$	31 814 \$
27028	Beauceville	6 197	398 020 851 \$	660 857 \$
31008	Beaulac-Garthby	924	136 756 393 \$	136 394 \$
19105	Beaumont	2 361	236 063 930 \$	235 465 \$
21025	Beaupré	3 271	435 273 856 \$	476 793 \$
38010	Bécancour	12 196	1 215 254 346 \$	2 014 874 \$
46035	Bedford	2 623	188 721 728 \$	188 062 \$
46040	Bedford	738	69 960 900 \$	69 637 \$
94250	Bégin	839	36 078 897 \$	36 054 \$
89050	Belcourt	265	7 241 483 \$	7 323 \$
85065	Belleterre	331	9 453 012 \$	9 390 \$
88070	Berry	553	18 225 358 \$	18 243 \$
18065	Berthier-sur-Mer	1 301	139 127 601 \$	138 752 \$
52035	Berthierville	4 017	299 232 923 \$	400 900 \$
48005	Béthanie	332	40 226 777 \$	40 196 \$
13055	Biencourt	566	21 597 430 \$	21 417 \$
98005	Blanc-Sablon	1 180	57 619 318 \$	57 430 \$
83045	Blue Sea	584	128 964 679 \$	128 621 \$
80115	Boileau	508	59 223 000 \$	59 051 \$
21045	Boischatel	6 337	504 788 378 \$	840 253 \$
83085	Bois-Franc	444	30 998 168 \$	30 757 \$
45095	Bolton-Est	799	200 038 324 \$	199 617 \$
46065	Bolton-Ouest	758	207 190 390 \$	206 658 \$
05045	Bonaventure	2 665	165 729 032 \$	165 428 \$
NR050	Bonaventure	35	5 278 314 \$	5 208 \$
98010	Bonne-Espérance	790	18 640 628 \$	18 531 \$
42040	Bonsecours	549	73 481 390 \$	73 324 \$
83050	Bouchette	689	113 409 996 \$	113 267 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 - Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
80145	Bowman	695	82 679 849 \$	82 592 \$
78075	Brébeuf	960	89 595 891 \$	89 172 \$
46090	Brigham	2 554	196 727 490 \$	196 134 \$
84005	Bristol	1 281	144 448 414 \$	144 177 \$
46070	Brome	277	36 146 706 \$	36 050 \$
76043	Brownsburg-Chatham	6 851	560 401 240 \$	932 206 \$
84025	Bryson	581	24 249 300 \$	24 274 \$
41070	Bury	1 168	123 830 327 \$	123 186 \$
12057	Cacouna	1 918	154 198 461 \$	153 727 \$
84030	Campbell's Bay	727	31 442 181 \$	31 292 \$
04047	Cap-Chat	2 742	114 128 273 \$	113 748 \$
05060	Caplan	1 868	90 164 748 \$	89 649 \$
18045	Cap-Saint-Ignace	3 156	194 259 035 \$	205 392 \$
34030	Cap-Santé	2 904	186 832 731 \$	186 253 \$
06013	Carleton-sur-Mer	3 993	249 054 659 \$	328 861 \$
05077	Cascapédia-Saint-Jules	802	32 632 630 \$	32 494 \$
07018	Causapscal	2 336	82 222 404 \$	81 893 \$
83040	Cayamant	833	109 033 948 \$	108 658 \$
91020	Chambord	1 775	153 531 131 \$	153 161 \$
37220	Champlain	1 614	157 563 268 \$	157 172 \$
88005	Champneuf	133	2 404 213 \$	2 326 \$
02028	Chandler	7 674	312 317 623 \$	471 919 \$
99020	Chapais	1 627	40 900 086 \$	40 736 \$
NR160	Charlevoix	0	17 602 048 \$	17 482 \$
NR150	Charlevoix-Est	212	68 259 590 \$	68 201 \$
51080	Charrette	930	59 607 152 \$	59 528 \$
41020	Chartierville	354	48 967 065 \$	48 774 \$
21035	Château-Richer	3 976	265 928 915 \$	350 522 \$
87095	Chazel	269	8 750 760 \$	8 619 \$
80103	Chénéville	777	63 908 405 \$	63 750 \$
62047	Chertsey	5 135	553 588 697 \$	873 638 \$
39030	Chesterville	986	72 782 077 \$	72 603 \$
99025	Chibougamau	7 510	398 809 819 \$	661 635 \$
84090	Chichester	378	23 204 691 \$	23 059 \$
96035	Chute-aux-Outardes	1 719	47 307 342 \$	47 217 \$
79065	Chute-Saint-Philippe	945	105 939 813 \$	105 583 \$
84015	Clarendon	1 205	140 291 943 \$	139 896 \$
15035	Clermont	3 078	205 725 260 \$	209 700 \$
87110	Clermont	497	19 304 617 \$	19 378 \$
87075	Clerval	364	22 261 464 \$	22 263 \$
42110	Cleveland	1 566	139 655 996 \$	139 257 \$
03010	Cloridorme	706	25 955 388 \$	25 845 \$
44037	Coaticook	9 079	695 386 310 \$	1 154 115 \$
95050	Colombier	795	22 973 914 \$	22 969 \$
44071	Compton	2 973	296 384 620 \$	295 365 \$
41038	Cookshire-Eaton	5 230	388 433 350 \$	440 690 \$
71040	Coteau-du-Lac	6 746	794 699 543 \$	1 325 895 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 004	37 843 340 \$	37 809 \$
30090	Courcelles	906	55 825 893 \$	55 476 \$
46080	Cowansville	12 446	907 131 620 \$	1 507 375 \$
61013	Crabtree	3 840	253 535 926 \$	327 334 \$
40047	Danville	3 932	211 682 316 \$	278 634 \$
39155	Daveluyville	1 006	45 902 239 \$	45 714 \$
13005	Dégelis	3 147	152 851 144 \$	161 379 \$
83070	Déléage	1 878	97 349 682 \$	97 009 \$
83005	Denholm	605	88 381 590 \$	87 943 \$
93005	Desbiens	1 029	39 059 544 \$	38 922 \$
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	965	69 015 118 \$	68 885 \$
34058	Deschambault-Grondines	2 048	344 012 713 \$	343 069 \$
31015	Disraeli	2 463	127 779 358 \$	127 242 \$
31020	Disraeli	1 067	106 107 760 \$	105 737 \$
44023	Dixville	697	68 948 368 \$	68 466 \$
92022	Dolbeau-Mistassini	14 145	819 953 679 \$	1 361 733 \$
34025	Donnacoona	6 279	454 350 508 \$	755 217 \$
33040	Dosquet	897	55 253 186 \$	54 995 \$
49058	Drummondville	71 716	4 900 850 781 \$	8 380 945 \$
41117	Dudswell	1 719	198 128 254 \$	197 303 \$
80135	Duhamel	549	187 383 552 \$	186 951 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

243

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
85030	Duhamel-Ouest	898	63 989 982 \$	63 768 \$
69075	Dundee	412	50 557 412 \$	50 160 \$
46050	Dunham	3 482	406 098 064 \$	474 683 \$
87005	Duparquet	659	33 362 982 \$	33 200 \$
87085	Dupuy	1 011	29 522 598 \$	29 523 \$
49015	Durham-Sud	1 063	76 157 072 \$	75 889 \$
41060	East Angus	3 449	189 764 010 \$	221 180 \$
31122	East Broughton	2 241	95 030 870 \$	94 921 \$
46085	East Farnham	504	40 143 276 \$	39 992 \$
44010	East Hereford	344	37 991 389 \$	37 899 \$
45093	Eastman	1 545	342 359 187 \$	340 632 \$
83075	Egan-Sud	502	35 301 705 \$	35 186 \$
69050	Elgin	453	49 765 323 \$	49 571 \$
62053	Entrelacs	988	197 986 007 \$	197 434 \$
06025	Escuminac	679	26 592 079 \$	26 489 \$
10005	Esprit-Saint	397	13 598 873 \$	13 571 \$
77011	Estérel	274	227 476 080 \$	226 289 \$
46112	Farnham	8 175	564 748 017 \$	938 180 \$
80005	Fassett	436	32 998 977 \$	32 858 \$
94220	Ferland-et-Boilleau	613	35 349 765 \$	35 235 \$
79097	Ferme-Neuve	2 810	218 142 184 \$	217 302 \$
97035	Fermont	2 881	302 892 760 \$	303 684 \$
95045	Forestville	3 285	130 152 067 \$	142 520 \$
84060	Fort-Coulonge	1 400	44 600 897 \$	44 368 \$
38047	Fortierville	710	39 328 138 \$	39 191 \$
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 802	270 739 788 \$	270 404 \$
26005	Frampton	1 343	107 656 746 \$	107 027 \$
69010	Franklin	1 671	165 629 999 \$	164 882 \$
96015	Franquelin	363	12 072 739 \$	12 010 \$
46010	Frelighsburg	1 066	182 500 807 \$	181 823 \$
30025	Frontenac	1 759	178 709 293 \$	178 223 \$
85055	Fugèreville	313	13 576 787 \$	13 548 \$
87020	Gallichan	465	15 407 896 \$	15 340 \$
03005	Gaspé	14 902	901 987 207 \$	1 499 513 \$
92055	Girardville	1 118	50 191 731 \$	50 062 \$
96010	Godbout	316	11 320 827 \$	11 221 \$
69060	Godmanchester	1 385	143 957 110 \$	143 181 \$
76025	Gore	1 672	292 326 422 \$	291 549 \$
83032	Gracefield	2 322	397 273 939 \$	396 531 \$
02015	Grande-Rivière	3 434	146 206 845 \$	170 774 \$
35040	Grandes-Piles	377	60 481 664 \$	60 438 \$
03020	Grande-Vallée	1 170	51 922 913 \$	51 727 \$
09060	Grand-Métis	256	19 201 194 \$	19 000 \$
83095	Grand-Remous	1 229	81 518 476 \$	81 083 \$
50065	Grand-Saint-Esprit	458	38 952 980 \$	38 922 \$
76055	Grenville	1 351	92 262 025 \$	91 724 \$
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 890	313 129 634 \$	312 553 \$
98014	Gros-Mécatina	518	19 663 200 \$	19 558 \$
01042	Grosse-Île	491	29 860 321 \$	29 739 \$
08015	Grosses-Roches	429	14 772 292 \$	14 625 \$
85095	Guérin	304	13 023 520 \$	13 062 \$
39010	Ham-Nord	844	57 584 602 \$	57 425 \$
41075	Hampden	195	21 180 726 \$	21 096 \$
76065	Harrington	770	213 160 645 \$	212 328 \$
45043	Hatley	820	187 434 841 \$	186 585 \$
45055	Hatley	1 919	286 370 508 \$	286 004 \$
69005	Havelock	773	88 045 890 \$	87 615 \$
98040	Havre-Saint-Pierre	3 279	227 293 261 \$	249 188 \$
93020	Hébertville	2 478	144 289 960 \$	143 794 \$
93025	Hébertville-Station	1 266	52 073 865 \$	51 998 \$
68010	Hemmingford	768	50 125 710 \$	49 755 \$
68015	Hemmingford	1 793	212 396 080 \$	211 423 \$
56042	Henryville	1 511	179 502 320 \$	178 659 \$
35035	Hérouxville	1 297	75 738 599 \$	75 750 \$
69045	Hinchenbrooke	2 220	185 373 613 \$	184 537 \$
19070	Honfleur	778	82 542 068 \$	82 109 \$
05025	Hope	661	22 964 970 \$	22 969 \$
05020	Hope Town	355	15 350 558 \$	15 402 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
69025	Howick	630	39 627 769 \$	39 525 \$
78065	Huberdeau	945	75 160 489 \$	74 863 \$
71100	Hudson	4 923	943 209 178 \$	1 436 697 \$
69055	Huntingdon	2 431	127 437 579 \$	127 041 \$
32058	Inverness	823	103 203 610 \$	102 629 \$
31040	Irlande	939	76 488 832 \$	76 331 \$
78042	Ivry-sur-le-Lac	432	232 928 700 \$	231 940 \$
61025	Joliette	19 892	1 602 661 113 \$	2 662 888 \$
14050	Kamouraska	644	83 096 782 \$	82 727 \$
NR140	Kamouraska	0	3 679 900 \$	3 654 \$
83015	Kazabazua	1 003	122 216 035 \$	121 919 \$
79025	Kiamika	887	64 987 231 \$	64 686 \$
42070	Kingsbury	96	8 764 336 \$	8 610 \$
39097	Kingsey Falls	2 040	197 629 898 \$	197 129 \$
31105	Kinnear's Mills	351	35 706 002 \$	35 406 \$
85010	Kipawa	533	41 009 325 \$	41 028 \$
90017	La Bostonnais	619	28 260 400 \$	28 227 \$
78115	La Conception	1 383	286 332 754 \$	285 428 \$
88030	La Corne	778	27 532 326 \$	27 412 \$
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	64 956 310 \$	64 690 \$
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 945 936 \$	4 965 \$
91050	La Doré	1 472	61 077 794 \$	60 757 \$
19090	La Durantaye	689	62 460 676 \$	62 467 \$
29030	La Guadeloupe	1 702	79 181 067 \$	78 680 \$
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	36 119 600 \$	36 095 \$
NR040	La Haute-Gaspésie	204	20 072 400 \$	20 134 \$
NR220	La Jacques-Cartier	0	3 687 611 \$	3 646 \$
79047	La Macaza	1 017	175 592 560 \$	174 973 \$
15013	La Malbaie	8 811	650 862 652 \$	969 391 \$
04030	La Martre	268	7 578 200 \$	7 580 \$
NR070	La Matapédia	39	53 568 991 \$	53 464 \$
78130	La Minerve	1 378	342 408 918 \$	341 548 \$
NR090	La Mitis	0	16 597 200 \$	16 533 \$
88015	La Morandière	263	7 003 832 \$	7 049 \$
88045	La Motte	440	20 079 243 \$	20 115 \$
41027	La Patrie	782	83 625 256 \$	83 227 \$
14085	La Pocatière	4 332	317 090 246 \$	445 870 \$
54035	La Présentation	2 369	283 991 243 \$	283 340 \$
09005	La Rédemption	539	18 481 640 \$	18 572 \$
87080	La Reine	346	7 542 977 \$	7 589 \$
87090	La Sarre	7 273	362 322 624 \$	602 002 \$
10010	La Trinité-des-Monts	264	11 848 500 \$	11 729 \$
90012	La Tuque	11 321	684 552 564 \$	1 017 642 \$
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	22 127 455 \$	21 948 \$
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	644	50 660 610 \$	50 399 \$
50085	La Visitation-de-Yamaska	339	49 539 726 \$	49 355 \$
78120	Labelle	2 245	357 289 317 \$	355 941 \$
93055	Labrecque	1 407	70 086 932 \$	70 060 \$
22040	Lac Beauport	7 097	845 993 265 \$	1 405 598 \$
46075	Lac Brome	5 689	1 040 872 239 \$	1 725 420 \$
22030	Lac Delage	516	70 311 371 \$	70 097 \$
90027	Lac Edouard	163	29 180 900 \$	28 934 \$
22015	Lac Saint-Joseph	247	218 408 080 \$	217 278 \$
07057	Lac-au-Saumon	1 481	56 590 173 \$	56 346 \$
35010	Lac-aux-Sables	1 318	148 402 305 \$	148 349 \$
91005	Lac-Bouchette	1 215	64 547 617 \$	64 114 \$
13060	Lac-des-Aigles	581	22 196 242 \$	22 173 \$
79078	Lac-des-Écorces	2 996	183 248 251 \$	182 707 \$
80130	Lac-des-Plages	406	95 066 037 \$	94 853 \$
77055	Lac-des-Seize-Îles	171	80 506 786 \$	80 234 \$
30080	Lac-Drolet	1 106	92 797 995 \$	92 598 \$
79015	Lac-du-Cerf	430	69 037 700 \$	68 855 \$
28053	Lac-Etchemin	3 969	261 899 813 \$	325 476 \$
18010	Lac-Frontière	197	13 333 929 \$	13 342 \$
76020	Lachute	12 302	948 337 166 \$	1 575 571 \$
30030	Lac-Mégantic	5 994	450 426 680 \$	748 421 \$
56023	Lacolle	2 608	238 144 849 \$	237 210 \$
29095	Lac-Poulin	135	35 907 125 \$	35 735 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

245

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
79060	Lac-Saguay	506	57 803 570 \$	57 723 \$
83020	Lac-Sainte-Marie	630	224 998 252 \$	224 663 \$
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	8 474 323 \$	8 373 \$
79105	Lac-Saint-Paul	562	63 649 125 \$	63 575 \$
34120	Lac-Sergent	483	75 761 631 \$	75 750 \$
80095	Lac-Simon	872	270 116 700 \$	268 929 \$
78095	Lac-Supérieur	1 845	498 555 135 \$	497 234 \$
85070	Laforce	379	10 183 649 \$	10 268 \$
93060	Lamarche	591	24 050 979 \$	24 014 \$
30095	Lambton	1 608	209 520 771 \$	208 930 \$
88035	Landrienne	1 095	39 803 870 \$	39 687 \$
21040	L'Ange-Gardien	3 500	261 343 690 \$	305 655 \$
52017	Lanoraie	4 620	352 251 200 \$	517 224 \$
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 147	89 829 580 \$	89 595 \$
78015	Lantier	840	179 127 400 \$	178 150 \$
79050	L'Ascension	939	108 090 754 \$	107 857 \$
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 063	103 892 380 \$	103 553 \$
06060	L'Ascension-de-Patapédia	206	7 605 712 \$	7 576 \$
85060	Latulipe-et-Gaboury	338	11 901 911 \$	11 744 \$
88080	Launay	229	8 640 105 \$	8 606 \$
33060	Laurier-Station	2 569	182 473 614 \$	182 058 \$
32072	Laurierville	1 365	94 820 052 \$	94 380 \$
52007	Lavaltrie	12 924	906 697 977 \$	1 491 051 \$
49025	L'Avenir	1 293	106 566 307 \$	106 218 \$
85050	Laverlochère	728	30 317 616 \$	30 285 \$
42045	Lawrenceville	678	44 790 648 \$	44 692 \$
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	46 064 900 \$	45 930 \$
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	15	358 769 351 \$	356 849 \$
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 027 600 \$	1 044 \$
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 613	133 807 461 \$	133 031 \$
33123	Leclercville	501	49 098 450 \$	48 802 \$
49020	Lefebvre	846	58 612 413 \$	58 438 \$
13050	Lejeune	338	14 843 385 \$	14 871 \$
38020	Lemieux	326	23 912 658 \$	23 811 \$
60035	L'Épiphanie	5 237	291 084 315 \$	469 210 \$
60040	L'Épiphanie	3 210	257 297 400 \$	281 983 \$
NR110	Les Basques	0	469 300 \$	522 \$
95018	Les Bergeronnes	665	35 581 202 \$	35 469 \$
71050	Les Cèdres	5 882	539 549 944 \$	896 170 \$
71033	Les Coteaux	4 469	302 996 229 \$	432 777 \$
16048	Les Éboulements	1 329	160 253 907 \$	159 470 \$
95025	Les Escoumins	2 082	98 921 459 \$	98 715 \$
09015	Les Hauteurs	567	20 380 774 \$	20 331 \$
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 571	742 305 748 \$	743 748 \$
08005	Les Méchins	1 099	51 814 008 \$	51 678 \$
71095	L'Île-Cadieux	132	54 892 047 \$	54 801 \$
98020	L'Île-d'Anticosti	234	27 520 206 \$	27 389 \$
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	709	48 567 613 \$	48 288 \$
71060	L'Île-Perrot	10 666	825 788 758 \$	1 371 116 \$
41085	Lingwick	466	68 466 800 \$	68 026 \$
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 385	197 700 041 \$	197 259 \$
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 258	122 821 822 \$	122 296 \$
17078	L'Islet	3 851	243 086 773 \$	314 263 \$
12043	L'Isle-Verte	1 425	99 383 104 \$	99 201 \$
84040	Litchfield	473	65 701 625 \$	64 905 \$
80055	Lochaber	516	32 965 020 \$	32 908 \$
80060	Lochaber-Partie-Ouest	537	56 093 004 \$	55 805 \$
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	444	17 257 825 \$	17 203 \$
95032	Longue-Rive	1 142	35 741 653 \$	35 464 \$
85037	Lorrainville	1 317	60 116 957 \$	60 032 \$
33115	Lotbinière	949	106 447 189 \$	106 124 \$
51015	Louiseville	7 307	472 614 832 \$	785 108 \$
83010	Low	961	149 051 106 \$	148 511 \$
32065	Lyster	1 656	111 300 813 \$	110 923 \$
87058	Macamic	2 723	101 106 207 \$	100 781 \$
39165	Maddington	415	18 254 154 \$	18 275 \$
89015	Malartic	3 549	128 427 637 \$	154 399 \$
52095	Mandeville	2 289	222 145 390 \$	221 476 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les provisions pour 2012-2013

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
NR960	Manicouagan	140	53 470 264 \$	53 204 \$
83065	Maniwaki	3 845	224 479 630 \$	289 865 \$
38028	Manseau	853	54 978 310 \$	54 968 \$
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 085	139 224 381 \$	138 856 \$
06005	Maria	2 523	164 418 586 \$	164 249 \$
NR920	Maria-Chapdelaine	199	93 135 328 \$	93 355 \$
42065	Maricourt	446	48 453 986 \$	48 257 \$
55048	Marieville	8 826	752 370 593 \$	1 250 391 \$
04025	Marsoui	326	8 515 054 \$	8 597 \$
30035	Marston	678	71 190 625 \$	70 983 \$
44060	Martinville	477	36 121 450 \$	36 113 \$
51008	Maskinongé	2 320	163 191 109 \$	162 992 \$
53010	Massueville	499	26 646 188 \$	26 543 \$
99015	Matagami	1 662	69 631 681 \$	69 544 \$
08053	Matane	14 537	920 455 032 \$	1 499 332 \$
NR080	Matane	15	6 922 000 \$	6 788 \$
06045	Matapédia	659	41 633 191 \$	41 564 \$
NR620	Matawinie	120	38 223 080 \$	38 120 \$
80065	Mayo	608	80 770 679 \$	80 702 \$
NR350	Mékinac	10	44 546 800 \$	44 612 \$
42075	Melbourne	1 120	121 166 968 \$	120 820 \$
83060	Messines	1 597	160 393 506 \$	159 687 \$
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 059	258 917 986 \$	347 170 \$
09048	Métis-sur-Mer	588	77 065 060 \$	76 785 \$
30040	Milan	321	36 927 700 \$	36 878 \$
76030	Mille-Isles	1 469	221 121 264 \$	220 481 \$
85075	Moffet	202	10 403 637 \$	10 469 \$
78055	Montcalm	655	124 008 336 \$	123 610 \$
14005	Mont-Carmel	1 182	58 880 289 \$	58 650 \$
83088	Montcerf-Lytton	733	43 797 349 \$	43 530 \$
80010	Montebello	974	96 786 337 \$	96 590 \$
09077	Mont-Joli	6 599	372 326 589 \$	612 246 \$
79088	Mont-Laurier	13 454	945 164 382 \$	1 528 050 \$
18050	Montmagny	11 212	720 220 007 \$	1 195 087 \$
80090	Montpellier	1 014	97 688 528 \$	97 572 \$
56097	Mont-Saint-Grégoire	2 965	324 282 483 \$	323 088 \$
79110	Mont-Saint-Michel	626	47 604 841 \$	47 474 \$
04015	Mont-Saint-Pierre	213	8 523 800 \$	8 633 \$
77050	Morin-Heights	3 808	679 857 020 \$	877 415 \$
80085	Mulgrave-et-Derry	385	93 397 392 \$	93 251 \$
03025	Murdochville	793	13 032 109 \$	12 936 \$
80015	N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	269	59 897 643 \$	59 689 \$
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	841	70 875 486 \$	70 537 \$
80110	Namur	485	37 471 234 \$	37 332 \$
30045	Nantes	1 418	87 302 724 \$	87 048 \$
68030	Napierville	3 809	252 110 439 \$	325 006 \$
98025	Natashquan	267	11 962 719 \$	12 005 \$
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	812	60 597 554 \$	60 266 \$
85100	Nédélec	387	19 477 617 \$	19 346 \$
34007	Neuville	3 824	306 384 895 \$	395 738 \$
05040	New Carlisle	1 383	67 162 978 \$	66 851 \$
05070	New Richmond	3 767	188 999 420 \$	238 615 \$
41037	Newport	803	125 449 574 \$	125 259 \$
50072	Nicolet	7 675	602 808 840 \$	1 001 841 \$
79030	Nominingue	2 291	383 730 670 \$	382 417 \$
92040	Normandin	3 003	175 327 582 \$	178 588 \$
87115	Normétal	854	14 899 750 \$	14 871 \$
45050	North Hatley	773	179 096 871 \$	178 479 \$
39015	Notre-Dame-de-Ham	430	21 259 406 \$	21 160 \$
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 090	209 690 879 \$	209 043 \$
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	787	49 799 206 \$	49 531 \$
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 528	1 036 701 094 \$	1 721 093 \$
92060	Notre-Dame-de-Lorette	160	10 056 812 \$	9 966 \$
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	708	53 738 932 \$	53 496 \$
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 477	164 167 340 \$	163 761 \$
35005	Notre-Dame-de-Montauban	817	93 615 455 \$	93 697 \$
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	113 712 912 \$	113 249 \$
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 032	85 601 658 \$	85 518 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

247

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
15025	Notre-Dame-des-Monts	784	31 680 057 \$	31 589 \$
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 256	108 591 860 \$	108 370 \$
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 187	78 353 749 \$	78 073 \$
61030	Notre-Dame-des-Prairies	8 720	612 363 757 \$	1 016 502 \$
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	63	29 167 845 \$	28 951 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	705	76 028 500 \$	75 515 \$
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 442	81 823 376 \$	81 629 \$
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	922	84 992 537 \$	84 874 \$
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 524	270 340 089 \$	269 349 \$
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 565	283 156 181 \$	470 709 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 100	49 037 294 \$	48 783 \$
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 262	171 054 241 \$	170 689 \$
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	422	31 447 656 \$	31 311 \$
06020	Nouvelle	1 747	83 614 167 \$	83 276 \$
56015	Noyan	1 375	152 415 800 \$	151 973 \$
45020	Ogden	722	196 410 150 \$	195 823 \$
72032	Oka	5 086	433 037 026 \$	670 113 \$
69037	Ormstown	3 568	286 034 949 \$	343 862 \$
84055	Otter Lake	954	136 746 087 \$	136 733 \$
13015	Packington	665	32 993 919 \$	32 948 \$
09040	Padoue	269	10 268 874 \$	10 181 \$
87025	Palmarolle	1 503	63 520 826 \$	63 539 \$
80037	Papineauville	2 111	164 792 226 \$	164 017 \$
38055	Parisville	491	33 667 674 \$	33 714 \$
05032	Paspébiac	3 240	144 307 558 \$	158 058 \$
02005	Percé	3 320	159 416 552 \$	180 866 \$
92010	Péribonka	539	57 729 258 \$	57 335 \$
16005	Petite-Rivière-Saint-François	736	217 217 238 \$	216 880 \$
03015	Petite-Vallée	230	8 010 961 \$	8 021 \$
94205	Petit-Saguenay	745	28 353 283 \$	28 195 \$
77030	Piedmont	2 634	502 471 581 \$	500 397 \$
50113	Pierreville	2 274	148 170 192 \$	147 322 \$
71070	Pincourt	13 806	1 173 921 297 \$	1 951 429 \$
30020	Piopolis	363	73 732 140 \$	73 571 \$
80045	Plaisance	1 042	62 831 414 \$	62 562 \$
32040	Plessisville	6 652	329 153 738 \$	546 772 \$
32045	Plessisville	2 607	164 172 142 \$	163 477 \$
13095	Pohénégamook	2 893	166 527 674 \$	166 079 \$
06030	Pointe-à-la-Croix	1 520	56 879 755 \$	56 637 \$
96030	Pointe-aux-Outardes	1 458	72 777 514 \$	72 473 \$
71055	Pointe-des-Cascades	1 216	96 384 210 \$	96 234 \$
71140	Pointe-Fortune	518	44 496 594 \$	44 291 \$
96025	Pointe-Lebel	1 917	84 085 497 \$	83 707 \$
NR840	Pontiac	21	11 922 800 \$	11 950 \$
34017	Pont-Rouge	8 782	512 161 165 \$	853 300 \$
84020	Portage-du-Fort	281	13 310 419 \$	13 319 \$
97022	Port-Cartier	6 904	464 630 365 \$	761 642 \$
02047	Port-Daniel-Gascons	2 530	75 385 253 \$	75 152 \$
34048	Portneuf	3 075	179 119 931 \$	180 442 \$
NR340	Portneuf	52	28 051 996 \$	28 020 \$
95040	Portneuf-sur-Mer	780	23 295 994 \$	23 199 \$
45030	Potton	1 757	610 292 275 \$	608 702 \$
87035	Poularies	691	18 667 313 \$	18 549 \$
88090	Preissac	787	80 512 124 \$	79 958 \$
75040	Prévost	12 123	991 839 541 \$	1 648 026 \$
09065	Price	1 738	56 447 353 \$	56 440 \$
32033	Princeville	5 708	337 011 975 \$	526 506 \$
42032	Racine	1 284	170 510 145 \$	169 715 \$
96040	Ragueneau	1 486	48 315 084 \$	47 982 \$
87010	Rapide-Danseur	344	16 729 286 \$	16 735 \$
84100	Rapides-des-Joachims	178	11 987 017 \$	11 959 \$
62037	Rawdon	10 997	823 237 364 \$	1 367 251 \$
85105	Rémigny	298	11 584 188 \$	11 474 \$
42098	Richmond	3 310	178 883 135 \$	203 042 \$
71133	Rigaud	7 722	767 333 704 \$	1 274 559 \$
10043	Rimouski	47 208	3 433 553 565 \$	5 499 555 \$
80078	Ripon	1 591	132 233 266 \$	131 816 \$
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	162	7 586 657 \$	7 571 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
04020	Rivière-à-Claude	152	6 447 000 \$	6 523 \$
34135	Rivière-à-Pierre	689	71 084 287 \$	70 795 \$
98055	Rivière-au-Tonnerre	338	13 204 153 \$	13 049 \$
71005	Rivière-Beaudette	1 901	202 013 620 \$	201 301 \$
13025	Rivière-Bleue	1 331	54 349 565 \$	54 225 \$
94215	Rivière-Éternité	530	21 364 280 \$	21 413 \$
89010	Rivière-Héva	1 353	60 111 520 \$	60 163 \$
14065	Rivière-Ouelle	1 117	99 836 055 \$	99 539 \$
79037	Rivière-Rouge	4 513	468 175 914 \$	466 512 \$
98050	Rivière-Saint-Jean	259	7 905 042 \$	7 822 \$
91025	Roberval	10 249	588 846 340 \$	978 018 \$
88010	Rochebaucourt	174	3 095 322 \$	3 133 \$
87015	Roquemaure	411	14 042 607 \$	14 106 \$
55037	Rougemont	2 603	275 114 781 \$	274 418 \$
86042	Rouyn-Noranda	41 333	2 593 206 974 \$	4 230 187 \$
48015	Roxton	1 002	127 430 664 \$	127 109 \$
48010	Roxton Falls	1 288	73 343 607 \$	73 004 \$
47047	Roxton Pond	3 816	322 213 593 \$	415 600 \$
95010	Sacré-Coeur	1 962	88 819 541 \$	88 532 \$
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	587	50 307 516 \$	50 170 \$
17015	Saint-Adalbert	559	39 636 915 \$	39 476 \$
08030	Saint-Adelme	527	18 658 509 \$	18 508 \$
35015	Saint-Adelphe	983	63 940 893 \$	63 696 \$
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 760	777 504 633 \$	981 814 \$
40010	Saint-Adrien	461	38 200 020 \$	38 048 \$
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	378	28 123 977 \$	27 929 \$
33045	Saint-Agapit	3 420	222 729 877 \$	260 655 \$
53015	Saint-Aimé	502	102 708 710 \$	102 288 \$
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 136	96 061 649 \$	96 133 \$
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	720	79 417 435 \$	79 206 \$
34097	Saint-Alban	1 124	86 117 431 \$	85 973 \$
39085	Saint-Albert	1 533	100 255 206 \$	100 052 \$
56055	Saint-Alexandre	2 421	255 476 402 \$	254 990 \$
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 975	115 281 545 \$	114 932 \$
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	274	8 405 919 \$	8 341 \$
63020	Saint-Alexis	552	43 942 023 \$	43 810 \$
63025	Saint-Alexis	723	81 696 800 \$	81 403 \$
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	571	19 597 944 \$	19 562 \$
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 198	276 671 979 \$	292 738 \$
27015	Saint-Alfred	497	33 953 229 \$	33 916 \$
05065	Saint-Alphonse	757	28 990 913 \$	28 965 \$
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 063	280 625 908 \$	285 833 \$
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 225	364 112 339 \$	399 425 \$
94255	Saint-Ambroise	3 615	193 559 950 \$	239 520 \$
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 670	281 179 860 \$	347 007 \$
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	2 742	172 372 854 \$	171 872 \$
14040	Saint-André	657	45 727 577 \$	45 677 \$
80027	Saint-André-Avellin	3 547	248 839 210 \$	298 929 \$
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 150	271 828 560 \$	287 258 \$
06040	Saint-André-de-Restigouche	173	6 830 937 \$	6 783 \$
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	496	22 132 239 \$	22 200 \$
69070	Saint-Anicet	2 657	371 058 458 \$	369 801 \$
19062	Saint-Anselme	3 319	297 033 028 \$	337 636 \$
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	162	32 556 378 \$	32 354 \$
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 579	192 098 417 \$	191 844 \$
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 688	199 049 625 \$	198 393 \$
12015	Saint-Antonin	4 018	241 586 945 \$	324 161 \$
33090	Saint-Apollinaire	5 162	389 233 829 \$	614 652 \$
46017	Saint-Armand	1 141	163 692 123 \$	162 476 \$
12065	Saint-Arsène	1 232	78 044 041 \$	77 821 \$
13100	Saint-Athanase	332	13 040 927 \$	13 035 \$
17055	Saint-Aubert	1 462	121 622 083 \$	120 941 \$
92005	Saint-Augustin	399	15 549 712 \$	15 385 \$
98012	Saint-Augustin	856	24 473 590 \$	24 257 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	736	63 353 070 \$	63 328 \$
51025	Saint-Barnabé	1 196	76 989 531 \$	76 645 \$
54105	Saint-Barnabé-Sud	876	120 657 760 \$	120 090 \$
52055	Saint-Barthélemy	1 983	140 800 690 \$	140 291 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

249

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
34038	Saint-Basile	2 569	158 268 397 \$	157 378 \$
28025	Saint-Benjamin	864	47 826 743 \$	47 744 \$
29100	Saint-Benoît-Labre	1 643	105 507 832 \$	105 043 \$
26055	Saint-Bernard	1 970	218 326 327 \$	217 861 \$
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 483	188 083 018 \$	187 112 \$
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	505	81 263 603 \$	80 755 \$
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 974	225 899 468 \$	225 229 \$
49125	Saint-Bonaventure	1 006	96 342 305 \$	95 955 \$
51085	Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 575	241 259 064 \$	349 811 \$
93030	Saint-Bruno	2 615	131 224 605 \$	130 836 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 099	61 646 634 \$	61 288 \$
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	529	26 196 423 \$	26 061 \$
63055	Saint-Calixte	5 836	432 851 642 \$	719 186 \$
40025	Saint-Camille	509	41 522 556 \$	41 546 \$
28070	Saint-Camille-de-Lellis	863	45 992 473 \$	46 056 \$
34078	Saint-Casimir	1 487	68 672 710 \$	68 350 \$
50030	Saint-Célestin	794	39 685 726 \$	39 615 \$
50035	Saint-Célestin	648	67 951 689 \$	67 576 \$
55023	Saint-Césaire	5 607	476 709 959 \$	727 572 \$
61035	Saint-Charles-Borromée	12 931	964 232 427 \$	1 602 253 \$
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 247	186 802 769 \$	186 281 \$
94260	Saint-Charles-de-Bourget	677	38 948 251 \$	38 981 \$
09010	Saint-Charles-Garnier	293	8 795 471 \$	8 881 \$
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 695	236 274 048 \$	235 450 \$
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 374	192 417 454 \$	218 752 \$
69017	Saint-Chrysostome	2 584	214 423 456 \$	213 601 \$
42100	Saint-Claude	1 081	105 884 849 \$	105 417 \$
11005	Saint-Clément	516	21 133 102 \$	21 115 \$
07090	Saint-Cléophas	378	10 487 155 \$	10 416 \$
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	285	17 189 200 \$	17 216 \$
71045	Saint-Clet	1 762	167 455 188 \$	166 876 \$
62065	Saint-Côme	2 326	272 250 331 \$	272 043 \$
29057	Saint-Côme-Linière	3 256	167 498 418 \$	183 705 \$
52062	Saint-Cuthbert	1 891	186 675 683 \$	186 335 \$
12005	Saint-Cyprien	1 218	58 489 721 \$	58 277 \$
28040	Saint-Cyprien	596	29 535 686 \$	29 474 \$
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	784	47 809 804 \$	47 785 \$
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 458	283 092 737 \$	404 252 \$
07105	Saint-Damase	439	21 417 407 \$	21 430 \$
54017	Saint-Damase	2 492	271 062 565 \$	270 078 \$
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	579	30 558 600 \$	30 482 \$
62075	Saint-Damien	2 218	226 521 910 \$	225 972 \$
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 026	139 975 400 \$	139 608 \$
53005	Saint-David	815	139 684 266 \$	139 099 \$
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 789	497 174 443 \$	496 322 \$
14055	Saint-Denis	546	64 775 435 \$	64 493 \$
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 295	435 450 333 \$	477 414 \$
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 291	272 944 819 \$	272 141 \$
52090	Saint-Didace	709	82 633 455 \$	82 461 \$
54060	Saint-Dominique	2 291	219 421 662 \$	218 692 \$
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	455	17 559 739 \$	17 536 \$
09030	Saint-Donat	973	50 077 193 \$	49 850 \$
62060	Saint-Donat	4 490	1 144 797 180 \$	1 635 926 \$
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 177	113 375 171 \$	112 767 \$
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	9 740	1 314 405 339 \$	1 920 423 \$
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	1 025	38 065 738 \$	37 841 \$
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 723	151 540 033 \$	150 896 \$
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	718	35 044 000 \$	35 010 \$
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 866	187 207 418 \$	186 690 \$
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 971	142 575 260 \$	142 038 \$
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 766	97 577 880 \$	97 364 \$
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	641	62 391 317 \$	62 108 \$
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 966	200 488 500 \$	199 832 \$
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 502	610 257 920 \$	733 256 \$
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 854	195 469 807 \$	195 090 \$
79115	Sainte-Anne-du-Lac	654	55 732 930 \$	55 643 \$
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 323	71 549 268 \$	71 330 \$
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	638	50 656 390 \$	50 381 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
28015	Sainte-Aurélie	938	58 366 964 \$	58 150 \$
69065	Sainte-Barbe	1 444	161 396 436 \$	160 673 \$
62020	Sainte-Béatrix	1 818	178 292 380 \$	177 900 \$
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 261	190 953 102 \$	189 962 \$
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	4 920	330 349 940 \$	503 816 \$
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	765	79 439 625 \$	78 900 \$
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	6 298	475 658 519 \$	791 018 \$
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	403	26 879 075 \$	26 930 \$
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	1 935	173 119 433 \$	172 307 \$
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	897	78 181 739 \$	78 045 \$
48020	Sainte-Christine	741	74 225 635 \$	73 968 \$
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	517	79 697 484 \$	79 220 \$
19055	Sainte-Claire	3 232	242 048 373 \$	265 247 \$
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	596	53 298 095 \$	53 366 \$
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 647	161 245 704 \$	160 637 \$
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 618	105 657 768 \$	105 283 \$
33102	Sainte-Croix	2 395	219 248 053 \$	218 490 \$
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	704	64 779 275 \$	64 421 \$
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	413	16 941 850 \$	16 960 \$
68045	Saint-Édouard	1 272	133 072 786 \$	132 356 \$
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	675	33 498 175 \$	33 417 \$
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 275	118 485 017 \$	118 101 \$
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	825	43 370 446 \$	43 351 \$
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	497	56 064 318 \$	55 905 \$
52030	Sainte-Élisabeth	1 546	165 644 521 \$	165 210 \$
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	382	35 313 607 \$	35 276 \$
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 726	136 196 183 \$	135 850 \$
50005	Sainte-Eulalie	910	76 069 598 \$	75 683 \$
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	353	18 805 400 \$	18 765 \$
20010	Sainte-Famille	865	111 582 506 \$	110 790 \$
08023	Sainte-Félicité	1 131	49 023 455 \$	48 969 \$
17025	Sainte-Félicité	418	15 261 888 \$	15 115 \$
09085	Sainte-Flavie	958	69 353 811 \$	69 250 \$
07010	Sainte-Florence	455	12 891 065 \$	12 720 \$
11030	Sainte-Françoise	415	20 317 404 \$	20 376 \$
38035	Sainte-Françoise	454	39 972 032 \$	40 115 \$
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 046	94 735 318 \$	94 579 \$
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 305	185 157 356 \$	184 417 \$
87030	Sainte-Germaine-Boulé	910	30 469 356 \$	30 307 \$
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	889	27 656 075 \$	27 736 \$
91030	Sainte-Hedwidge	898	37 148 933 \$	37 135 \$
14025	Sainte-Hélène	930	49 020 675 \$	48 783 \$
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 653	169 439 062 \$	168 866 \$
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	355	36 927 100 \$	36 860 \$
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	391	13 132 674 \$	13 057 \$
26040	Sainte-Hénédine	1 090	120 890 995 \$	120 771 \$
07040	Sainte-Irène	370	20 478 184 \$	20 363 \$
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	316	16 255 017 \$	16 191 \$
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 128	53 804 208 \$	53 518 \$
63060	Sainte-Julienne	9 116	581 949 272 \$	966 752 \$
28045	Sainte-Justine	1 866	93 766 210 \$	93 368 \$
71115	Sainte-Justine-de-Newton	959	119 774 481 \$	119 263 \$
51075	Saint-Élie	1 808	138 038 891 \$	137 515 \$
11035	Saint-Éloi	313	17 327 795 \$	17 230 \$
17060	Sainte-Louise	696	37 092 955 \$	37 081 \$
50095	Saint-Elphège	267	40 570 999 \$	40 438 \$
09092	Sainte-Luce	2 956	214 912 091 \$	214 336 \$
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	330	15 653 526 \$	15 655 \$
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 332	169 340 575 \$	168 973 \$
05050	Saint-Elzéar	496	19 352 568 \$	19 305 \$
26022	Saint-Elzéar	2 017	167 500 404 \$	166 898 \$
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	328	13 609 898 \$	13 562 \$
54025	Sainte-Madeleine	2 267	164 444 570 \$	163 959 \$
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 577	128 438 411 \$	127 837 \$
07005	Sainte-Marguerite	201	6 943 983 \$	7 049 \$
26035	Sainte-Marguerite	1 113	118 485 481 \$	118 169 \$
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 487	446 362 761 \$	444 916 \$
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	495	36 382 795 \$	36 297 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

251

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 792	277 434 975 \$	276 308 \$
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 253	94 197 581 \$	94 165 \$
71110	Sainte-Marthe	1 055	166 030 575 \$	165 241 \$
70012	Sainte-Martine	4 899	427 399 976 \$	644 360 \$
61050	Sainte-Mélanie	2 999	233 983 368 \$	233 028 \$
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	562	62 871 054 \$	62 923 \$
50057	Sainte-Monique	536	67 374 892 \$	67 149 \$
93075	Sainte-Monique	901	85 224 992 \$	84 919 \$
08040	Sainte-Paule	232	22 061 935 \$	21 993 \$
17030	Sainte-Perpétue	1 805	80 787 090 \$	80 480 \$
50050	Sainte-Perpétue	992	101 965 634 \$	101 686 \$
20030	Sainte-Pétronille	1 112	155 111 100 \$	154 407 \$
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 638	164 013 301 \$	163 483 \$
12030	Saint-Épiphane	876	38 110 947 \$	38 107 \$
31050	Sainte-Praxède	435	73 104 633 \$	72 891 \$
11015	Sainte-Rita	350	14 448 136 \$	14 313 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford	756	45 457 172 \$	45 398 \$
94230	Sainte-Rose-du-Nord	462	33 158 336 \$	33 183 \$
28065	Sainte-Sabine	396	23 319 385 \$	23 289 \$
46105	Sainte-Sabine	1 103	109 279 600 \$	108 589 \$
39105	Sainte-Séraphine	409	36 345 180 \$	36 311 \$
75028	Sainte-Sophie	13 055	884 797 497 \$	1 471 541 \$
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	760	50 448 083 \$	50 399 \$
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	627	56 015 541 \$	55 724 \$
63030	Saint-Esprit	1 944	201 056 430 \$	200 459 \$
35050	Sainte-Thècle	2 452	165 022 618 \$	164 734 \$
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 051	36 188 154 \$	36 072 \$
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	363	72 233 605 \$	72 172 \$
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	833	114 309 348 \$	113 844 \$
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	556	115 077 006 \$	114 460 \$
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 385	241 920 500 \$	341 017 \$
49105	Saint-Eugène	1 173	111 749 244 \$	111 552 \$
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	545	22 639 914 \$	22 511 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	488	27 473 334 \$	27 448 \$
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	445	32 594 353 \$	32 381 \$
51040	Sainte-Ursule	1 378	88 421 512 \$	88 399 \$
13030	Saint-Eusèbe	616	30 903 916 \$	30 824 \$
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	628	54 971 431 \$	54 806 \$
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 480	206 076 584 \$	205 437 \$
10070	Saint-Fabien	1 992	113 279 406 \$	112 934 \$
18015	Saint-Fabien-de-Panet	1 055	58 915 069 \$	58 762 \$
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 249	547 490 037 \$	599 948 \$
91042	Saint-Félicien	10 384	696 008 504 \$	1 156 860 \$
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	910	32 446 246 \$	32 354 \$
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 461	121 736 308 \$	121 275 \$
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 095	410 807 822 \$	681 625 \$
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 047	75 662 528 \$	75 443 \$
32013	Saint-Ferdinand	2 037	214 310 540 \$	213 941 \$
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	2 779	394 928 870 \$	393 851 \$
33052	Saint-Flavien	1 661	117 778 325 \$	117 453 \$
31030	Saint-Fortunat	263	26 353 950 \$	26 336 \$
20005	Saint-François	576	100 763 286 \$	100 488 \$
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 566	133 603 063 \$	133 117 \$
06055	Saint-François-d'Assise	717	22 257 083 \$	22 173 \$
91015	Saint-François-de-Sales	720	25 702 947 \$	25 575 \$
50128	Saint-François-du-Lac	1 967	135 449 498 \$	134 845 \$
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 100	161 308 844 \$	160 795 \$
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	273	15 462 660 \$	15 439 \$
27065	Saint-Frédéric	1 087	68 455 406 \$	68 211 \$
94235	Saint-Fulgence	2 100	122 475 676 \$	122 460 \$
52080	Saint-Gabriel	2 776	131 656 034 \$	131 136 \$
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 754	235 371 962 \$	234 564 \$
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 231	62 329 283 \$	62 256 \$
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 498	237 072 578 \$	275 940 \$
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	760	26 435 062 \$	26 376 \$
93035	Saint-Gédéon	2 012	180 681 501 \$	180 322 \$
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 292	118 993 816 \$	118 579 \$
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 123	154 645 492 \$	154 295 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 - Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
40032	Saint-Georges-de-Windsor	928	66 390 975 \$	66 234 \$
53085	Saint-Gérard-Majella	260	37 602 730 \$	37 431 \$
14045	Saint-Germain	299	24 197 097 \$	24 037 \$
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 473	348 896 745 \$	497 735 \$
19075	Saint-Gervais	2 042	175 387 512 \$	174 946 \$
34060	Saint-Gilbert	282	16 032 960 \$	15 948 \$
33035	Saint-Gilles	2 189	152 875 225 \$	152 657 \$
05015	Saint-Godefroi	381	14 307 311 \$	14 359 \$
49113	Saint-Guillaume	1 552	143 632 102 \$	142 717 \$
11020	Saint-Guy	82	7 644 288 \$	7 576 \$
19068	Saint-Henri	4 856	397 175 718 \$	597 530 \$
93070	Saint-Henri-de-Taillon	722	77 892 394 \$	77 528 \$
44015	Saint-Herménégilde	714	124 864 036 \$	124 846 \$
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	100	29 028 208 \$	28 961 \$
16050	Saint-Hilarion	1 200	78 171 846 \$	78 127 \$
75045	Saint-Hippolyte	8 103	992 682 300 \$	1 651 241 \$
94240	Saint-Honoré	5 232	274 797 029 \$	408 690 \$
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 620	101 158 833 \$	100 817 \$
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	803	31 574 962 \$	31 625 \$
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 401	103 571 679 \$	103 090 \$
54100	Saint-Hugues	1 243	152 715 009 \$	151 968 \$
54048	Saint-Hyacinthe	53 347	4 584 321 936 \$	7 632 698 \$
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 033	141 297 431 \$	141 026 \$
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	643	88 974 300 \$	88 709 \$
15005	Saint-Irénée	686	94 270 316 \$	93 696 \$
26063	Saint-Isidore	2 680	254 612 516 \$	253 576 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	768	87 372 094 \$	87 116 \$
63013	Saint-Jacques	3 914	300 857 477 \$	396 223 \$
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	165	22 220 313 \$	22 191 \$
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	714	51 288 845 \$	51 137 \$
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 635	161 259 874 \$	160 524 \$
33065	Saint-Janvier-de-Joly	955	70 255 082 \$	69 943 \$
20015	Saint-Jean	986	185 440 694 \$	184 808 \$
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	459	39 166 270 \$	39 214 \$
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	214	6 261 823 \$	6 261 \$
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 584	61 037 864 \$	60 851 \$
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	285	22 363 225 \$	22 286 \$
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 448	385 796 871 \$	550 949 \$
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 393	247 619 467 \$	281 242 \$
21020	Saint-Joachim	1 329	99 763 776 \$	99 493 \$
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 202	119 175 905 \$	118 600 \$
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 575	298 069 668 \$	432 777 \$
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	2 031	172 977 424 \$	172 678 \$
40005	Saint-Joseph-de-Ham-Sud	220	36 185 220 \$	36 008 \$
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	415	28 036 589 \$	27 992 \$
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	561	28 272 204 \$	28 078 \$
27050	Saint-Joseph-des-Érables	427	32 504 112 \$	32 358 \$
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 625	178 760 522 \$	178 327 \$
54110	Saint-Jude	1 178	130 612 248 \$	130 087 \$
27055	Saint-Jules	542	41 331 428 \$	41 226 \$
31035	Saint-Julien	410	30 728 984 \$	30 518 \$
18005	Saint-Just-de-Bretenières	750	40 536 967 \$	40 442 \$
13040	Saint-Juste-du-Lac	646	30 141 909 \$	30 027 \$
51045	Saint-Justin	1 003	81 599 503 \$	81 408 \$
87120	Saint-Lambert	220	3 982 280 \$	3 916 \$
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	5 997	438 180 860 \$	727 073 \$
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 616	246 635 804 \$	245 826 \$
71105	Saint-Lazare	19 119	2 081 836 425 \$	3 460 638 \$
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 178	87 728 977 \$	87 516 \$
08065	Saint-Léandre	410	18 947 155 \$	18 797 \$
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 225	166 079 686 \$	165 390 \$
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 059	66 171 546 \$	66 189 \$
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 162	84 624 412 \$	84 411 \$
07030	Saint-Léon-le-Grand	1 002	35 227 562 \$	35 240 \$
51035	Saint-Léon-le-Grand	956	80 445 945 \$	80 012 \$
54072	Saint-Liboire	2 977	252 241 525 \$	251 308 \$
63065	Saint-Liguori	1 995	154 511 424 \$	153 935 \$
63048	Saint-Lin-Laurentides	17 054	1 093 824 430 \$	1 818 899 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

253

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
54120	Saint-Louis	696	80 254 334 \$	79 922 \$
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 013	69 430 848 \$	69 173 \$
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	439	27 555 268 \$	27 385 \$
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 480	174 489 254 \$	173 780 \$
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 358	51 389 969 \$	51 070 \$
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	479	31 378 847 \$	31 315 \$
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	551	33 894 288 \$	33 605 \$
49030	Saint-Lucien	1 648	126 069 790 \$	125 699 \$
30072	Saint-Ludger	1 232	65 968 772 \$	65 658 \$
93080	Saint-Ludger-de-Milot	734	38 718 495 \$	38 606 \$
28075	Saint-Magloire	724	51 301 182 \$	51 260 \$
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 252	92 949 523 \$	92 566 \$
19025	Saint-Malachie	1 474	111 642 695 \$	111 354 \$
44003	Saint-Malo	537	51 351 567 \$	51 164 \$
88040	Saint-Marc-de-Figuery	812	38 001 452 \$	37 873 \$
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 825	158 659 544 \$	158 414 \$
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	434	22 897 012 \$	22 735 \$
17020	Saint-Marcel	494	25 248 340 \$	25 067 \$
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	551	71 779 686 \$	71 434 \$
10025	Saint-Marcellin	347	28 582 875 \$	28 478 \$
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 014	267 738 788 \$	267 130 \$
29045	Saint-Martin	2 522	146 260 968 \$	146 050 \$
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	671	50 554 290 \$	50 254 \$
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	736	52 861 864 \$	52 786 \$
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 451	164 740 330 \$	164 125 \$
37230	Saint-Maurice	2 796	155 780 941 \$	155 349 \$
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 157	41 485 861 \$	41 312 \$
11025	Saint-Médard	256	7 033 182 \$	7 031 \$
68050	Saint-Michel	2 917	302 848 641 \$	302 313 \$
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 741	196 986 001 \$	196 295 \$
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 692	379 031 770 \$	377 760 \$
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 200	52 039 447 \$	51 948 \$
12020	Saint-Modeste	1 135	71 515 183 \$	71 145 \$
07095	Saint-Moïse	604	22 273 093 \$	22 178 \$
37240	Saint-Narcisse	1 777	115 763 192 \$	115 499 \$
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 059	125 421 026 \$	124 730 \$
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 086	56 640 451 \$	56 382 \$
93045	Saint-Nazaire	1 954	93 206 538 \$	93 039 \$
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	848	97 202 184 \$	96 743 \$
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	368	26 233 538 \$	26 142 \$
19045	Saint-Nérée	739	58 539 545 \$	58 547 \$
07100	Saint-Noël	442	12 561 213 \$	12 531 \$
52070	Saint-Norbert	1 058	86 598 549 \$	86 440 \$
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 161	91 799 767 \$	91 738 \$
09055	Saint-Octave-de-Métis	483	21 648 675 \$	21 659 \$
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 476	102 936 623 \$	102 798 \$
17005	Saint-Omer	322	19 512 625 \$	19 567 \$
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	558	26 792 818 \$	26 606 \$
53032	Saint-Ours	1 682	187 344 635 \$	186 712 \$
14070	Saint-Pacôme	1 643	79 828 986 \$	79 712 \$
17010	Saint-Pamphile	2 577	126 356 167 \$	125 771 \$
14018	Saint-Pascal	3 465	210 762 268 \$	246 420 \$
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 073	113 498 347 \$	112 979 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 973	227 766 069 \$	226 826 \$
61005	Saint-Paul	5 029	308 477 419 \$	477 011 \$
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 894	292 644 658 \$	291 360 \$
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	376	16 723 090 \$	16 713 \$
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 048	224 222 612 \$	223 714 \$
18030	Saint-Paul-de-Montminy	837	61 745 466 \$	61 516 \$
51060	Saint-Paulin	1 564	99 303 992 \$	98 945 \$
19005	Saint-Philémon	765	63 890 817 \$	63 727 \$
29065	Saint-Philibert	394	27 393 720 \$	27 389 \$
14060	Saint-Philippe-de-Néri	851	41 097 243 \$	40 992 \$
54008	Saint-Pie	5 263	462 395 255 \$	541 488 \$
49130	Saint-Pie-de-Guire	470	57 121 113 \$	57 030 \$
61020	Saint-Pierre	332	34 591 695 \$	34 461 \$
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 004	73 406 907 \$	73 108 \$
32050	Saint-Pierre-Baptiste	428	63 163 190 \$	62 894 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	906	77 407 231 \$	77 443 \$
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	8 528 300 \$	8 593 \$
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 832	188 981 471 \$	188 437 \$
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 176	86 686 794 \$	86 445 \$
72043	Saint-Placide	1 724	208 521 685 \$	207 973 \$
71020	Saint-Polycarpe	1 940	208 500 108 \$	207 688 \$
91035	Saint-Prime	2 650	148 561 278 \$	147 876 \$
28020	Saint-Prosper	3 517	156 396 500 \$	187 818 \$
37250	Saint-Prosper	516	48 163 122 \$	48 031 \$
19082	Saint-Raphaël	2 341	169 510 564 \$	169 014 \$
34128	Saint-Raymond	9 792	708 899 513 \$	1 179 352 \$
68055	Saint-Rémi	7 275	556 405 308 \$	923 557 \$
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	454	43 263 345 \$	43 053 \$
29050	Saint-René	673	34 341 104 \$	34 181 \$
08035	Saint-René-de-Matane	1 033	40 757 819 \$	40 686 \$
53020	Saint-Robert	1 688	143 151 468 \$	142 280 \$
30070	Saint-Robert-Bellarmin	639	43 334 953 \$	43 027 \$
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	4 737	420 804 706 \$	624 806 \$
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	290	34 144 028 \$	33 916 \$
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 131	151 315 843 \$	150 938 \$
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	939	84 230 037 \$	84 109 \$
63040	Saint-Roch-Ouest	293	49 839 300 \$	49 599 \$
30100	Saint-Romain	637	67 308 176 \$	66 986 \$
39145	Saint-Rosaire	848	68 587 845 \$	68 354 \$
39130	Saint-Samuel	697	37 564 631 \$	37 238 \$
26010	Saints-Anges	1 116	87 293 896 \$	86 949 \$
77043	Saint-Sauveur	9 740	1 816 371 235 \$	2 747 947 \$
30085	Saint-Sébastien	734	53 840 638 \$	53 667 \$
56050	Saint-Sébastien	661	130 449 593 \$	129 799 \$
51030	Saint-Sévère	342	31 473 813 \$	31 296 \$
27070	Saint-Séverin	296	27 069 500 \$	26 922 \$
35020	Saint-Séverin	829	52 542 826 \$	52 416 \$
05055	Saint-Siméon	1 186	45 498 513 \$	45 407 \$
15058	Saint-Siméon	1 324	85 280 451 \$	85 162 \$
11055	Saint-Simon	424	31 119 288 \$	31 035 \$
54090	Saint-Simon	1 273	136 477 621 \$	135 925 \$
29125	Saint-Simon-les-Mines	530	32 353 568 \$	32 345 \$
80070	Saint-Sixte	487	29 871 457 \$	29 775 \$
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	273	61 917 700 \$	61 566 \$
37245	Saint-Stanislas	965	87 244 740 \$	87 116 \$
92070	Saint-Stanislas	356	16 988 623 \$	16 947 \$
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 659	181 100 312 \$	180 613 \$
38005	Saint-Sylvère	838	64 171 323 \$	63 871 \$
33007	Saint-Sylvestre	1 044	96 622 210 \$	96 298 \$
71015	Saint-Télesphore	765	105 185 582 \$	104 980 \$
07070	Saint-Tharcisius	446	13 478 101 \$	13 306 \$
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 483	119 744 731 \$	119 041 \$
29005	Saint-Théophile	781	75 737 320 \$	75 543 \$
61027	Saint-Thomas	3 060	269 615 495 \$	274 377 \$
92045	Saint-Thomas-Didyme	689	39 406 099 \$	39 169 \$
34085	Saint-Thuribe	317	21 615 150 \$	21 740 \$
35027	Saint-Tite	3 646	238 161 321 \$	294 105 \$
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 415	102 482 500 \$	102 036 \$
34090	Saint-Ubalde	1 441	135 778 643 \$	135 526 \$
08073	Saint-Ulric	1 694	84 447 788 \$	84 168 \$
16055	Saint-Urbain	1 461	93 192 197 \$	93 062 \$
70005	Saint-Urbain-Premier	1 147	122 582 414 \$	122 021 \$
56030	Saint-Valentin	458	74 124 180 \$	73 878 \$
39135	Saint-Valère	1 341	85 154 321 \$	84 829 \$
10060	Saint-Valérien	839	49 039 801 \$	48 806 \$
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 753	196 030 706 \$	195 561 \$
19117	Saint-Vallier	1 011	105 151 347 \$	104 994 \$
44005	Saint-Venant-de-Paquette	132	18 211 470 \$	18 284 \$
07075	Saint-Vianney	495	18 086 007 \$	18 000 \$
27008	Saint-Victor	2 522	185 907 374 \$	185 169 \$
50023	Saint-Wenceslas	1 105	93 455 913 \$	93 097 \$
28005	Saint-Zacharie	1 830	86 868 570 \$	86 489 \$
62080	Saint-Zénon	1 315	146 583 577 \$	146 310 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

255

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	409	19 657 682 \$	19 599 \$
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	784	90 504 932 \$	90 334 \$
71025	Saint-Zotique	6 583	574 544 197 \$	955 120 \$
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 255	2 989 835 717 \$	4 936 233 \$
07085	Sayabec	1 883	108 296 313 \$	108 109 \$
97040	Schefferville	197	7 134 877 \$	7 031 \$
41080	Scotstown	550	21 902 336 \$	21 812 \$
26048	Scott	2 068	134 742 997 \$	134 305 \$
89040	Senneterre	3 082	129 286 529 \$	131 776 \$
89045	Senneterre	1 229	57 881 068 \$	57 706 \$
97007	Sept-Îles	26 549	2 086 665 959 \$	3 416 981 \$
NR971	Sept-Rivières	128	18 207 028 \$	18 239 \$
22020	Shannon	4 991	279 854 247 \$	426 638 \$
36033	Shawinigan	50 132	2 861 819 725 \$	4 764 273 \$
84010	Shawville	1 530	113 298 750 \$	113 087 \$
84095	Sheenboro	161	44 617 100 \$	44 364 \$
47035	Shefford	7 350	661 922 694 \$	1 099 650 \$
05010	Shigawake	324	10 571 361 \$	10 401 \$
53052	Sorel-Tracy	34 114	2 325 853 975 \$	3 864 449 \$
46045	Stanbridge East	836	81 826 185 \$	81 025 \$
46030	Stanbridge Station	308	38 946 800 \$	38 809 \$
45008	Stanstead	2 836	181 695 418 \$	180 796 \$
45025	Stanstead	985	507 992 945 \$	506 118 \$
44050	Stanstead-Est	610	100 966 068 \$	100 754 \$
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 774	217 984 000 \$	216 440 \$
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 576	298 286 641 \$	495 622 \$
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	364	15 483 900 \$	15 430 \$
42005	Stoke	2 782	247 894 743 \$	247 389 \$
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 107	717 826 457 \$	1 193 530 \$
30105	Stornoway	582	53 736 667 \$	53 577 \$
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	534	69 411 700 \$	69 137 \$
30110	Stratford	1 126	178 757 564 \$	178 408 \$
45105	Stukely-Sud	942	96 460 802 \$	96 023 \$
46058	Sutton	4 032	886 080 902 \$	1 075 915 \$
95005	Tadoussac	844	78 965 391 \$	78 879 \$
87042	Taschereau	1 010	20 032 293 \$	19 832 \$
85005	Témiscaming	2 491	179 664 054 \$	178 835 \$
NR850	Témiscamingue	187	44 771 078 \$	44 805 \$
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 159	300 520 680 \$	304 498 \$
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 952	159 602 850 \$	158 723 \$
84045	Thorne	389	94 317 600 \$	94 039 \$
80050	Thurso	2 418	162 882 316 \$	161 476 \$
39025	Tingwick	1 431	119 388 948 \$	119 043 \$
17035	Tourville	661	19 465 414 \$	19 282 \$
88075	Trécesson	1 377	65 963 767 \$	65 856 \$
71125	Très-Saint-Rédempteur	839	77 682 220 \$	77 604 \$
69030	Très-Saint-Sacrement	1 267	146 508 300 \$	145 617 \$
27060	Tring-Jonction	1 390	63 880 691 \$	63 560 \$
11040	Trois-Pistoles	3 295	165 911 108 \$	181 860 \$
35055	Trois-Rives	430	105 687 120 \$	105 556 \$
42078	Ulverton	383	38 569 200 \$	38 318 \$
48038	Upton	1 977	174 826 985 \$	174 433 \$
33070	Val-Alain	946	65 921 710 \$	65 871 \$
07080	Val-Brillant	970	43 703 498 \$	43 539 \$
42055	Valcourt	2 341	177 797 513 \$	176 952 \$
42060	Valcourt	1 038	111 343 125 \$	111 189 \$
78010	Val-David	4 387	537 156 335 \$	754 874 \$
80140	Val-des-Bois	897	124 173 017 \$	123 800 \$
78100	Val-des-Lacs	746	179 453 000 \$	178 858 \$
89008	Val-d'Or	31 894	1 915 901 261 \$	3 121 273 \$
42095	Val-Joli	1 531	142 766 316 \$	142 281 \$
NR890	Vallée-de-l'Or	342	13 137 782 \$	13 062 \$
26015	Vallée-Jonction	1 861	118 383 865 \$	117 930 \$
78005	Val-Morin	2 950	374 181 078 \$	372 803 \$
30015	Val-Racine	154	25 703 600 \$	25 579 \$
87105	Val-Saint-Gilles	174	4 291 114 \$	4 181 \$
71083	Vaudreuil-Dorion	32 784	3 343 371 913 \$	5 562 028 \$
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 351	182 657 100 \$	181 674 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture 2012
56005	Venise-en-Québec	1 410	200 772 660 \$	200 369 \$
39062	Victoriaville	43 160	2 725 919 293 \$	4 530 801 \$
85025	Ville-Marie	2 557	141 623 650 \$	141 115 \$
32085	Villeroi	475	37 271 602 \$	37 049 \$
84070	Waltham	337	40 667 994 \$	40 596 \$
47030	Warden	358	18 757 548 \$	18 793 \$
39077	Warwick	4 975	325 279 908 \$	495 965 \$
47025	Waterloo	3 931	258 458 212 \$	340 178 \$
44080	Waterville	2 035	153 564 854 \$	152 971 \$
41098	Weedon	2 698	232 027 385 \$	231 201 \$
76035	Wentworth	536	192 029 076 \$	191 435 \$
77060	Wentworth-Nord	1 389	387 994 464 \$	386 834 \$
41065	Westbury	960	78 216 340 \$	78 041 \$
49040	Wickham	2 507	194 656 332 \$	194 014 \$
42088	Windsor	5 278	398 950 850 \$	642 002 \$
40017	Wotton	1 530	100 739 274 \$	100 606 \$
51020	Yamachiche	2 764	197 171 123 \$	196 020 \$
53072	Yamaska	1 667	117 516 588 \$	117 079 \$
		2 426 927	197 623 828 604 \$	261 735 154 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

257

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
46005	Abercorn	368	61 278 800 \$	65 943 \$
NR880	Abitibi	208	7 482 000 \$	8 017 \$
NR870	Abitibi-Ouest	123	1 949 184 \$	2 069 \$
48028	Acton Vale	7 504	457 036 915 \$	777 613 \$
31056	Adstock	2 791	281 286 419 \$	302 304 \$
98030	Aguanish	296	7 248 196 \$	7 758 \$
92030	Albanel	2 298	94 903 841 \$	101 889 \$
07025	Albertville	296	10 826 001 \$	11 637 \$
84050	Alleyne-et-Cawood	244	50 777 987 \$	54 565 \$
93042	Alma	30 146	2 280 841 978 \$	4 058 224 \$
78070	Amherst	1 545	257 433 214 \$	276 703 \$
88055	Amos	12 479	675 679 869 \$	1 210 252 \$
07047	Amqui	6 194	310 440 724 \$	555 992 \$
55008	Ange-Gardien	2 306	267 154 240 \$	287 047 \$
85080	Angliers	303	13 756 300 \$	14 740 \$
NR790	Antoine-Labelle	0	46 685 700 \$	50 169 \$
19037	Armagh	1 551	82 662 676 \$	88 959 \$
78060	Arundel	620	67 192 686 \$	72 150 \$
40043	Asbestos	7 070	294 709 592 \$	527 804 \$
41055	Ascot Corner	2 761	178 427 689 \$	191 882 \$
50013	Aston-Jonction	393	25 070 370 \$	26 894 \$
13045	Auclair	492	23 045 206 \$	24 826 \$
30055	Audet	646	47 537 158 \$	51 203 \$
83090	Aumond	854	52 571 480 \$	56 375 \$
87050	Authier	265	5 374 525 \$	5 689 \$
87100	Authier-Nord	323	7 135 918 \$	7 758 \$
NR060	Avignon	0	240 462 \$	259 \$
45035	Ayer's Cliff	1 063	149 672 863 \$	160 850 \$
96020	Baie-Comeau	21 929	1 563 828 749 \$	2 801 165 \$
08080	Baie-des-Sables	628	29 109 068 \$	31 291 \$
50100	Baie-du-Febvre	1 085	119 119 659 \$	128 007 \$
99060	Baie-James	2 000	407 704 332 \$	438 070 \$
98035	Baie-Johan-Beetz	93	3 908 718 \$	4 138 \$
15065	Baie-Sainte-Catherine	208	12 763 185 \$	13 706 \$
16013	Baie-Saint-Paul	7 261	631 138 098 \$	1 130 603 \$
96005	Baie-Trinité	494	21 478 946 \$	23 015 \$
78050	Barkmere	87	79 993 781 \$	85 855 \$
44045	Barnston-Ouest	572	67 018 476 \$	72 150 \$
88022	Barraute	2 109	62 761 568 \$	67 495 \$
37210	Batiscan	941	73 106 172 \$	78 615 \$
85020	Béarn	856	31 278 677 \$	33 618 \$
27028	Beauceville	6 175	379 279 518 \$	679 344 \$
31008	Beaulac-Garthby	931	119 387 613 \$	128 266 \$
19105	Beaumont	2 284	203 763 665 \$	219 035 \$
21025	Beaupré	3 233	421 163 835 \$	497 807 \$
38010	Bécancour	12 013	1 251 338 171 \$	2 241 552 \$
46035	Bedford	2 622	182 289 702 \$	196 019 \$
46040	Bedford	739	67 803 795 \$	72 925 \$
94250	Bégin	856	31 763 032 \$	34 135 \$
89050	Belcourt	271	6 063 114 \$	6 465 \$
85065	Belleterre	339	9 171 863 \$	9 827 \$
88070	Berry	551	18 479 918 \$	19 912 \$
18065	Berthier-sur-Mer	1 279	121 082 461 \$	130 076 \$
52035	Berthierville	4 084	278 764 586 \$	402 900 \$
48005	Béthanie	332	37 625 385 \$	40 342 \$
13055	Biencourt	578	19 283 182 \$	20 688 \$
98005	Blanc-Sablon	1 225	53 227 568 \$	57 151 \$
83045	Blue Sea	598	109 081 882 \$	117 146 \$
80115	Boileau	497	51 663 400 \$	55 599 \$
21045	Boischatel	6 242	417 670 107 \$	748 132 \$
83085	Bois-Franc	453	30 930 111 \$	33 360 \$
45095	Bolton-Est	766	175 124 308 \$	188 261 \$
46065	Bolton-Ouest	766	182 187 245 \$	195 761 \$
05045	Bonaventure	2 676	143 220 796 \$	153 868 \$
NR050	Bonaventure	35	5 647 460 \$	5 948 \$
98010	Bonne-Espérance	797	17 275 777 \$	18 619 \$
42040	Bonsecours	560	69 580 557 \$	74 736 \$
83050	Bouchette	682	92 183 983 \$	99 044 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
80145	Bowman	676	71 036 455 \$	76 287 \$
78075	Brébeuf	983	88 247 500 \$	94 907 \$
46090	Brigham	2 549	176 971 377 \$	190 072 \$
84005	Bristol	1 260	129 132 114 \$	138 869 \$
46070	Brome	281	31 990 200 \$	34 394 \$
76043	Brownsburg-Chatham	6 825	483 616 160 \$	866 313 \$
84025	Bryson	591	22 645 056 \$	24 308 \$
41070	Bury	1 190	129 807 399 \$	139 386 \$
12057	Cacouna	1 895	143 837 167 \$	154 643 \$
84030	Campbell's Bay	723	30 743 393 \$	33 101 \$
04047	Cap-Chat	2 724	109 099 760 \$	117 146 \$
05060	Caplan	1 830	91 272 492 \$	98 010 \$
18045	Cap-Saint-Ignace	3 170	181 834 740 \$	207 398 \$
34030	Cap-Santé	2 865	165 453 912 \$	177 917 \$
06013	Carleton-sur-Mer	4 024	212 046 866 \$	284 978 \$
05077	Cascapédia-Saint-Jules	785	37 442 335 \$	40 342 \$
07018	Causapscal	2 345	79 886 460 \$	85 855 \$
83040	Cayamant	843	97 283 926 \$	104 475 \$
91020	Chambord	1 757	131 586 652 \$	141 455 \$
37220	Champlain	1 630	144 318 843 \$	155 161 \$
88005	Champneuf	138	3 271 632 \$	3 620 \$
02028	Chandler	7 689	330 818 163 \$	487 980 \$
99020	Chapais	1 639	37 066 004 \$	39 825 \$
NR160	Charlevoix	0	16 542 960 \$	17 843 \$
NR150	Charlevoix-Est	219	59 318 553 \$	63 874 \$
51080	Charrette	938	54 538 433 \$	58 702 \$
41020	Chartierville	367	47 389 402 \$	50 944 \$
21035	Château-Richer	4 015	243 914 422 \$	352 473 \$
87095	Chazel	292	7 645 995 \$	8 275 \$
80103	Chénéville	780	56 025 579 \$	60 254 \$
62047	Chertsey	5 184	513 767 583 \$	874 330 \$
39030	Chesterville	948	65 490 752 \$	70 339 \$
99025	Chibougamau	7 473	396 926 557 \$	710 894 \$
84090	Chichester	384	30 890 780 \$	33 101 \$
96035	Chute-aux-Outardes	1 759	45 555 480 \$	48 876 \$
79065	Chute-Saint-Philippe	938	105 350 003 \$	113 267 \$
84015	Clarendon	1 203	130 917 016 \$	140 679 \$
15035	Clermont	3 084	185 749 551 \$	204 036 \$
87110	Clermont	514	14 716 703 \$	15 775 \$
87075	Clerval	365	16 507 200 \$	17 843 \$
42110	Cleveland	1 582	122 405 527 \$	131 628 \$
03010	Cloridorme	711	23 719 297 \$	25 601 \$
44037	Coaticook	9 154	682 698 553 \$	1 222 924 \$
95050	Colombier	795	21 435 457 \$	23 015 \$
44071	Compton	2 988	281 018 405 \$	302 046 \$
41038	Cookshire-Eaton	5 354	363 347 691 \$	451 259 \$
71040	Coteau-du-Lac	6 788	557 040 279 \$	997 682 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 016	37 285 653 \$	40 083 \$
30090	Courcelles	902	58 164 643 \$	62 581 \$
46080	Cowansville	12 408	825 989 143 \$	1 479 456 \$
61013	Crabtree	3 774	228 909 216 \$	311 614 \$
40047	Danville	4 027	209 027 903 \$	302 046 \$
39155	Daveluyville	1 007	40 755 195 \$	43 704 \$
13005	Dégelis	3 197	151 586 884 \$	172 745 \$
83070	Déléage	1 937	95 293 041 \$	102 406 \$
83005	Denholm	618	82 936 424 \$	89 217 \$
93005	Desbiens	1 040	34 531 358 \$	37 239 \$
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	987	65 410 584 \$	70 339 \$
34058	Deschambault-Grondines	2 048	314 669 490 \$	338 250 \$
31015	Disraeli	2 531	125 925 949 \$	135 248 \$
31020	Disraeli	1 043	97 317 237 \$	104 475 \$
44023	Dixville	709	73 626 032 \$	79 132 \$
92022	Dolbeau-Mistassini	14 241	769 732 824 \$	1 378 860 \$
34025	Donnacoona	6 036	410 713 677 \$	735 719 \$
33040	Dosquet	897	55 518 915 \$	59 737 \$
49058	Drummondville	71 117	4 643 037 856 \$	8 288 934 \$
41117	Dudswell	1 720	199 458 338 \$	214 380 \$
80135	Duhamel	539	170 851 728 \$	183 607 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

259

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 - Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
85030	Duhamel-Ouest	892	55 069 568 \$	59 220 \$
69075	Dundee	418	58 501 316 \$	62 840 \$
46050	Dunham	3 484	370 271 871 \$	466 516 \$
87005	Duparquet	677	28 247 082 \$	30 256 \$
87085	Dupuy	1 031	26 028 975 \$	27 929 \$
49015	Durham-Sud	1 066	74 385 088 \$	79 908 \$
41060	East Angus	3 499	195 349 766 \$	246 188 \$
31122	East Broughton	2 254	79 093 935 \$	85 080 \$
46085	East Farnham	484	34 214 500 \$	36 721 \$
44010	East Hereford	353	32 587 444 \$	34 911 \$
45093	Eastman	1 531	345 504 209 \$	371 351 \$
83075	Egan-Sud	513	35 597 640 \$	38 273 \$
69050	Elgin	467	47 352 573 \$	50 944 \$
62053	Entrelacs	969	178 299 980 \$	191 623 \$
06025	Escuminac	661	31 888 106 \$	34 394 \$
10005	Esprit-Saint	403	12 835 547 \$	13 706 \$
77011	Estérel	264	239 958 377 \$	257 825 \$
46112	Farnham	8 060	536 122 001 \$	934 842 \$
80005	Fassett	448	32 316 669 \$	34 653 \$
94220	Ferland-et-Boilleau	621	32 884 428 \$	35 428 \$
79097	Ferme-Neuve	2 839	209 372 773 \$	224 983 \$
97035	Fermont	2 764	191 460 919 \$	205 846 \$
95045	Forestville	3 327	128 973 356 \$	157 747 \$
84060	Fort-Coulonge	1 453	41 741 217 \$	44 738 \$
38047	Fortierville	733	34 491 152 \$	36 980 \$
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 741	224 300 194 \$	241 016 \$
26005	Frampton	1 345	113 434 236 \$	121 801 \$
69010	Franklin	1 653	158 144 942 \$	169 901 \$
96015	Franquelin	362	11 039 335 \$	11 896 \$
46010	Frelighsburg	1 049	175 188 807 \$	188 261 \$
30025	Frontenac	1 707	154 674 597 \$	166 280 \$
85055	Fugèreville	303	13 869 073 \$	14 999 \$
87020	Gallichan	467	17 575 249 \$	18 878 \$
03005	Gaspé	14 902	797 000 634 \$	1 427 735 \$
92055	Girardville	1 140	49 482 494 \$	53 272 \$
96010	Godbout	326	10 477 281 \$	11 378 \$
69060	Godmanchester	1 386	153 933 081 \$	165 505 \$
76025	Gore	1 625	257 956 573 \$	277 220 \$
83032	Gracefield	2 355	338 819 863 \$	364 110 \$
02015	Grande-Rivière	3 446	132 644 396 \$	167 056 \$
35040	Grandes-Piles	387	48 665 430 \$	52 237 \$
03020	Grande-Vallée	1 163	45 787 108 \$	49 134 \$
09060	Grand-Métis	260	20 576 370 \$	22 240 \$
83095	Grand-Remous	1 256	80 504 238 \$	86 631 \$
50065	Grand-Saint-Esprit	474	34 541 430 \$	37 239 \$
76055	Grenville	1 349	93 913 420 \$	100 854 \$
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 873	270 849 551 \$	291 185 \$
98014	Gros-Mécatina	537	19 233 120 \$	20 688 \$
01042	Grosse-Île	502	28 624 078 \$	30 774 \$
08015	Grosses-Roches	429	13 118 099 \$	14 223 \$
85095	Guérin	303	11 481 302 \$	12 413 \$
39010	Ham-Nord	842	53 472 975 \$	57 409 \$
41075	Hampden	199	22 067 360 \$	23 791 \$
76065	Harrington	788	205 500 033 \$	220 845 \$
45043	Hatley	817	190 270 150 \$	204 553 \$
45055	Hatley	1 889	242 094 100 \$	260 152 \$
69005	Havelock	753	86 457 000 \$	92 838 \$
98040	Havre-Saint-Pierre	3 293	215 350 775 \$	254 463 \$
93020	Hébertville	2 451	135 581 559 \$	145 592 \$
93025	Hébertville-Station	1 239	45 450 461 \$	48 876 \$
68010	Hemmingford	758	51 807 323 \$	55 599 \$
68015	Hemmingford	1 766	211 233 984 \$	227 052 \$
56042	Henryville	1 526	173 894 872 \$	186 968 \$
35035	Hérouxville	1 275	53 318 737 \$	57 409 \$
69045	Hinchinbrooke	2 250	186 308 450 \$	200 157 \$
19070	Honfleur	795	82 590 556 \$	88 700 \$
05025	Hope	666	21 440 350 \$	23 015 \$
05020	Hope Town	343	14 119 210 \$	15 257 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
69025	Howick	629	30 862 501 \$	33 101 \$
78065	Huberdeau	953	72 493 438 \$	77 839 \$
71100	Hudson	4 954	865 186 848 \$	1 420 495 \$
69055	Huntingdon	2 449	122 535 899 \$	131 628 \$
32058	Inverness	810	107 118 320 \$	115 077 \$
31040	Irlande	946	64 985 925 \$	69 822 \$
78042	Ivry-sur-le-Lac	420	221 797 050 \$	238 430 \$
61025	Joliette	19 902	1 472 358 684 \$	2 637 470 \$
14050	Kamouraska	665	77 941 744 \$	83 787 \$
NR140	Kamouraska	0	3 353 220 \$	3 620 \$
83015	Kazabazua	991	112 248 012 \$	120 767 \$
79025	Kiamika	897	62 803 725 \$	67 495 \$
42070	Kingsbury	96	8 266 342 \$	8 792 \$
39097	Kingsey Falls	2 058	180 362 526 \$	193 951 \$
31105	Kinnear's Mills	354	38 053 466 \$	40 859 \$
85010	Kipawa	537	35 610 015 \$	38 273 \$
90017	La Bostonnais	609	24 396 200 \$	26 119 \$
78115	La Conception	1 391	258 545 900 \$	277 996 \$
88030	La Corne	754	25 373 289 \$	27 153 \$
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	62 666 314 \$	67 236 \$
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 332 353 \$	4 655 \$
91050	La Doré	1 466	59 943 653 \$	64 392 \$
19090	La Durantaye	711	53 681 533 \$	57 668 \$
29030	La Guadeloupe	1 725	81 212 456 \$	87 407 \$
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	29 665 796 \$	31 808 \$
NR040	La Haute-Gaspésie	214	16 916 040 \$	18 102 \$
NR220	La Jacques-Cartier	0	3 934 079 \$	4 138 \$
79047	La Macaza	1 012	172 312 920 \$	185 158 \$
15013	La Malbaie	8 892	641 271 081 \$	972 598 \$
04030	La Martre	264	6 595 212 \$	6 982 \$
NR070	La Matapédia	40	52 119 541 \$	56 116 \$
78130	La Minerve	1 408	310 885 983 \$	334 112 \$
NR090	La Mitis	0	10 511 032 \$	11 378 \$
88015	La Morandière	269	6 392 641 \$	6 982 \$
88045	La Motte	428	17 807 975 \$	19 136 \$
41027	La Patrie	792	79 672 486 \$	85 597 \$
14085	La Pocatière	4 405	297 863 313 \$	458 758 \$
54035	La Présentation	2 332	242 645 129 \$	260 670 \$
09005	La Rédemption	545	15 186 031 \$	16 292 \$
87080	La Reine	357	6 048 459 \$	6 465 \$
87090	La Sarre	7 330	333 529 422 \$	597 368 \$
10010	La Trinité-des-Monts	267	11 870 500 \$	12 671 \$
90012	La Tuque	11 510	703 276 575 \$	1 129 569 \$
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	19 267 713 \$	20 688 \$
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	645	45 617 900 \$	49 134 \$
50085	La Visitation-de-Yamaska	345	44 672 645 \$	48 100 \$
78120	Labelle	2 277	336 291 998 \$	361 524 \$
93055	Labrecque	1 407	59 498 518 \$	63 874 \$
22040	Lac Beauport	7 084	776 787 733 \$	1 391 531 \$
46075	Lac Brome	5 686	1 080 555 802 \$	1 935 628 \$
22030	Lac Delage	520	57 493 118 \$	61 806 \$
90027	Lac Edouard	167	29 079 800 \$	31 291 \$
22015	Lac Saint-Joseph	258	224 841 708 \$	241 533 \$
07057	Lac-au-Saumon	1 481	54 325 520 \$	58 444 \$
35010	Lac-aux-Sables	1 329	119 214 747 \$	128 007 \$
91005	Lac-Bouchette	1 245	65 066 958 \$	69 822 \$
13060	Lac-des-Aigles	593	21 456 601 \$	23 015 \$
79078	Lac-des-Écorces	2 989	170 570 122 \$	183 348 \$
80130	Lac-des-Plages	415	82 772 870 \$	88 959 \$
77055	Lac-des-Seize-Îles	163	69 328 350 \$	74 477 \$
30080	Lac-Drolet	1 094	75 605 202 \$	81 201 \$
79015	Lac-du-Cerf	432	67 184 200 \$	72 150 \$
28053	Lac-Etchemin	3 951	237 559 753 \$	296 357 \$
18010	Lac-Frontière	194	10 747 440 \$	11 637 \$
76020	Lachute	12 089	870 302 203 \$	1 558 846 \$
30030	Lac-Mégantic	6 061	415 766 201 \$	744 771 \$
56023	Lacolle	2 569	224 110 390 \$	240 757 \$
29095	Lac-Poulin	138	34 651 375 \$	37 239 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

261

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54- Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
79060	Lac-Saguay	504	51 790 400 \$	55 599 \$
83020	Lac-Sainte-Marie	627	185 021 102 \$	198 864 \$
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	6 670 193 \$	7 241 \$
79105	Lac-Saint-Paul	552	51 336 390 \$	55 082 \$
34120	Lac-Sergent	463	53 487 792 \$	57 409 \$
80095	Lac-Simon	869	260 354 952 \$	279 806 \$
78095	Lac-Supérieur	1 827	449 476 366 \$	483 066 \$
85070	Laforce	379	4 709 587 \$	5 172 \$
93060	Lamarche	582	22 379 767 \$	24 050 \$
30095	Lambton	1 642	188 411 221 \$	202 484 \$
88035	Landrienne	1 072	36 329 298 \$	39 049 \$
21040	L'Ange-Gardien	3 499	230 757 487 \$	290 667 \$
52017	Lanoraie	4 514	336 397 435 \$	494 186 \$
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 124	79 986 829 \$	85 855 \$
78015	Lantier	837	186 926 740 \$	200 933 \$
79050	L'Ascension	959	97 452 521 \$	104 733 \$
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 058	100 232 308 \$	107 837 \$
06060	L'Ascension-de-Patapédia	209	6 851 801 \$	7 241 \$
85060	Latulipe-et-Gaboury	327	10 988 361 \$	11 896 \$
88080	Launay	225	8 304 379 \$	9 051 \$
33060	Laurier-Station	2 557	162 754 364 \$	174 814 \$
32072	Laurierville	1 371	93 778 993 \$	100 854 \$
52007	Lavaltrie	12 971	858 311 932 \$	1 501 695 \$
49025	L'Avenir	1 291	99 947 448 \$	107 319 \$
85050	Laverlochère	714	27 969 617 \$	29 998 \$
42045	Lawrenceville	683	38 452 203 \$	41 376 \$
NR910	Le Domaine-du-Roy	35	43 220 963 \$	46 548 \$
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	15	372 947 158 \$	400 831 \$
NR020	Le Rocher-Percé	0	927 174 \$	1 034 \$
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 586	143 044 229 \$	153 609 \$
33123	Leclercville	505	45 898 106 \$	49 393 \$
49020	Lefebvre	849	56 061 021 \$	60 254 \$
13050	Lejeune	344	14 259 670 \$	15 257 \$
38020	Lemieux	331	19 097 226 \$	20 429 \$
60035	L'Épiphanie	5 147	270 675 757 \$	460 568 \$
60040	L'Épiphanie	3 218	247 652 280 \$	292 736 \$
NR110	Les Basques	0	445 935 \$	517 \$
95018	Les Bergeronnes	659	34 562 827 \$	37 239 \$
71050	Les Cèdres	5 865	506 410 699 \$	907 172 \$
71033	Les Coteaux	4 320	285 421 705 \$	432 898 \$
16048	Les Éboulements	1 311	163 320 861 \$	175 590 \$
95025	Les Escoumins	2 074	89 202 990 \$	95 941 \$
09015	Les Hauteurs	563	20 399 371 \$	21 981 \$
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 620	697 532 990 \$	753 822 \$
08005	Les Méchins	1 136	48 298 160 \$	51 979 \$
71095	L'Île-Cadieux	132	51 705 368 \$	55 599 \$
98020	L'Île-d'Anticosti	245	26 486 966 \$	28 446 \$
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	736	45 057 232 \$	48 358 \$
71060	L'Île-Perrot	10 516	792 432 528 \$	1 419 460 \$
41085	Lingwick	464	68 802 632 \$	73 960 \$
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 406	173 465 821 \$	186 451 \$
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 253	120 502 202 \$	129 559 \$
17078	L'Islet	3 830	217 578 472 \$	284 461 \$
12043	L'Isle-Verte	1 432	91 664 786 \$	98 527 \$
84040	Litchfield	476	93 622 208 \$	100 596 \$
80055	Lochaber	510	29 482 700 \$	31 808 \$
80060	Lochaber-Partie-Ouest	529	54 771 692 \$	58 961 \$
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	463	17 271 922 \$	18 619 \$
95032	Longue-Rive	1 170	34 982 073 \$	37 497 \$
85037	Lorrainville	1 325	56 139 355 \$	60 254 \$
33115	Lotbinière	956	90 813 478 \$	97 493 \$
51015	Louiseville	7 402	439 992 637 \$	788 215 \$
83010	Low	965	138 847 971 \$	149 213 \$
32065	Lyster	1 659	103 883 651 \$	111 716 \$
87058	Macamic	2 776	92 339 036 \$	99 303 \$
39165	Maddington	415	16 904 600 \$	18 102 \$
89015	Malartic	3 522	113 116 832 \$	146 627 \$
52095	Mandeville	2 324	199 116 076 \$	214 122 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 - Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
NR960	Manicouagan	138	51 870 899 \$	55 858 \$
83065	Maniwaki	3 874	202 959 479 \$	282 392 \$
38028	Manseau	891	42 726 854 \$	46 031 \$
84065	Mansfield-et-Pontefract	1 978	129 803 733 \$	139 386 \$
06005	Maria	2 519	135 336 397 \$	145 334 \$
NR920	Maria-Chapdelaine	192	63 404 568 \$	68 271 \$
42065	Maricourt	437	46 560 678 \$	50 169 \$
55048	Marieville	9 069	724 280 234 \$	1 215 166 \$
04025	Marsoui	332	8 806 919 \$	9 568 \$
30035	Marston	671	66 946 601 \$	71 891 \$
44060	Martinville	475	28 677 226 \$	30 774 \$
51008	Maskinongé	2 274	131 473 822 \$	141 196 \$
53010	Massueville	508	29 212 086 \$	31 291 \$
99015	Matagami	1 653	58 599 201 \$	63 099 \$
08053	Matane	14 570	848 074 415 \$	1 453 337 \$
NR080	Matane	15	6 269 568 \$	6 724 \$
06045	Matapédia	676	35 399 451 \$	38 014 \$
NR620	Matawinie	119	34 885 549 \$	37 497 \$
80065	Mayo	609	58 424 965 \$	62 840 \$
NR350	Mékinac	10	28 540 036 \$	30 774 \$
42075	Melbourne	1 099	114 237 335 \$	122 835 \$
83060	Messines	1 600	151 750 223 \$	163 177 \$
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 110	224 826 785 \$	331 526 \$
09048	Métis-sur-Mer	575	68 960 216 \$	74 218 \$
30040	Milan	326	30 203 264 \$	32 584 \$
76030	Mille-Isles	1 473	195 601 400 \$	210 243 \$
85075	Moffet	205	8 294 944 \$	8 792 \$
78055	Montcalm	652	121 326 100 \$	130 335 \$
14005	Mont-Carmel	1 197	58 929 288 \$	63 357 \$
83088	Montcerf-Lytton	752	43 806 316 \$	47 065 \$
80010	Montebello	949	89 194 238 \$	95 941 \$
09077	Mont-Joli	6 566	352 677 155 \$	619 090 \$
79088	Mont-Laurier	13 501	884 688 665 \$	1 542 554 \$
18050	Montmagny	11 289	714 406 113 \$	1 279 557 \$
80090	Montpellier	1 003	79 505 800 \$	85 338 \$
56097	Mont-Saint-Grégoire	2 995	303 902 573 \$	326 613 \$
79110	Mont-Saint-Michel	647	46 010 652 \$	49 393 \$
04015	Mont-Saint-Pierre	217	6 978 840 \$	7 499 \$
77050	Morin-Heights	3 835	615 008 023 \$	855 710 \$
80085	Mulgrave-et-Derry	386	83 293 607 \$	89 476 \$
03025	Murdochville	798	18 300 944 \$	19 654 \$
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	833	76 540 620 \$	82 235 \$
80110	Namur	478	34 393 421 \$	36 980 \$
30045	Nantes	1 406	74 170 052 \$	79 649 \$
68030	Napierville	3 756	248 688 780 \$	338 509 \$
98025	Natashquan	272	11 341 572 \$	12 154 \$
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	824	57 754 248 \$	62 064 \$
85100	Nédélec	398	16 253 486 \$	17 585 \$
34007	Neuveville	3 757	267 275 399 \$	363 851 \$
05040	New Carlisle	1 367	60 691 952 \$	65 167 \$
05070	New Richmond	3 802	169 824 542 \$	236 361 \$
41037	Newport	810	104 217 217 \$	111 974 \$
50072	Nicolet	7 633	575 968 803 \$	969 753 \$
79030	Nominingue	2 307	354 825 385 \$	381 436 \$
92040	Normandin	3 065	159 973 441 \$	175 849 \$
87115	Normétal	865	14 133 302 \$	15 257 \$
45050	North Hatley	761	169 496 917 \$	182 055 \$
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	266	60 155 572 \$	64 650 \$
39015	Notre-Dame-de-Ham	439	18 789 344 \$	20 171 \$
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 101	196 510 878 \$	211 277 \$
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	804	49 537 888 \$	53 272 \$
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 564	998 174 162 \$	1 787 966 \$
92060	Notre-Dame-de-Lorette	166	6 799 292 \$	7 241 \$
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	716	50 504 597 \$	54 306 \$
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 393	146 974 599 \$	158 005 \$
35005	Notre-Dame-de-Montauban	845	59 519 080 \$	63 874 \$
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	723	107 393 011 \$	115 336 \$
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 042	70 690 381 \$	76 029 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

263

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
15025	Notre-Dame-des-Monts	771	29 134 327 \$	31 291 \$
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 260	98 302 464 \$	105 768 \$
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 150	71 123 447 \$	76 546 \$
61030	Notre-Dame-des-Prairies	8 709	590 550 239 \$	1 057 936 \$
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	63	28 032 109 \$	30 256 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	707	80 211 077 \$	86 114 \$
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 453	65 784 242 \$	70 598 \$
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	907	76 643 600 \$	82 494 \$
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 586	252 197 768 \$	271 014 \$
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 464	251 688 392 \$	450 741 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 103	46 823 217 \$	50 427 \$
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 268	145 862 414 \$	156 712 \$
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	408	29 937 408 \$	32 067 \$
06020	Nouvelle	1 765	77 091 195 \$	82 752 \$
56015	Noyan	1 394	138 444 608 \$	148 696 \$
45020	Ogden	738	179 228 625 \$	192 658 \$
72032	Oka	5 028	363 537 305 \$	605 643 \$
69037	Ormstown	3 562	276 558 850 \$	338 509 \$
84055	Otter Lake	962	101 409 827 \$	108 871 \$
13015	Packington	672	27 503 974 \$	29 480 \$
09040	Padoue	267	9 332 490 \$	10 085 \$
87025	Palmarolle	1 512	53 064 203 \$	57 151 \$
80037	Papineauville	2 131	161 654 420 \$	173 780 \$
38055	Parisville	491	29 113 006 \$	31 291 \$
05032	Paspébiac	3 246	139 783 720 \$	165 246 \$
02005	Percé	3 344	149 031 987 \$	182 314 \$
92010	Péribonka	534	58 266 090 \$	62 581 \$
16005	Petite-Rivière-Saint-François	750	175 149 364 \$	188 261 \$
03015	Petite-Vallée	230	11 366 554 \$	12 154 \$
94205	Petit-Saguenay	753	25 878 733 \$	27 929 \$
77030	Piedmont	2 590	493 369 654 \$	530 132 \$
50113	Pierreville	2 261	159 785 017 \$	171 711 \$
71070	Pincourt	13 679	1 046 716 843 \$	1 874 856 \$
30020	Piopolis	356	70 551 285 \$	75 770 \$
80045	Plaisance	1 025	62 842 885 \$	67 495 \$
32040	Plessisville	6 708	307 688 681 \$	551 078 \$
32045	Plessisville	2 606	162 220 847 \$	174 297 \$
13095	Pohénégamook	2 892	150 903 740 \$	162 143 \$
06030	Pointe-à-la-Croix	1 554	53 028 777 \$	56 892 \$
96030	Pointe-aux-Outardes	1 453	72 536 304 \$	77 839 \$
71055	Pointe-des-Cascades	1 202	79 927 770 \$	85 855 \$
71140	Pointe-Fortune	533	45 677 793 \$	49 134 \$
96025	Pointe-Lebel	1 950	82 406 983 \$	88 441 \$
NR840	Pontiac	21	14 087 304 \$	15 257 \$
34017	Pont-Rouge	8 535	399 589 017 \$	715 807 \$
84020	Portage-du-Fort	277	11 930 209 \$	12 930 \$
97022	Port-Cartier	6 872	509 371 617 \$	900 190 \$
02047	Port-Daniel-Gascons	2 562	71 211 814 \$	76 546 \$
34048	Portneuf	3 067	177 110 002 \$	191 365 \$
NR340	Portneuf	52	21 208 180 \$	22 757 \$
95040	Portneuf-sur-Mer	790	23 244 887 \$	25 084 \$
45030	Potton	1 773	538 527 816 \$	578 749 \$
87035	Pouliaries	698	16 325 150 \$	17 585 \$
88090	Preissac	781	84 078 952 \$	90 252 \$
75040	Prévost	11 747	905 748 319 \$	1 622 462 \$
09065	Price	1 760	49 322 516 \$	53 013 \$
32033	Princeville	5 761	323 636 801 \$	510 220 \$
42032	Racine	1 306	169 326 396 \$	182 055 \$
96040	Ragueneau	1 489	47 055 817 \$	50 686 \$
87010	Rapide-Danseur	333	13 957 284 \$	14 999 \$
84100	Rapides-des-Joachims	177	13 757 064 \$	14 740 \$
62037	Rawdon	10 859	771 687 917 \$	1 382 222 \$
85105	Rémigny	291	11 327 700 \$	12 154 \$
42098	Richmond	3 344	174 236 748 \$	205 070 \$
71133	Rigaud	7 630	720 910 845 \$	1 291 194 \$
10043	Rimouski	46 321	3 070 060 670 \$	5 224 255 \$
80078	Ripon	1 568	122 726 870 \$	131 886 \$
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	167	6 909 505 \$	7 499 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
04020	Rivière-à-Claude	157	6 309 108 \$	6 724 \$
34135	Rivière-à-Pierre	700	62 694 436 \$	67 495 \$
98055	Rivière-au-Tonnerre	356	12 233 022 \$	13 189 \$
71005	Rivière-Beaudette	1 864	184 465 185 \$	198 347 \$
13025	Rivière-Bleue	1 353	54 059 460 \$	58 185 \$
94215	Rivière-Éternité	542	19 394 322 \$	20 947 \$
89010	Rivière-Héva	1 292	49 052 958 \$	52 755 \$
14065	Rivière-Ouelle	1 129	87 916 129 \$	94 389 \$
79037	Rivière-Rouge	4 537	444 918 186 \$	478 153 \$
98050	Rivière-Saint-Jean	269	7 738 915 \$	8 275 \$
91025	Roberval	10 315	555 807 955 \$	995 613 \$
88010	Rochebaucourt	172	2 948 818 \$	3 103 \$
87015	Roquemaure	405	12 538 055 \$	13 447 \$
55037	Rougemont	2 607	250 959 232 \$	269 721 \$
86042	Rouyn-Noranda	41 077	2 168 740 206 \$	3 742 213 \$
48015	Roxton	1 032	118 926 392 \$	127 749 \$
48010	Roxton Falls	1 323	72 408 028 \$	77 839 \$
47047	Roxton Pond	3 844	307 609 978 \$	427 984 \$
95010	Sacré-Coeur	1 987	79 891 503 \$	85 855 \$
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	592	43 699 264 \$	47 065 \$
17015	Saint-Adalbert	567	33 354 227 \$	35 946 \$
08030	Saint-Adelme	518	18 544 206 \$	19 912 \$
35015	Saint-Adelphe	982	58 929 995 \$	63 357 \$
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 786	716 830 983 \$	975 960 \$
40010	Saint-Adrien	482	38 754 425 \$	41 635 \$
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	375	26 037 987 \$	27 929 \$
33045	Saint-Agapit	3 300	200 245 051 \$	236 620 \$
53015	Saint-Aimé	508	96 850 680 \$	104 216 \$
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 158	71 186 720 \$	76 546 \$
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	720	67 386 206 \$	72 408 \$
34097	Saint-Alban	1 139	74 824 965 \$	80 425 \$
39085	Saint-Albert	1 509	88 733 628 \$	95 424 \$
56055	Saint-Alexandre	2 399	224 678 670 \$	241 533 \$
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 977	102 534 591 \$	110 164 \$
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	8 438 622 \$	9 051 \$
63020	Saint-Alexis	560	42 986 248 \$	46 290 \$
63025	Saint-Alexis	719	77 643 425 \$	83 528 \$
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	577	19 127 666 \$	20 429 \$
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 213	241 320 676 \$	285 237 \$
27015	Saint-Alfred	485	32 441 700 \$	34 911 \$
05065	Saint-Alphonse	764	27 547 836 \$	29 480 \$
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 093	259 540 856 \$	285 237 \$
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 255	322 285 355 \$	380 919 \$
94255	Saint-Ambroise	3 555	165 945 382 \$	214 897 \$
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 618	267 447 674 \$	356 093 \$
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	2 653	153 515 151 \$	164 987 \$
14040	Saint-André	643	42 657 112 \$	45 772 \$
80027	Saint-André-Avellin	3 554	239 957 415 \$	310 838 \$
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 199	258 537 823 \$	294 805 \$
06040	Saint-André-de-Restigouche	181	6 436 480 \$	6 982 \$
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	498	19 962 332 \$	21 464 \$
69070	Saint-Anicet	2 694	347 950 001 \$	373 937 \$
19062	Saint-Anselme	3 312	257 083 432 \$	314 717 \$
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	165	30 694 798 \$	33 101 \$
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 568	164 734 675 \$	177 142 \$
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 671	183 731 281 \$	197 571 \$
12015	Saint-Antonin	3 979	208 005 603 \$	295 581 \$
33090	Saint-Apollinaire	5 086	352 908 547 \$	587 800 \$
46017	Saint-Armand	1 159	187 179 848 \$	201 191 \$
12065	Saint-Arsène	1 216	70 414 763 \$	75 770 \$
13100	Saint-Athanase	342	12 989 168 \$	13 964 \$
17055	Saint-Aubert	1 452	121 906 817 \$	131 111 \$
92005	Saint-Augustin	408	15 243 496 \$	16 292 \$
98012	Saint-Augustin	884	23 658 350 \$	25 343 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	717	50 238 246 \$	54 048 \$
51025	Saint-Barnabé	1 219	76 632 549 \$	82 235 \$
54105	Saint-Barnabé-Sud	884	124 902 046 \$	134 214 \$
52055	Saint-Barthélemy	1 973	138 005 209 \$	148 437 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

265

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
34038	Saint-Basile	2 557	161 728 409 \$	173 780 \$
28025	Saint-Benjamin	854	45 685 754 \$	49 134 \$
29100	Saint-Benoît-Labre	1 664	105 815 983 \$	113 784 \$
26055	Saint-Bernard	1 963	193 697 206 \$	208 174 \$
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 518	190 614 026 \$	204 812 \$
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	507	83 922 322 \$	90 252 \$
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 961	211 614 711 \$	227 310 \$
49125	Saint-Bonaventure	1 008	94 736 185 \$	101 889 \$
51085	Saint-Boniface	4 496	235 499 066 \$	362 817 \$
93030	Saint-Bruno	2 563	118 267 047 \$	127 232 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 063	60 023 017 \$	64 392 \$
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	542	26 416 798 \$	28 446 \$
63055	Saint-Calixte	5 754	399 511 749 \$	715 549 \$
40025	Saint-Camille	490	36 340 266 \$	39 049 \$
28070	Saint-Camille-de-Lellis	882	36 623 539 \$	39 307 \$
34078	Saint-Casimir	1 508	65 762 636 \$	70 598 \$
50030	Saint-Célestin	781	40 201 254 \$	43 186 \$
50035	Saint-Célestin	634	64 487 443 \$	69 305 \$
55023	Saint-Césaire	5 526	424 201 387 \$	630 728 \$
61035	Saint-Charles-Borromée	13 045	883 297 496 \$	1 582 120 \$
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 236	164 211 607 \$	176 366 \$
94260	Saint-Charles-de-Bourget	689	31 555 988 \$	33 877 \$
09010	Saint-Charles-Garnier	294	8 024 174 \$	8 534 \$
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 715	218 647 318 \$	235 068 \$
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 153	177 774 600 \$	202 743 \$
69017	Saint-Chrysostome	2 600	208 272 767 \$	223 948 \$
42100	Saint-Claude	1 098	99 979 787 \$	107 578 \$
11005	Saint-Clément	523	21 061 173 \$	22 757 \$
07090	Saint-Cléophas	377	11 039 392 \$	11 896 \$
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	292	16 523 535 \$	17 843 \$
71045	Saint-Clet	1 737	150 772 031 \$	162 143 \$
62065	Saint-Côme	2 292	221 757 159 \$	238 430 \$
29057	Saint-Côme-Linière	3 288	158 236 848 \$	186 968 \$
52062	Saint-Cuthbert	1 905	161 181 049 \$	173 263 \$
12005	Saint-Cyprien	1 228	50 586 105 \$	54 306 \$
28040	Saint-Cyprien	608	28 553 814 \$	30 774 \$
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	796	43 480 329 \$	46 807 \$
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 412	265 314 284 \$	408 589 \$
07105	Saint-Damase	437	18 530 156 \$	19 912 \$
54017	Saint-Damase	2 529	255 671 655 \$	274 893 \$
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	590	31 484 418 \$	33 877 \$
62075	Saint-Damien	2 211	200 105 132 \$	215 156 \$
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 028	132 064 939 \$	141 972 \$
53005	Saint-David	798	130 857 013 \$	140 679 \$
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 792	413 183 451 \$	444 018 \$
14055	Saint-Denis	544	59 057 280 \$	63 357 \$
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 185	418 506 356 \$	477 377 \$
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 306	244 835 563 \$	263 256 \$
52090	Saint-Didace	702	77 935 347 \$	83 787 \$
54060	Saint-Dominique	2 269	206 009 756 \$	221 362 \$
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	465	13 691 378 \$	14 740 \$
09030	Saint-Donat	961	46 575 409 \$	50 169 \$
62060	Saint-Donat	4 493	1 048 907 625 \$	1 615 738 \$
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 190	118 961 518 \$	127 749 \$
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	9 665	1 254 487 162 \$	1 977 521 \$
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	1 036	35 592 069 \$	38 273 \$
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 726	153 189 850 \$	164 729 \$
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	706	30 856 105 \$	33 101 \$
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 874	170 511 768 \$	183 348 \$
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 975	129 895 239 \$	139 644 \$
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 793	90 370 072 \$	97 234 \$
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	656	58 626 351 \$	63 099 \$
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 985	192 027 246 \$	206 363 \$
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 425	580 235 949 \$	731 065 \$
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 835	161 804 507 \$	173 780 \$
79115	Sainte-Anne-du-Lac	664	49 298 149 \$	53 013 \$
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 322	62 677 395 \$	67 236 \$
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	645	46 783 896 \$	50 169 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
28015	Sainte-Aurélie	925	57 326 561 \$	61 547 \$
69065	Sainte-Barbe	1 443	155 950 900 \$	167 573 \$
62020	Sainte-Béatrix	1 817	157 826 109 \$	169 642 \$
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 277	194 476 326 \$	208 950 \$
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	4 729	284 886 885 \$	455 913 \$
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	783	83 714 016 \$	89 993 \$
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	6 087	412 483 474 \$	738 823 \$
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	414	22 564 023 \$	24 308 \$
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	1 960	172 866 545 \$	185 675 \$
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	897	72 587 901 \$	78 097 \$
48020	Sainte-Christine	744	63 590 552 \$	68 271 \$
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	530	80 790 983 \$	86 890 \$
19055	Sainte-Claire	3 185	243 513 319 \$	277 737 \$
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	608	43 341 999 \$	46 548 \$
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 634	157 740 562 \$	169 642 \$
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 596	93 200 639 \$	100 079 \$
33102	Sainte-Croix	2 393	202 671 931 \$	217 742 \$
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	696	62 741 700 \$	67 495 \$
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	424	16 239 631 \$	17 326 \$
68045	Saint-Édouard	1 282	136 322 277 \$	146 627 \$
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	683	30 800 622 \$	33 101 \$
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 281	103 447 919 \$	111 198 \$
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	822	39 170 700 \$	42 152 \$
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	491	49 679 391 \$	53 272 \$
52030	Sainte-Élisabeth	1 577	154 657 067 \$	166 280 \$
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	373	30 763 740 \$	33 101 \$
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 700	120 045 371 \$	129 042 \$
50005	Sainte-Eulalie	915	71 118 097 \$	76 546 \$
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	352	19 116 942 \$	20 429 \$
20010	Sainte-Famille	878	125 071 925 \$	134 472 \$
08023	Sainte-Félicité	1 155	37 133 420 \$	39 825 \$
17025	Sainte-Félicité	412	15 484 000 \$	16 550 \$
09085	Sainte-Flavie	956	60 135 376 \$	64 650 \$
07010	Sainte-Florence	456	15 599 526 \$	16 809 \$
11030	Sainte-Françoise	424	18 040 091 \$	19 395 \$
38035	Sainte-Françoise	468	27 614 508 \$	29 739 \$
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 047	83 138 663 \$	89 476 \$
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 342	178 587 634 \$	191 882 \$
87030	Sainte-Germaine-Boulé	898	26 641 567 \$	28 705 \$
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	901	22 219 075 \$	23 791 \$
91030	Sainte-Hedwidge	885	30 695 102 \$	33 101 \$
14025	Sainte-Hélène	923	47 033 199 \$	50 427 \$
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 642	158 171 088 \$	169 901 \$
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	360	31 277 880 \$	33 618 \$
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	383	11 768 123 \$	12 671 \$
26040	Sainte-Hénédine	1 087	102 632 226 \$	110 423 \$
07040	Sainte-Irène	356	18 842 316 \$	20 171 \$
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	317	14 634 275 \$	15 775 \$
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 144	49 381 190 \$	53 013 \$
63060	Sainte-Julienne	8 910	542 406 161 \$	971 563 \$
28045	Sainte-Justine	1 843	91 294 361 \$	98 010 \$
71115	Sainte-Justine-de-Newton	964	112 310 535 \$	120 767 \$
51075	Saint-Élie	1 783	130 315 172 \$	140 162 \$
11035	Saint-Éloi	323	15 782 131 \$	17 068 \$
17060	Sainte-Louise	689	33 587 041 \$	36 204 \$
50095	Saint-Elphège	266	38 686 935 \$	41 635 \$
09092	Sainte-Luce	2 915	197 527 960 \$	212 311 \$
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	334	14 896 562 \$	16 033 \$
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 345	152 341 248 \$	163 694 \$
05050	Saint-Elzéar	512	18 635 820 \$	19 912 \$
26022	Saint-Elzéar	1 967	163 945 855 \$	176 107 \$
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	338	13 210 295 \$	14 223 \$
54025	Sainte-Madeleine	2 273	150 550 585 \$	161 884 \$
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 544	122 491 247 \$	131 628 \$
26035	Sainte-Marguerite	1 108	99 885 057 \$	107 319 \$
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 500	407 000 152 \$	437 294 \$
07005	Sainte-Marguerite-Marie	207	6 524 288 \$	6 982 \$
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	498	32 899 425 \$	35 428 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

267

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 798	263 367 032 \$	283 168 \$
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 276	77 066 737 \$	82 752 \$
71110	Sainte-Marthe	1 071	167 220 441 \$	179 728 \$
70012	Sainte-Martine	4 791	378 237 571 \$	605 126 \$
61050	Sainte-Mélanie	2 966	220 511 720 \$	236 878 \$
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	561	43 447 000 \$	46 807 \$
50057	Sainte-Monique	517	58 893 728 \$	63 357 \$
93075	Sainte-Monique	930	74 395 801 \$	79 908 \$
08040	Sainte-Paule	228	16 896 515 \$	18 102 \$
17030	Sainte-Perpétue	1 791	70 234 396 \$	75 511 \$
50050	Sainte-Perpétue	979	86 553 462 \$	93 096 \$
20030	Sainte-Pétronille	1 101	150 199 391 \$	161 367 \$
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 633	147 752 847 \$	158 781 \$
12030	Saint-Épiphanie	860	35 526 122 \$	38 273 \$
31050	Sainte-Praxède	425	64 279 019 \$	69 046 \$
11015	Sainte-Rita	353	15 721 061 \$	16 809 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford	751	43 229 528 \$	46 548 \$
94230	Sainte-Rose-du-Nord	468	29 007 499 \$	31 291 \$
28065	Sainte-Sabine	397	18 470 920 \$	19 912 \$
46105	Sainte-Sabine	1 082	115 060 202 \$	123 611 \$
39105	Sainte-Séraphine	409	32 194 426 \$	34 653 \$
75028	Sainte-Sophie	12 423	765 889 428 \$	1 371 878 \$
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	779	45 791 463 \$	49 134 \$
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	640	59 299 882 \$	63 616 \$
63030	Saint-Esprit	1 932	186 850 131 \$	200 933 \$
35050	Sainte-Thècle	2 507	137 583 114 \$	147 920 \$
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 061	30 897 779 \$	33 101 \$
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	359	60 209 868 \$	64 650 \$
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	803	104 030 163 \$	111 716 \$
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	536	113 514 200 \$	122 060 \$
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 301	200 125 197 \$	303 597 \$
49105	Saint-Eugène	1 161	98 708 733 \$	106 026 \$
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	556	17 610 414 \$	18 878 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	500	23 329 608 \$	25 084 \$
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	433	29 331 905 \$	31 549 \$
51040	Sainte-Ursule	1 377	73 009 621 \$	78 356 \$
13030	Saint-Eusèbe	621	27 478 648 \$	29 480 \$
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	610	51 534 529 \$	55 341 \$
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 466	190 476 776 \$	204 812 \$
10070	Saint-Fabien	1 995	109 848 464 \$	118 181 \$
18015	Saint-Fabien-de-Panet	1 057	52 976 423 \$	56 892 \$
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 219	527 647 405 \$	623 745 \$
91042	Saint-Félicien	10 511	628 936 936 \$	1 126 465 \$
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	919	30 834 442 \$	33 101 \$
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 488	118 407 992 \$	127 232 \$
62007	Saint-Félix-de-Valois	5 921	403 127 827 \$	722 014 \$
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 036	69 841 061 \$	74 994 \$
32013	Saint-Ferdinand	2 055	176 073 962 \$	189 296 \$
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	2 748	354 107 604 \$	380 660 \$
33052	Saint-Flavien	1 629	109 670 176 \$	117 922 \$
31030	Saint-Fortunat	272	26 100 152 \$	27 929 \$
20005	Saint-François	582	93 863 770 \$	100 854 \$
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 593	124 172 172 \$	133 438 \$
06055	Saint-François-d'Assise	738	21 393 979 \$	23 015 \$
91015	Saint-François-de-Sales	730	24 112 763 \$	25 860 \$
50128	Saint-François-du-Lac	1 979	131 136 637 \$	140 937 \$
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 077	149 329 533 \$	160 591 \$
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	275	12 316 814 \$	13 189 \$
27065	Saint-Frédéric	1 075	58 898 935 \$	63 357 \$
94235	Saint-Fulgence	2 083	97 581 201 \$	104 992 \$
52080	Saint-Gabriel	2 801	130 740 848 \$	140 420 \$
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 780	223 426 198 \$	240 240 \$
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 252	50 714 143 \$	54 565 \$
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 385	273 414 480 \$	334 630 \$
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	771	23 907 939 \$	25 601 \$
93035	Saint-Gédéon	2 003	156 233 016 \$	167 832 \$
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 287	106 453 539 \$	114 302 \$
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 137	142 030 074 \$	152 575 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
40032	Saint-Georges-de-Windsor	923	65 280 522 \$	70 081 \$
53085	Saint-Gérard-Majella	258	43 371 136 \$	46 548 \$
14045	Saint-Germain	301	21 182 007 \$	22 757 \$
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 411	354 216 592 \$	545 648 \$
19075	Saint-Gervais	2 018	159 496 676 \$	171 452 \$
34060	Saint-Gilbert	284	13 560 390 \$	14 482 \$
33035	Saint-Gilles	2 085	130 126 907 \$	139 903 \$
05015	Saint-Godefroi	391	13 163 200 \$	14 223 \$
49113	Saint-Guillaume	1 573	150 373 018 \$	161 626 \$
11020	Saint-Guy	85	6 739 794 \$	7 241 \$
19068	Saint-Henri	4 691	404 827 949 \$	640 554 \$
93070	Saint-Henri-de-Taillon	742	72 023 689 \$	77 322 \$
44015	Saint-Herménégilde	735	97 951 878 \$	105 251 \$
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	27 601 400 \$	29 739 \$
16050	Saint-Hilarion	1 217	68 341 260 \$	73 443 \$
75045	Saint-Hippolyte	7 970	853 978 562 \$	1 529 624 \$
94240	Saint-Honoré	5 125	235 027 128 \$	352 214 \$
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 637	90 530 460 \$	97 234 \$
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	807	27 087 569 \$	29 222 \$
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 392	96 785 044 \$	103 958 \$
54100	Saint-Hugues	1 295	152 893 428 \$	164 212 \$
54048	Saint-Hyacinthe	53 131	4 322 622 921 \$	7 381 503 \$
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 035	127 338 833 \$	136 800 \$
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	660	84 703 190 \$	91 028 \$
15005	Saint-Irénée	699	102 065 252 \$	109 647 \$
26063	Saint-Isidore	2 677	243 493 220 \$	261 704 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	779	84 796 692 \$	91 028 \$
63013	Saint-Jacques	3 879	296 334 458 \$	412 210 \$
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	172	20 524 808 \$	21 981 \$
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	711	48 733 131 \$	52 496 \$
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 672	163 947 580 \$	176 107 \$
33065	Saint-Janvier-de-Joly	959	65 741 963 \$	70 598 \$
20015	Saint-Jean	983	171 862 826 \$	184 641 \$
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	451	33 261 200 \$	35 687 \$
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	217	6 081 936 \$	6 465 \$
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 629	54 828 236 \$	58 961 \$
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	287	15 471 746 \$	16 550 \$
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 423	370 261 614 \$	570 474 \$
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 350	224 206 319 \$	274 376 \$
21020	Saint-Joachim	1 336	90 287 780 \$	96 975 \$
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 188	119 375 196 \$	128 266 \$
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 556	266 910 412 \$	417 640 \$
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	2 025	152 918 682 \$	164 470 \$
40005	Saint-Joseph-de-Ham-Sud	225	34 250 900 \$	36 721 \$
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	422	22 632 734 \$	24 308 \$
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	549	32 200 093 \$	34 653 \$
27050	Saint-Joseph-des-Érables	425	30 576 683 \$	32 842 \$
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 593	163 457 231 \$	175 590 \$
54110	Saint-Jude	1 190	129 952 709 \$	139 644 \$
27055	Saint-Jules	544	39 157 468 \$	42 152 \$
31035	Saint-Julien	408	29 548 788 \$	31 808 \$
18005	Saint-Just-de-Bretenières	750	38 425 485 \$	41 376 \$
13040	Saint-Juste-du-Lac	630	27 409 717 \$	29 480 \$
51045	Saint-Justin	1 022	77 591 024 \$	83 269 \$
87120	Saint-Lambert	214	3 680 964 \$	3 879 \$
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	5 904	435 962 571 \$	780 975 \$
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 658	231 882 203 \$	249 291 \$
71105	Saint-Lazare	18 922	1 856 497 510 \$	3 325 349 \$
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 180	77 522 451 \$	83 269 \$
08065	Saint-Léandre	404	17 279 175 \$	18 619 \$
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 211	159 309 473 \$	171 194 \$
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 046	53 527 869 \$	57 409 \$
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 190	73 166 228 \$	78 615 \$
07030	Saint-Léon-le-Grand	1 020	32 799 847 \$	35 170 \$
51035	Saint-Léon-le-Grand	973	80 989 020 \$	87 148 \$
54072	Saint-Liboire	2 959	237 001 606 \$	254 722 \$
63065	Saint-Liguori	1 977	146 927 379 \$	158 005 \$
63048	Saint-Lin-Laurentides	16 394	979 537 670 \$	1 707 800 \$

269

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
54120	Saint-Louis	708	71 823 651 \$	77 063 \$
39170	Saint-Louis-de-Blandford	996	64 306 341 \$	69 046 \$
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	443	26 660 891 \$	28 705 \$
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 480	165 011 829 \$	177 400 \$
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 323	52 478 699 \$	56 375 \$
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	481	29 529 262 \$	31 808 \$
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	532	34 908 390 \$	37 497 \$
49030	Saint-Lucien	1 617	108 881 239 \$	117 146 \$
30072	Saint-Ludger	1 221	67 558 756 \$	72 667 \$
93080	Saint-Ludger-de-Milot	724	37 285 715 \$	40 083 \$
28075	Saint-Magloire	731	42 265 552 \$	45 514 \$
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 227	91 362 357 \$	98 268 \$
19025	Saint-Malachie	1 462	94 950 667 \$	102 147 \$
44003	Saint-Malo	549	47 373 421 \$	50 944 \$
88040	Saint-Marc-de-Figuery	803	33 880 553 \$	36 463 \$
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 790	134 811 817 \$	144 816 \$
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	436	19 849 033 \$	21 205 \$
17020	Saint-Marcel	501	22 751 873 \$	24 567 \$
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	550	71 143 964 \$	76 546 \$
10025	Saint-Marcellin	337	24 923 607 \$	26 894 \$
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	1 997	228 892 554 \$	245 929 \$
29045	Saint-Martin	2 535	128 486 961 \$	138 093 \$
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	689	53 449 905 \$	57 409 \$
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	752	45 986 401 \$	49 393 \$
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 473	155 858 482 \$	167 573 \$
37230	Saint-Maurice	2 720	142 370 927 \$	153 092 \$
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 151	34 683 388 \$	37 239 \$
11025	Saint-Médard	262	7 571 585 \$	8 017 \$
68050	Saint-Michel	2 899	250 459 523 \$	269 204 \$
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 758	182 474 196 \$	196 019 \$
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 664	348 335 757 \$	374 454 \$
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 200	48 089 841 \$	51 720 \$
12020	Saint-Modeste	1 103	72 463 944 \$	77 839 \$
07095	Saint-Moïse	616	21 096 847 \$	22 757 \$
37240	Saint-Narcisse	1 794	100 576 958 \$	108 095 \$
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 045	132 374 324 \$	142 230 \$
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 082	52 540 030 \$	56 375 \$
93045	Saint-Nazaire	1 937	80 313 036 \$	86 373 \$
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	872	95 360 186 \$	102 406 \$
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	382	22 242 616 \$	23 791 \$
19045	Saint-Nérée	755	50 263 848 \$	54 048 \$
07100	Saint-Noël	447	11 469 900 \$	12 413 \$
52070	Saint-Norbert	1 030	78 279 534 \$	84 045 \$
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 162	78 989 986 \$	84 821 \$
09055	Saint-Octave-de-Métis	486	20 393 644 \$	21 981 \$
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 490	83 952 756 \$	90 252 \$
17005	Saint-Omer	328	18 649 221 \$	20 171 \$
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	567	25 713 504 \$	27 670 \$
53032	Saint-Ours	1 695	169 399 330 \$	182 055 \$
14070	Saint-Pacôme	1 637	68 837 266 \$	73 960 \$
17010	Saint-Pamphile	2 611	119 280 478 \$	128 266 \$
14018	Saint-Pascal	3 450	191 976 012 \$	230 413 \$
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 090	107 595 370 \$	115 595 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 954	225 504 629 \$	242 309 \$
61005	Saint-Paul	4 812	280 075 622 \$	454 879 \$
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 873	282 127 998 \$	303 339 \$
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	381	15 122 420 \$	16 292 \$
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 010	193 287 933 \$	207 657 \$
18030	Saint-Paul-de-Montminy	845	61 897 032 \$	66 460 \$
51060	Saint-Paulin	1 582	91 237 815 \$	98 010 \$
19005	Saint-Philémon	777	57 358 377 \$	61 547 \$
29065	Saint-Philibert	395	26 498 316 \$	28 446 \$
14060	Saint-Philippe-de-Néri	864	37 425 401 \$	40 342 \$
54008	Saint-Pie	5 130	440 612 612 \$	473 498 \$
49130	Saint-Pie-de-Guire	452	46 227 811 \$	49 651 \$
61020	Saint-Pierre	326	31 735 600 \$	34 135 \$
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 007	66 856 524 \$	71 891 \$
32050	Saint-Pierre-Baptiste	431	59 267 440 \$	63 616 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011, 2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	901	62 321 729 \$	66 978 \$
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	121	9 035 026 \$	9 827 \$
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 808	176 668 434 \$	189 813 \$
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 192	78 010 276 \$	83 787 \$
72043	Saint-Placide	1 718	182 985 583 \$	196 537 \$
71020	Saint-Polycarpe	1 851	197 996 264 \$	212 829 \$
91035	Saint-Prime	2 639	144 388 291 \$	155 161 \$
28020	Saint-Prosper	3 530	150 333 795 \$	194 726 \$
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	507	44 534 831 \$	47 841 \$
19082	Saint-Raphaël	2 365	150 257 775 \$	161 367 \$
34128	Saint-Raymond	9 592	606 121 719 \$	1 085 606 \$
68055	Saint-Rémi	6 995	539 433 498 \$	966 133 \$
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	456	40 957 668 \$	43 962 \$
29050	Saint-René	662	32 466 110 \$	34 911 \$
08035	Saint-René-de-Matane	1 042	39 686 342 \$	42 669 \$
53020	Saint-Robert	1 738	159 526 286 \$	171 452 \$
30070	Saint-Robert-Bellarmin	643	42 340 128 \$	45 514 \$
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	4 757	374 669 290 \$	599 437 \$
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	284	32 477 501 \$	34 911 \$
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 070	136 836 199 \$	147 144 \$
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	930	75 098 559 \$	80 683 \$
63040	Saint-Roch-Ouest	294	45 938 500 \$	49 393 \$
30100	Saint-Romain	649	67 631 547 \$	72 667 \$
39145	Saint-Rosaire	831	65 467 486 \$	70 339 \$
39130	Saint-Samuel	713	39 569 208 \$	42 411 \$
26010	Saints-Anges	1 090	79 425 225 \$	85 338 \$
77043	Saint-Sauveur	9 764	1 686 397 025 \$	2 618 075 \$
30085	Saint-Sébastien	730	55 582 609 \$	59 737 \$
56050	Saint-Sébastien	671	131 123 517 \$	140 937 \$
51030	Saint-Sévère	346	30 542 000 \$	32 842 \$
27070	Saint-Séverin	292	23 130 468 \$	24 826 \$
35020	Saint-Séverin	830	51 567 122 \$	55 341 \$
05055	Saint-Siméon	1 187	42 866 635 \$	46 031 \$
15058	Saint-Siméon	1 351	75 581 728 \$	81 201 \$
11055	Saint-Simon	420	30 370 516 \$	32 584 \$
54090	Saint-Simon	1 245	130 263 449 \$	139 903 \$
29125	Saint-Simon-les-Mines	517	31 231 042 \$	33 618 \$
80070	Saint-Sixte	479	26 757 852 \$	28 705 \$
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	263	59 117 357 \$	63 616 \$
37245	Saint-Stanislas	960	70 509 267 \$	75 770 \$
92070	Saint-Stanislas	351	16 897 643 \$	18 102 \$
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 623	168 845 700 \$	181 538 \$
38005	Saint-Sylvère	847	63 789 514 \$	68 529 \$
33007	Saint-Sylvestre	1 032	90 650 104 \$	97 493 \$
71015	Saint-Télesphore	780	94 989 067 \$	102 147 \$
07070	Saint-Tharcisius	452	12 800 168 \$	13 706 \$
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 504	124 112 649 \$	133 438 \$
29005	Saint-Théophile	774	64 596 442 \$	69 305 \$
61027	Saint-Thomas	3 041	261 499 695 \$	287 306 \$
92045	Saint-Thomas-Didyme	691	35 567 717 \$	38 273 \$
34085	Saint-Thuribe	306	16 222 580 \$	17 326 \$
35027	Saint-Tite	3 725	218 980 462 \$	298 167 \$
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 448	96 321 521 \$	103 440 \$
34090	Saint-Ubalde	1 473	108 972 824 \$	117 146 \$
08073	Saint-Ulric	1 684	71 847 031 \$	77 322 \$
16055	Saint-Urbain	1 458	79 126 344 \$	85 080 \$
70005	Saint-Urbain-Premier	1 121	120 977 087 \$	130 076 \$
56030	Saint-Valentin	472	68 397 100 \$	73 443 \$
39135	Saint-Valère	1 303	79 219 423 \$	85 080 \$
10060	Saint-Valérien	838	45 724 790 \$	49 134 \$
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 704	179 079 667 \$	192 399 \$
19117	Saint-Vallier	1 021	94 254 549 \$	101 372 \$
44005	Saint-Venant-de-Paquette	136	16 359 272 \$	17 585 \$
07075	Saint-Vianney	498	17 279 005 \$	18 619 \$
27008	Saint-Victor	2 550	180 955 353 \$	194 468 \$
50023	Saint-Wenceslas	1 112	91 465 638 \$	98 268 \$
28005	Saint-Zacharie	1 836	89 859 686 \$	96 458 \$
62080	Saint-Zénon	1 307	128 618 831 \$	138 351 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

271

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	403	17 185 835 \$	18 361 \$
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	809	83 003 950 \$	89 217 \$
71025	Saint-Zotique	6 434	515 185 980 \$	922 947 \$
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 050	2 697 941 629 \$	4 784 375 \$
07085	Sayabec	1 876	98 178 131 \$	105 509 \$
97040	Schefferville	200	7 373 589 \$	8 017 \$
41080	Scotstown	559	26 536 104 \$	28 446 \$
26048	Scott	2 020	131 517 541 \$	141 455 \$
89040	Senneterre	3 069	122 074 122 \$	134 214 \$
89045	Senneterre	1 235	52 688 000 \$	56 634 \$
97007	Sept-Îles	26 220	2 046 609 049 \$	3 604 896 \$
NR971	Sept-Rivières	129	18 833 598 \$	20 171 \$
22020	Shannon	4 782	252 657 515 \$	404 193 \$
36033	Shawinigan	50 784	2 710 313 134 \$	4 644 472 \$
84010	Shawville	1 540	101 741 746 \$	109 388 \$
84095	Sheenboro	166	41 856 080 \$	44 997 \$
47035	Shefford	7 195	615 438 963 \$	1 102 416 \$
05010	Shigawake	329	11 876 626 \$	12 671 \$
53052	Sorel-Tracy	34 234	2 132 578 583 \$	3 820 052 \$
46045	Stanbridge East	836	97 984 473 \$	105 251 \$
46030	Stanbridge Station	303	40 662 328 \$	43 704 \$
45008	Stanstead	2 879	187 505 114 \$	201 450 \$
45025	Stanstead	1 020	485 661 900 \$	521 857 \$
44050	Stanstead-Est	607	93 829 108 \$	100 854 \$
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 750	241 003 375 \$	259 118 \$
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 681	273 898 828 \$	484 101 \$
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	361	12 773 152 \$	13 706 \$
42005	Stoke	2 755	219 390 677 \$	235 844 \$
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	6 877	628 343 576 \$	1 125 431 \$
30105	Stornoway	574	46 299 070 \$	49 651 \$
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	542	66 105 220 \$	71 115 \$
30110	Stratford	1 106	159 142 571 \$	170 935 \$
45105	Stukely-Sud	949	91 097 530 \$	98 010 \$
46058	Sutton	4 047	810 295 102 \$	1 001 561 \$
95005	Tadoussac	831	70 637 443 \$	76 029 \$
87042	Taschereau	1 010	18 789 637 \$	20 171 \$
85005	Témiscaming	2 514	178 786 382 \$	192 140 \$
NR850	Témiscamingue	184	32 597 346 \$	34 911 \$
13073	Témiscouata-sur-le-Lac(issu fusion en 2010 N	5 183	284 977 142 \$	311 355 \$
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 934	160 617 623 \$	172 745 \$
84045	Thorne	403	83 643 703 \$	89 993 \$
80050	Thurso	2 378	198 010 845 \$	212 829 \$
39025	Tingwick	1 427	110 018 073 \$	118 181 \$
17035	Tourville	679	19 657 391 \$	21 205 \$
88075	Trécesson	1 332	57 057 017 \$	61 288 \$
71125	Très-Saint-Rédempteur	824	67 782 500 \$	72 925 \$
69030	Très-Saint-Sacrement	1 258	151 688 850 \$	162 919 \$
27060	Tring-Jonction	1 409	66 177 560 \$	71 115 \$
11040	Trois-Pistoles	3 376	152 042 959 \$	186 193 \$
35055	Trois-Rives	439	92 645 000 \$	99 561 \$
42078	Ulverton	377	38 500 679 \$	41 376 \$
48038	Upton	1 971	158 502 516 \$	170 418 \$
33070	Val-Alain	930	56 187 663 \$	60 513 \$
07080	Val-Brillant	992	43 394 420 \$	46 548 \$
42055	Valcourt	2 328	179 935 206 \$	193 433 \$
42060	Valcourt	1 018	89 738 688 \$	96 458 \$
78010	Val-David	4 386	518 197 305 \$	785 888 \$
80140	Val-des-Bois	883	111 190 278 \$	119 474 \$
78100	Val-des-Lacs	757	163 276 167 \$	175 590 \$
89008	Val-d'Or	31 845	1 737 504 562 \$	2 987 875 \$
42095	Val-Joli	1 475	131 220 705 \$	140 937 \$
NR890	Vallée-de-l'Or	330	11 504 034 \$	12 413 \$
26015	Vallée-Jonction	1 918	112 618 871 \$	121 025 \$
78005	Val-Morin	2 952	357 877 400 \$	384 540 \$
30015	Val-Racine	158	23 737 824 \$	25 601 \$
87105	Val-Saint-Gilles	178	3 600 420 \$	3 879 \$
71083	Vaudreuil-Dorion	31 461	2 846 650 368 \$	5 099 092 \$
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 357	183 145 080 \$	196 795 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture réelle 2011
56005	Venise-en-Québec	1 393	177 530 626 \$	190 847 \$
39062	Victoriaville	42 518	2 446 582 395 \$	4 382 509 \$
85025	Ville-Marie	2 585	136 549 848 \$	146 885 \$
32085	Villerooy	468	35 289 172 \$	38 014 \$
84070	Waltham	335	30 262 269 \$	32 584 \$
47030	Warden	360	17 449 839 \$	18 878 \$
39077	Warwick	4 896	313 703 692 \$	464 447 \$
47025	Waterloo	3 935	258 277 504 \$	366 955 \$
44080	Waterville	2 007	141 641 910 \$	152 316 \$
41098	Weedon	2 755	218 712 247 \$	235 068 \$
76035	Wentworth	533	172 480 400 \$	185 417 \$
77060	Wentworth-Nord	1 428	360 303 900 \$	387 126 \$
41065	Westbury	974	72 821 505 \$	78 356 \$
49040	Wickham	2 530	176 711 517 \$	189 813 \$
42088	Windsor	5 320	403 998 288 \$	694 602 \$
40017	Wotton	1 525	87 625 817 \$	94 131 \$
51020	Yamachiche	2 762	211 306 100 \$	227 052 \$
53072	Yamaska	1 649	115 481 108 \$	124 128 \$
		2 417 628	182 810 967 901 \$	258 601 125 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

55. La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 55 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, celles qui étaient desservies par un corps de police municipal avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :

- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant) – **pas d'entente, municipalité défusionnée**;
- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog) – **date de renouvellement : 31 décembre 2016**;
- Thetford Mines (Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines);
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie);
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges).

Par ailleurs, deux municipalités qui sont actuellement desservies par un corps de police municipal ont demandé au ministre de la Sécurité publique l'abolition de celui-ci et le transfert à la Sûreté du Québec (SQ) :

- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (autorisation d'abolition signée le 13 décembre 2011);
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (autorisation d'abolition signée le 21 février 2012).

La date de prise en charge par la SQ de la desserte policière de Rivière-du-Loup sera le 30 avril 2012. La date de prise en charge par la SQ de la desserte policière de Sainte-Adèle n'est pas encore connue.

Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

En 2011-2012, aucune nouvelle entente intermunicipale n'a été signée pour ces municipalités.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

56. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention.
Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 56 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011-2012.					
Projets	Établissements de détention	Livraison	Coût	Capacité	Commentaires
Sept-Îles	Construction ¹	2014	78,2 M\$	55 cellules	Étape du dossier d'affaires final
Roberval	Construction ¹	2014	107,4 M\$	180 cellules	Étape du dossier d'affaires final
Amos	Construction ¹	2015	111,2 M\$	170 cellules	Étape du dossier d'affaires final
Sorel-Tracy	Construction ¹	2015	142,8 M\$	300 cellules	Étape de l'appel de propositions
Québec	Rénovation	2013	39,3 M\$	-	Construction en cours
Gatineau	Rénovation	2013	2,9 M\$	-	Plans en préparation
Sherbrooke	Rénovation	2013	2,1 M\$	-	Plans en préparation
¹ L'estimation des coûts, par la SIQ, pour la réalisation de ces projets a été calculée sur les projections au 1 ^{er} trimestre 2009					
Note: Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor					
Mis à jour le 16 mars 2012					

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

57. Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Sorel.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 57 : Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Sorel.

Lancement de l'appel de qualification (SEAO) : Juin 2010
Lancement de l'appel de propositions : Septembre 2011
Signature de l'entente : 1^{er} trimestre 2013
Début de la construction : 2^e trimestre 2013
Livraison anticipée : 2015

Note : Les dates reflètent les dernières évaluations effectuées par la Société immobilière du Québec

1^{er} mars 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

58. Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Roberval.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 58 : Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Roberval.

Finalisation des plans et devis définitifs :	Juillet 2011
Approbation du Conseil des ministres:	Printemps 2012
Appel d'offres :	Printemps/été 2012
Début de la construction :	Automne 2012
Livraison anticipée :	2014

Note : Les dates reflètent les dernières évaluations effectuées par la Société immobilière du Québec

1^e mars 2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

59. La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 59 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.			
Identification	Effectifs 2011-2012	Budget initial \$ 2011-2012	
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine -70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 -96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	8 2	691 300	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik -1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	7	584 900	
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord -3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquièrre (Québec) G7X 8L6 -625, boulevard Lafèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	6 3	629 200	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec -4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	8	543 800	
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie -200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 -165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	3 12	730 700	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides - 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 -85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8 -430, de Lanaudière, Local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	7 3 3	897 700	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec -817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 -170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	5 4	662 000	
	71	4 739 600	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

60. La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement
PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2011-2012

Organisme	Montant accordé
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Îles (AJOI)-Montréal	50 000 \$
L'Avenue justice alternative-MRC l'Assomption	55 000 \$
Centre des jeunes Saint-Sulpice-Montréal	45 000 \$
Centre d'intervention-Jeunesse des Maskoutains-Montérégie	45 000 \$
Club garçons et filles de LaSalle-Montréal	36 000 \$
Coalition Sherbrookeoise pour le travail de rue-Sherbrooke	44 000 \$
Dopamine-Montréal	75 000 \$
Évasion St-Pie X- Québec	56 000 \$
Groupe action jeunesse de Charlevoix- Charlevoix	31 000 \$
Groupe communautaire Deschênes-Gatineau	54 000 \$
Maison des jeunes par la Grand'porte-Montréal	40 000 \$
Maison des jeunes de Saint-Léonard-Montréal	45 000 \$
Maison des jeunes l'Escalier de Lachine-Montréal	76 000 \$
Maison de transition de Montréal	40 000 \$
Maison d'Haïti-Montréal	70 000 \$
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc.-Québec	41 000 \$
Maison des jeunes Châtelois-Châteauguay	30 000 \$
Macadam Sud-Longueuil	50 000 \$
Les Œuvres de la Maison Dauphine inc.-Québec	60 000 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (PACT de rue)-Montréal	40 000 \$
Rue action préventive (RAP) jeunesse-Montréal	40 000 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides - Québec	33 000 \$
Tandem-Jeunesse – Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques	60 000 \$
Travail de rue / Action communautaire (TRAC)-Montréal	45 000 \$
Un itinéraire pour tous-Montréal	31 000 \$
Société de criminologie du Québec-Laval	58 000 \$
TOTAL	1 250 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2011-2012 QUI SERONT VERSÉS CONFORMÉMENT À LA DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR)

Organisme	Financement accordé
ADPQ	142 000 \$
Blainville	7 800 \$
Bromont	8 580 \$
Châteauguay	22 620 \$
Deux-Montagnes	8 580 \$
Ecole nationale de police du Québec	34 630 \$
Gatineau	74 100 \$
Granby	24 180 \$
Laval	98 280 \$
Lévis	35 880 \$
Longueuil	100 620 \$
Memphrémagog	19 500 \$
Mirabel	13 260 \$
Mont-Tremblant	21 060 \$
MRC Les Collines de l'Outaouais	14 040 \$
Québec	206 700 \$
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	36 660 \$
Richelieu-St-Laurent	46 800 \$
Rivière-du-Loup	12 480 \$
Roussillon	20 280 \$
Saguenay	55 380 \$
Sainte-Marie	6 240 \$
Saint-Eustache	17 160 \$
Saint-Georges	14 820 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	35 100 \$
Saint-Jérôme	24 180 \$
Sherbrooke	55 380 \$
SPVM	1 593 970 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Terrebonne	35 880 \$
Thérèse-De Blainville	22 620 \$
Thetford-Mines	12 480 \$
Trois-Rivières	56 940 \$
Réserve CPM - remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	30 000 \$
Réserve pour les CPM – remboursement des frais relatifs aux sanctions	85 000 \$
Réserve CPM - remboursement des frais de formations	62 000 \$
TOTAL	3 055 200 \$

PROGRAMME ACCÉF ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2011-2012 QUI SERONT VERSÉS CONFORMÉMENT À LA DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR)

Corps de police	Financement accordé
Service de police de la Ville de Montréal	2 954 400 \$

PROGRAMME ACCÈS TABAC
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2011-2012 QUI SERONT VERSÉS D'APRÈS LES PRÉVISIONS DU MSP)

Corps de police	Financement accordé
Laval	346 090 \$
Québec	300 000 \$
Richelieu-St-Laurent	148 650 \$
Roussillon	154 260 \$
Saguenay	175 000 \$
Saint-Eustache	156 000 \$
Saint-Jérôme	300 000 \$
Sherbrooke	300 000 \$
SPVM	3 925 500 \$
Réserve CPM - remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	250 000 \$
Réserve CPM - remboursement des frais de formations	108 500 \$
TOTAL	6 164 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

FONDS POUR LE RECRUTEMENT DES POLICIERS

GANGS DE RUE

(Maximums prévus pour 2011-2012 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ, à l'exception d'une somme de 8,1 M\$ versée directement par le MSP au SPVM)	
ERM - Gangs de rue Québec / Rive-Sud	1 129 956 \$
ERM - Gangs de rue Laval / Couronne Nord	1 790 757 \$
ERM - Gangs de rue Montréal	1 104 156 \$
ERM - Gangs de rue Outaouais	898 223 \$
Plan d'action Gangs de rue 2011-2012 - SPVM	8 109 625 \$
Coordination Gangs de rue SQ	313 282 \$
Total	13 345 999 \$

PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE DROGUE

(Maximums prévus pour 2011-2012 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ)

ERM – Drogue Québec/Rive-Sud	553 396 \$
ERM – Drogue Mauricie/Centre du Québec	382 615 \$
ERM – Drogue Montréal	246 747 \$
ERM – Drogue Estrie	389 200 \$
Total	1 571 958 \$

CYBERCRIMINALITÉ

(Maximums prévus pour 2011-2012 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ, à l'exception d'une somme de 568,7 K\$ versée directement par le MSP au SPVM)

Service de police de la Ville de Québec (SPVQ\SQ)	821 329 \$
Service de police de la Ville de Montréal	568 693 \$
Total :	1 390 022 \$

PHÉNOMÈNES PONCTUELS

(Maximums prévus pour 2011-2012 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ, à l'exception d'une somme de 150,0 k\$ versée directement par le MSP au SPVQ)

Disparition de personnes	358 710 \$
Soutien Enquêtes - Nunavik	1 082 357 \$
Service de police de la Ville de Québec – Violence conjugale	150 000 \$
Total	1 591 067 \$

Total Fonds pour le recrutement de policiers :

17 899 046 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

2- AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

Centre international pour la prévention de la criminalité
École nationale de police du Québec
Projet de prévention de la criminalité dans la communauté de Kanesatake

60 000 \$
6 589 200 \$
100 000 \$
Total : 6 749 200 \$

Programme d'aide financière à certaines municipalités rurales desservies par un corps de police municipal

Saint-Isidore
Saint-Mathieu
Richelieu

152 394 \$
62 316 \$
76 684 \$
Total : 291 394 \$
38 363 240 \$

TOTAL DES PROGRAMMES :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Mis en forme

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ - 2011-2012

Organisme	Titre du projet	Motifs du refus
Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Képart)	Xpression	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
L' Aiguillage	Cafés-rencontres de l' Aiguillage	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal (Y des femmes de Montréal)	« PARA-CHUTES »	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre d'aide aux familles latino américaines- CAFLA	Projet Décollage	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre Défi-jeunesse de St-François	Inter-Action	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre communautaire « Le Coumbite de Laval »	Jeunes à risque de rechute, Prévention, Suivi et Intervention	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme.
Centre communautaire Tyndale-St-Georges	Youth Empowerment Programs	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Centre de loisirs communautaires Lajeunesse inc.	Médiation sociale ROUSSELOT	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Comité de travail de rue d'Alma inc.	Jeune à risque : notre réalité	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
La Corporation les Adolescents et la Vie de Quartier de Chicoutimi	Travail de milieu- Anime-moi!	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Défi-Jeunesse Sept-Îles	Projet HLM-Travaillleur de milieu	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Équipe R.D.P	Intervention de milieu auprès des garçons du quartier à Rivière-des-Prairies	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Festival Urban Jam	De la rue à l'école en passant par le gymnase	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Le Grand Pas	Jack le taggeur- Zéro graffitis	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Le Journal de la Rue	Un ex-membre de gang de rue retourne à la rue	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes L'Énigme de Beupré	TAG-Projet de travail de rue à l'année	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de Granby inc.	Itinéraire travail de milieu, phase implantation	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de Mascouche	Projet Phoenix	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Maison des jeunes de Varennes	Travail de milieu- Varennes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Les Monarques de Montréal	Intervention en soirée	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme.
MotivAction Jeunesse	IntégrAction jeunesse	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme.
Passages : Ressources pour jeunes femmes en difficulté	La Maison	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme.
Patro Laval inc.	L'escouade authentique	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Prévention Notre-Dame-de-Grâce	Travailleurs de milieu- Prévention du vandalisme et des graffitis illégaux	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Prévention Sud-Ouest	Des outils pour agir	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Projet LOVE- Vivre sans violence	3 Comités de prévention de la violence dans la région Sud-Ouest de Montréal	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Relais des jeunes Gatinois	Ma gang au service de la communauté- Équipe ambulante de prévention (EAP)	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme.
Solidarité Ahuntic	Volet intensif 6-12 ans : milieu de vie, école et communauté	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme.
Travailleurs de rue de La Tuque inc.	Travail de rue et de milieu	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Fonds pour le recrutement de policiers

LISTE DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS DE RECRUTEMENT DES POLICIERS

Organisme	Titre du projet	Raison du refus
Service de police de la Ville de Montréal	Production et distribution de drogues	Les disponibilités budgétaires du Fonds n'ont pas permis de soutenir ce nouveau projet.
Service de police de la Ville de Montréal	Projet Impact - Incendies criminels	Les disponibilités budgétaires du Fonds n'ont pas permis de soutenir ce nouveau projet.
Service de police de la Ville de Montréal	Violence conjugale	Les disponibilités budgétaires du Fonds n'ont pas permis de soutenir ce nouveau projet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012.

Subventions ad hoc	
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	25 000
Administration régionale Kativik – contribution financière pour la formation des pompiers	125 000
École Nationale des pompiers du Québec	511 400
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie – contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d'éducation du public sur les avalanches.	<u>50 000</u>
Sous-Total	711 400
Programme de financement d'une unité spécialisée d'intervention lors d'événements comportant des risques de nature chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN)	
Ville de Montréal	175 000
Ville de Québec	<u>87 500</u>
Sous-Total	262 500
Programme de prévention des principaux risques naturels	
Municipalité de la Paroisse de Ragueneau	16 581
Ouranos inc.	<u>66 000</u>
Sous-Total	82 581

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012.

Programme des schémas de couverture de risques

MRC de La Côte-de-Beaupré – versement 5	20 000
MRC d'Abitibi-Ouest – versement 5	20 000
MRC de Mékinac – versement 5	20 000
MRC de Pontiac – versement 4	20 000
MRC de l'Assomption – versement 4	20 000
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau – versement 4	20 000
MRC de Matane – versement 5	20 000
Agglomération de La Tuque – versement 5	20 000
MRC de Sept-Rivières –versement 6	20 000
MRC de Charlevoix – versement 4	20 000
Municipalité de la Baie-James – versement 4	20 000
MRC de Joliette – versement 5	20 000
MRC des Appalaches – versement 5	20 000
MRC de Deux-Montagnes – versement 4	20 000
MRC des Pays-d'en-Haut – versement 6	20 000
MRC des Maskoutains – versement 4	20 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012.		
Programme des schémas de couverture de risques		
MRC des Sources – versement 4		20 000
MRC des Collines-de-l'Outaouais – versement 5		20 000
MRC des Chenaux – versement 5		20 000
MRC de Thérèse-De Blainville – versement 5		20 000
MRC de Matawinie – versement 5		20 000
MRC de La Jacques-Cartier – versement 6		20 000
MRC de L'Érable – versement 6		20 000
MRC de Kamouraska – versement 4		20 000
MRC des Basques – versement 4		20 000
MRC de La Vallée-du-Richelieu – versement 6		20 000
MRC du Lac-Saint-Jean-Est – versement 6		20 000
MRC de Pontiac – versement 5		20 000
MRC de Rouville – versement 4		20 000
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau – versement 5		20 000
MRC de Portneuf – versement 6		20 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 60 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2011-2012.	
Programme des schémas de couverture de risques	
MRC du Haut-St-Laurent – versement 4	20 000
MRC de Rimouski-Neigette – versement 6	20 000
MRC de Drummond – versement 4	20 000
MRC de l'Assomption – versement 5	20 000
MRC de Rivière-du-Loup – versement 5	20 000
Sous-Total	720 000
Grand Total	1 776 481

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

61. Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 61 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2012-2013.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ)	Année 2005-2006	289 700 \$ ¹
	Année 2006-2007	530 000 \$
	Année 2007-2008	434 200 \$
	Année 2008-2009	441 500 \$
	Année 2009-2010	440 200 \$
	Année 2010-2011	436 600 \$
	Année 2011-2012	390 800 \$

¹ Le montant reflète la création en cours d'année de la Direction de la sécurité de l'État.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2005-2006	350 000 \$
	Année 2006-2007	350 000 \$
	Année 2007-2008	350 000 \$
	Année 2008-2009	350 000 \$
	Année 2009-2010	350 000 \$
	Année 2010-2011	350 000 \$
	Année 2011-2012	262 500 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

62. Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 62 : Liste des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

- 2005 : mise sur pied du Comité provincial du milieu policier sur le profilage racial (CPMPPR).
- 2006 : le Commissaire à la déontologie policière a introduit dans son rapport annuel une section portant sur les plaintes liées au profilage racial. On peut y retrouver le nombre de plaintes, leur provenance et leur répartition par corps de police.
- 2007 : production du guide « *L'intervention policière dans une société en changement. Comprendre et prévenir le profilage racial et illicite* » (2007) et distribution massive dans les organisations policières. La plupart des organisations policières ayant offert des formations à leur personnel en vue de prévenir le profilage racial se sont appuyées sur ce document.
- 2008 : participation à certaines des actions énoncées dans le plan d'action gouvernemental *La Diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, 2008-2013*.
- 2009 : reprise des travaux du CPMPPR et redéfinition de sa mission.
- 2009 : embauche par l'École nationale de police du Québec d'un expert afin d'améliorer les compétences des services policiers en matière de gestion de la diversité culturelle.
- 2009 : participation du MSP au colloque « Développements récents en profilage racial », organisé par le service de la formation continue du Barreau du Québec.
- 2009 : participation du MSP au colloque « La prestation de services policiers dans une société multiculturelle : réflexion et échanges », organisé par Francopol (réseau international francophone de formation policière).
- 2010 : dans la programmation du Séminaire Intersection/MSP, un atelier avait pour objectif de sensibiliser les organisations policières par rapport à la question de la diversité. La première partie a traité des tendances récentes de la diversité de la population du Québec tandis que la deuxième partie a abordé les questions de l'intervention policière et du développement des compétences interculturelles des policiers.
- 2011 : dépôt du rapport sur le profilage racial de la Commission des droits de la personne et droits de la jeunesse (CDPDJ). Le MSP a procédé à l'analyse des recommandations formulées par la CDPDJ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

63. Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 63 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat. Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (5) pour l'année 2011-2012 :

	Salaires	Contrats	TOTAL 2011-2012	TOTAL 2010-2011	TOTAL 2009-2010	TOTAL 2008-2009	TOTAL 2007-2008	TOTAL 2006-2007
Secteur est	1 277 813 \$	708 437 \$	1 986 250 \$	1 795 512 \$	1 919 544 \$	1 781 458 \$	1 577 000 \$	1 577 000 \$
Secteur ouest	1 423 152 \$	579 000 \$	2 002 152 \$	1 915 919 \$	2 042 173 \$	1 894 404 \$	1 701 400 \$	1 532 800 \$
Secteur sud	1 412 932 \$	530 057 \$	1 942 989 \$	1 902 459 \$	1 905 108 \$	1 774 704 \$	1 662 700 \$	1 377 400 \$
Secteur Île de Montréal	5 106 003 \$	663 973 \$	5 769 976 \$	5 461 997 \$	4 981 074 \$	4 667 787 \$	4 288 000 \$	4 053 100 \$
Secteur Palais justice Québec	1 864 834 \$	60 000 \$	1 924 834 \$	1 782 934 \$	1 571 596 \$	1 703 000 \$	1 620 600 \$	1 425 100 \$
			13 626 201 \$	12 858 821 \$	12 419 495 \$	11 821 353 \$	10 849 700 \$	9 965 400 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

64. Copie des recommandations émises par les coroners, en 2011-2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

(RÉFÉRER À LA FIN DE CE DOCUMENT)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

65. Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 65: Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2011-2012.		
Catégorie d'emploi	2011-2012	
	Effectifs autorisés	Masse salariale
Coroners	11	1 492 770
Cadres supérieurs	2	195 541
Professionnels	8	700 310
Techniciens et employés de bureau	28	1 112 353
	49	3 500 974



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

66. La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 66 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.		
Coroners *	Rémunération (\$)	Augmentations prévues
Coroners investigateurs		Conformément aux orientations gouvernementales
Brochu, Jean-E	124 091	
Chouinard, Lyne	131 696	
Calvet, Martin	124 091	
Éthier, Gilles	131 696	
Nolet, Louise	168 973	
Ramsay, Jacques (congé sans solde jusqu'au 22 octobre 2011)	23 864	
Total	704 411	
Coroners enquêteurs		
Kronström, Andrée	119 594	
Malouin, Luc	119 594	
Rudel-Tessier, Catherine	119 594	
Total	358 782	

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.
* La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

67. L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03

QUESTION 67 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012¹ ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Tableau 1 - Nombre de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2008, 2009, 2010 et 2011

Année de signalement du décès	2008	2009	2010	2011
Rapport terminé	3932	3734	3191	1906
Rapport en cours	80	219	814	2299
Total des décès signalés	4012	3953	4005	4205

Tableau 2 - Pourcentage de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2008, 2009, 2010 et 2011

Année de signalement du décès	2008	2009	2010	2011
Rapport terminé	98 %	94 %	80 %	45 %
Rapport en cours	2 %	6 %	20 %	55 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 10 mois.

¹ Comme les données sont compilées sur la base d'année civile, les données pour 2012 sont trop préliminaires pour permettre un comparatif.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

68. La liste des enquêtes terminées en 2011-2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

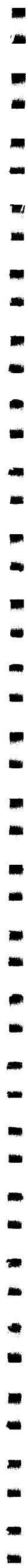
QUESTION 68 : La liste des enquêtes terminées en 2011-2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2005-12-01	Bennis, Mohamed-Anas	Décès après une altercation avec des policiers	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2005-12-01	Laval	2011-05-30
2010-03-05 2010-03-05 2010-10-26	Lafrance, Katarina Jacob, Martin Harvey, Lukas	Décès d'un bébé retrouvé sans vie dans son lit	M ^e Andrée Kronström	2009-01-11 2008-11-23 2008-11-18	Québec	2011-10-05
2011-04-11	Thouin, Jean Christophe	Décès à la suite de convulsion dans un lieu public	Me Catherine Rudel-Tessier	2010-10-21	Laval	2012-01-06
2011-03-14	Leclerc, Emmanuelle Fantaye, Selam	Décès dans un incendie dans un sous-sol d'une résidence	Me Cyrille Delâge	2011-03-02 2011-03-04	Québec	2012-01-13



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

69. La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 69 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête-
2003-09-29	Forgeot, Cyril	Décès à la suite d'un accident d'auto à St-Jérôme	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2003-06-14	Laval	Rédaction du rapport en cours
2004-09-28	Berniquez, Michel	Décès après son arrestation par des policiers	M ^e Andrée Kronström	2003-06-28	Montréal	Rédaction du rapport en cours
2008-12-01	Villanueva, Fredy Alberto	Décès à la suite de blessures par balles	M ^e André Perreault	2008-08-09	Montréal	Procédures judiciaires en cours
2010-12-16	Selby, Andrew	Noyade dans les eaux de la Rivière Rouge	M ^e Jean-Luc Malouin	2008-07-12	Rivière Rouge	Rédaction du rapport en cours
2011-05-16	Houle, Louis Gill, Jagroop Singhn	Décès à la suite d'une collision entre de camions	M ^e Jean-Luc Malouin	2009-10-15	Laval	Rédaction du rapport en cours
2011-07-06	Surprenant, Julie	Décès présumé, personne disparue	M ^e Catherine Rudel-Tessier	1999-11-16	Laval	Rédaction du rapport en cours
2011-07-06	Fontaine, Luc	Décès des suites d'une pneumonie	M ^e Jean-Luc Malouin	2008-07-11	Sherbrooke	Auditions prévues les 17 et 18 avril 2012
2011-09-22	Huard, Philippe	Décès à la suite d'un saut en parachute	M ^e Jean-Luc Malouin	2010-10-10	St-Hyacinthe	Auditions prévues les 25, 26 et 27 avril 2012



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

70. Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2011-2012.



Bureau
du coronierQuébec 

NOTE

DESTINATAIRES : Tous les coroners

EXPÉDITRICE : D^{re} Louise Nolet
Coroner en chef

DATE : Le 9 février 2012

OBJET : Les communications et les relations publiques du Bureau du coronier / Autorisation préalable du coroner en chef

Je vous rappelle que la POLITIQUE DE COMMUNICATIONS PUBLIQUES du Bureau du coronier stipule que le coroner en chef doit approuver, au préalable, le contenu de tout type d'information émanant du Bureau du coronier et diffusée au public en général ou à des clientèles ciblées.

Madame Geneviève Guilbault est la porte-parole officielle du Bureau du coronier en matière de communications publiques. Vous devez donc aviser M^{me} Guilbault de toute demande d'entrevue que vous recevez des journalistes, des recherchistes des médias, de nos partenaires institutionnels et des organismes de la société civile.

À titre de coroner, vous n'êtes aucunement obligé de parler aux médias. Si vous souhaitez le faire, vous devez, au préalable, en discuter avec la conseillère en communication. L'autorisation du coroner en chef, via M^{me} Guilbault, est obligatoire avant d'accorder une entrevue.

Par ailleurs, lorsque l'entrevue concerne le rapport du coroner signé et versé aux archives des coroners, toutes les formalités administratives de l'entrevue sont orchestrées, au cas par cas, M^{me} Guilbault qui se fera un plaisir de vous diriger en ce sens. Par contre, l'entrevue portant sur des sujets d'intérêt général touchant le Bureau du coroner est accordée par la conseillère en communication ou par tout autre membre du personnel identifié par le coroner en chef.

Lorsqu'on vous sollicite pour une conférence, une formation, un article, une séance d'information ou autres activités du même genre, vous devez diriger ces demandes à M^{me} Guilbault. Un examen attentif de votre requête sera réalisé, principalement quant à la teneur, à l'opportunité, de même qu'à la cohérence gouvernementale et institutionnelle du message en question. Par la suite, M^{me} Guilbault vous fera part de l'autorisation de la coroner en chef en ce qui a trait, dans un premier temps, à votre participation et, dans un deuxième temps, au contenu de votre allocution, de votre texte, de votre article ou de votre PDF.

Enfin, je vous souligne que selon le *Code de déontologie des coroners*, le coroner doit notamment faire preuve de réserve et de mesure à l'occasion de tout commentaire public. En outre, le coroner doit respecter la dignité, l'honneur, la réputation et la vie privée de la personne décédée ainsi que le secret professionnel à l'égard de cette personne.



D^{re} Louise Nolet
Coroner en chef

LN/mj

Édifice Le Delta 2, bureau 390
2875, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 5B1
Téléphone : 418 643-1845
Sans frais : 1 866 312-7051
Télécopieur : 418 643-6174
www.coroner.gouv.qc.ca



NOTE

DESTINATAIRES : Tous les coroners et leurs secrétaires

EXPÉDITRICE : D^{re} Louise Nolet
Coroner en chef

DATE : Le 4 novembre 2011

OBJET : Omission de signalement d'un cas à un coronar

Je m'adresse à vous pour vous demander de porter une attention toute particulière lorsque vous procédez à une investigation et que vous soupçonnez qu'une personne, par son acte ou par son omission, aurait contrevenu aux articles 34, 36 ou 43 de *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* (LRCCD) relatifs au devoir d'aviser le coronar. En effet, dès qu'elle a connaissance d'un tel décès et qu'elle omet d'aviser un coronar, cette personne pourrait être poursuivie en vertu de l'article 170 de la LRCCD. L'agent de la paix à qui aura été signalée cette omission pourra alors enquêter et remettre le dossier à un procureur de la Couronne, afin qu'une poursuite puisse être intentée, le cas échéant.

Avis au coronar

La LRCCD prévoit en effet que tout citoyen, médecin ou transporteur doit signaler tout décès survenu dans des circonstances obscures. Les articles pertinents se lisent comme suit :

34. Le médecin qui constate un décès dont il ne peut établir les causes probables ou qui lui apparaît être survenu dans des circonstances obscures ou violentes doit en aviser immédiatement un coronar ou un agent de la paix.

36. À moins qu'elle n'ait des motifs raisonnables de croire qu'un coronar, un médecin ou un agent de la paix en a déjà été averti, toute personne doit aviser immédiatement un coronar ou un agent de la paix d'un décès dont elle a connaissance lorsqu'il lui apparaît que ce décès est survenu dans des circonstances obscures ou violentes ou lorsque l'identité de la personne décédée lui est inconnue.

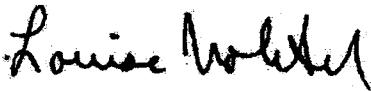
43. La personne qui doit transporter au Québec le corps d'une personne décédée à l'extérieur du Québec doit en aviser préalablement le coronar du lieu où il est prévu que le corps sera inhumé ou incinéré si le décès est survenu dans des circonstances obscures ou violentes, si l'identité de la personne décédée est inconnue ou si les causes probables du décès n'ont pu être établies.

La personne qui doit transporter à l'extérieur du Québec le corps d'une personne décédée au Québec doit en aviser préalablement le coronar du lieu où le corps a été trouvé.

.../2

Les articles 170 et 171 de la LRCCD créent respectivement l'infraction et la sanction à l'omission de signaler de tels décès. Il est donc important de vous assurer qu'un policier soit informé de cette omission. Au surplus, il est primordial d'agir avec diligence étant donné que le *Code de procédure pénale* prévoit un délai de prescription d'un an après la date de perpétration de l'infraction.

Enfin, seul le Directeur des poursuites criminelles et pénales peut agir comme poursuivant dans ce type d'infraction.



D^{re} Louise Nolet
Coroner en chef

LN/mj

NOTE

DESTINATAIRES : Tous les coroners et leurs secrétaires

EXPÉDITRICE : D^{re} Louise Nolet
Coroner en chef

DATE : Le 17 juin 2011

OBJET : En-tête des rapports d'investigation du coroner

Je m'adresse à vous pour vous demander de porter une attention particulière à l'en-tête des rapports d'investigation que vous nous transmettez.

Il arrive fréquemment que les rapports soient impeccables, mais des erreurs se retrouvent dans l'en-tête de la première page, dans certaines informations qui sont requises en vertu de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* (LRCCD), notamment : l'endroit du décès, la date du décès et l'heure du décès.

Endroit du décès

La LRCCD ne demande pas au coroner l'endroit du constat de décès. Elle lui demande de préciser l'endroit du décès. Par exemple, si un décès est survenu au domicile et a été constaté à l'hôpital, le coroner doit écrire « domicile » et préciser le nom de la municipalité de ce domicile. Il ne doit jamais écrire l'adresse du domicile, information nominative.

Date de décès

Cette date est souvent différente de la date du constat de décès; le coroner doit porter attention et tenir compte de l'état du corps et des circonstances pour l'établir. Si des manœuvres sont débutées sur un corps rigide et qu'elles sont infructueuses, le coroner est justifié d'affirmer que la personne était déjà décédée lorsque les manœuvres ont débuté. L'endroit du décès peut alors être différent de l'endroit où ce décès a été constaté.

Heure du décès

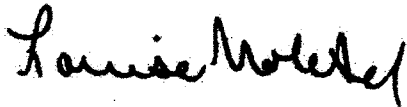
Cette information n'est pas requise par la loi et, bien souvent, elle n'est pas connue du coroner. Alors, le coroner doit y inscrire « indéterminée ».

.../2

Toute lacune dans l'application de ces principes de base exige beaucoup d'interventions et un temps précieux à nos techniciennes au contrôle de qualité et leurs interventions auprès de vous ne font que retarder la production de vos rapports et le règlement de vos honoraires.

Je m'adresse donc à vous, une fois de plus, pour obtenir votre collaboration et celle de votre secrétariat afin que les informations contenues dans l'en-tête de vos rapports d'investigation soient vérifiées et conformes à ce qui est requis. Nous avons tous à y gagner.

Je joins à la présente le document portant sur les standards de qualité que je vous encourage à consulter lorsque vous rédigez vos rapports.



D^e Louise Nolet
Coroner en chef

LN/mj

p.j. : Standards de qualité

c.c. : D^e Lyne Chouinard, coroner en chef adjointe - Est-du-Québec
M^e Gilles Éthier, coroner en chef adjoint - Ouest-du-Québec
M^{me} Denise Brûlé, Bureau du coroner
M^{me} Marie-Claude Nolin, Bureau du coroner
M^{me} Louise St-Cyr, Bureau du coroner

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

71. Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 71 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
	2011-2012	
Dirigeant et membre	2	237 582
Cadres	2	235 844
Professionnels	22	1 607 044
Techniciens	1	39 813
Personnel de bureau	10	387 298
Total	37	2 507 581



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

72. La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 72 : La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations et bonis prévus.				
Le commissaire à la déontologie policière	:	M ^e Claude Simard	mandat du 16 mars 2010 au 15 mars 2015	Traitement au 31 mars 2012 : 146 430 \$
La commissaire adjointe	:	M ^e Hélène Tremblay	mandat du 13 septembre 2010 au 12 septembre 2015	Traitement au 31 mars 2012 : 91 152 \$
Pour les augmentations et bonis prévus	:	Conformément aux orientations gouvernementales		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

73. La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2011-2012 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause) ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 73 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2011-2012 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause) ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policiers.

	<u>Nombre de plaintes</u>	<u>Nombre de policiers</u>
1. Nombre de plaintes reçues ⁽¹⁾	1 975 ⁽²⁾	2 890
- Sûreté du Québec	474	614
- Service de police de la Ville de Montréal	708	1 007
- Corps de police municipaux	752	1 205
- Polices autochtones	23	35
- Constables spéciaux	2	2
- Contrôleurs routiers	6	7
- Agents de la protection de la faune	14	20
⁽¹⁾ Du 1 ^{er} avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)		
⁽²⁾ Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police		
2. Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers ⁽¹⁾	<u>Nombre de dossiers</u>	
- Sûreté du Québec	3	
- Service de police de la Ville de Montréal	2	
- Corps policiers municipaux	7	
TOTAL :	12	
⁽¹⁾ Du 1 ^{er} avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

74. La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le Commissaire pour la période 2011-2012 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 74 : La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le Commissaire pour la période 2011-2012 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Traitement apporté et décisions suite à l'examen préliminaire ⁽¹⁾:

- Conciliation:	671
- Enquête:	148
- Plainte refusée:	1 156
- Désistement:	0
- À l'étude:	383

⁽¹⁾ Du 1^{er} avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de **40 jours** pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

75. Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 75 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

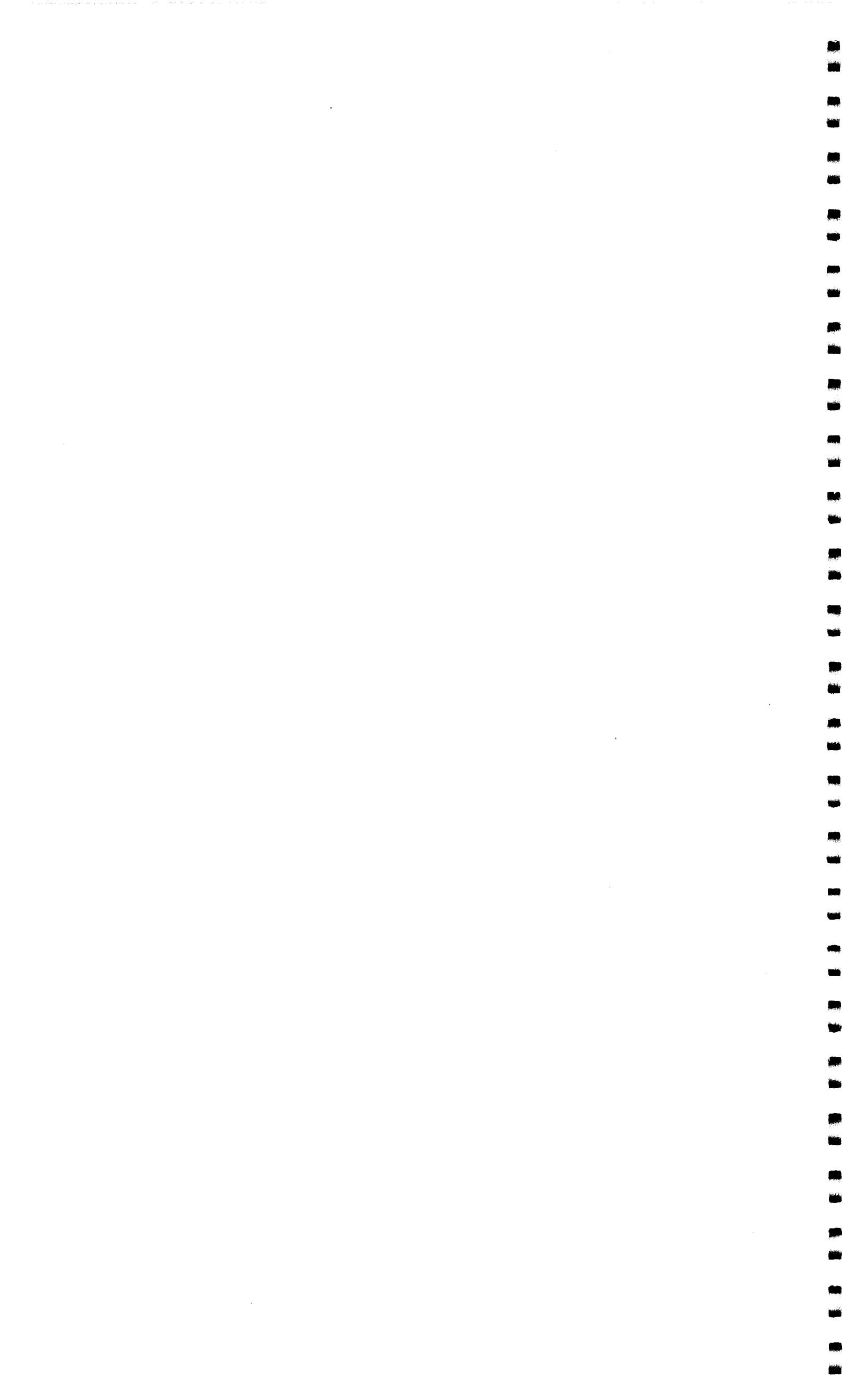
2011-2012

1 156⁽¹⁾ plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- ❖ Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- ❖ La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- ❖ La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- ❖ Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte; ce fut le cas dans 11⁽¹⁾ plaintes.
- ❖ Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- ❖ Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.
- ❖ 1 045⁽¹⁾ plaintes ont donné lieu à des décisions particularisées, écrites et motivées transmises aux intimés et aux organismes dont ils relèvent.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

⁽¹⁾ Du 1^{er} avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

76. État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 76 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 334 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière. Le Comité de déontologie policière a rendu 325 décisions, dont 32 défavorables aux policiers requérants.

Les 9 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2012-2013.

Au cours de l'année financière 2011-2012⁽¹⁾, 53 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 61 décisions.

⁽¹⁾ Du 1^{er} avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

77. Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2011-2012.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 77 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2011-2012

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
Président et membres	8	858,8 k\$
Professionnels	3	86,7 k\$
Autre personnel (régulier)	8	288,7 k\$
Contribution de l'employeur (rég.)		6,4 k\$
TOTAL	19	1 240,6 k\$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

78. La liste des dirigeants du Comité de déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 78 : La liste des dirigeants du Comité de déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.

Nom, prénom	Titre	Début du contrat	Fin du contrat	Rémunération au 31 mars 2011	
Bilodeau, Mario	Membre	2008-11-10	2011-11-09	62 663,00 \$	En congé sans solde depuis le 15 août 2011
Cohen, Michèle	Membre	2010-05-09	2013-05-08	119 594,00 \$	
Drouin, Pierre	Membre	2010-01-07	2013-01-06	119 594,00 \$	
Gagné, Pierre	Président	2008-11-10	2013-11-09	131 690,00 \$	
Iuticone, Richard	Membre	2010-01-29	2013-01-28	119 594,00 \$	
Provencher, Jean	Vice-président	2011-12-01	2016-11-30	39 877,00 \$	
Rivard, Louise	Membre	2009-06-29	2014-06-28	88 207,00 \$	

Pour les augmentations prévues : conformément aux orientations gouvernementales



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

79. Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

Dossiers reçus en 2011-2012 au 1 ^{er} mars 2012		
Origine	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	8	4
Corps municipaux	55	13
SPVM	29	8
Polices amérindiennes	1	0
Constables spéciaux	0	0
Contrôleurs routiers	0	0
Agents de la protection de la faune	0	0
Enquêteurs de l'UPAC	0	0
TOTAL	93	25

¹ Incluant également les polices amérindiennes, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.
DRFM-QP-79 03.05 v2.doc



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

80. Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2012, par catégorie et par origine.

(AUCUN)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

81. Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 81 : Le délai moyen de traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation, en excluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, est de 18,47 mois pour l'année 2011-2012.

Aucun dossier n'a été suspendu au cours de l'année 2011-2012.

NOTE : Les données sont en date du 1^{er} mars de chaque année.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

82. Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2011-2012, et prévisions pour 2012-2013.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 82 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2011-2012, et prévisions pour 2012-2013.		
Catégorie d'emploi	2011-2012	
	Nombre	Masse salariale
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	12	1 202 563
Professionnels	15	905 480
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	20	633 796
TOTAL	47	2 741 839

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

83. La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2011-2012, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 83 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2011-2012, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.			
1. Membres à temps plein			
Nom	Traitement annuel	Date de fin de mandat	
Bédard, Paul	119 472	2012-02-04	
Danis, Caroline	88 702	2012-02-04	
Dugré, Jean	119 594	2014-09-06	
Ferron, Solange	133 903	2017-01-08	
Fillion, Julie	101 950	2013-02-03	
Larrivée, Régis	130 983	2012-12-11	
Marsolais, Diane	99 666	2013-05-10	
Sauvé, Manon	119 594	2013-03-30	
Sultan, David	131 696	2017-03-20	
Tétreault, Lucie	101 417	2012-10-08	
Tremblay, Jean-René	99 145	2017-03-20	
Trudeau, Marie-Andrée	146 340	2012-07-02 (Départ à la retraite du Ministère de la justice le 20 décembre 2011)	
Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 83 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2011-2012, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.						
2. Membres à temps partiel						
Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Falardeau, Mark Guillén-Lemus Yvonne	Lainé, Joseph Petosa, Connie Richard, Hélène St-Amand, Reynold Turmel, Paul	Leblond, Isabelle	Audet, Jocelyne Duchaine, Pierre Leblanc, Alma	Nommés par le décret 697-2008 du 25 juin 2008 Fin du mandat 24 juin 2013		
Nommés par le décret 46-2007 du 30 janvier 2007 Fin du mandat 4 février 2012		Nommée par le décret 636-2007 du 7 août 2007 Fin du mandat 6 août 2012				
Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).						
De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.						
Coût pour une journée :		550\$				
Coût pour une demi-journée :		275\$				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 83 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2011-2012, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.				
3. Membres issus de la Communauté				
Blouin, Luc Boiduc, Michel Bouchard, Manon Bouchard, Sandra Boyer, André Bureau, Danielle Calderon, José	Corbeil, Lorraine Dupuis Salvas, Claudette Estivern-Bathalien, Amanthe Fallu, Patricia Ann Gervais, Arthur Guay, Normand Lacombe, Élysabeth	Lacroix, Elaine Lambert, Claudette Lapointe, Roger Laporte, France Laramée, Pierre Laroche, Guy Latendresse, Michel	Leblanc, Claude Lessard, Claude Ouellet, Gaétan Pelland, Annie Razik, Nourreddine Savaria, Claude Teitelbaum, Reisa Toussaint Rosette	
Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 Fin de mandat le 3 juillet 2014				
Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).				
De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.				
Coût pour une journée : 330\$ Coût pour une demi-journée : 165\$				
* Les CV des employés nommés en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du Conseil des ministres.				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

84. La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2011-2012 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 84 : La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2011-2012 (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience)	
La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2011-2012 (10 mois).	
Au cours de l'exercice 2011-2012, soit du 1 ^{er} avril 2011 au 1 ^{er} février 2012, la Commission a pris en audience et en examen sur dossier :	
- Décisions en matière de permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle :	637 (incluant 108 reports)
- Décisions en matière de libération conditionnelle :	2 279 (incluant 607 reports)
- Décisions en matière de permission de sortir pour visite à la famille :	32 (aucun report)
Total des décisions prises en audience ou en examen sur dossier :	2 948
En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :	
- Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada :	8
- Recevabilité des demandes de révision en permission de sortir et en libération conditionnelle :	114
- Recevabilité des demandes de nouvel examen en libération conditionnelle :	68
- Rapports d'événement :	484
Total des décisions prises hors audience :	674
TOTAL DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION en 2011-2012 :	3 622
Renoncations :	1 635

Note : les données sont en date du 1^{er} février 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

85. La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 85 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2011-2012.			
Pour la période du 1 ^{er} avril 2011 au 1 ^{er} février 2012 (10 mois), la répartition du nombre de renoncations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle, permission de sortir pour visite à la famille) est la suivante :			
Direction territoriale	Établissement	Renoncations	Décisions
Est du Québec	Baie-Comeau	32	9
	Chicoutimi	28	58
	CQLC-Québec	22	144
	Détention Québec (F)	20	61
	Détention Québec (H)	284	490
	New-Carlisle	36	41
	Percé	46	16
	Rimouski	37	90
	Roberval	25	37
	Sept-Iles	4	0
	Trois-Rivières	95	236
	Sous-Total	629	1182
Ile de Montréal	CQLC-Montréal	3	195
	Détention Montréal	455	487
	Maison Tanguay	63	133
	Rivière - des - Prairies	14	84
	Sous-Total	535	899
Ouest du Québec	Amos	31	40
	Hull	105	142
	Saint-Jérôme	162	426
	Sherbrooke	136	145
	Sorel	37	114
	Valleyfield	0	0
	Sous-Total	471	867
TOTAL		1635	2948

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

86. Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.



ENTENTE

ENTRE

Le *GOUVERNEMENT DU CANADA*
représenté par le solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le «Canada»)

ET

Le *GOUVERNEMENT DU QUÉBEC*
représenté par le ministre de la Sécurité publique du
Québec et le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes
(ci-après appelé le «Québec»)

ENTENTE CANADA – QUÉBEC CONCERNANT
L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS
SUR LES DÉLINQUANTS

ATTENDU QUE l'alinéa 4c) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (L.R.C., c. C-44.6) oblige le Service correctionnel du Canada (ci-après appelé le « SCC ») à accroître son efficacité et sa transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les autres éléments du système de justice pénale;

ATTENDU QUE l'article 23 de cette loi oblige le SCC à prendre toutes les mesures possibles pour obtenir des renseignements et documents concernant les personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;

ATTENDU QUE l'article 25 de cette loi oblige le SCC à communiquer à la Commission nationale des libérations conditionnelles, aux gouvernements provinciaux et aux commissions provinciales de libération conditionnelle les renseignements pertinents dont il dispose, soit pour prendre la décision de mettre un délinquant en liberté, soit pour sa surveillance;

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Loi sur le Ministère de la Sécurité publique* (L.R.Q., c. M-19.3), modifié par l'article 147 du chapitre 76 des lois de 2001, confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'administrer les établissements de détention, d'assurer la disponibilité des services d'agents de probation et de surveillance, et de surveiller l'exécution des ordonnances de probation et de sursis ;

ATTENDU QUE l'article 57 de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* (L.R.Q., c. L-1.1) confie au ministre de la Sécurité publique la responsabilité de son application ;

ATTENDU QUE l'alinéa 8(2)f) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C., c. P-21) permet la communication de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale aux termes d'une entente entre le Canada et une province ou l'un de ses organismes en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ;

ATTENDU QUE l'article 67 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) permet la communication d'un renseignement nominatif par un organisme public à toute personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec ;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure une entente visant l'échange électronique de renseignements nécessaires sur les délinquants en vue d'administrer ou d'appliquer leurs lois respectives en matière de services correctionnels et de mise en liberté sous condition, pour assurer efficacement la garde des délinquants ainsi que leur réinsertion dans la collectivité en toute sécurité et ce, tout en convenant des mesures de protection administratives, techniques et matérielles nécessaires pour la protection du caractère confidentiel des renseignements, surtout en ce qui concerne leur usage et leur communication ;

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

DÉFINITION

1. Au sens de la présente entente, le terme «délinquant» désigne selon le cas :
 - a) une personne répondant à la définition de ce terme en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
 - b) une personne contrevenante ou prévenue en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*;
 - c) une personne détenue visée par l'application de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*.

OBJET DE L'ENTENTE

2. Afin que le Canada et le Québec puissent collaborer à l'amélioration de la fluidité de la circulation de l'information entre les deux gouvernements, la présente entente a pour objet de permettre l'échange électronique de certains renseignements sur les délinquants.
3. Afin que la partie, qui a la garde ou la surveillance d'un délinquant en particulier ou qui peut prendre la décision de le mettre en liberté, puisse administrer ou appliquer ses lois touchant les services correctionnels et la mise en liberté sous condition en disposant du maximum de renseignements nécessaires sur le délinquant en question, la présente entente donne :
 - a) à des utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A et contenus dans la banque de données du système de gestion des délinquants (ci-après appelé « SGD ») administré par le Service correctionnel du Canada;
 - b) à des utilisateurs autorisés du SCC un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B et contenus dans la banque de données du système de dossiers administratifs correctionnels (ci-après appelé « système DACOR ») administré par la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PARTIE I - SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SGD)

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

4. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A concernant les délinquants et contenus dans le SGD.
5. Avant de fournir des renseignements sur un délinquant, le Canada convient d'établir un processus de vérification électronique pour s'assurer que le délinquant, sur lequel des renseignements sont requis par le Québec, est inscrit dans le système DACOR.

PROCÉDURE

6. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles la formation initiale nécessaire sur l'utilisation du SGD et de fournir au besoin une formation de recyclage, ainsi que le soutien technique et de dépannage nécessaires, de façon à leur donner accès aux renseignements sur les délinquants, qui sont contenus dans le SGD. La formation portera notamment sur les normes de protection du SGD, que chaque utilisateur devra respecter, ainsi que sur l'obligation qu'il a de protéger le caractère confidentiel des renseignements sur les délinquants.
7. Le Québec convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés qui, avec l'accord du Canada, auront accès au SGD.

PARTIE II – SYSTÈME DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS CORRECTIONNELS (DACOR)

PROCÉDURE

8. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC la formation nécessaire pour l'accès aux renseignements personnels sur les délinquants, qui sont contenus dans le système DACOR.
9. Le Canada convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés du SCC qui, avec l'accord du Québec, auront accès au système DACOR.

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

10. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B concernant les délinquants et contenus dans le système DACOR.

PARTIE III - CONFIDENTIALITÉ ET RESTRICTIONS

11. Le Québec convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Canada à partir du SGD sont des renseignements personnels au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. c. P-21) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.
12. Le Québec s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements personnels obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) et de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).
13. Le Canada convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Québec à partir du système DACOR sont des renseignements nominatifs au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.
14. Le Canada s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements nominatifs obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.R.C., c. C-44.6).

15. Il est entendu que si un utilisateur autorisé ayant accès à des renseignements du Canada ou du Québec omet de protéger ces renseignements, utilise ses privilèges d'accès ou encore utilise ou communique ces renseignements à des fins non autorisées par la présente entente, le Canada ou le Québec, selon le cas, se réserve le droit de refuser immédiatement l'accès au SGD ou au système DACOR, selon le cas, à tous les utilisateurs autorisés dans le lieu de travail où la violation s'est produite, jusqu'au règlement de la violation d'une manière satisfaisante et jusqu'à l'installation de dispositifs de protection pour empêcher que d'autres incidents de cette nature ne surviennent.

16. Chaque partie s'engage à maintenir, à respecter et à protéger pleinement le caractère confidentiel des renseignements obtenus en vertu de la présente entente et à ne pas communiquer ces renseignements à qui que ce soit, à moins qu'une telle communication ne soit autorisée par la présente entente ou exigée par la loi.

17. Le Québec et le Canada conviennent de respecter les mesures de protection administratives, matérielles et techniques prévues aux annexes C et D.

PARTIE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

18. Le Canada et le Québec assument respectivement les coûts occasionnés par l'application de la présente entente.

RESPONSABILITÉS

19. Le Canada s'engage à exonérer le Québec de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages et frais subis ou engagés par le Québec ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque la réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Québec ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

20. Le Québec s'engage à exonérer le Canada de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages ou frais subis ou engagés par le Canada ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque cette réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Canada ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

21. En cas de différend au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou du respect des dispositions de la présente entente, les parties suivent les procédures de règlement ci-dessous :

- a) le différend est soumis au sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec ainsi qu'au sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC;
- b) si le sous-ministre associé de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et le sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC ne peuvent résoudre le différend dans les 90 jours suivant sa soumission, l'un ou l'autre s'engage, à l'échéance de ce délai, à soumettre la question au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec qui s'efforceront de régler le différend dans un autre délai de 90 jours s'ils conviennent d'une prolongation de délai, à défaut de quoi la présente entente pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties sans préavis;

- c) pour l'application du présent article, le renvoi au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique, du Québec s'entend exclusivement du renvoi au fonctionnaire ainsi nommé.

PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT

22. Les parties conviennent que le sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et le sous-ministre du ministère de la Sécurité publique peuvent s'entendre sur des procédures de fonctionnement compatibles avec la présente entente au sujet des questions administratives et opérationnelles à régler pendant la durée de l'entente, pourvu qu'elles soient consignées par écrit.

ANNEXES

23. Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

MODIFICATIONS

24. Sous réserve des dispositions légales applicables, les parties peuvent apporter en tout temps des modifications à la présente entente ou aux annexes par consentement mutuel donné par écrit.

AVIS ET AUTRES DOCUMENTS

25. Chaque partie s'engage à remettre à l'autre un avis écrit au sujet de toute modification apportée aux dispositions législatives, aux règlements ou aux politiques concernant ses programmes respectifs qui est susceptible d'influer sur la présente entente.
26. Tout avis ou autre document que l'une des parties peut ou doit donner ou remettre à l'autre est réputé avoir été valablement donné ou transmis à son destinataire, s'il lui est remis en mains propres, par télécopieur ou par courriel à la date de livraison ou de transmission ou, s'il est posté, le troisième jour ouvrable suivant sa mise à la poste au Canada par courrier affranchi au tarif de première classe adressé comme suit :

Au gouvernement du Québec :
 Direction générale des Services correctionnels du Québec
 2525, boulevard Laurier, 5^e étage
 Québec (Québec) G1V 2I2
 Télécopieur : (418) 643-0275
 Courriel : louis.dionne@msh.gouv.qc.ca

À l'attention du sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec

Au gouvernement du Canada :
 Service correctionnel du Canada
 Administration régionale du Québec
 3, Place Laval, 2^e étage
 Laval (Québec) H7N 1A2
 Télécopieur : (450) 967-3326
 Courriel : 301-sc@csc-scc-gc.ca

À l'attention du sous-commissaire régional pour la région du Québec.

27. L'une des parties peut, à tout moment, donner à l'autre un avis écrit de changement d'adresse postale, de courriel ou de numéro de télécopieur pour les communications futures.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

28. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.
29. La présente entente a une durée d'une année à compter de son entrée en vigueur et se renouvelle par tacite reconduction. Chaque partie peut toutefois y mettre fin en avisant l'autre par écrit au moins six mois avant son échéance ou son renouvellement.

RÉSILIATION

30. À l'exception de ce qui est prévu aux articles 21 et 29, l'une des parties peut résilier la présente entente en tout temps, sans être tenue de motiver sa décision, en remettant à l'autre un préavis écrit d'un mois.

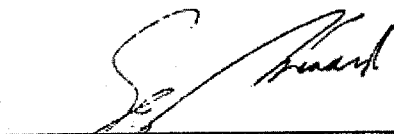
EN FOI DE QUOI, la présente entente est signée,

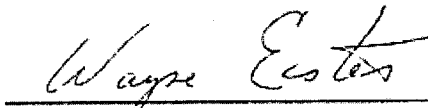
Pour le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

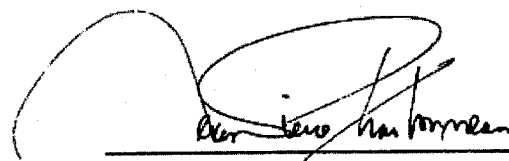
Pour le GOUVERNEMENT DU CANADA

Le 10 avril 2003.

Le 9.11.03 2003.


Le ministre de la Sécurité publique


Le solliciteur général du Canada


Le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes

Annexe A

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES
AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU QUÉBEC

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du ministère de la Sécurité publique, incluant la Direction générale des services correctionnels et la Commission québécoise des libérations conditionnelles, prévoit un accès au SGD en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ce document a pour but d'indiquer à l'utilisateur autorisé du Québec le type d'information qu'il trouvera dans les écrans/documents auxquels il aura accès.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous la forme électronique et qui sont nécessaires au Québec pour administrer ou appliquer ses lois et règlements touchant les services correctionnels et la libération conditionnelle.

LISTE DES ÉCRANS/DOCUMENTS

Accès au Système de Gestion des Délinquants :

Lors de l'accès au système, l'utilisateur autorisé du Québec aura d'abord accès à l'écran BANNIÈRE du SGD et à un MENU PRINCIPAL conçu spécialement pour les besoins du Québec.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL023.QKC	SGD
UTILxxx.QKC	MENU PRINCIPAL DES PROVINCES

Accès au dossier des délinquants

La demande d'un dossier SGD se fera par l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Seuls les dossiers ayant été identifiés par le SCC pourront être accessibles à partir de cet écran. Cependant, un utilisateur du Québec pourra vérifier si le SGD a un dossier pour un détenu en particulier en y effectuant une recherche par SED, nom/prénom, date de naissance ou soundex à cet écran.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF004.QKC	VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE

Accès aux renseignements de base sur le délinquant

Les renseignements de base demandés par le Québec seront accessibles par les écrans suivants. Le tableau ci-après indique le type d'information qui est disponible dans chacun des écrans et sous-écrans.

Prendre note que l'écran des RELATIONS affichera des informations sur les associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, ressources à joindre en cas d'urgence et visiteurs.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF003.QKC	INFORMATION SUR UN DÉTENU Incluant : Numéro SED, Nom de famille, Prénom, Deuxième Prénom, Date de naissance, Sexe, État civil, Langue officielle de service préférée, Langue maternelle, Besoin d'un traducteur, Autre langue parlée, Fumeur O/N, Emplacement actuel du délinquant, Citoyenneté, Autre pays, Citoyenneté vérifiée O/N, Date vérifiée
OFF009.QKC	TAILLE, POIDS, YEUX & CHEVEUX Incluant: Taille en cm et en pi/ po, Poids en kg et en lb, Teint, Couleur des yeux, Couleur des cheveux, Densité des cheveux, Cause de calvitie s'il y a lieu
OFF012.QKC	LIEU DE NAISSANCE Incluant: Ville, Pays, Province/État (si au Canada ou aux États-Unis)

OFF014.QKC	RACE Incluant : Race et <ul style="list-style-type: none"> • si Indien d'Amérique du Nord: Statut/Non-statut O/N, No. Bande, Nation/Langue • si Inuit: Dialecte parlé
OFF015.QKC	RELIGION
CMGT010.QKC	ALIAS & CHANGEMENTS DE NOM DU DÉTENU Incluant : Nom de famille de l'alias, Prénom de l'alias, Deuxième prénom de l'alias, alias de SED, alias de date de naissance, Catégorie d'alias (changement de nom légal, nom d'adoption, nom d'emprunt, nom de jeune fille, nom de femme mariée, nom de naissance, vrai nom), Observations sur l'alias
OFF007.QKC	CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DISTINCTIVES Incluant : Type de caract. phys. (cicatrices, amputation, barbe, cicatrices chirurgicales, cicatrices de tatouage, lunettes, moustache, perruque, prothèse, tatouage, tache de naissance, toupet et autre), Endroit sur le corps, Description
OFF010.QKC	AFFILIATIONS DU DÉTENU Incluant: Affiliation (groupe et type), Identifiée par, Observations
OFF022.QKC	RELATIONS DU/DE LA DÉLINQUANT(E) Incluant: Nom de famille de la relation, Prénom de la relation, Deuxième prénom de la relation, DDN de la relation, Sexe, SED de la relation s'il y a lieu, Relation (ami, avocat, conjoint de fait, mère, père, sœur, frère, etc.), Observations, Type de relation (associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, en cas d'urgence et visiteurs)
OFF023.QKC	ADRESSES de la relation Incluant: Type d'adresse (bureau ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., N° de télécopieur, Observations, Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le
OFF020.QKC	ADRESSE DU/DE LA DÉLINQUANT(E) Incluant : Type d'adresse (bureau, centre résidentiel communautaire ou résidence), Pays, Rue/case postale, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le, Demeure présentement avec
CMGT050.QKC	ALERTES Incluant: Code de l'alerte (affectivement instable, antécédents d'isolement préventif, arrangements relatif à l'unité spéciale de détention, connaissance dans le domaine des armes et des explosifs, connaissances dans le domaine de la sécurité, fournisseur/utilisateur de substances intoxicantes, conditions spéciales de libération d'office, constat de maladie mentale, conditions non-standards de surveillance, comportement prédateur, considération usage de la force, handicap de communication, handicap physique, intérêt pour la police et la communauté, information à la sécurité préventive, leader / organisateur / instigateur, menaçant, connaissance dans le domaine de l'informatique, préoccupation dans le domaine de la sécurité, prise d'otage, prise d'otage et agression sexuelle, risque d'évasion, réactif aux gaz, séquestration, programme de surveillance intensive en communauté, séquestration / agression sexuelle, suicidaire, détenu à l'unité spéciale de détention, violent, autre), Date, Identifiée par, Statut (actif, inactif), Date du statut, Description
CMGT052.QKC	INDICATEURS Incluant: Code (acte de gangstérisme, cas notoire, séjour au centre de santé mentale au Québec, expulsion / extradition, initiative du Nouveau-Brunswick, observateurs aux audiences, purge sa peine sous un alias, listé au registre des ordonnances protection, renseignements protégés à la sécurité préventive, initiative de la Saskatchewan, thérapie à la méthadone, violence conjugale), Statut, Date, Description
CMGT008.QKC	ANTÉCÉDENTS CRIMINELS Incluant: Condamnations antérieure(s), Condamnation(s) antérieure(s) la (les) plus grave(s), Évaluation des antécédents criminels

Les écrans suivants de la gestion des peines qui seront partagés avec le Québec contiennent les informations suivantes :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL029.QKC	GESTION DES PEINES Écran menu incluant: Numéro de peine (avec possibilité d'ouvrir la peine désirée), Date du début de la peine choisie, Type de peine (déterminée ou indéterminée), Date d'expiration du mandat, Peine Totale en années/mois/jours

SENT019.QKC	PEINE Incluant: Numéro de peine, Juridiction, Renonciation à l'admission O/N, Type de peine (déterminée, indéterminée), Date de début, Peine totale, Observations spéciales, Sommaire des événements de la peine
SENT039.QKC	PÉRIODE D'INCARCÉRATION Incluant : Type d'admission (cessation de libération avec ou sans infractions, échanges de services avec provinces, libération inopérante, mandat d'incarcération, mandat du lieutenant gouverneur, révocation avec accusations en instance / avec infractions / sans infraction, transfèrement d'un pays étranger), Date, Numéro de la période, Établissement d'admission, Type admission modifié (s'il y a lieu), Date de la modification, Début de la période d'incarcération, Période d'incarcération totale en jours, Date de libération d'office, Observations.
SENT041.QKC	RÉDUCTION MÉRITÉE DE PEINE
SENT018.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) Incluant: Date de début de la période de caution, Date d'audition, Date de rappel, Date de fin de la période de caution, Observations sur libération provisoire, Total des jours de libération sous caution
SENT004.QKC	ÉVASION / IEL Incluant : Date d'évasion, Type d'évasion (évasion d'un établissement, d'une escorte, d'un établissement minimum, médium ou maximum, évasion d'un autre établissement, non-retour d'une permission de sortir), Période totale en jrs, Évadé de l'établissement, Date reprise, Observations
CMGT201.QKC	INFORMATIONS ET CERTIFICATS DE SURVEILLANCE Incluant : Numéro de la peine, Établissement de libération, Type de surveillance, No de décision, Date du début et de fin, Bureau responsable de la surveillance, Endroit de surveillance, Avis envoyé à la police O/N, Conditions particulières et Directives spéciales, Statut de surveillance, Date du statut, Se rapporte à la Police (Corps Policier)
CMGT151.QKC	CONDITION(S) SPÉCIALE(S) Incluant : Conditions et Observations supplémentaires, date de début et de fin, Statut
SENT048.QKC	FIN DE LA PEINE Incluant : Type de fin (décès, expiration de mandat, expiration de sentence, mandat de la cour, mandat du lieutenant-gouverneur, privilège royal de grâce, surveillance antérieure révoqué ou terminée, transfèrement à l'étranger), Date de fin, Destination, Observations
SENT006.QKC	MANDAT DE DÉPÔT Incluant : Début de peine, Date de condamnation, No registre de la Cour, No référence du mandat, Nom de la Cour, Endroit de la sentence, Nom du Juge
SENT007.QKC	INFRACTIONS Incluant : Date de début de la peine, No de référence du mandat, No du registre de la Cour, Numéro infraction, Statut de l'infraction (en appel, augmenté en appel, condamné, diminué, abandonné / non-coupable), Article (1), Article (2), nombre de Chefs, Type de peine (déterminé, indéterminé, acte de gangstérisme, loi des jeunes contrevenants, délinquant à contrôler et acte de gangstérisme, délinquant à contrôler, fin ordre de sursis, intermittent, peine totale du mandat, remanet), Peine années/mois/jours, Restriction (un tiers, une demie), Direction de peine (concurrent, consécutif ou non spécifié), Observations
SENT008.QKC	INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INFRACTION Incluant : Lieu de l'infraction, Dates d'infraction, Lieu d'arrestation, Date d'arrestation, Corps policier, N° de référence de la police
SENT005.QKC	ARMES
SENT029.QKC	AMENDES/FRAIS SUPPL. POUR VICT./DÉDOMMAGEMENT Incluant : Type d'amende (amende, restitution, surcharge pour la victime), Montant de l'amende, Peine si défaut en années/mois/jours, Jours en défaut, Direction (concurrent, consécutif ou non spécifié), Période de défaut en années/mois/jours, Date de défaut, Date exécution mandat, Observations, Balance de l'amende à payer, Jours
SENT052.QKC	INFO. SUPPLEMENTAIRES SUR LA VICTIME Incluant: Age auquel il/elle fut victime, Relation avec le détenu, Sexe, Observations

SENT010.QKC	RECOMMANDATION(S) DU JUGE Incluant : Port d'arme à feu interdit, Traitement et programme recommandés, Conditions spéciales relatives à la libération conditionnelle, Autres directives, Observations
SENT015.QKC	PROBATION Incluant : Période de probation, Début, Observations
SENT035.QKC	INFRACTIONS - sommaire Liste des infractions dont le détenu a été reconnu coupable incluant les informations suivantes : N° De l'infraction, N° De l'Article, Description, Chef, Type, Peine, Direction, Date, si Victime
SENT011.QKC	APPELS Incluant : N° d'infraction, Type d'appel (condamnation, condamnation et peine, peine), Appel logé par (Couronne, détenu), Nom de la Cour, Niveau de Cour, Date comparution, Date de rappel, Résultat d'appel (abandonné, annulé, augmenté, diminué, rejeté), Observations
SENT021.QKC	ACCUSATIONS EN INSTANCE Incluant : Numéro accusation instance, Code de l'infraction, Infraction perpétrée du/au, Date d'accusation, Chefs, Lieu d'infraction, Corps policier, Rayon d'application, Plaide coupable? O/N, Date, Résultat, Date, Observations, Date de renvoi, Date de comparution
SENT002.QKC	CONTRÔLE DES SUSPENSIONS Liste des périodes de liberté illégale incluant : Type de mandat, Date de suspension, Date d'arrestation, Type de cessation, Date de cessation, Nombre de Jours
SENT003.QKC	PÉRIODE D'EÉS (Entente d'Échange de Services) Incluant : Statut (caution, détenu incarcéré, détention temporaire, expiration de mandat, évaluation psychiatrique, expiration, illégalement en liberté, libération conditionnelle totale, libération d'office, mandat du lieutenant-gouverneur, placement extérieur, permission de sortir, remand, retourné à juridiction fédérale ou provinciale, semi-liberté, renonciation), Date début et fin, Province/territoire, Établissement, Observations
SENT038.QKC	ORDONNANCE D'EXTRADITION/EXPULSION Incluant : Type ordonnance, Destination-pays, Date, Observations
SENT049.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) SOMMAIRE Liste des périodes de libération provisoire incluant : Numéro de la peine, date de début et de fin, Observations
SENT050.QKC	ÉVASION/IEL SOMMAIRE Liste des périodes d'évasion incluant : Numéro de la peine, date d'évasion, date de reprise, Observations

Les écrans/rapports (case_docs) suivants seront accessibles via l'écran EXAMEN DE LA DOCUMENTATION ainsi que les écrans / sous-écrans qui les sous-tendent.

Numéro d'écran / numéro du document	Nom de l'écran
CMGT184.QKC	EXAMEN DE LA DOCUMENTATION Listant tous les documents ci-après.
CMGT168.QKC / 0012	ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE Rapport décrivant l'information recueillie auprès de ressources communautaires.
CMGT198.QKC / 0013	RAPPORT RÉCAPITULATIF SUR L'ÉVOLUTION DU CAS Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant incarcéré ou en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses élargissements à venir incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
CMGT164.QKC / 0014	RAPPORT SUR LE PROFIL CRIMINEL Rapport décrivant les infractions commises par le délinquant incluant la version du délinquant et la version officielle.
SECU011.QKC / 0015, 0053, 0054, 0055, 0056, 0057	EXAMEN/AUDITION D'UN CAS EN ISOLEMENT Rapport effectué lors d'un séjour du délinquant en isolement préventif incluant les études concernant le retrait ou le maintien du délinquant en isolement.
SECU018.QKC / 0016	AUDIENCE DE DÉTENTION Information inscrite au système lors de l'étude préliminaire de maintien en incarcération.

CMGT181.QKC / 0018, 0032, 0033, 0044, 0045, 0046, 0047, 0048, 0049, 0050, 0051, 0052	ÉVALUATION PSYCHO/PSYCHI. DE GESTION DES CAS Rapports de différents types complétés par les psychologues et psychiatres : 0032 ÉVAL. PSYCHIATRIQUE - AU SGD 0033 ÉVAL. PSYCHOLOGIQUE - AU SGD 0044 PSYCHIATRIQUE/ISOLEMENT 0045 PSYCHOLOGIQUE/ISOLEMENT 0046 PSYCHIATRIQUE/GÉNÉRAL 0047 PSYCHOLOGIQUE/ACTIVITÉS/NOTES 0048 PSYCHOLOGIQUE/ÉVAL. INITIALE 0049 PSYCHOLOGIQUE/AUTRES 0050 PSYCHOLOGIQUE/SPÉCIALISÉ 0051 PSYCHOLOGIQUE/THÉRAPIE 0052 PSYCHOLOGIQUE/CNLC
SECU020.QKC / 0019	REVUE/DÉCISION PAR UN COMITÉ DU SCC Rapport concernant les décisions prises par le SCC.
CMGT187.QKC / 0020	RAPPORT SPECIAL Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses libérations incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
SECU017.QKC / 0021	RAPPORT SUR UN ÉVÈNEMENT SPECTACULAIRE Rapport concernant des événements significatifs, médiatisés ou non, tels des libertés illégales, décès, etc, étant survenus dans la communauté et impliquant un délinquant en surveillance.
CMGT149.QKC / 0025	ÉCHELLE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET BESOINS DANS LA COLLECTIVITÉ Étude concernant le rythme de surveillance pendant une libération.
CMGT223.QKC / 0027	NOTE DE SERVICE AU DOSSIER Informations diverses concernant le délinquant ou la gestion de son dossier.
CMGT157.QKC / 0028, 0034	RAPPORT SUIVANT UNE PS OU UN PE Rapport complété après la participation à une permission de sortir ou un placement extérieur.
PGM20000.QKC / 0029	PLAN CORRECTIONNEL PRÉCÉDENT Rapport indiquant les progrès du délinquant face à son plan correctionnel initial. Rapports présents au système avant février 99 puis remplacés par les « Suivis du plan correctionnel ».
IA00.QKC / 0030	ÉVALUATION INITIALE Rapport complété à l'admission du détenu, décrivant les détails de son cas et la planification correctionnelle qui sera suivie pendant son mandat. Rapport présent au système avant février 99 puis remplacé par le « Plan correctionnel ».
PGM22000.QKC / 0031	ÉVALUATION DU RENDEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME Rapport suite à la participation aux programmes en établissement ou en communauté.
IA25.QKC / 0041	ÉCHELLE D'ISR Rapport statistique concernant l'évaluation du risque de récidive.
IA92.QKC / 0042	ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE Rapport complété suite à la condamnation du délinquant, s'attardant aux besoins immédiats de celui-ci ainsi qu'à la version du délit selon le délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0060	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - MÉDICAL Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins médicaux du délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0061	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SANTÉ MENTALE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de santé mentale.
CMGT245.QKC / 0042, 0062	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SÉCURITÉ Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de sécurité.
CMGT245.QKC / 0042, 0063	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SUICIDE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de prévention du suicide.
CMGT236.QKC / 0058	MAJ DU PROFIL CRIMINEL Rapport complété lors de mise-à-jour de l'information contenue au "Rapport sur le profil criminel" (version officielle).
CMGT013.QKC / 0059	ÉCHELLE DE CLASSEMENT PAR NIVEAU DE SÉCURITÉ Rapport complété pour évaluer les critères servant à déterminer le lieu d'incarcération.
CMGT225.QKC / 0064	ÉVALUATION EN VUE D'UNE DÉCISION Rapport fournissant une analyse professionnelle et un résumé du cas du délinquant qui serviront à la présentation de recommandations aux autorités décisionnelles concernées en vue d'une décision.

CMGT241.QKC	SUIVI DU PLAN CORRECTIONNEL Rapport complété pour enregistrer les progrès du délinquant face à son plan correctionnel et les changements importants survenus depuis le dernier suivi, pour résumer les observations pertinentes aux progrès vers la réinsertion sociale du délinquant ou pour fournir une mise-à-jour sur les progrès du cas en vue de la rédaction d'une « Évaluation en vue d'une décision ».
CMGT226.QKC	PLAN CORRECTIONNEL Rapport permettant d'identifier les composantes de la planification correctionnelle, incluant l'évaluation des facteurs dynamiques et statiques, la planification de la peine, la chronologie du plan correctionnel, l'évaluation du potentiel de réinsertion sociale et les programmes appropriés.

Les écrans suivants relatifs aux incidents et aux analyses d'urine seront accessibles au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
SECU036.QKC	INCIDENTS D'UN DETENU Incluant : Type d'incident, Numéro de l'incident, Date, Emplacement, Résumé de l'incident ainsi que le texte descriptif de l'incident.
SECU003.QKC	RAPPORT D'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC) Incluant : Type d'incident, Date/Heure, Usage de la force, Emplacement / Lieu, Commentaires et Détails sur l'incident, Résumé, Auteur du rapport, Sommaire narratif.
SECU061.QKC	INFO. USAGE DE LA FORCE (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Description de la force utilisée, Rapport complété par, Incident filmé O/N, Intervention de l'EPIU O/N, Type de force utilisé ainsi que sa description et quantité s'il y a lieu (arme à feu, agent chimique, jet incendiaire, autre force).
SECU064.QKC	OBJETS INTERDITS (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Type et Description des objets interdits, Quantité et Commentaires.
SECU005.QKC	RÔLE DANS L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Identification des individus et leurs rôles dans l'incident, Identification des blessures encourues s'il y a lieu.
SECU006.QKC	INFO. PERTINENTES (RÉFÉRENCES) (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Toute autre information pertinente à l'incident.
SECU014.QKC	MAJ SUR L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Auteur du rapport et son titre, Date / Heure ainsi que le texte narratif
SECU031.QKC	ANALYSE D'URINE Incluant : Date / Heure de la demande, Unité opérationnel, Raison pour le test, Refus du délinquant s'il y a lieu, Date de la collecte, Nom du collecteur, Date du test au laboratoire, Résultats et Commentaire, Action prise, Produits présents dans l'échantillon s'il y a lieu.

L'écran suivant relatif aux transfèrements sera accessible au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
CMGT216.QKC	MANDAT DE TRANSFÈREMENT Incluant : Numéro du mandat, Type de mandat, Numéro de la décision, Date de décision, Autorité décisionnelle, Motif du transfèrement, Établissements de départ et d'arrivée, Destinations intérimaires, Mandat signé par, Date, Décision en vigueur le, Statut du mandat (annulé, émis, exécuté, expiré, retiré), Date et les Observations.

Pour pouvoir consulter les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles, les utilisateurs accéderont aux écrans suivants:

Numéro d'écran	Nom de l'écran
NPB004.QKC	STATUT DES DÉCISIONS - HISTOIRE Incluant : une liste complète des décisions prises par la CNLC : Numéro de la décision, Statut de la décision, Type de décision, Prise en audience ou sur dossier, Date, Total des décisions prises.

Pour l'impression des documents, les utilisateurs auront besoin d'utiliser les écrans suivants (en mode d'écriture et de lecture) :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
RPTS040.QKC	GESTION DES FORMULAIRES
RPTS020.QKC	LISTE DES RAPPORTS SGD
RPTS009.QKC	ÉCRAN IMPRESSION DES RAPPORTS
CMGT185.QKC	IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
RPTS010.QKC	PARAMÈTRES POUR IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
UTIL037.QKC	GESTION DES TEXTES LIBRES
CMGT204.QKC	IMPRIMER LE CERTIFICAT de libération
RPTS036.QKC	INTERACTIF/EN LOT

ATTRIBUTION DU CAS AU QUÉBEC PAR LE SCC

Dans un premier temps, l'utilisateur du Québec pourra vérifier si la base de données du Service Correctionnel du Canada possède de l'information sur le délinquant visé et ce en utilisant l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Cette vérification ne permettra pas l'ouverture du dit dossier électronique. Le Québec pourra accéder au dossier requis lorsqu'une attribution de cas sera faite par un employé du SCC suite à l'envoi d'une demande d'accès au dossier informatisé.

sgd-simp - KEAI 420

Fichier Edition Transfert Options Connexion Macro Fichier SCC 2
Index Impression Sélection Photo Mise-à-jour

UDIRE OPTION: MENU PRINCIPAL DU SGD - PROVINCIAL 2001/12/13

01 MAJ des dossiers sur les détenus...

02 Gestion des peines...

03 Examen de la documentation

04 Liste des rapports SGD

05 Incidents d'un détenu

06 Analyse d'urine

07 Mandat de transfèrement

08 Statut des décisions

09 Info et certificats de surveillance

ÉTABL. MONTÉE ST-FRANCOIS

1(001,014)

Démarrer

Cls SCC

Barre d'outils

Inst

08:52

sgd-simp - KEAI 420

Fichier Edition Transfert Options Connexion Macro Fichier SCC 2
Index Impression Sélection Photo Mise-à-jour

UDIRE OPTION: MENU PRINCIPAL DU SGD - PROVINCIAL 2001/12/13

01 Maintain Offender File...

02 Sentence Management...

03 Documentation Log

04 List OMS Reports

05 Offender Incidents

06 Offender Urinalysis tests

07 Transfer Warrants

08 Decision Status Inquiry

09 Supervision Information & Cert.

MONTÉE ST-FRANCOIS INSTITUTION

1(001,015)

Démarrer

Cls SCC

Barre d'outils

Inst

08:53

Annexe B

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES
AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU CANADA

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du Canada, prévoit un accès au système DACOR en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ces panoramas ou les panoramas qui les remplacent touchent les aspects de repérage d'un contrevenant, de consultation du dossier d'un contrevenant, de la feuille de route, de repérage des causes ainsi que du repérage et de la consultation des manquements à la discipline en milieu carcéral.

Cette annexe donne le contenu des champs disponibles pour le SCC.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous forme électronique et qui sont nécessaires au SCC pour administrer ou appliquer ses lois et règlements sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0093 PROBATION	REPÉRER UN DOSSIER Nom, Prénom, N° de dossier, Date de naissance, Prénom de la mère, (archivé informatiquement)
DAAG0082 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° de dossier, Date de naissance, Sexe, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Adresse, N° téléphone, Nom et prénom de la mère, Décédée (O/N), Nom et prénom du père, Décédé (O/N), Alias (nom, prénom, date de naissance, prénom de la mère)
DAAG0103 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° dossier, Date d'inscription, État civil (célibataire, marié, séparé, divorcé, veuf, union de fait), Groupe ethnique, Nation autochtone, Citoyenneté autre que canadienne; Code de langue (français, anglais, français et anglais, autre); Scolarité (sait lire (O/N), sait écrire (O/N), Nombre d'années, Niveau: nil, primaire, secondaire, collégial, universitaire, scolarité complétée O/N); Emploi (actuel, habituel, au délit, nom de l'employeur, téléphone, adresse), Source de revenu (emploi, SR, assurance-chômage, nil, autre, revenu net mensuel au dernier emploi)
DAAG0104 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT Dossier (juvénile O/N), judiciaire O/N), Dossiers existants (correctionnels, communautaires); Personne ressource (nom, prénom, adresse, code postal, n° téléphone, lien: père, mère, frère, sœur, ami, conjoint, autre); Nombre de personnes à charge, N° téléphone des parents; Complexité du cas (faible, moyen, élevé); Disponibilité du contrevenant (jour, soir, fin de semaine); Commentaires
DAAG0075 FEUILLE DE ROUTE	SITUATION PRÉSENTE DU CONTREVENANT Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° de dossier, Date de naissance, Bureau en milieu ouvert (intervenant, début, fin prévue, état particulier, EV, IN, PS, centre alco-frein, date de manquement), Établissement de détention (date d'entrée, libération probable, exp. Légale, statut, motif d'inscription, état particulier, absence temporaire: début, fin, lieu de séjour, exécution/ suspension: date, CQLC, localisation, admissibilité, audience).
DAAG0076 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE CORRECTIONNEL N° dossier, Nom, Prénom, Date Service: détention, probation CQLC: endroit, motif (demande, libération, audience, fermeture, inscription, décision, transfert), raison, numéro, statut.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0077 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE DES SENTENCES N° dossier, Début de la sentence, Libellé loi et article, N° cause et chefs, Nombre de chefs, Amende (\$), Sursis (jr), Prob. (MS), TC (heures), Dét. (jr)
DAAG0027 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS GÉNÉRALES N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° assurance sociale, N° assurance maladie, Service dactyloscopique (FPS), Sexe, État civil, Profession, Citoyenneté, Langue, Religion, Ethnie, Taille, Yeux, Cheveux, Teint, Codes de repérage connus, Signes distinctifs.
DAAG0020 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS MÉDICALES N° dossier, Maladie : diabétique, cardiaque, épileptique, autre, médication, Avait un emploi O/N, Emploi habituel, Dernier classement : catégorie (transit, juvénile, détention, résidence, réclusion, infirmerie, première peine, courte peine, récidiviste pénitencier, récidiviste, prison commune), Motif : psychiatrie : (pyromane, dépressif, narcomane, risque suic. antc. suic., autres, motif), social : (transsexuel, autres), sécuritaire : (assaut, évasion, violence, traitement, particulier, tentative de suicide, tentative d'évasion, autres).
DAAD0142 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES CAUSES ET DES CHEFS D'ACCUSATION N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, États de chef, Causes, N° cause greffe, N° cause municipale, N° chef, état du chef, Date du début de la peine.
DAD0143 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES MANQUEMENTS À LA DISCIPLINE N° de dossier, Date de naissance, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Date/heure manquement, Avis/rapport., Établissement, Nature du manquement (art. 35), Date/heure, Décision, Date/heure révision
DAAD0181 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Prénom de la mère, Cellule, Libération probable, Statut, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Infractions en vertu de l'art. 35 (usage de violence physique, langue, geste injur. menac., bris de biens, refus de participer, entrave à la bonne marche, objets interdits, don. ou échange d'objets prohibés, commet des actes obscènes, non-conformité aux règlements, détail) ; Lieu (établissement, transfert, retour à l'établissement, extérieur, comparution, sortie sous escorte), Implique qui : (fonctionnaire, personne incarcérée, autre : si autre spécifiez)
DAAD0182 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Renseignements sur le manquement (quoi, où, quand, comment, pourquoi, noms des témoins)
DAAD0183 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, art. 38 ; Mesures temporaires prises par le supérieur immédiat : (perte de bénéfice, confinement, réclusion) : Date et heure du rapport ou de l'avis ; Établissement origine, Témoins du manquement : nom, prénom ; Auteur du rapport/avis : nom, prénom ; Supérieur immédiat : nom, prénom
DAAD0184 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Mère, Cellule, Statut, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article) ; Mesures temporaires prises ; Sentence globale (début de la peine, sentence globale, libération conditionnelle, bon temps accumulable, libération probable, sentence complétée, date de report de décision, plainte déposée à la cour O/N)

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAD0185 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Date et heure de l'audition, Résumé de l'audition, Personnes entendues lors de l'audition : (contrevenant, auteur du rapport, avocat, témoins)
DAAD0186 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement ; Y a-t-il eu manquement ; Date et heure de la décision, Renvoi au directeur, Sanctions : (réprimande, perte bénéfice(jr), déchéance(jr), confinement(jr), réclusion(jr), sanctions suspendues exécutoire le, délai de révision ; Comité : président (nom, prénom), membre (nom, prénom)
DAAD0187 DÉTENTION	CONSULTER UNE DEMANDE DE RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Prénom de la mère, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article), Date et heure de décision du comité; Sanctions ; Date, heure et motifs de la demande de révision
DAAD0188 DÉTENTION	CONSULTER UNE DÉCISION SUR RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement ; Décision de l'administrateur (sanctions maintenues, sanctions modifiées, sanctions annulées, réprimande, perte bénéfice (jr), déchéance (jr), confinement (jr) réclusion (jr), sanctions suspendues jusqu'au); Administrateur : nom, prénom

Annexe C

Mesures de protection administratives, matérielles et techniques

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives, matérielles et techniques que le Québec doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les délinquants contenus dans les systèmes informatiques du Service correctionnel du Canada (SCC).

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES ADMINISTRATIVES

Responsable technique

Le Québec désigne un responsable technique qui aura pour responsabilités :

- de voir à ce que la configuration soit conforme aux normes de connexion du Québec;
- de maintenir la connexion au réseau virtuel privé tout au long de l'application de la présente entente;
- de participer aux essais de réception de la connexion;
- de coordonner les essais de réception des utilisateurs autorisés du Québec.

Agent de sécurité des systèmes informatiques

Le Québec désigne un agent de sécurité des systèmes informatiques (ASSI) qui aura pour fonctions :

- de recevoir les avis de sécurité pertinents à la connexion au SGD;
- de signaler les incidents de sécurité au directeur de la sécurité des TI du SCC;
- de demander l'ouverture, la suppression et la modification de comptes et de certificats de l'ICP pour les utilisateurs autorisés qui ont besoin de disposer de tels accès;
- de s'assurer que seuls ces utilisateurs utilisent le poste du SGD sur une base individuelle et que les mots de passe ou que les jetons d'accès demeurent confidentiels;
- de renseigner ces utilisateurs sur les mesures de sécurité à respecter prévues dans la trousse de connectivité;
- de s'assurer que les mesures de protection mises en place sont opérationnelles et fonctionnelles;
- de remettre les informations relatives à la vérification de sécurité des employés (si nécessaire);
- de fournir ses coordonnées au SCC.

Gestion des incidents

En cas d'incident de sécurité informatique, le Québec convient de procéder à une vérification et d'en transmettre les résultats à l'administrateur régional, Systèmes de gestion de l'information, SCC.

Interruption de service

Le Québec accepte que le SCC se réserve le droit d'interrompre les services si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

Administration des comptes

Seuls les employés du gouvernement du Québec peuvent être désignés comme utilisateurs autorisés et posséder un compte d'accès au SGD. Les bénévoles et les contractuels n'y ont donc pas droit. Dès qu'un utilisateur autorisé quitte son emploi, le Québec doit immédiatement en aviser le SCC. De plus, le Québec doit s'assurer que les délinquants n'ont accès à aucun poste du SGD.

SÉCURITÉ MATÉRIELLE

- Chaque poste d'accès au SGD doit être situé dans une aire d'accès restreint.
- Seuls les employés autorisés et les visiteurs sous escorte peuvent y pénétrer. De plus, cette aire doit faire l'objet d'une surveillance périodique et être isolée, de préférence, par une aire de réception.
- Cette aire de réception est utilisée pour accueillir les visiteurs, pour offrir des services, pour échanger de l'information et pour contrôler l'accès à certaines zones. En général, ce qui se passe à la réception est surveillé par ceux qui y travaillent, par le personnel de la sécurité ou par d'autres employés. Les heures de visite sont restreintes et seuls les visiteurs autorisés pourront y entrer.
- Dans une zone de travail à aire ouverte, le périmètre de la réception est visiblement délimité, par exemple, par une entrée de porte, par l'arrangement du mobilier ou par des cloisons.

Entretien

Les préposés à l'entretien qui ont accès au poste du SGD doivent être surveillés pour préserver l'intégrité des renseignements qu'il contient et empêcher qu'aucun dommage ne lui soit causé. Si le disque dur du poste de travail devient inaccessible, il devra être effacé au moyen de l'utilitaire DMX de la GRC. Mais, si le contenu ne peut être effacé, on devra l'envoyer à l'administration régionale du SCC où il sera démagnétisé, puis envoyé à l'administration centrale. Le coût du disque dur défectueux ne sera pas remboursé.

SÉCURITÉ TECHNIQUE

Configuration

Le poste de travail est configuré par le Québec en conformité avec ses normes de connexion.

Disponibilité

Tous les efforts sont déployés afin de permettre l'accès au SGD, mais la disponibilité du système n'est pas garantie.

Modalités de reprise des opérations en cas de sinistre

En cas de sinistre et s'il juge que l'accès au SGD est essentiel aux activités de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique, le Québec doit intégrer le lien formé par le poste de travail du SGD à ses procédures de reprise des opérations.

Annexe D

Mesures de protection administratives et de sécurité

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives et de sécurité que le Service correctionnel du Canada (SCC) doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les contrevenants inscrits dans le système DACOR de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES DE PROTECTION ADMINISTRATIVES

- Le SCC reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par la DGSC.
- Le SCC s'engage à appliquer les mesures conventionnelles de protection de la nature confidentielle des renseignements communiqués soit, le rangement après les heures de travail des documents imprimés, la protection contre les indiscretions lors de la circulation des documents et la destruction confidentielle des documents imprimés.
- Chaque poste de travail donnant accès à ces données doit être situé dans un endroit discret non accessible au public.
- L'accès aux renseignements inscrits dans les panoramas mentionnés à l'annexe B est limité par un code d'identification permanent, attribué spécifiquement à l'utilisateur autorisé assigné au poste de travail dédié au système DACOR, et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chacun voit à modifier à chaque 90 jours.
- Les utilisateurs autorisés à consulter le système DACOR sont ceux identifiés par le SCC et dont les noms ont été transmis au pilote, responsable de la sécurité. La DGSC est en charge de la gestion des codes d'identification pour l'accès au système DACOR. Cet accès est limité à la consultation et au repérage des panoramas présentés à l'annexe B.
- Le SCC accepte que le ministère de la Sécurité publique du Québec se réserve le droit d'interrompre les services informatiques si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

MESURES DE SÉCURITÉ

- Les mesures de sécurité en vigueur au sein du ministère de la Sécurité publique du Québec doivent être appliquées afin d'assurer la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués, notamment en limitant l'accès aux employés pour qui ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.
- Le SCC s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ces employés.
- Le SCC doit communiquer le plus rapidement possible au pilote du système DACOR le nom de toute personne qui ne doit plus accéder à ce système à la suite d'un changement de responsabilité ou de son départ du SCC.

- En cas d'incident informatique, le SCC s'engage à en informer le pilote du système DACOR et à procéder à une vérification de sécurité pour éventuellement prendre les mesures correctives et les dispositions appropriées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

87. Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 87 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.			
Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs		Masse salariale 2011-2012
	ETC au plan d'effectifs*	Personnes	
Cadres Professionnels Fonctionnaires Ouvriers Policiers en prêt de service Personnes-ressources	19,4	20	2 211 514
	39,8	60	4 148 958
	79,4	190	6 846 906
	17,9	27	940 926
	18,0	18	1 795 793
	0,0	119	1 558 251
* Le plan d'effectifs autorisé de l'École est de 174,5 ETC auquel s'ajoute un équivalent de 70 ETC occasionnels pour les besoins des différents cours et activités.	174,5	434	17 502 348

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

88. La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 88 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues.			
	<u>Rémunération</u>	<u>Prochaine augmentation prévue</u>	
Marie Gagnon	155 627 \$ *	Conformément aux orientations gouvernementales	

* La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 18,3 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

89. La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 89 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Annuaire* de la page d'accueil du site internet de l'École, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/Annuaire/table_matières.html

Voici les cours nouveaux et en développement :

Programmes de formation initiale

Gestion policière

- Supervision de patrouille (GST-1010) — (nouveau)
- Activité d'immersion en gestion policière — (en développement)
- Activité d'intégration en gestion policière — (en développement)

Programmes de perfectionnement professionnel

Patrouille-gendarmerie

Appareils de mesure du taux d'alcool

- Épreuves de coordination des mouvements – Le moniteur – Requalification (SER-2036) — (en développement)

Enquête de collision

- Accéléromètre (SER-2044) — (nouveau)
- Relevé de scène d'évènement à l'aide de l'appareil de mesure au laser (SER-1022) — (nouveau)
- Opération planifiée de contrôle routier (SER-1036) — (nouveau)

Utilisation des armes à feu

- Arme de support – Calibre .223 (FOR-1049) — (nouveau)
- Arme de support - Calibre .223 – Le moniteur (FOR-2065) — (nouveau)
- Arme de support – Calibre .223 – Le superviseur (FOR-0027) — (nouveau)

Intervention tactique

- Intervention tactique 2 – Les poursuites policières et les techniques d'immobilisation provoquée – Le moniteur — (en développement)

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 87 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.
(suite)

Programmes de perfectionnement professionnel (suite)

Enquête policière

- Agent de renseignement criminel (ENQ-2025) — (nouveau)
- Enquête sur les délits informatiques (ENQ-2026) — (nouveau)
- Introduction à la surveillance physique locale (ENQ-0046) — (nouveau)
- Enquête sur les drogues, la contrebande et les mœurs (CRI-1010) — (nouveau)
- Gestion des informateurs (ENQ-1024) — (nouveau)
- Formation en normes professionnelles — (nouveau)
- Séance d'actualisation des connaissances juridiques (ENQ-0047) — (nouveau)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

90. La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 90 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission fixées par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Guide d'admission*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/patgen_proforini_guiadm.html#conditionsadmission

Pour connaître la liste des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Demande d'admission*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/patgen_proforini_guiadm.html#demandeadmission

Pour connaître les conditions pour graduer à l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer aux articles 3 et 6 de la section I ainsi qu'aux articles 11 à 14 inclusivement de la section II du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/pdf/ReglRegimeEtudesVFR_20101216.pdf



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

91. Détails des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 91 : Détail des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec.

Les mesures de réduction budgétaires concernant les traitements sont les suivantes :

- Effectuer une réduction annuelle récurrente de 1 % de la masse salariale basée sur les traitements apparaissant aux états financiers du 30 juin 2009 pour les exercices 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 (1 % de 16 641 351 \$), la cible de réduction totale demandée dans le plan d'action étant de 665 656 \$, soit 4 années de 166 414 \$, et ce, aux conditions suivantes :
 - ✓ Non-remplacement des postes laissés vacants lors de départs à la retraite, lesquels sont soumis à l'évaluation de la Direction générale;
 - ✓ Réduction de la masse salariale allouée aux emplois occasionnels, laquelle est soumise à l'évaluation de la Direction des ressources humaines.
- Ne verser aucun boni forfaitaire au rendement au personnel de direction et aux cadres pour les exercices débutant en 2010 et en 2011.

Cible cumulative de réduction des dépenses			
	2010-2011	2011-2012 *	2012-2013
Cible : en milliers de dollars	166,4	332,8	499,2
En pourcentage	1,0 %	2,0 %	3,0 %
Résultats	253,4	332,8	665,7

* Cible prévue au 30 juin 2012, résultat 2011-2012 sera connu le 30 juin 2012 seulement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 89 : Détail des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec. (suite)

Les mesures de réduction budgétaires concernant les dépenses sont les suivantes :

- ✓ Effectuer, à compter de l'exercice 2010-2011, une réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative qui atteindra 10 % en 2013-2014, et ce, aux conditions suivantes en réduisant dès 2010-2011 de :
 - ✓ 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement
- ✓ La réduction totale fixée par l'École de 2010-2011 à 2013-2014 atteindra 108 300 \$.

Cible cumulative de réduction des dépenses				
	2010-2011	2011-2012 *	2012-2013	2013-2014
Cible : en milliers de dollars	53,8	53,8	68,4	108,3
En pourcentage	8,5 %	8,5 %	10,8 %	17,1 %
Résultats	68,2	68,2		

* Résultat réel au 30 juin 2011, résultat 2011-2012 sera connu le 30 juin 2012 seulement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

92. Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 92 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2011-2012.		
	2011-2012	
	Nombre	Masse salariale (\$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	1 946 500
Cadres	6	605 500
Cadres juridiques	2	255 000
Avocats, notaires	22	1 842 800
Professionnels	17	1 098 400
Techniciens	59	2 836 800
Personnel de bureau	51	1 892 000
Sous-total	174	10 477 000
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 210255 du 2011-06-07 et CT 210651 du 2011-10-11)		
	24	1 518 000
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)		
	79	592 300
Total	<u>277</u>	<u>12 587 300</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

93. La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 93 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2011-2012 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

		<u>NOM</u>	<u>TITRE</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>DATE D'ENTRÉE EN FONCTION</u>	<u>DATE D'ÉCHÉANCE</u>	<u>AUGMENTATION PRÉVUE *</u>
DIRIGEANTS :		Ellefsen, Christine	Présidente	140 186	2010-09-22	2013-09-21	1%
		Lord, Daniel Y.	Vice-président à la fonction juridictionnelle	131 696	2007-09-04	2012-09-03	1%
		Bourassa, Daniel	Vice-président aux opérations	119 149	2011-09-06	2016-09-05	1%
RÉGISSEURS :		Belliardo, Édouard J.	Régisseur	119 594	2011-06-06	2016-06-05	1%
		Boileau, André	Régisseur	91 352	2009-11-02	2014-11-01	1%
		Boivin, Bernard	Régisseur	107 123	2009-06-01	2014-05-31	1%
		Cadieux, Pierre H	Régisseur	119 594	2008-05-05	2013-05-04	1%
		Caron, Jocelyne	Régisseure	119 594	2008-08-04	2013-08-03	1%
		Couture, Guy	Régisseur surnuméraire	88 590	2009-02-02	2015-02-01	1%
		Dostie, Liane	Régisseure	116 439	2007-01-15	2017-01-14	1%
		Elmir, Saïfo	Régisseur	75 545	2009-02-16	2016-12-06	1%
		Fortin, Andrée	Régisseure	119 594	2006-09-05	2014-09-04	1%
		Fréchette, Carole	Régisseure	119 594	2005-10-24	2015-10-23	1%
		Karibian, Aïda	Régisseure	113 952	2005-08-15	2013-08-14	1%
		Robert, Jean	Régisseur	111 055	2006-08-14	2014-08-13	1%
		Savard, Marc	Régisseur	119 594	2007-10-29	2012-10-28	1%
		Savignac, Yolaine	Régisseure	103 694	2011-08-22	2016-08-21	1%

* Conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

94. Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 94 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2011-2012

Régie des alcools, des courses et des jeux	
Alcools	93
Appareils d'amusement	419
Appareils de loterie vidéo	420
Bingos	36
Concours publicitaires	2
Courses	0
Fabricants	107
Sports de combat	22
Tirages	0
Transmis à un corps policier	82
Total :	<u>1 181</u>

Par les corps de police mandatés « ACCES-Alcools »	
SPVM	1 529
CPM	2 189
SQ	<u>2 222</u>
Total :	<u>5 940</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

95. Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2011-2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 95 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2011-2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de permis d'alcool accordés :	- nouveaux - modifications	488 <u>2 881</u>
Total :		<u>3 369</u>
Nombre de permis d'alcool suspendus :		<u>552</u>
Nombre de permis d'alcool révoqués :	- volontairement - avec saisie des boissons alcooliques - autres	168 1 181 <u>193</u>
Total :	- à la demande des détenteurs - pour non-paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs - pour non-paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs mais sans saisie des boissons alcooliques	<u>1 542</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

96. Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2011-2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 96 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2011-2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de licences d'exploitant de site renouvelées pour lesquelles des appareils sont en fonction :	2 330
Nombre de licences d'exploitant de site suspendues :	107
Nombre de licences d'exploitant de site révoquées :	97
Motif de suspension	
— Suspensions à la suite d'une convocation à la Régie :	<u>107</u>
Motifs de révocation	
— Révocations volontaires :	52
— Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool :	26
— Révocations à la suite d'une convocation à la Régie :	<u>19</u>
Total :	<u>97</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

97. Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 97 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2011-2012.

Nombre d'événements de bingo

La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles règles sur le bingo le 1^{er} juin 2008.

Nombre de licences de bingo

<u>Catégorie de licences</u>	<u>Nombre de licences</u>
Bingo en salle	804
Bingo-média	74
Bingo récréatif	814
Gestionnaire de salle	42
Fournisseur en bingo	5
Bingo de foire ou d'exposition	8
Bingo de concession agricole	3
Bingo dans un lieu d'amusement public	<u>7</u>
Total des licences :	<u>1 757</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

98. Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 98 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012				
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
	7	7	5	
	30	28	27	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

99. Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris
et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

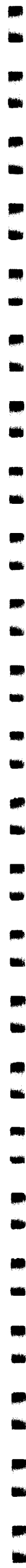
QUESTION 99 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2011-2012.

Nombre de licences de courses : (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	1 341
Nombre de licences de pistes de course :	14
Nombre de licences de salles de paris :	0
Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité :	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

100. Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2011-2012 ainsi que le résultat de la décision.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 100 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2011-2012 ainsi que le résultat de la décision.

[illegible]



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

101. Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 101 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2011-2012.		
Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.		
	<u>2011-2012</u>	
Gestion des licences	1 700 000	
<ul style="list-style-type: none">– Analyser l'environnement social et physique du site;– Visiter systématiquement les lieux à la suite d'une demande de changement de lieu d'exploitation d'une licence;– Mettre en place et exploiter un système de gestion rigoureux des licences qui facilite les échanges d'information avec la Société des loteries vidéo du Québec et les partenaires (autorités policières).		
Contrôle et impacts	1 300 000	
<ul style="list-style-type: none">– Contrôler les licences par une inspection de tous les sites sur une période de cinq ans (priorité aux multisites et aux endroits susceptibles d'être fréquentés par les jeunes);– Réaliser des études comparatives sur les impacts des actions de la Régie.		
Total	<u>3 000 000</u>	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

102. Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gente féminine dans des bars ou clubs en 2011-2012.

(AUCUNE PLAINTÉ)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

103. Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2010-2011 et en 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 103 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2010-2011 et en 2011-2012.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2010 et 2011

Code d'événement	Année	Nombre de dossiers	Somme des pertes	Valeur maximum	Valeur minimum
Fraudes par ordinateur (21613)	2010	441 (198)	3 411 135	2 000 000 \$	1 \$
	2011	Informations non disponibles pour le moment**			
Clonage de cartes de service (21614)	2010*	304 (95)	166 554	42 756 \$	1 \$
	2011	Informations non disponibles pour le moment**			

Dans le tableau ci-contre, le chiffre entre parenthèses indique le nombre de dossiers pour lesquels des pertes ont été enregistrées. Par exemple, des 441 dossiers de fraude par ordinateur répertoriés en 2010, on retrouve une indication relative aux pertes encourues par le plaignant dans seulement 198 dossiers.

Par ailleurs, le nombre de fraudes électroniques présentées dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

*Il y a 23 dossiers (clonage de cartes de service) du SPVM sans aucune indication sur la valeur des biens de fraude.

** L'extraction des données de 2011 sera effectuée le 1^{er} avril 2012.

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

104. Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 104 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2010-2011 et 2011-2012.

Nom du corps policier	2010	2011
Service de police de la Ville de Montréal	768 *	ND
Service de la protection des citoyens de Laval	78	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	14	ND
Service de police de Longueuil	11	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	7	ND
Service de police de la Ville de Bromont	2	ND
Service de police de Terrebonne	2	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu		ND
Sécurité publique de Repentigny	1	ND
Service de police de Lévis	4	ND
Service de police de Saint-Jérôme	1	ND
Police Autochtone Wendake	1	ND
Sûreté du Québec d'Arthabaska	1	ND
Sûreté du Québec MRC de Bécancour	1	ND
Sûreté du Québec MRC Brome-Missisquoi	1	ND
Sûreté du Québec MRC de Coaticook	1	ND
Sûreté DU Québec MRC de Drummondville	4	ND
Sûreté du Québec MRC de Vaudreuil Soulanges	3	ND
Sûreté du Québec MRC de Montcalm		ND
Sûreté du Québec MRC de Portneuf		ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent		ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	1	ND
Service de sécurité publique de Saguenay		ND
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	1	ND
Sécurité publique Saint-Eustache	1	ND
Total	903	ND

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

* 2 % de l'ensemble des infractions enregistrées par le Service de police de la Ville de Montréal sont sans indication. Par conséquent, elles n'ont pas été considérées dans le décompte des événements criminels liés à une bande de rue et soupçonnés d'être liés à une bande enregistrée par ce corps de police.
L'extraction des données 2011 sera effectuée le 1^{er} avril 2012. Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

105. Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier et par région en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 105 : Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier et par région en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Nombre d'armes à impulsions électriques dont disposent les organisations policières ¹			
Corps de police	2009 ²	2010 ²	2011 ²
Service de police de Gatineau	8	8	10
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2	2	2
Service de protection des citoyens de Laval	5	5	6
Service de police de Longueuil	5	5	10
Sûreté du Québec	21	20	18
Service de police de la Ville de Montréal	42	42	57
Service de police de la Ville de Québec	15	16	14
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	2	2
Service de police de Mirabel	1	1	1
Total	101	101	120

1. Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.
2. Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

106. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par corps policier et région.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 106 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 par corps policier et région.

Nombre d'événements ¹			
Corps de police	2009	2010	2011
Service de police de Gatineau	0	1	0
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	0	0	0
Service de protection des citoyens de Laval	1	3	1
Service de police de Longueuil	0	1	3
Sûreté du Québec	1	3	2
Service de police de la Ville de Montréal	17	29	29
Service de police de la Ville de Québec	9	8	10
Service de police de la Ville de Sherbrooke	0	6	5
Total	28	51	50

1. Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

107. Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier autochtone en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 107 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011	NOMBRE DE TASER 2011-2012
Akwesasne	6	6	0
Betsiamites (Pessamit)	N/D	0	0
Chisasibi	18	18	Voir EEPF
Eagle Village	N/D	0	0
Eastmain	2	2	Voir EEPF
Eeyou-Eenou Police Force (EEPf) / 9 communautés crie	Voir 9 communautés crie individuellement	Voir 9 communautés crie individuellement	11
Essipit	N/D	0	0
Gesgapegiag	1	0	2
Kahnawake	N/D	0	0
Kativik	N/D	0	0
Kawawachikamach	1	1	1
Kitigan Zibi	4	2	2
Lac Simon	N/D	0	0
Listuguj	12	0	4
Manawan	9	9	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
 ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011	NOMBRE DE TASER 2011-2012
Mashteuiatsh	1	1	1
Mistissini	7	5	Voir EEPF
Nemiscau	2	2	Voir EEPF
Obedjiwan	4	0	2
Odanak/Wólinak	2	2	2
Oujé-Bougoumou	2	2	Voir EEPF
Pakua Shipi	N/D	0	0
Pikogan	N/D	0	0
Timiskaming	N/D	0	0
Uashat-Maliotenam	N/D	0	0
Waskaganish	3	0	Voir EEPF
Waswanipi	1	0	Voir EEPF
Wemindji	5	2	Voir EEPF
Wemotaci	4	0	0
Wendake	N/D	0	0
Whapmagoostui	2	0	Voir EEPF
Winneway	2 (SQ)	0 (poste fermé)	0 (poste fermé)
TOTAL	88	52	25

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

108. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 108 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012

- En 2011-2012, treize (13) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.
- En 2010-2011, cinq (5) interventions ont été faites dans la communauté d'Akwesasne.
- En 2009-2010, deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Listuguj.

Commentaires :

Une expertise obligatoire est exigée annuellement de la part du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) du ministère pour tous les pistolets Taser utilisés par les corps de police (municipaux, autochtones et de la Sûreté du Québec). Ceux-ci ne sont donc disponibles pour utilisation par les corps de police pour une période d'environ 2 à 3 mois chaque année.

De plus, à la suite des expertises des Tasers en 2010, une directive du ministère a été expédiée le 11 novembre 2010 à tous les directeurs de corps de police, afin que soient retirées des opérations policières, tous les Tasers de modèle M26 et que ceux-ci soient transmis au LSJML pour destruction immédiate.

Enfin, tous les policiers qui utilisent le pistolet Taser doivent avoir la formation nécessaire à cet effet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

109. Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 109 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

	2009-2010 *		2010-2011*	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Cartouches	20 833	1 249 980 \$	5 742	344 520 \$
Sac de type Ziploc	256 062	15 363 720 \$	295 859	17 751 540 \$
Tabac en vrac (sac) 200 grammes	800	32 000 \$	257	10 280 \$
Tabac en vrac (sac) kilos	58 227	2 445 534 \$	86 777	3 644 634 \$
Cigares et cigarillos **	25 308	25 308 \$	779 602	779 602 \$
Total	-	19 116 542 \$	-	22 530 576 \$

* Pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011, les saisies des autres corps de police du Québec ont été ajoutées aux données de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Ville de Montréal. Les saisies réalisées par la Service de la protection des citoyens de Laval dans le cadre du projet VITAL financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux sont également considérées .

** Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

Note : les données finales 2011-2012 ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

110. Le coût des roulottes dans les établissements de détention en 2011-2012.
Ventiler par établissement de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 110 : Le coût des roulottes dans les établissements de détention en 2011-2012. Ventilier par établissement de détention.

Aucune roulotte n'a été installée au cours de l'exercice 2011-2012.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

111. Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE — 01.03

QUESTION 111 : Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.

Année	Crédits votés	Revenus autonomes	Total
2003-2004	6 484 700 \$	2 357 087 \$	8 841 787 \$
2004-2005	6 484 700 \$	2 845 780 \$	9 330 480 \$
2005-2006	6 257 400 \$	3 296 069 \$	9 553 469 \$
2006-2007	6 142 700 \$	3 245 336 \$	9 388 036 \$
2007-2008	6 119 400 \$	3 365 523 \$	9 484 923 \$
2008-2009	6 119 400 \$	3 320 745 \$	9 440 145 \$
2009-2010	6 151 900 \$	3 467 935 \$	9 619 835 \$
2010-2011	5 867 500 \$	4 664 000 \$	10 531 500 \$
2011-2012	6 209 600 \$	4 687 400 \$	10 897 000 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

64. Copie des recommandations émises par les coroners, en 2011-2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.



Accidents de transport
Automobiles et camionnettes

Avis/Dossier : A-310133 149016

Événement :

Une femme de 64 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec une automobile à l'intersection des routes 55 et 222 à Sherbrooke.

Alors que la conductrice s'engageait sur la route 222 après avoir fait son arrêt obligatoire, elle est heurtée par un véhicule circulant dans la voie de gauche en direction ouest. Selon l'enquêteur au dossier, la configuration de l'intersection est potentiellement dangereuse. En effet, il est difficile pour les automobilistes immobilisés à l'intersection de bien voir les véhicules circulant dans la voie de gauche, car ils sont cachés par les véhicules qui se trouvent dans la voie de droite.

Recommandation :

Que la direction de l'Estrie du ministère des Transports du Québec :

- évalue la possibilité de modifier rapidement la configuration de la route 222 au niveau de la bretelle située au kilomètre 58 de l'autoroute 55. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-17, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165115 145728

Événement :

Un enfant de 8 mois décède d'un traumatisme crânien sévère lorsque l'automobile dans laquelle il prenait place est heurtée par un véhicule circulant en sens inverse sur l'autoroute 20, à Rimouski.

Une conductrice qui se dirigeait vers l'est s'est endormie au volant et a dévié de sa trajectoire. Le coronar précise qu'il n'y a pas de bandes rugueuses sur ce tronçon de l'autoroute 20 entre Rimouski et Cacouna.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- aille de l'avant avec le projet de réfection de l'autoroute 20 et l'implantation de bandes rugueuses. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- procède à une évaluation approfondie de la conductrice impliquée dans la collision. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-14, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-29, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-02-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303260 132356

Événement :

Un passager de 18 ans est mortellement blessé lorsque le conducteur perd la maîtrise de son véhicule lors d'une poursuite policière sur la route 202 à Dunham.

Le véhicule est intercepté pour une infraction mineure à Bedford. Au lieu de s'arrêter, le conducteur a accéléré. Les policiers s'engagent dans une poursuite à une distance respectable. Rendu à Dunham, le conducteur manque une courbe. Le véhicule heurte le fossé, fait un tonneau et s'immobilise sur la chaussée. Trois des cinq passagers sont éjectés. Au même moment arrive l'auto-patrouille de la Sûreté du Québec qui n'a pu éviter la collision avec le véhicule.

Recommandations :

Que le directeur général de la Sûreté du Québec :

- fournisse à tous les patrouilleurs susceptibles d'effectuer des poursuites les enseignements que procurera la rétroaction de cet événement. [1]

Que le ministre de la Sécurité publique :

- achemine ce rapport au comité provincial qui se penche sur la gestion des poursuites policières. [2]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec
Ministre de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-01, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Avis/Dossiers : A-172589 150996
 A-172587 150994

Événement :

Un enfant de 11 ans et sa mère de 46 ans décèdent de traumatismes crâniocérébraux à la suite d'une collision avec un camion sur le boulevard Beau-Pré (route 360) à Beaupré.

Le 26 novembre 2010, la femme et son fils circulent sur le boulevard Beau-Pré. Ce boulevard comporte quatre voies non séparées par un terre-plein. La chaussée étant glissante, la femme perd la maîtrise de son véhicule pour se retrouver dans la voie inverse et percute un camion.

Malgré les soins reçus, ils décèdent des suites de leurs blessures.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- étudie la possibilité de sécuriser cette section de la route 360 en y installant une séparation entre les voies direction ouest et les voies direction est. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309866 150624

Événement :

Une automobiliste de 19 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un autre véhicule sur le chemin de Sainte-Genève à Saguenay.

La femme circulait dans une courbe lorsqu'elle perd la maîtrise de son véhicule pour entrer en collision avec une automobile venant en sens inverse. Elle est transportée en ambulance à l'hôpital où malgré les manœuvres de réanimation son décès est constaté.

La chaussée était recouverte de glace noire et extrêmement glissante. La présence d'abrasif sur la route aurait-elle modifié la conduite de la victime ou l'état de la route?

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec secteur Chicoutimi-Nord :

- s'assure d'être à l'affût des changements de condition de l'état de la route pour prévoir rapidement l'épandage d'abrasif. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-174474	150363
	A-174473	150364
	A-174476	150365
	A-174475	150366

Événement :

Quatre jeunes hommes sont mortellement blessés lorsque le conducteur perd la maîtrise du véhicule dans lequel ils prennent place et heurte un arbre sur le boulevard Mercure à Drummondville.

Les quatre victimes revenaient d'une fête entre amis où il y avait eu consommation d'alcool. Les résultats de l'analyse toxicologique du conducteur révèlent une alcoolémie près de deux fois la limite permise pour la conduite d'un véhicule. Il appert que le véhicule circulait à grande vitesse dans une zone limitée à 50 km/h.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- modifie le Code de la sécurité routière afin d'imposer un couvre-feu entre minuit et 5 h pour les conducteurs de 24 ans et moins, sauf toutes les exceptions à prévoir, notamment celles du travail et des études; ou à défaut, en assujettissant l'obtention d'un permis probatoire à un couvre-feu entre minuit et 5 h en s'inspirant des dispositions législatives de l'Ontario et en étudiant la possibilité d'étendre ce couvre-feu à d'autres catégories de jeunes conducteurs; [1]
- sensibilise les passagers au danger de monter dans un véhicule conduit par une personne en état d'ébriété. [2]

Que Transports Canada :

- poursuive ses efforts en vue de rendre obligatoires les antidémarrers éthylométriques sur tous les véhicules neufs vendus au Canada; [3]
- poursuive ses études sur les dispositifs limitant la vitesse sur les véhicules, en vue de rendre ceux-ci obligatoires sur tous les véhicules neufs vendus au Canada. [4]

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- intègre des cours de sensibilisation à la sécurité routière dès la sixième année du primaire et tout au long du secondaire. [5]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-06, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-06-28, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-06-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-06-06, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175561 152115

Événement :

Un homme de 34 ans décède de polytraumatisme à la suite d'une collision avec un autre véhicule sur le boulevard Martel.

Le 22 janvier 2011, une conductrice avait amorcé un dépassement sur la chaussée glissante, ce qui a causé la perte de maîtrise heurtant de plein fouet la victime. Il appert que de nombreux accidents mortels sont survenus dans ce secteur.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- réfléchisse à une solution en vue de diminuer le bilan meurtrier sur le boulevard Martel. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-312641 150123
 A-312645 150182

Événement :

Un enfant de 2 ans et sa grand-mère de 61 ans décèdent d'un traumatisme craniocérébral après que leur véhicule a été embouti à l'arrière par une automobile sur la route 132 à Montréal.

La violence de l'impact a été telle que toute la structure arrière du véhicule a été comprimée. Il appert que le conducteur de l'autre véhicule était un homme d'un certain âge souffrant de divers problèmes médicaux. Les policiers enquêteurs se sont interrogés sur son aptitude à conduire et une demande d'évaluation a été soumise à la Société de l'assurance automobile du Québec. Ce conducteur avait déjà été impliqué dans deux autres collisions au cours des deux dernières années.

Recommandations :

Que la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec :

- par le moyen de son mensuel *Le Médecin du Québec*, sensibilise de nouveau les médecins à l'existence des ateliers sur l'évaluation de l'aptitude à conduire offerts par le Collège des médecins du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec et souligne l'importance de procéder de façon rigoureuse à cette évaluation. [1]

Que l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, l'Ordre des optométristes du Québec, et l'Ordre des psychologues du Québec :

- invitent leurs membres visés par l'évaluation de l'aptitude à conduire à participer aux ateliers sur l'aptitude à conduire offerts par le Collège des médecins du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec. [2]

Que l'Association des directeurs de police du Québec :

- informe les policiers de l'impact sur la sécurité routière des demandes d'évaluation de l'aptitude à conduire adressées à la Société de l'assurance automobile du Québec, lorsqu'ils ont un doute sur l'aptitude d'un conducteur. [3]

Que la direction générale de l'École nationale de police du Québec :

- ajoute dans le contenu de la formation de base des policiers une période consacrée aux indices pouvant soulever un doute sur l'aptitude à conduire d'une personne; en collaboration avec la Société de l'assurance automobile du Québec, cette formation devrait souligner l'impact sur la sécurité routière des demandes d'évaluation de l'aptitude à conduire formulées par les policiers et leur suggérer les lignes de conduite possibles en pareille circonstance. [4]

Que le Regroupement québécois des résidences pour aînés :

- sollicite l'intervention de la Société de l'assurance automobile du Québec en vue d'informer les propriétaires et gestionnaires des établissements d'habitation et d'hébergement du Québec sur les indices pouvant soulever un doute sur l'aptitude à conduire d'une personne et leur suggérer les lignes de conduite possibles en pareille circonstance. [5]

Organisations/personnes visées :

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Ordre des ergothérapeutes du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ordre des optométristes du Québec
Ordre des psychologues du Québec
Association des directeurs de police du Québec
École nationale de police du Québec
Regroupement québécois des résidences pour aînés

Suivi des recommandations :

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des ergothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des optométristes du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des psychologues du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des directeurs de police du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

École nationale de police du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-08-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Regroupement québécois des résidences pour aînés

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-08-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173851 149131

Événement :

Un conducteur de 17 ans est mortellement blessé après avoir été victime de deux collisions successives sur la route 133 à Sainte-Anne-de-Sabrevois.

Le jeune homme a dévié de sa voie pour heurter un premier véhicule circulant en sens inverse. Le véhicule a continué tout droit pour entrer en collision avec un fourgon.

Le conducteur était détenteur d'un permis probatoire. Les résultats des analyses toxicologiques ont révélé la présence de cannabis dans le sang et une alcoolémie supérieure à la limite légale pour conduire. Par ailleurs, il ne portait pas sa ceinture de sécurité.

Recommandations :

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec :

- sensibilise les propriétaires de débits de boisson à vérifier l'âge de leurs clients, même s'ils semblent avoir 18 ans, afin de s'assurer que la personne mineure ne consomme pas d'alcool dans leur établissement. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- augmente la visibilité des campagnes de publicité pour responsabiliser l'entourage des conducteurs ayant consommé de l'alcool en les sensibilisant aux signes et aux symptômes d'une consommation pouvant devenir dangereuse. [2]

Que la Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec :

- suggère aux propriétaires de débits de boisson d'offrir des appareils pouvant déterminer le taux d'alcool d'un client afin d'aider l'entourage à valider le niveau d'alcool d'un conducteur potentiel. [3]

Organisations/personnes visées :

Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec
Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314269 152148

Événement :

Un homme de 57 ans décède de polytraumatisme à la suite d'un carambolage sur la route 108 à Saint-Éphrem-de-Beauce.

La route était partiellement enneigée et la visibilité réduite à cause de la poudrerie. Cette situation imprévisible a provoqué le carambolage. L'homme est transporté à

l'hôpital de la région avant d'être transféré dans un hôpital de Québec. Son décès est constaté plusieurs jours après l'accident.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- procède à l'installation d'une haie brise-vent ou d'une clôture afin de diminuer la poudrierie et l'accumulation de neige sur la route 108 à la hauteur du numéro 335. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-14, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-175035	150815
	A-175034	150814

Événement :

Deux jeunes hommes décèdent à la suite d'une collision avec un poteau et de l'incendie de leur véhicule sur la rue Saint-Laurent à Beauharnois.

Les jeunes hommes sortaient d'un bar et étaient en état d'ébriété. Selon un témoin, l'automobile roulait à vive allure. La rue Saint-Laurent est une route à deux sens, dont la vitesse maximale est fixée à 50 km/h. Cette route se termine par une intersection faisant face à un sens unique où les véhicules doivent tourner à droite.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- intensifie la surveillance policière à la sortie des bars. [1]

Que la Ville de Beauharnois :

- revoie la signalisation et les aménagements de cette intersection dans le but d'y améliorer la sécurité. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Ville de Beauharnois

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-18, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ville de Beauharnois

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-23, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Événement :

Un conducteur de 59 ans qui ne portait pas sa ceinture de sécurité est mortellement blessé lorsque son véhicule est heurté de plein fouet par un véhicule utilitaire circulant en sens inverse sur la route 397 à Val-d'Or. La victime ne portait pas sa ceinture.

Le 4 avril 2011, les conditions météorologiques étaient très mauvaises. Le véhicule utilitaire qui a dérapé dans la gadoue était muni de pneus quatre saisons.

Le Code de la sécurité routière précise que les pneus d'hivers sont obligatoires du 15 décembre au 15 mars. Toutefois, il est établi que lorsque la température descend sous les 7 degrés Celsius, ils offrent une meilleure tenue de route que les pneus quatre saisons.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministère des Transports du Québec :

- continuent leur campagne de publicité sur l'importance de boucler sa ceinture de sécurité; [1]
- réfléchissent à la possibilité de prolonger, dans certaines régions, la durée selon laquelle les véhicules automobiles doivent obligatoirement être munis de pneus d'hiver; [2]
- procèdent, dès l'hiver 2011-2012, à des campagnes de publicité pour faire comprendre aux conducteurs que l'hiver, au 15 mars, n'est pas fini et qu'il est prudent de conserver des pneus d'hiver, tant que les conditions hivernales l'exigent dans leur région.[3]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-17, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-17, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312164 150603

Événement :

Une femme de 83 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un autre véhicule sur l'autoroute 85 à Rivière-du-Loup.

La conductrice a pris la bretelle de sortie de l'autoroute au lieu de l'entrée. Elle a circulé sur près de quatre km avant la collision. L'impact a été violent et la femme est décédée sur le coup.

La circulation était déviée en raison des réparations. Selon l'enquête policière, la signalisation en place était adéquate, mais l'inscription sur les panneaux était peu visible.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- remplace les panneaux de signalisation « Accès interdit » ainsi que celui « Interdiction de circuler en sens contraire » de la bretelle de sortie Fraserville de l'autoroute 85 direction nord à Rivière-du-Loup, si ce n'est déjà fait, étant donné leur dégradation. De plus, ces panneaux devraient être remplacés lorsqu'on constate une détérioration; [1]
- installe plusieurs panneaux de signalisation (plutôt qu'un) indiquant « Accès interdit » et « Interdiction de circuler en sens contraire » tout le long des bretelles de sortie avant d'atteindre l'autoroute afin qu'un conducteur fautif puisse se rendre compte de son erreur lorsque mal engagé; [2]
- prévoie une ou des personnes qui assurent la signalisation sur place afin d'aider tout conducteur qui semble hésitant à poursuivre son chemin surtout les plus âgés. [3]
- mette en place toute autre mesure qui augmenterait la sécurité aux abords des entrées d'autoroute lors de travaux routiers. [4]

Que la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- rappellent que par des activités de formation destinées aux médecins ou par tout autre moyen jugé pertinent et utile, l'examen des fonctions mentales doit faire partie intégrante de l'évaluation d'une personne âgée et à plus forte raison si elle détient un permis de conduire. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-12-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-12-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-12-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-10-03, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-10-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311533 148788

Événement :

Trois jeunes dans la vingtaine perdent la vie dans une collision frontale entre deux véhicules sur la route 138 à Lavaltrie.

Une conductrice a perdu la maîtrise de son véhicule à la sortie d'une courbe pour percuter de plein fouet le véhicule de la victime qui circulait en sens inverse.

Les résultats des analyses toxicologiques de la victime révèlent un taux d'alcool trois fois supérieur à la limite légale pour conduire.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intensifie ses campagnes de sensibilisation auprès des jeunes conducteurs et envisage sérieusement des mesures visant la réévaluation de ceux-ci lors du renouvellement du permis de conduire; [1]
- modifie la loi afin d'augmenter les sanctions imposées aux jeunes conducteurs à la suite d'infractions au Code de la route. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-173870	149579
	A-173869	149578

Événement :

Un automobiliste de 23 ans décède d'une lacération de la rate à la suite d'une collision avec un poteau sur la route 219 à Saint-Patrice-de-Sherrington.

Le conducteur circulait à 120 km/h lorsqu'il a perdu la maîtrise de son véhicule dans une zone limitée à 90 km/h. Selon les policiers présents sur les lieux après l'accident, aucune odeur d'alcool n'était perceptible et rien ne portait à croire que le conducteur avait fait usage de drogues illicites.

Les résultats de l'analyse toxicologique du conducteur révèlent la présence de cocaïne dans les urines.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- mène des campagnes de sensibilisation concernant l'usage de drogues illicites au volant. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :	A-165315	151230
-----------------------	----------	--------

Événement :

Une femme de 18 ans décède d'un choc multifactoriel à la suite d'une collision avec un véhicule venant en sens inverse sur le boulevard Saint-Antoine à Saint-Jérôme.

Après l'impact, la passagère est rapidement conduite à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Son état ne cesse de se détériorer et son décès est constaté le lendemain.

Selon le dossier médical, il semble que la patiente n'a pas reçu les soins optimaux lors de son hospitalisation.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie l'ensemble du dossier médical de la patiente. [1]

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme :

- revoie l'ensemble du dossier médical de la patiente. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Suivi des recommandations :Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313206 150680

Événement :

Une femme de 29 ans décède dans un accident de la route à Saint-Mathieu-de-Beloeil.

Le 31 octobre, la femme circule sur l'autoroute 20 Est. Après un dépassement à 110 km/h sur la glace noire, elle perd la maîtrise de son véhicule qui dérape et s'enroule autour d'un lampadaire. L'impact se fait sur le côté gauche de la voiture qui se plie en deux. La femme décède sur le coup.

Ces lampadaires sont installés en ensemble de 5 ou plus le long des bretelles d'entrée et de sortie des autoroutes. Les premiers et les derniers lampadaires de ces bretelles sont les plus susceptibles d'être percutés par un véhicule.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- propose la meilleure façon d'améliorer la chance de survie des automobilistes lors d'une collision à haute vitesse avec un lampadaire sur le bord d'une autoroute. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-07, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305532 152922

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'asphyxie par noyade à la suite d'une perte de contrôle de son véhicule sur le chemin Campbell à Chibougamau.

Son véhicule a terminé sa course sur le toit et a plongé dans le lac. L'homme est demeuré incarcéré. Plusieurs facteurs sont déterminants dans cet accident mortel : changement de revêtement de la chaussée, poteau indicateur d'un danger placé sur la ligne de rue et absence de dispositif de retenue dans une courbe prononcée à l'approche du lac.

De plus, le conducteur avait consommé de l'alcool et des drogues pendant la soirée et il conduisait à haute vitesse.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- revise la signalisation sur l'ensemble du chemin où le décès est survenu en particulier la signalisation indiquant le danger que peut représenter le changement de type de route (asphalte au gravier), la vitesse à suggérer dans les courbes et la présence d'un lac à découvert aux abords des courbes prononcées; [1]
- protège, comme prévu, l'accès aux abords du lac en installant des glissières de sécurité destinées à maintenir le véhicule sur la chaussée; [2]
- corrige l'emplacement du poteau indicateur d'un danger aux abords d'un ponceau endommagé (le placer aux abords de l'accotement afin qu'il soit visible pour les conducteurs de véhicules); [3]
- effectue, comme prévu, la réparation du ponceau pour éviter que l'érosion endommage davantage ce tronçon de route dangereux. [4]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuivre sa sensibilisation auprès de la population à l'importance de diminuer et d'ajuster sa vitesse dans les chemins de surface en gravier en fonction des types de routes; [5]
- sensibilise davantage la population à l'importance de ne pas conduire un véhicule sous l'effet de la drogue; [6]
- continue à sensibiliser la population au fait que la vitesse tue. [7]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-02-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-01-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-01-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-01-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308855 145441

Événement :

Une passagère de 19 ans décède d'un traumatisme crânien majeur lorsque le véhicule dans lequel elle prenait place percute une glissière de sécurité sur la route 125, à Rawdon.

La jeune femme a été heurtée par la section métallique du garde-fou qui a pénétré dans le véhicule. Selon les experts reconstitutionnistes, les glissières de sécurité devraient toujours être construites de façon à débiter au niveau du sol en oblique et se terminer au même niveau. Ainsi, les véhicules seraient déviés le long de la structure métallique sans possibilité d'arrêt brusque.

Depuis l'adoption de nouvelles normes en matière de sécurité routière en 1999, toutes les glissières implantées ou installées depuis cette date l'ont été avec des dispositifs d'extrémité homologués. Le ministère des Transports prévoit dans son plan d'action le remplacement de 3000 extrémités de glissières semi-rigides.

Recommandation :

Que le ministre des Transports du Québec :

- accélère le remplacement des glissières non homologuées sur le réseau autoroutier, de même que sur les routes qui relèvent de sa compétence. [1]

Organisation/personne visée :

Ministre des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministre des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Camions et autres véhicules lourds

Avis/Dossiers :	A-173711	145829
	A-173712	145830
	A-173713	145831

Événement :

Trois occupants d'une automobile décèdent de polytraumatisme sévère à la suite d'une collision avec un camion-remorque sur la route 185 à Saint-Antonin.

Les trois occupants venaient du Nouveau-Brunswick et se dirigeaient vers Montréal. Ils s'étaient arrêtés à la halte routière du Grand arrêt Irving. En quittant le restaurant, l'automobile s'est arrêtée aux abords de la route 185, pour reprendre la route en direction nord. Le conducteur d'un véhicule lourd circulant en direction sud a tenté en vain d'éviter la voiture qui lui coupait le chemin. Le véhicule s'est trouvé coincé sous le camion-remorque et les trois occupants sont décédés dans cet accident.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec:

- revoie son plan de la route 185 afin d'effectuer plus rapidement que prévu des travaux concernant cette section particulière du Grand arrêt Irving à Saint-Antonin; [1]
- déterminer les mesures à mettre en place rapidement pour réduire le risque dans ce secteur en attendant la réfection de ce tronçon (réduction de la vitesse, feu de circulation ou autre mesure). [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-03-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-01-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308104 143047

Événement :

Un jeune homme de 19 ans décède d'un traumatisme craniocérébral lorsqu'il chute du marchepied arrière d'un véhicule lourd, à Laval.

L'homme travaillait pour une compagnie de signalisation routière. Accompagné d'un collègue, il se rend sur un chantier de construction pour récupérer les balises coniques et les panneaux de signalisation qui délimitaient une zone de travail. L'homme, qui prenait place sur le marchepied arrière, chute au sol, s'infligeant des blessures mortelles.

Selon les enquêteurs de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, l'aménagement de l'arrière du camion n'est adapté pour le transport d'un travailleur.

Recommandations :

Que la ministre du Travail du Québec :

- mette de l'avant les mesures nécessaires à l'amélioration de la santé et de la sécurité sur les chantiers routiers et d'infrastructures, y compris les mesures visant la responsabilisation des propriétaires et donneurs d'ouvrage publics tels que les municipalités et les villes; [1]
- examine la pertinence de créer un bureau général de la prévention ou un poste de conseiller général en prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, rattaché au bureau de la ministre et indépendant de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, exerçant une veille sur les accidents de travail, chargé des grandes orientations et du suivi des enquêtes d'accidents mortels et dont la fonction principale serait de conseiller la ministre sur les meilleures façons d'assurer la sécurité sur les lieux de travail dans la province. [2]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec en collaboration avec, entre autres, le ministère des Transports du Québec et l'Ordre des ingénieurs du Québec :

- établissent des normes et implantent des pratiques uniformes de gestion sécuritaire des travaux routiers et d'infrastructures permettant de qualifier les entrepreneurs et les firmes d'ingénieurs-conseils qui adhéreront à ces normes acceptées comme repères dans l'élaboration des devis et contrats des travaux. [3]

Que l'Union des municipalités du Québec en collaboration avec l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec :

- établissent des mesures et des mécanismes harmonisés permettant de qualifier leurs propres représentants (ingénieurs et surveillants de chantier) et les entrepreneurs spécialisés engagés dans lesdits travaux; [4]
- établissent un mode de formation et d'encadrement visant la responsabilisation de leurs gestionnaires, dont les chargés de projet et les contremaîtres, pour assurer aux équipes de travail une supervision, un contrôle et une coordination à pied d'œuvre des travaux présentant des risques particuliers et documentés. [5]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec :

- établissent un système d'audit et d'évaluation documenté de leurs membres à cet effet. [6]

Organisations/personnes visées :

Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures
 Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec
 Ministre du Travail du Québec
 Ministère des Transports du Québec
 Ordre des ingénieurs du Québec
 Union des municipalités du Québec

Suivi des recommandations :

Ministre du Travail du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-06-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ordre des ingénieurs du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Union des municipalités du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309262 147139

Événement :

Une femme de 82 ans décède d'un polytraumatisme sévère à la suite d'une collision avec un véhicule lourd sur la route 347 à Sainte-Geneviève-de-Berthier.

Le 22 décembre 2009, le conducteur du véhicule lourd a manqué une courbe et a percuté la voiture de la victime qui se trouvait dans la voie inverse. La victime est décédée sur le coup. Il semble que le conducteur du véhicule lourd se soit endormi. Notons que l'examen des fiches journalières de route du camionneur révèle que celles-ci étaient conformes aux règlements.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intensifie les campagnes de sensibilisation-choc, installe aux abords des routes des panneaux recommandant les arrêts fréquents et divulgue des messages d'information sur le danger du tueur insidieux qu'est la fatigue au volant. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-12, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Motocyclettes

Avis/Dossier : A-311754 148693

Événement :

Une motocycliste de 40 ans décède de polytraumatisme après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 227 à Mont-Saint-Grégoire.

Après être sortie de la chaussée, elle est tombée dans le fossé et a fini sa course dans le milieu du champ. Elle est transférée à l'Hôpital général de Montréal où elle est décédée.

Un examen de la route 227 a démontré une chaussée en très mauvais état. L'hypothèse la plus vraisemblable pour expliquer l'accident est la présence d'un trou sur la route.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- considère sérieusement de retravailler la chaussée sur la route 227 mécaniquement sur toute sa longueur pour ensuite y appliquer de l'asphalte neuf. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-31, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174079 148487

Événement :

Un motocycliste de 73 ans décède de polytraumatisme à la suite d'une perte de maîtrise de son véhicule sur l'autoroute 640 à Saint-Eustache.

L'homme avait déjà fait de la motocyclette au début de l'âge adulte. Le 30 avril 2010, il se rend chez un ami avec sa nouvelle motocyclette. Vers 15 h, le même après-midi, alors qu'il circulait sur l'autoroute, il dévie de sa voie et percute un garde-fou. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté à l'hôpital.

Il appert que l'homme était sous l'influence de l'alcool au moment de l'accident et qu'il avait des antécédents cardiaques.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- s'interroge sur la pertinence de valider de façon périodique la compétence à conduire une motocyclette, surtout chez les nouveaux propriétaires de motocyclette, peu importe leur âge. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165157 146369

Événement :

Un motocycliste de 34 ans décède d'un polytraumatisme après avoir perdu la maîtrise de son véhicule et heurté un garde-fou sur la route 347, à Notre-Dame-de-la-Merci.

Selon le rapport produit par la Sûreté du Québec, plusieurs accidents sont survenus dans ce secteur. Cette route est très prisée par les adeptes de la motocyclette, car elle comporte des pentes et des courbes très prononcées. La limite de vitesse est de 80 km/h, mais réduite à 45 km/h dans les courbes.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la configuration de la route 347 et y apporte les changements nécessaires. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Motoneiges

Avis/Dossier : A-170898 143709

Événement :

Un motoneigiste de 51 ans décède d'un traumatisme thoracique à la suite d'une collision avec un arbre dans un sentier à Pontiac.

L'homme est transporté au centre hospitalier du Pontiac, puis transféré vers l'Hôpital de Hull. Malgré son état, aucun drain thoracique n'est installé avant son transfert. À son arrivée à l'hôpital, son état se détériore et son décès est constaté après cessation des manoeuvres.

Recommandation :

Que le Département de l'urgence du Centre hospitalier du Pontiac :

- revoie ce dossier, notamment les conditions entourant le transfert du patient. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier du Pontiac

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier du Pontiac

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bicyclettes

Avis/Dossier : A-176478 154265

Événement :

Un cycliste de 51 ans décède d'une fracture à la base du crâne à la suite d'une perte de maîtrise de son vélo sur la route 132, à Saint-Fabien-de-Rimouski.

L'homme circulait sur l'accotement pavé qui présentait des trous et une longue fissure de cinq mètres. Il a perdu la maîtrise de son vélo lorsque la roue est entrée dans la fissure.

Par ailleurs, plusieurs modifications avaient été faites sur le vélo de montagne afin de faire du cyclotourisme. Cependant, ces modifications le rendaient plus instable au niveau de la direction.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- effectue des réparations sur l'accotement de la route 132 de la Côte à Gendreau, à Saint-Fabien-de-Rimouski; [1]
- vérifie s'il y a d'autres sites semblables à celui de la Côte à Gendreau qui pourraient présenter un danger pour les cyclistes, particulièrement lors de la descente d'une côte sur la 132 ou sur une route numérotée de la région du Bas-Saint-Laurent. [2]

Que Vélo Québec :

- informe les cyclistes qu'apporter plusieurs modifications altère la géométrie du vélo et peut le rendre instable et difficile à contrôler; [3]
- informe les cyclistes de l'importance de porter adéquatement le casque en vélo afin qu'ils soient protégés lors d'une chute. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Vélo Québec

Suivi des recommandations :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Vélo Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Piétons

Avis/Dossier : A-159191 137993

Événement :

Un homme de 26 ans décède d'un polytraumatisme crâniocervical et thoraco-abdominal à la suite d'une collision avec une automobile pendant qu'il déchargeait un camion de livraison à Brossard.

Le 25 février 2007, le livreur a été percuté par une automobile. Après de vaines manœuvres de réanimation, son décès est constaté à l'hôpital.

L'enquête policière a relevé que la chaussée était glissante et que le conducteur a été aveuglé par le soleil. La délimitation d'un périmètre de déchargement avec des cônes aurait contribué à minimiser l'impact.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- revoie ce dossier, afin de rappeler aux transporteurs les normes à suivre concernant la signalisation de livraison résidentielle. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314517 152285

Événement :

Un homme de 66 ans est mortellement blessé lorsqu'il est heurté par une camionnette à l'angle de la route 117 et du boul. Labelle, à Sainte-Thérèse.

L'homme marchait sur le trottoir de la route 117, en direction sud, du côté est de la chaussée. Le conducteur du véhicule circulant en direction nord sur le boul. Labelle a confondu l'accotement avec la voie de circulation et est monté sur le trottoir.

Le marquage effacé et l'infrastructure inégale ont contribué à cet accident mortel. En effet, il y a un rétrécissement important de la voie d'accotement à l'intersection en plus d'une légère déviation vers la gauche. De ce fait, un véhicule roulant en ligne droite se retrouve à monter sur le trottoir.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- améliore la signalisation et le marquage sur ce tronçon de route. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173457 150755

Événement :

Un homme de 18 ans circulant en planche à roulettes décède de polytraumatisme après avoir été heurté par une automobile à l'intersection des rues Antoine Gauthier et du Méandre à Québec.

Le planchiste ne portait pas de casque protecteur. Malgré les soins reçus, son état s'est détérioré et son décès est constaté à l'hôpital.

Il appert que le coroner a été avisé 58 jours après le décès du jeune homme.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du CHA – Pavillon Enfant-Jésus :

- apporte les correctifs nécessaires sur le plan des équipes thérapeutiques concernant l'application conforme de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès. [1]

Organisation/personne visée :

CHA – Pavillon Enfant-Jésus

Suivi de la recommandation :

CHA – Pavillon Enfant-Jésus

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Héma-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Corporation des thanatologues du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bateaux et autres embarcations nautiques

Avis/Dossier : A-309865 150294

Événement :

Un homme de 50 ans se noie après que son embarcation a chaviré sur le lac Saint-Jean.

Le 18 septembre, l'homme et un ami partent en voilier. Les conditions météorologiques sont clémentes. En fin d'après-midi, un fort vent se lève et l'embarcation chavire complètement. L'homme portait une veste de flottaison mal ajustée. Il n'a pu remonter sur la coque du bateau, car sa veste autogonflante antérieure (devant la poitrine et autour du cou) l'en empêchait.

En raison des mauvaises conditions climatiques dans la soirée et la nuit, les secours n'ont pu se rendre sur les lieux du naufrage. Ce n'est que le lendemain matin que le voilier a été localisé. Le corps de l'homme a été repêché le 2 octobre.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec - Poste de la MRC Lac-Saint-Jean-Est et la Sûreté du Québec - Poste de la MRC du Domaine-du-Roy :

- s'assurent que les embarcations de sauvetage sont prêtes en tout temps pour intervention; [1]
- s'assurent que, chaque printemps, le personnel est formé selon les normes d'intervention de sauvetage nautique; [2]
- s'assurent que, chaque printemps, le protocole de sauvetage est révisé et appliqué avant le début de la saison nautique. [3]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec - Poste de la MRC Lac-St-Jean-Est
Sûreté du Québec - Poste de la MRC du Domaine-du-Roy

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec - Poste de la MRC Lac-St-Jean-Est

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec - Poste de la MRC du Domaine-du-Roy

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-12-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-12-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres décès accidentels

Accidents avec machine

Avis/Dossier : A-306880 141772

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'un polytraumatisme thoraco-abdominal sévère sur un chantier de réfection sur la route 347, à Saint-Gabriel-de-Brandon.

Le 14 août 2008, l'homme est dans l'attente d'un déchargement de remblais. Alors qu'il circule à pied sur le chantier, il est happé puis écrasé par une pelle hydraulique qui effectue une manœuvre de recul.

Selon la Commission de la santé et de la sécurité du travail, il appert que la supervision et l'organisation des travaux étaient déficientes et défavorables pour assurer la sécurité des travailleurs du chantier.

Recommandations :

Que la ministre du Travail du Québec :

- mette de l'avant les mesures nécessaires à l'amélioration de la santé et de la sécurité sur les chantiers routiers et d'infrastructures, y compris les mesures visant la responsabilisation des donneurs d'ouvrage privés et publics, tels que le ministère des Transports du Québec; [1]
- examine la pertinence de créer un bureau général de la prévention ou un poste de conseiller général à la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, rattaché au bureau de la ministre et indépendant de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, exerçant une veille sur les accidents du travail, chargé des grandes orientations et du suivi des enquêtes d'accidents mortels et dont la fonction principale serait de conseiller la ministre sur les meilleures façons d'assurer la sécurité sur les lieux de travail dans la province; [2]
- modernise la Loi sur la santé et la sécurité du travail pour faire en sorte que tous les documents d'appels d'offre, plans et devis contiennent obligatoirement une section détaillant les équipements et les techniques nécessaires et appropriés pour la réalisation des travaux selon les règles de l'art en santé et sécurité du travail et que les soumissionnaires soient obligés de remplir cette section en quantifiant les coûts liés à ces équipements et à ces techniques de travail; [3]
- voie à impliquer davantage les firmes de génie-conseil dans tout le processus de gestion de la santé et de la sécurité au travail, pour que tous les appels d'offres, plans et devis soient préparés et les soumissions analysées en priorisant la question de la santé et de la sécurité du travail. [4]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec en collaboration avec, entre autres, le ministère des Transports du Québec et l'Ordre des ingénieurs du Québec :

- conçoivent des normes et implantent des pratiques uniformes de gestion sécuritaire des travaux routiers et d'infrastructures, permettant de qualifier les entrepreneurs et les firmes d'ingénieurs-conseils qui adhéreront à ces normes acceptées comme repères dans l'élaboration des devis et des contrats des travaux. [5]

Que la ministre des Transports du Québec en collaboration avec l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec :

- établissent des mesures et des mécanismes harmonisés permettant de qualifier leurs propres représentants (ingénieurs et surveillants de chantiers) et les entrepreneurs spécialisés engagés dans lesdits travaux. [6]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec :

- établissent un mode de formation et d'encadrement visant la responsabilisation de leurs gestionnaires, dont les chargés de projet et les contremaîtres, pour assurer aux équipes de travail une supervision, un contrôle et une coordination à pied d'oeuvre des travaux présentant des risques particuliers et documentés; [7]
- établissent un système d'audit et d'évaluation documenté de leurs membres à cet effet. [8]

Organisations/personnes visées :

Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures
 Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec
 Ordre des ingénieurs du Québec
 Ministre des Transports du Québec
 Ministre du Travail du Québec

Suivi des recommandations :

Ministre du Travail du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-04-11, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-04-11, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2011-04-11, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2011-04-11, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Ordre des ingénieurs du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministre des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-06-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171084 146998

Événement :

Un mécanicien de 39 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral lorsque sa tête est écrasée sous un démêleur à paliers dans une scierie à Grande-Rivière.

Le travailleur effectue des tâches de maintenance sur des machines dans la scierie. Il tente de détecter la source d'un bruit et de lubrifier certaines pièces sous la machine en fonction. Le mécanicien perd l'équilibre et sa tête est écrasée au milieu des paliers en mouvement.

Selon le rapport de la Commission de la santé et de la sécurité au travail, l'employé ne portait pas de casque de sécurité. De plus, aucun contremaître n'était présent afin de faire respecter les procédures de sécurité.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité au travail - Direction régionale de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine :

- intensifie les rappels et vérifie sur une base régulière si le programme de prévention de blessures par les convoyeurs, les démêleurs à paliers applicables dans les industries de bois de toute région, est en vigueur durant tous les quarts de travail. [1]

Que la Scierie de bois Grande-Rivière GDS :

- respecte et applique son programme de prévention en sécurisant les zones d'accès dangereuses dans tout le bâtiment de l'usine. [2]
- respecte et applique à la lettre, toutes les recommandations du fabricant de son démêleur à paliers quant à son fonctionnement et à son entretien régulier. [3]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité au travail- Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Scierie Bois Grande-Rivière GDS

Suivi des recommandations :Commission de la santé et de la sécurité au travail- Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Scierie Bois Grande-Rivière GDS

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-12-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-12-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Intoxications

Avis/Dossier : A-165161 146665

Événement :

Un homme de 31 ans décède d'un syndrome neuroleptique malin à l'Hôpital Fleury de Montréal.

La veille du décès, l'homme est admis à l'urgence pour un état d'agitation et des hallucinations. Le médecin prescrit de l'halopéridol, et des contentions sont installées aux quatre membres. Comme le patient demeure toujours agité, on doit lui administrer de l'halopéridol à plusieurs reprises au cours de la journée. Sa respiration devient laborieuse et il présente de l'hyperthermie. Devant la détérioration clinique de son état, le patient est placé sous respirateur et des antibiotiques lui sont prescrits. Dans les minutes qui suivent, l'homme fait un arrêt cardiorespiratoire et son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Fleury :

- revoie l'ensemble du dossier de ce patient. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie l'ensemble du dossier de ce patient.[2]

Que le service d'urgence de l'Hôpital Fleury :

- revoie le dossier du patient à une réunion de morbidité-mortalité. [3]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Fleury
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :Hôpital Fleury

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315310 153336

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'une intoxication accidentelle au Paraquat (herbicide) à l'Hôpital général de Montréal.

L'homme boit une gorgée du produit et vomit. Les ambulanciers lui administrent de l'oxygène et il est transporté à l'Hôpital LaSalle. Le Centre antipoison est joint et le patient est transféré à l'Hôpital général de Montréal. Son état ne cesse de se détériorer et son décès est constaté.

Le Paraquat est très toxique et il faut éviter que la personne vomisse. Dans ce cas, il est déconseillé d'administrer de l'oxygène. Lors de telles intoxications, les soins donnés doivent être pointus.

Recommandations :

Que le fabricant Syngenta :

- apporte des précisions supplémentaires aux renseignements contenus sur les étiquettes et la fiche du produit afin de mettre en garde l'utilisateur contre les dangers potentiels et aussi indiquer les gestes à poser, lors d'une ingestion accidentelle. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- travaille à des protocoles d'intervention préhospitalière spécifiques aux intoxications avec des substances potentiellement létales. [2]

Qu'Urgences-santé :

- revoie avec des spécialistes de Centre antipoison, ses protocoles afin de prévoir l'intervention appropriée dans les cas d'ingestion de substances potentiellement létales. [3]

Que le Centre hospitalier LaSalle et l'Hôpital général de Montréal :

- travaillent avec le Centre antipoison sur la rédaction d'un protocole d'accueil et de triage des patients intoxiqués; [4]
- sensibilisent ses médecins à l'importance d'une communication constante avec le Centre antipoison, lors de l'hospitalisation d'une personne intoxiquée; [5]

- analysent avec le concours de toxicologues, la qualité des soins offerts au patient durant son hospitalisation. [6]

Que le Centre universitaire de santé McGill :

- développe son équipe de toxicologie clinique du pavillon Royal Victoria afin de devenir un centre spécialisé de référence en matière d'intoxication. [7]

Organisations/personnes visées :

Syngenta
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Urgences-santé
Centre hospitalier LaSalle
Hôpital général de Montréal
Centre universitaire de santé McGill

Suivi des recommandations :

Syngenta

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier LaSalle

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-02-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centre antipoison du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Noyades

Avis/Dossier : A-167715 149126

Événement :

Un homme de 37 ans se noie dans la rivière Richelieu, à Noyan, en voulant sauver son frère.

Un groupe d'hommes pêchaient sur un pont de chemin de fer lorsque l'un d'entre eux a perdu l'équilibre, est tombé à l'eau et s'est retrouvé en difficulté. Son frère en voulant l'aider, s'est retrouvé aussi en difficulté. Ce dernier a été remonté à la surface par un citoyen après être demeuré sous l'eau près de 15 minutes. Les manœuvres de réanimation ont été cessées et le décès a été constaté.

Sur ce pont de chemin de fer, très apprécié des pêcheurs, aucun panneau n'y interdit l'accès et aucune enseigne n'indique le danger. Un article de la Loi sur la sécurité ferroviaire interdit à quiconque de pénétrer sur l'emprise d'une ligne ferroviaire. Cependant, aucun règlement n'oblige les compagnies de chemin de fer à placer des affiches y interdisant l'accès.

Recommandations :

Que le Canadien National :

- installe, à cet endroit, des panneaux y interdisant l'accès; [1]
- sensibilise la population sur les risques de sa présence sur l'emprise d'une voie ferroviaire par une campagne de publicité. [2]

Que la Sûreté du Québec MRC du Haut-Richelieu :

- assure une surveillance du pont ferroviaire à Noyan afin de décourager l'accès à cet endroit qui est à risque. [3]

Organisations/personnes visées :

Canadien National
Sûreté du Québec MRC du Haut-Richelieu

Suivi des recommandations :

Canadien National

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec MRC du Haut-Richelieu

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-11-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Avis/Dossier : A-173733 147749

Événement :

Une femme de 82 ans décède d'une péritonite aiguë viscérale bactérienne secondaire à une perforation intestinale à la suite d'une coloscopie.

La femme vivait en résidence pour personnes âgées depuis une douzaine d'années. Quelques jours avant son décès, elle avait subi une coloscopie à l'Hôpital Notre-Dame de Fatima. L'intervention n'a pas été facile. Elle a quitté l'hôpital le jour même avec un suivi post-coloscopie réalisé par téléphone avec une infirmière. Le lendemain, elle se plaint de douleur abdominale et de faiblesse. Quatre jours après la coloscopie, son état s'est rapidement détérioré. Elle est trouvée sans vie à la résidence.

Recommandation :

Que le comité de l'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Notre-Dame de Fatima :

- revoie le protocole de suivi à la lumière de ce cas afin de l'améliorer. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Suivi de la recommandation :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Asphyxies

Avis/Dossier : A-309439 148930

Événement :

Un enfant de 7 ans décède d'une asphyxie positionnelle dans un lit adapté, à son domicile.

L'enfant était lourdement handicapé tant sur le plan physique qu'intellectuel. Il dormait mal, se réveillant plusieurs fois par nuit. En 2005, en accord avec le Centre de réadaptation en déficience physique de Chaudière-Appalaches (CRDP-CA), la famille a fait adapter le lit. Il s'agit d'un lit à deux étages de dimension standard, en bois franc, qui doit être fixé au sol pour éviter qu'il bascule, selon l'ébéniste. Comme le meuble est adossé à un mur, il met une barrière sur trois faces. Les parents installent un matelas au mur, car l'enfant se frappe régulièrement la tête. Le jour du décès, tôt le matin, il joue dans son lit. Vers 9 h 20, la mère se rend à la chambre et le trouve sans vie, coincé entre le lit et le mur.

Le coroner précise que le matelas ne couvrait pas toute la longueur du lit. De plus, lorsque le meuble a été jugé conforme par le CRDP-CA, le matelas auxiliaire n'était pas fixé au meuble.

Recommandations :

Que le Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches :

- vérifie tous les lits adaptés pour le confinement de sa clientèle afin qu'ils ne puisse se déplacer avec le temps et n'offrent aucune ouverture dans laquelle le bénéficiaire pourrait s'introduire; [1]
- sensibilise les familles de ses bénéficiaires à l'importance de respecter les normes de sécurité pour toutes modifications apportées à un dispositif de confinement nommément un lit modifié pour un tel usage. [2]

Que le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches :

- reçoive une copie de ce rapport. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308624 144063

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'asphyxie positionnelle au Centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) Résidence Sainte-Claire.

L'homme résidait au CHSLD depuis 2006. Il présentait des troubles du comportement et son médecin lui avait prescrit des mesures de contention. Dans la nuit du 12 mars 2009, une préposée note que les ridelles de son lit ne sont pas sécuritaires. Le lendemain, le patient est vu par le médecin qui n'en fait aucune mention dans ses notes.

Le 15 mars 2009 vers 2 h 15, il est trouvé par une préposée la tête coincée sous la ridelle du lit. Aucune manœuvre n'est effectuée par les membres du personnel. Ce n'est que vers 3 h 20 que les services d'urgence sont contactés.

Recommandations :

Que le Centre d'hébergement de soins de longue durée Résidence Sainte-Claire Inc. :

- s'assure que tous les membres de son personnel ont accès aux directives en cas d'urgence, en sont informés et reçoivent une formation adéquate à cet égard; [1]
- s'assure que toutes les règles et politiques établies par le ministère de la Santé et des Services sociaux et relatives aux mesures de contention sont respectées dans son établissement et notamment que :
 - la décision d'imposer des contentions se prend après discussion en équipe multidisciplinaire;
 - la recherche de mesures de remplacement est faite conformément aux principes établis;
 - la question du consentement est discutée avec le résident ou ses représentants;
 - le consentement est écrit et signé;
 - les fiches de surveillance sont adéquatement remplies; [2]
- rédige un plan d'intervention pour chaque résident, rapidement après son admission et que celui-ci soit révisé régulièrement. [3]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- s'assure que des soins et des services de qualité sont offerts à la Résidence Sainte-Claire; [4]
- surveille l'imposition des mesures de contention qui y sont appliquées. [5]

Que le Collège des médecins du Québec :

- s'assure que ses membres et particulièrement le médecin traitant du patient, connaissent et appliquent les principes régissant les mesures de contention. [6]

Organisations/personnes visées :

Centre d'hébergement de soins de longue durée Résidence Sainte-Claire Inc.
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre d'hébergement de soins de longue durée Résidence Sainte-Claire Inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-04-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-09, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-11-09, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313775 151882

Événement :

Une femme de 89 ans demeurant au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Marcelle-Ferron décède d'une asphyxie par pendaison.

La femme était en perte d'autonomie et présentait des problèmes cognitifs. Depuis son admission au CHSLD en juin 2009, elle avait chuté à plusieurs reprises. Une infirmière, venue voir la patiente pour l'aider à mettre des bas compressifs, la trouve pendue à un crochet dans la salle de bain.

Il appert que la victime aurait chuté et que le cordon de sa jaquette d'hôpital s'est pris au crochet prévu pour le sac de linge sale. Elle n'a pas réussi à se dégager de sa fâcheuse position. Le crochet était situé à environ un mètre du sol.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Marcelle-Ferron :

- modifie les crochets servant à suspendre les sacs de linge sale dans les salles de bain des usagers, de sorte qu'il ne soit plus possible de s'y prendre accidentellement lors d'une chute.[1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Marcelle-Ferron

Suivi de la recommandation :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Marcelle-Ferron

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-02, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311764 148813

Événement :

Un homme de 18 ans décède d'asphyxie par compression thoracique lors de la réparation de son véhicule à Sutton.

Le véhicule était uniquement surélevé par deux dispositifs de levage du côté conducteur. L'homme est trouvé par sa mère coincé sous le véhicule. Les premiers répondants ont dégagé l'homme et commencé les manœuvres de réanimation qui se sont avérées vaines.

Recommandations :

Que le directeur national de la santé publique :

- invite les directions régionales de santé publique à diffuser de l'information sur les méthodes sécuritaires pour soulever un véhicule. [1]

Que le CAA-Québec :

- prenne les moyens de diffuser l'information sur les méthodes sécuritaires pour soulever un véhicule. [2]

Organisations/personnes visées :

Directeur national de la santé publique
CIAA-Québec

Suivi des recommandations :Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

CIAA-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168243 143353

Événement :

Un bébé de cinq semaines est décédé d'une asphyxie positionnelle.

L'enfant était couchée avec les parents sur la causeuse. Elle était placée entre la mère et le dos de la causeuse. À son réveil, la mère découvre sa fille sans vie sur les genoux de son conjoint. Paniquée, elle se rend chez le voisin qui appelle le 9-1-1. L'enfant est transportée par ambulance à l'Hôtel-Dieu de Lévis où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Il semble que les parents ont sous-évalué les dangers que représente le partage de la causeuse. Le message des experts entendus lors de l'enquête est clair: le lieu de sommeil le plus sécuritaire demeure la couchette placée dans la chambre des parents.

Recommandations :

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- poursuive la distribution du guide *Mieux vivre avec notre enfant* gratuitement aux parents; [1]

- poursuive ses démarches afin que les sites officiels apparaissent au premier plan lorsqu'une recherche sur le WEB est lancée avec notamment les mots clés « cododo, co-sleeping, dormir avec bébé »; [2]
- élabore des messages de rappel concernant le lieu de sommeil sécuritaire destinés aux parents lors de l'accouchement; ces messages pourraient être distribués par les professionnels de la santé concernés; [3]

Que l'Institut national de santé publique du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- travaillent en collaboration afin d'inclure un message clair concernant le lieu de sommeil le plus sécuritaire dans les différents outils destinés aux intervenants des centres de santé et de services sociaux et des centres jeunesse du Québec. [4]

Que l'Association des centres jeunesse du Québec :

- intègre aux outils visant à aider la prise de décisions, au moyen d'un système d'alerte, un message afin d'attirer l'attention des différents intervenants des centres jeunesse sur le lieu sécuritaire pour le sommeil des bébés. [5]

Organisations/personnes visées :

Institut national de santé publique du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association des centres jeunesse du Québec

Suivi des recommandations :

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association des centres jeunesse du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-09-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315542 154682

Événement :

Un homme de 71 ans décède d'une pneumonie par aspiration à l'Hôpital de Hull.

L'homme est schizophrène. Il est admis à l'hôpital pour ralentissement psychomoteur et problème de marche. L'investigation neurologique montre une atrophie cérébrale. En cours d'hospitalisation, on note que le patient devient plus léthargique. Sa médication est changée et, peu de temps après, il présente une détresse respiratoire. Son décès est constaté quelques heures plus tard.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie le dossier de ce patient, en particulier l'évolution clinique au décès. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chaleur ou froid excessif

Avis/Dossier : A-312329 151472

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'insuffisance myocardique associée possiblement à un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310748 149292

Événement :

Un homme de 47 ans décède d'un coup de chaleur probable lors d'une période de canicule en juillet 2010, à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312327 151470

Événement :

Un homme de 73 ans décède d'un coup de chaleur probable lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310749 149293

Événement :

Un homme de 38 ans décède possiblement d'un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312258 149429

Événement :

Un homme de 49 ans décède probablement d'un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312284 149765

Événement :

Un homme de 71 ans décède d'hyperthermie lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312261 149303

Événement :

Une femme de 51 ans décède d'hyperthermie lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312251 149295

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'un coup de chaleur probable lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Saint-Jérôme.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique des Laurentides :

- s'assure que son protocole d'intervention en cas de chaleur intense est adéquat.[1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-10, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312250 149294

Événement :

Une femme de 50 ans décède d'un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312322 151445

Événement :

Une femme de 66 ans décède d'un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312321 151444

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312320 151443

Événement :

Un homme de 73 ans décède d'un coup de chaleur possible lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312326 151469

Événement :

Un homme de 88 ans décède d'un coup de chaleur possible lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310747 149291

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'une insuffisance myocardique lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312269 149494

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'un coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312263 149304

Événement :

Un homme de 56 ans décède d'un coup de chaleur possible lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310745 149431

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'un possible coup de chaleur lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chutes

Avis/Dossier : A-158842 136208

Événement :

Un femme de 87 ans décède d'un traumatisme crânien sévère à la suite d'une chute dans les escaliers au centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Pavillon Mgr Ross de Gaspé.

La dame résidait au CHSLD depuis 2005 et se déplaçait en fauteuil roulant. Elle souffrait de confusion et présentait des problèmes de vision. Le 9 avril 2007, elle est trouvée gisante au sol après avoir chuté dans les escaliers de l'entrée du centre. L'escalier dans lequel elle est tombée est fait d'une matière très dure et est muni de deux rampes latérales, seules protections existantes au moment de l'accident. Notons que le gardien de sécurité était absent de son poste pour faire sa ronde de surveillance habituelle.

Le médecin du centre est prévenu et ensuite les ambulanciers. Le personnel a peu d'équipement de premiers soins, mais a tenté de prévenir l'hémorragie. La victime est conduite au centre hospitalier où son état se dégrade peu à peu et son décès est constaté le 12 avril 2007.

Recommandations :

Que le CHSLD Pavillon Mgr Ross :

- installe et aménage à la partie supérieure de tout escalier du centre, dont l'accès frontal constitue un danger, un battant de protection incluant un arceau de sécurité transversale visant à éloigner les gens qui circulent en bordure de la partie supérieure de l'escalier;[1]
- assure une surveillance continue des aires communes du CHSLD Mgr Ross où les bénéficiaires ont libre accès en veillant à ce que l'agent de sécurité, qui doit quitter son poste de surveillance, soit remplacé par un autre membre du personnel ou à défaut, que l'accès aux aires communes leur soit empêché jusqu'à ce qu'une surveillance adéquate ne soit rétablie;[2]
- acquière en quantité suffisante et renouvelle au besoin tout le matériel de premiers soins requis en cas d'accident ou de situation d'urgence, qu'il soit accessible rapidement pour tout le personnel et que celui-ci en soit informé;[3]
- émette une directive établissant que, s'il survient un accident ou une maladie grave ayant un caractère d'urgence, le médecin de l'établissement et les services ambulanciers sont appelés sur les lieux immédiatement. [4]

Organisation/personne visée :

CHSLD- Pavillon Mgr Ross

Suivi des recommandations :CHSLD- Pavillon Mgr Ross

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165117 145730

Événement :

Un travailleur de 48 ans décède d'un polytraumatisme après avoir chuté d'un édifice commercial, à Montréal.

L'homme est contremaître d'une équipe de laveurs de vitres. Ces derniers effectuent leur travail à partir d'une plateforme suspendue ayant trois sections assemblées : deux consoles constituées chacune de trois poutres et d'une nacelle. Sur le toit, ils doivent déplacer les consoles qui soutiennent la plateforme afin de les positionner pour la prochaine descente. Comme l'espace est restreint, ils doivent raccourcir les consoles. C'est en effectuant cette opération que la poutre avant a basculée projetant le travailleur et l'équipement dans le vide.

Aucun des travailleurs ne portait de harnais de sécurité.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- demande à cette catégorie de travailleurs de suivre une formation en matière de sécurité tous les deux ans afin qu'ils demeurent sensibilisés aux risques inhérents au lavage de vitres d'immeubles en hauteur. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311365 148445

Événement :

Un homme de 57 ans décède de traumatismes crâniocérébral et thoracique après avoir fait une chute de huit mètres dans un puits en béton à l'usine de filtration de Pierrefonds.

L'accident est survenu alors qu'il sortait un boyau d'un des puits pour le faire sécher. Personne n'a vu tomber la victime. À l'arrivée des ambulanciers, il est en asystolie. Aucune manœuvre ne peut être tentée et son décès est constaté sur place.

Les intervenants de la Commission de la santé et sécurité au travail ont constaté qu'il y avait absence de garde-corps près du puits d'accès, et que l'organisation des activités de nettoyage du réservoir en ce qui a trait à la protection des travailleurs était déficiente.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- travaille de concert avec l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail; [1]
- s'assure de sensibiliser les travailleurs et les employeurs à l'importance de protections efficaces contre les chutes dans de telles installations. [2]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-03-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-01-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail – secteur des affaires municipales

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-01-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307829 143880

Événement :

Une femme de 77 ans décède d'une hypertension intra-crânienne secondaire à des contusions cérébrales multiples après que sa civière a basculé lors du transport ambulancier.

Le 26 février 2009, la femme communique avec les ambulanciers en raison de l'aggravation de son état général. Ils l'installent sur la civière et l'attachent. Alors qu'ils se positionnent devant la porte arrière de l'ambulance, la civière bascule sur le côté et la femme se frappe la tête sur le sol de béton.

À son arrivée à l'urgence, son état s'est détérioré. Malgré les interventions chirurgicales, son état se dégrade et son décès est constaté le 1^{er} mars 2009.

Recommandation :

Que la Coopérative des ambulanciers de la Mauricie :

- offre à ses membres une formation continue adéquate sur le transport sécuritaire des usagers puisque la fonction d'ambulancier nécessite une importante vigilance quant aux risques inhérents que peut comporter chaque transport. [1]

Organisation/personne visée :

Coopérative des ambulanciers de la Mauricie

Suivi de la recommandation :

Coopérative des ambulanciers de la Mauricie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313654 151181

Événement :

Un patient de 94 ans de l'Hôpital Sainte-Anne décède d'une pneumonie secondaire à une fracture de la hanche survenue 10 jours auparavant.

L'homme a chuté et s'est infligé des blessures à la hanche gauche alors qu'il se rendait prendre sa douche avec l'aide d'un aide-soignant. Il a été transféré à l'Hôpital du Lakeshore pour une chirurgie. Il décède quelques jours après son retour à l'Hôpital Sainte-Anne.

Il appert que l'homme était victime de chutes et qu'il avait subi des fractures vraisemblablement à la suite de chutes.

Recommandation :

Que la directrice générale de l'Hôpital Sainte-Anne :

- mette en place, si ce n'est déjà fait, un programme d'évaluation du risque et de prévention des chutes dans son établissement. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sainte-Anne

Suivi de la recommandation :

Hôpital Sainte-Anne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-309588 146397

Événement :

Une femme de 95 ans décède d'un traumatisme crânien à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

La femme résidait depuis juillet 2009 au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Saint-Antoine-de-Padoue. En raison de ses nombreux antécédents médicaux, elle devait recevoir des soins de confort.

Le 24 octobre 2009, elle se déplace avec sa marchette et demande à un résident devant elle de se tasser. Le résident qui souffre de démence, la pousse au niveau des épaules, elle tombe et se cogne la tête au sol. Elle est transportée à l'hôpital, où une tomodensimétrie révèle une hémorragie cérébrale. Les soins de confort sont maintenus et son décès est constaté le 26 octobre 2009.

Recommandation :

Que le CLSC-CHSLD Saint-Antoine de Padoue :

- évalue la possibilité de resserrer ses normes de surveillance et de prévention de la sécurité des bénéficiaires afin d'éviter la répétition d'un tel événement. [1]

Organisation/personne visée :

CLSC-CHSLD Saint-Antoine de Padoue

Suivi de la recommandation :

CLSC-CHSLD Saint-Antoine de Padoue

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311422 151692

Événement :

Une femme de 94 ans décède de polytraumatisme à la suite d'une chute dans les escaliers avec son fauteuil roulant au Centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) Gustave Gauvreau à Sept-Îles.

La chute est survenue alors que la résidente participait à des exercices de marche dans un corridor. Elle est transportée à l'hôpital, où son décès est constaté. À la suite de cet événement, l'administration du CHSLD a installé une demi-porte à l'entrée de l'escalier.

Un document d'août 2010, provenant de la direction du Centre de santé et des services sociaux de Sept-Îles, révèle toutes les situations à risque élevé et modéré pour les résidents et le personnel. Notons que 43 % de ces situations ont été réglées, laissant cependant encore des situations à risques.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles :

- règle, à court terme, toutes les situations d'accident à risque élevé et modéré signalées au mois d'août 2010. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Suivi de la recommandation :Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174859 150494

Événement :

Une femme de 85 ans décède d'embolies pulmonaires secondaires à une fracture de la hanche à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Le 10 octobre 2010, la femme est admise à l'hôpital à la suite d'une chute. Les examens révèlent une fracture de la hanche. Elle prenait un anticoagulant en raison d'embolies pulmonaires, et on interrompt le traitement deux jours avant de procéder à la chirurgie orthopédique. L'intervention s'est bien déroulée, et de l'héparine à doses prophylactiques a été prescrite en postopératoire. Le surlendemain, la femme présente une détérioration respiratoire progressive avec tachypnée. Le médecin de garde réévalue la patiente et juge qu'il n'y a rien pour soutenir un diagnostic d'embolie pulmonaire. Il cesse l'héparine intraveineuse. Les symptômes s'aggravent au cours de la soirée, mais aucun médecin n'a été appelé auprès de la patiente.

Le lendemain, la femme fait un arrêt cardiorespiratoire, et son décès est constaté après des manoeuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que le comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux Drummond :

- révise le dossier médical de la patiente afin d'évaluer si, dans les circonstances, les diagnostics et la conduite du personnel soignant lors de son hospitalisation du 10 au 15 octobre 2010 étaient adéquats et conformes aux standards de pratique médicale. [1]

Que la Direction des soins infirmiers du Centre de santé et de services sociaux Drummond :

- révise le dossier médical de la patiente afin d'évaluer si, dans les circonstances, la conduite des infirmières lors de son hospitalisation du 10 au 15 octobre 2010 était adéquate et conforme aux standards de la pratique infirmière. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174873 152728

Événement :

Une femme de 95 ans décède d'un infarctus du myocarde à la suite d'une chute à son domicile.

Le 26 avril 2011, la femme est transportée à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville, où l'on confirme une fracture du fémur droit. Le lendemain, la patiente est opérée sans complications immédiates. Le 28 avril, le médecin note au dossier que la tension artérielle est à 117/65 et que les bruits cardiaques et pulmonaires sont normaux. Aucune note médicale ne figure au dossier par la suite jusqu'au constat de décès de la patiente le 29 avril.

Les notes infirmières indiquent une seule mesure de tension artérielle entre 8 h et 17 h le 28 avril. Le résultat est bas, et la patiente est agitée et désorientée. Selon le coroner, devant une tension artérielle basse, des mesures de contrôle auraient dû être rapidement prises et le médecin avisé.

Recommandation :

Que la Direction des soins infirmiers et la Direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux Drummond :

- révisent le dossier médical de la patiente afin d'évaluer si les conduites infirmières lors de son hospitalisation du 26 au 29 avril 2011 étaient adéquates et conformes aux standards de la pratique infirmière dans les circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174878 154263

Événement :

Une femme de 88 ans décède d'une hémorragie sous-arachnoïdienne à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

La femme demeurait dans une résidence pour personnes âgées autonomes. Elle prenait de nombreux médicaments dont un anticoagulant et un antiplaquettaire. Le 27 mars 2011, elle est transportée par ambulance à l'hôpital après avoir fait deux chutes. Une tomodensitométrie cérébrale révèle la présence d'une légère hémorragie sous-arachnoïdienne hémisphérique et des multiples fractures du massif facial. L'anticoagulant est cessé, mais l'antiplaquettaire est continué. Une rencontre avec la famille établit un niveau de soins optimal. Une seconde tomodensitométrie faite quelques jours plus tard montre une nette progression des phénomènes hémorragiques. Le médecin de l'urgence commence la correction de sa coagulation, mais l'intervention thérapeutique est arrêtée. Les jours suivants, les résultats des tests de coagulation demeurent élevés. L'état de la patiente ne cesse de se détériorer et des soins de confort lui sont administrés. Son décès est constaté le 7 avril.

Recommandation :

Que le Comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux Drummond :

- révise le dossier médical de cette patiente afin d'évaluer si les interventions appliquées lors de son hospitalisation du 27 mars au 7 avril 2011 ont été adéquates et conformes aux standards de pratique médicale dans les circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173724 147002

Événement :

Un homme de 83 ans décède des complications médicales d'une fracture de la hanche au Centre hospitalier régional du Grand-Portage à Rivière-du-Loup.

L'homme souffrait d'une maladie pulmonaire obstructive chronique. La veille du décès, il est admis à l'hôpital à la suite de chutes. L'évaluation médicale met en évidence une fracture de la hanche et une chirurgie palliative est prévue le lendemain. Le patient reçoit de l'oxygène à raison de 2 l / min pour décompensation de sa maladie pulmonaire. Pour une raison inconnue, cet apport a été réduit à 0,5 l / min au cours de la nuit. Aux petites heures du matin, l'état du patient se détériore et l'interniste est avisé. Son décès est constaté quelques minutes plus tard.

Recommandation :

Que la Direction des soins infirmiers du Centre hospitalier régional du Grand-Portage:

- s'assure, entre autres, qu'il y a eu déclaration de l'erreur d'administration d'oxygène au registre d'incident/accident de l'établissement. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional du Grand-Portage

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional du Grand-Portage

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315543 154683

Événement :

Un homme de 78 ans décède à l'Hôpital de Hull de complications à la suite d'une chute survenue à domicile quelques jours auparavant.

À son admission, on note un traumatisme thoracique important. Le traitement habituel est amorcé et un drain thoracique est installé. La douleur est contrôlée, mais les problèmes respiratoires persistent. Le jour du décès, il est amené en radiologie pour un examen. À son retour, il présente un épisode de désaturation en oxygène et il décède.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Électrocutions

Avis/Dossier : A-170357 141673

Événement :

Un homme de 24 ans décède d'une électrocution par la foudre sur le lac du Milieu dans la zec Tawachiche.

L'homme était à la pêche avec des membres de sa famille lorsqu'il a été foudroyé par un éclair.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de même que le ministère de la Sécurité publique s'associent à Hydro-Québec pour :

- élaborer une stratégie de diffusion concertée d'information concernant la foudre, ses dangers et les moyens pour s'en protéger. [1]Ceci devrait inclure ;
- publicité radiophonique, télévisuelle, par Internet et dans les journaux en juin, juillet et août;
- publicité sous forme de capsules lors des bulletins météo;
- pour les plaisanciers : affiches d'information placées aux endroits stratégiques dans les marinas, centres de location et centres de ravitaillement, ainsi que remise, lors de l'obtention du permis de possession de l'embarcation ou lors de l'achat chez un distributeur, d'un guide sur les méthodes de protection contre la foudre;
- pour les campings, parcs forestiers et centres de plein air : affiches d'information placées aux endroits stratégiques à l'accueil, remise d'un guide des méthodes de protection contre la foudre et identification, à différents endroits sur le terrain de camping, des abris sécuritaires contre la foudre contenant une matière isolante appropriée;
- pour les camps et les colonies de vacances : formation de base obligatoire de tous les moniteurs sur les situations à risque et les moyens de protection contre la foudre, ainsi que la présence obligatoire d'une personne responsable ayant des connaissances plus poussées en prévention et qui peut agir en tant que personne-ressource auprès des moniteurs moins expérimentés;

- pour les clubs de golf : affiches d'information placées aux endroits stratégiques dans les chalets, énoncé des méthodes de protection inclus dans les cartes de pointage et identification, le long du parcours, d'abris sécuritaires contre la foudre contenant une matière isolante.

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de la Sécurité publique
Hydro-Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Intoxications

Avis/Dossier : A-312691 150950

Événement :

Une femme de 75 ans décède d'une pneumonie d'aspiration après avoir ingéré du nettoyant à baignoire au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Marie-Rollet.

La femme résidait au CHSLD depuis environ cinq mois et elle a été vue à plusieurs reprises à ingérer des substances non comestibles, mais peu toxiques. Le 28 novembre 2010, la femme est trouvée dans une salle de bain avec, près d'elle, un verre et un contenant de nettoyant. Elle est transférée à l'hôpital, où malgré les traitements reçus, elle décède le lendemain.

Recommandation :

Que le directeur général du Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale :

- s'assure que le personnel de son établissement range de façon sécuritaire les produits dangereux pouvant entraîner des conséquences néfastes pour les patients des établissements dont il est responsable. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Suivi de la recommandation :Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169364 141107

Événement :

Un homme de 41 ans, détenu à l'Établissement de détention de Montréal décède d'une dépression respiratoire multifactorielle.

L'homme présentait un syndrome d'apnée hypopnée du sommeil (SAHS), souffrait d'obésité et consommait des drogues et des médicaments. Quelques jours avant son décès, il a consulté à l'infirmerie à la suite d'une chute du deuxième étage de son lit superposé. Le personnel de l'infirmerie a demandé que l'homme ait une place au premier étage du lit, ce qui ne semble pas avoir été fait. Le 23 juin 2008, il est trouvé inanimé dans son lit. Les agents doivent aller chercher des escabeaux pour le déplacer, car il n'y en avait pas dans le secteur. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandations :

Que l'Établissement de détention de Montréal (Bordeaux) :

- fasse subir un bilan de santé annuel aux détenus; [1]
- utilise des lits uniques plutôt que des lits superposés chez les détenus. Sinon, les patients à risque du SAHS ou atteints de toute autre pathologie évaluée risquée (ex. obésité) par le médecin doivent dormir sur le premier lit superposé; [2]
- s'assure que des escabeaux ou échelles sont présents dans chaque secteur; [3]
- achemine aux médecins de l'Établissement de détention de Montréal ce dossier afin qu'ils en prennent connaissance. [4]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-06-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-06-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-312805 150652

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une intoxication à l'oxyde de carbone à son domicile.

Depuis deux ans, ses capacités cognitives diminuaient. La veille du décès, il revient chez lui vers 17 h 30 et stationne son véhicule dans le garage. Il passe la soirée avec sa conjointe et chacun se retire dans sa chambre pour la nuit. Le lendemain matin, sa fille tente en vain de le joindre. Son frère se rend au domicile et il trouve son père gisant par terre sans vie, et sa mère inconsciente.

Selon les constatations, l'homme aurait oublié d'éteindre le moteur de son véhicule.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- s'interroge sur la pertinence que tous les véhicules automobiles vendus au Canada soient munis d'un dispositif coupant l'alimentation combustible du moteur lorsque celui-ci tourne sans être embrayé pendant une période qu'il verra à déterminer. [1]

Que l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités :

- fassent des recommandations à leurs membres afin que la réglementation municipale rende obligatoire l'installation d'un détecteur de monoxyde de carbone dans un espace habitable contigu à un garage intérieur où un véhicule moteur peut être stationné, tant pour les bâtiments existants que pour les nouvelles constructions. [3]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Union des municipalités du Québec
Fédération québécoise des municipalités

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Union des municipalités du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération québécoise des municipalités

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-310926 147996

Événement :

Un homme de 37 ans décède d'une défaillance multiviscérale à la suite d'une intoxication accidentelle à l'amphétamine.

L'homme a consommé de la drogue lors d'une fête. Le lendemain, un ami le trouve dans la salle de bain rigide et agité de forts spasmes. Il est transporté en ambulance à l'Hôpital Notre-Dame de Fatima. L'urgentiste tente de stabiliser le patient. Les résultats sanguins révèlent la présence de drogues. L'acétaminophène n'est pas dosée. La température corporelle du patient augmente et on lui administre de l'acétaminophène. Son état est critique, il est transféré dans un hôpital de Québec. Malgré les soins reçus, son état se détériore et son décès est constaté.

Selon l'expert en toxicologie, il aurait été souhaitable que l'urgentiste communique avec le Centre antipoison du Québec, afin d'obtenir son opinion sur le choix du traitement. Un dépistage de l'acétaminophène devrait être effectué systématiquement, afin d'éliminer des complications.

Recommandations :

Que l'Hôpital Notre-Dame de Fatima :

- lise le présent rapport, afin de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires. [1]
- inclue à ses protocoles, lorsqu'une intoxication est suspectée, l'obligation d'appeler au Centre antipoison du Québec et ajoute le dosage d'acétaminophène au dépistage de base. [2]

Organisation/personne visée :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Suivi des recommandations :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Avis/Dossier : A-156240 127835

Événement :

Un bébé d'un mois décède d'une tamponnade cardiaque, complication rare liée à un cathéter central par accès veineux périphérique à l'Hôpital général juif.

L'enfant est né prématurément à l'Hôpital Saint-Luc après 30 semaines et 6 jours de grossesse. À trois semaines, il est transféré à l'Hôpital de Montréal pour enfants pour une ligature du canal artériel. Par la même occasion, on lui installe un cathéter central par accès veineux périphérique. La procédure est bien tolérée et une radiographie indique que le bout du cathéter se trouve dans la veine cave inférieure.

Le lendemain, il est retransféré à l'Hôpital général juif où on entreprend l'alimentation parentérale. Dix jours après le début de la procédure, l'enfant présente des périodes de désaturation et de bradycardie. Il est admis aux soins intensifs où son décès est constaté après des manoeuvres de réanimation infructueuses.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels du Centre universitaire de santé McGill :

- s'assure que les équipes concernées dans le traitement de l'enfant (Hôpital de Montréal pour enfants et l'Hôpital général juif ont finalisé et appliqué les recommandations que les comités avaient établies en 2005. [1]

Organisation/personne visée :

Centre universitaire de santé McGill

Suivi de la recommandation :

Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309616 147316

Événement :

Un homme de 66 ans décède d'une hémorragie interne à la suite d'une complication lors d'une intervention chirurgicale à la Cité-de-la-Santé de Laval.

Le 2 janvier 2010, l'homme est admis à l'hôpital pour une hémorragie basse. Le 7 janvier, le patient entre en salle d'opération pour subir une colectomie et anastomose. Pendant l'intervention, du sang est observé provenant d'une lacération splénique iatrogénique. On tente de temporiser manuellement et de cautériser sans succès. Le chirurgien procède à la splénectomie et à la résection au niveau du colon gauche. Le patient est amené en salle de réveil puis à sa chambre. Son état s'est détérioré et, malgré les manœuvres intensives de réanimation, son décès est constaté.

Il appert que le décès du patient est survenu quelques heures après la chirurgie. Il n'aurait pas reçu tous les soins postopératoires requis pour son état.

Recommandations :

Que la Cité-de-la-Santé de Laval :

- transmette le dossier du patient au Comité de l'évaluation de l'acte afin qu'il procède à l'évaluation et à l'analyse des actes médicaux dans la présente affaire en regard des normes fixées par l'établissement, et que son analyse et ses recommandations, s'il en est, soient transmises au Comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement qui prendra les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- soumette une copie de ce rapport à sa Direction de l'amélioration de l'exercice afin qu'elle puisse évaluer et analyser les actes médicaux dans la présente affaire en fonction des normes fixées pour la protection du public, et que des mesures soient prises s'il y a lieu. [2]

Organisations/personnes visées :

Cité-de-la-Santé de Laval
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-05, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308549 148864

Événement :

Une femme de 83 ans décède d'un choc septique à la suite d'une perforation intestinale lors d'une colonoscopie à l'Hôpital de Maniwaki.

Lors de l'intervention du 7 mai 2010, le chirurgien retire trois fragments grisâtres. Après son réveil, la patiente ne ressent aucun malaise et quitte l'hôpital avec sa fille. Trois jours après, la femme éprouve des douleurs abdominales et elle transportée par ambulance à l'hôpital. En raison de la sévérité de sa condition médicale, elle est admise aux soins intensifs. Trois semaines plus tard, son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie l'ensemble du dossier de la patiente lors de l'intervention chirurgicale pratiquée le 7 mai 2010. [1]

Organisation/personne visée :

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres décès accidentels

Avis/Dossier : A-309834 146235

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'une pneumonie à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus de Québec alors qu'un corps étranger était logé dans son poumon.

Les 9 et 10 octobre 2009, l'homme consulte à l'urgence de l'Hôpital de La Malbaie pour des difficultés respiratoires. Une imagerie pulmonaire démontre la présence d'une vis dans son poumon. Les médecins consultent le dossier médical antérieur du patient et découvrent que la vis était présente sur les imageries pulmonaires du 4 juin 2009 et du 29 août 2009. Des copies des résultats avaient été envoyées au médecin de famille de l'homme.

Le 12 octobre 2009, il est transféré à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus pour tenter de stabiliser son état. Une tentative d'extraction de la vis reste infructueuse. Son état ne cesse de se détériorer et son décès est constaté le 15 octobre 2009.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec et le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de La Malbaie :

- renvoient le dossier de ce patient. [1]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Hôpital de La Malbaie

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Hôpital de La Malbaie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310743 149288

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une arythmie cardiaque et d'un syndrome neuroleptique à Montréal.

Pendant la nuit du 9 juillet 2010, la femme fait de la température et est léthargique. Elle est transportée à l'urgence de l'Hôpital LaSalle. À son arrivée, elle présente des signes importants d'hyperthermie et de déshydratation. Aucun traitement rapide et agressif n'a été fait lors de la prise en charge de la patiente.

Recommandations :

Que le Syndic du Collège des médecins du Québec :

- revoie la prise en charge de la patiente à l'Hôpital de LaSalle. [1]

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier, dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante à Montréal qui date de quelques années. [2]

Organisations/personnes visées :

Syndic du Collège des médecins du Québec
Direction de santé publique de Montréal

Suivi des recommandations :Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312627 152490

Événement :

Un travailleur de 46 ans décède de complications multiples d'un traumatisme cervical majeur à l'Hôpital de Verdun.

L'homme travaillait pour une entreprise qui avait reçu en sous-traitance un contrat pour l'exécution de travaux de raccordement de l'égout pluvial. Lors de l'accident, des travailleurs effectuaient la coupe d'un tuyau de béton devant relier un regard à la conduite d'égout municipal. Alors qu'il ne restait qu'environ 10 cm à couper, le tuyau, qui était soutenu par ses extrémités, s'est affaissé, et les lèvres de la section coupée ont coincé la lame de la découpeuse. Celle-ci s'est cabrée et la lame est venue frapper le travailleur à la gorge, lui infligeant des blessures mortelles.

L'homme se servait de la découpeuse à disque selon les pratiques courantes dans le milieu de la construction; il utilisait la partie avant de la lame pour terminer la coupe du tuyau, alors que le guide d'utilisation remis par le fabricant de l'outil recommande d'éviter cette manœuvre et de ne pas couper un objet entre les points d'appui au sol.

Recommandations :

Que la ministre du Travail du Québec :

- mette de l'avant les mesures nécessaires à l'amélioration de la santé et de la sécurité sur les chantiers routiers et d'infrastructures, y compris les mesures visant la responsabilisation des propriétaires et donneurs d'ouvrage publics tels les municipalités et les villes; [1]
- examine la pertinence de créer un bureau général de la prévention ou un poste de conseiller général à la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, rattaché au bureau de la ministre et indépendant de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, exerçant une veille sur les accidents du travail, chargé des grandes orientations et du suivi des enquêtes d'accidents mortels et dont la fonction principale serait de conseiller la ministre sur les meilleures façons d'assurer la sécurité sur les lieux de travail dans la province; [2]
- modernise la Loi sur la santé et la sécurité du travail pour faire en sorte que tous les documents d'appels d'offres, les plans et devis contiennent obligatoirement une section détaillant les équipements et les techniques nécessaires et appropriés pour la réalisation des travaux selon les règles de l'art en santé et sécurité du travail et que les soumissionnaires soient obligés de remplir cette section en quantifiant les coûts liés à ces équipements et à ces techniques de travail; [3]
- voie à impliquer davantage les firmes de génie-conseil dans tout le processus de gestion de la santé et sécurité du travail, pour que les appels d'offres, plans et devis soient préparés et les soumissions analysées en priorisant la question de la santé et de la sécurité du travail. [4]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec avec la collaboration, entre autres, du ministère des Transports du Québec et l'Ordre des ingénieurs du Québec :

- établissent des normes et implantent des pratiques uniformes de gestion sécuritaires des travaux routiers et d'infrastructures permettant de qualifier les entrepreneurs et les firmes d'ingénieurs-conseils qui adhéreront à ces normes acceptées comme repères dans l'élaboration des devis et des contrats des travaux. [5]

Que l'Office municipal d'habitation de Montréal en collaboration avec l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec :

- établissent des mesures et des mécanismes harmonisés permettant de qualifier leurs propres représentants (ingénieurs et surveillants de chantiers) et les entrepreneurs spécialisés engagés dans lesdits travaux. [6]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec de même que les municipalités et offices paramunicipaux exécutant des travaux d'infrastructures :

- établissent un mode de formation et d'encadrement visant la responsabilisation de leurs gestionnaires, dont les chargés de projet et les contremaîtres, pour assurer aux équipes de travail une supervision, un contrôle et une coordination à pied d'oeuvre des travaux présentant des risques particuliers et documentés.[7]

Que l'Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures et l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec :

- établissent un système d'audit et d'évaluation documenté de leurs membres à cet effet. [8]

Organisations/personnes visées :

Ministre du Travail du Québec

Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures

Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec

Ministère des Transports du Québec
Ordre des ingénieurs du Québec
Office municipal d'habitation de Montréal
Union des municipalités du Québec

Suivi des recommandations :

Ministre du Travail du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Association québécoise des entrepreneurs en infrastructures

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-11-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-11-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2011-11-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2011-11-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-04-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ordre des ingénieurs du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Office municipal d'habitation de Montréal

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-07-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Union des municipalités du Québec

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-04-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311359 148241

Événement :

Un homme de 90 ans décède des suites de brûlures à l'eau chaude au Manoir Saint-Léonard.

Lorsque le système d'alarme incendie se déclenche à 12 h 35, n'ayant obtenu aucune réponse au téléphone, le responsable de l'entretien se rend à l'appartement du résident d'où provient le signal. La porte est verrouillée et n'ayant pas les clés, il communique avec le directeur adjoint qui s'y rend avec un passe-partout. L'homme est trouvé, inconscient, étendu dans sa baignoire. Il présente des brûlures au 1^{er} et 2^e degré sur environ 50 % de son corps. L'infirmière auxiliaire, arrivée sur les lieux, ne peut entreprendre les manœuvres de réanimation dû à la position de l'homme. Elle appelle le 9-1-1, les ambulanciers sortent le patient du bain. Le médecin d'Urgences-santé ne peut que constater le décès.

L'appel au 9-1-1 a été fait à 12 h 44, soit près d'une dizaine de minutes après que le signal s'est déclenché.

Les responsables de la résidence ont mentionné maintenir la température de l'eau du chauffe-eau à 56 °C. Après cet événement, une inspection a été effectuée par la Régie du bâtiment. La température moyenne de l'eau dans les salles de bain était de 54 °C après 1 minute et de 62 °C après 2 minutes d'écoulement. Le Code de construction du Québec prévoit, pour les bâtiments destinés à l'usage du public, une température à un maximum de 49 °C.

Recommandations :

Que la Régie du bâtiment du Québec :

- lance un programme d'inspection des installations de plomberie dans les résidences pour personnes âgées, soumises à la norme actuelle de 49 °C, afin de vérifier si celles-ci sont conformes et de s'assurer de l'existence d'une procédure de vérification des installations à l'interne; [1]
- accélère ses travaux de préparation d'une réglementation abaissant la température de l'eau permise dans les établissements de soins de santé; [2]
- accélère ses travaux techniques visant à trouver des solutions à la problématique posée par les températures excessives de l'eau, adaptées aux bâtiments existants et neufs hébergeant des personnes âgées; [3]
- étende aux résidences certifiées, accueillant des personnes âgées autonomes et semi-autonomes, les solutions mises de l'avant pour les établissements de soins. [4]

Que le Manoir Saint-Léonard revoie ses procédures d'urgence afin de s'assurer que :

- la première personne à se présenter dans un appartement, à la suite d'un appel d'urgence ou d'un signal d'alarme, est munie d'un passe-partout; [5]
- l'appel au 9-1-1 est fait le plus rapidement possible. [6]

Organisations/personnes visées :

Régie du bâtiment du Québec
Manoir Saint-Léonard

Suivi des recommandations :Régie du bâtiment du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-13, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-10-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Manoir Saint-Léonard

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Suicides, homicides

Suicides

Avis/Dossier : A-309651 148204

Événement :

Une femme de 82 ans se suicide par pendaison lors de son hospitalisation à la Cité-de-la-santé de Laval.

Elle est évaluée en psychiatrie pour des propos suicidaires le 28 février 2010. Le 28 mars, elle est toujours hospitalisée et elle se sent découragée. Elle est trouvée pendue dans la penderie de sa chambre. L'équipe de réanimation est au chevet à 12 h 5. À 12 h 31, les manœuvres sont cessées et le décès est constaté.

La femme a utilisé un cordon servant à fermer un sac de plastique pour mettre fin à ses jours. Lorsqu'une personne entretient des idéations suicidaires, le moindre objet anodin peut servir à commettre l'irréparable.

Recommandation :

Que la Cité-de-la-Santé de Laval :

- s'assure que les bénéficiaires de son unité d'hospitalisation en psychiatrie ne détiennent ou n'ont accès à aucun objet pouvant servir à un geste d'autodestruction ou homicide. [1]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-10, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310126 148865

Événement :

Un détenu de 35 ans se suicide par pendaison à l'Établissement de détention de Sherbrooke.

Il est découvert par un codétenu lors de son retour dans la cellule. Des manœuvres de réanimation sont amorcées par les agents des services correctionnels et poursuivies par les ambulanciers. Son décès est constaté à l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke.

L'homme avait été évalué à sept reprises pour le risque suicidaire en raison des transferts dans différents établissements. Les évaluations se font à l'aide d'un formulaire. Le coronar constate que ceux-ci ne sont pas toujours bien remplis et ne sont pas transmis de façon systématique au chef d'unité ou à un membre de l'équipe d'intervention spécialisée pour assurer un suivi. De plus, ces évaluations ne se font pas dans des conditions optimales; elles se déroulent au bureau d'admission à un

comptoir ouvert. Il précise que, même si les agents des services correctionnels ont reçu une formation sur l'évaluation du risque suicidaire, ceux-ci n'ont pas saisi l'importance à apporter à ce travail de dépistage.

Recommandations :

Que l'Établissement de détention de Sherbrooke :

- continue de sensibiliser les agents des services correctionnels à l'importance de l'évaluation du risque suicidaire en milieu carcéral, à l'importance de les faire dans des conditions optimales et à la pertinence de diriger la personne vers une ressource, lorsque requis; [1]
- aménage un local pour faciliter l'évaluation du risque suicidaire qui respecte davantage la confidentialité et soit plus susceptible de permettre aux personnes évaluées de se confier; [2]
- propose aux détenus des secteurs H2 et H3 des séances de sensibilisation en prévention du suicide comme cela se fait dans les autres secteurs; [3]
- s'assure que les agents des services correctionnels, qui ont reçu une formation en réanimation cardiorespiratoire, ont une formation récente et à jour;
- s'assure que le nombre minimum d'agents requis par la Loi des services correctionnels ayant reçu une formation en réanimation cardiorespiratoire sont présents à chaque quart de travail. [4]

Que la Direction générale des services correctionnels :

- évalue la possibilité et la pertinence d'informatiser le formulaire de l'échelle d'évaluation du suicide afin qu'il soit entièrement rempli et transmis automatiquement au responsable de la prévention du suicide.

Organisations/personnes visées :

Établissement de détention de Sherbrooke
Direction générale des services correctionnels

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-24, l'intervenant informe le coronier en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-03-24, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Avis/Dossier : A-165130 145811

Événement :

Une femme de 83 ans se suicide après avoir fait une chute de la terrasse de sa résidence.

Le 24 août 2009, la femme est hospitalisée au service d'hématologie-oncologie de l'Hôpital Notre-Dame à Montréal. Lors d'une rencontre avec la travailleuse sociale, elle mentionne qu'elle a des idées suicidaires sans plan précis. Deux jours plus tard, elle reçoit son congé de l'hôpital sans être revue par le psychiatre. Le 5 septembre 2009, la femme se jette dans le vide du douzième étage de la terrasse de sa résidence. Des manœuvres de réanimation sont amorcées et son décès est constaté à l'hôpital.

Plusieurs indices orientant vers la sévérité de la dépression de la victime ont été mentionnés à différents intervenants dans son dossier.

Recommandation :

Que le conseil des médecins et dentistes du Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame :

- revoie l'ensemble du dossier de la femme. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-172747 150510

Événement :

Un homme de 86 ans se suicide par pendaison à son domicile.

L'homme consulte à la salle d'urgence du Centre de santé et de services sociaux de La Mitis pour de l'insomnie et de l'anxiété. Il mentionne au médecin penser à la mort, mais ne pas vouloir en arriver là. Le médecin diagnostique une dépression et lui remet une prescription d'antidépresseurs. Par ailleurs, il est déjà suivi régulièrement par une infirmière du centre local de services communautaires et par une travailleuse sociale. Il leur a fait part de sa tristesse et de la baisse de son moral.

Le coroner précise qu'aucun suivi du risque suicidaire ne se trouvait au dossier.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de La Mitis :

- sensibilise les médecins omnipraticiens de son territoire ainsi que les autres professionnels de la santé ayant un contact avec des personnes présentant un risque suicidaire, à la possibilité d'une référence au programme de suivi étroit pour les personnes présentant un risque suicidaire lorsque requis. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de la Mitis

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de la Mitis

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311038 148727

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile de Sutton.

L'homme vivait difficilement une rupture conjugale. Quelques jours avant l'événement, il tenait des propos défaitistes et suicidaires. Le 20 mai 2010, l'homme consulte à une clinique sans rendez-vous. Le médecin diagnostique un trouble d'adaptation avec risque suicidaire modéré. Il lui fixe un rendez-vous de suivi, fait un pacte de non-suicide avec le patient et lui prescrit une médication antidépressive. Le lendemain, il est trouvé sans vie à son domicile.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués au patient. [1]

Organisation/personne visée :

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310830 147709

Événement :

Une femme de 40 ans de Montréal décède d'un traumatisme craniocérébral sévère secondaire au passage au cou et à la tête d'un projectile d'arme à feu.

La femme présentait un état dépressif de longue date qui avait nécessité plusieurs hospitalisations. Elle est trouvée à son domicile sans vie avec un fusil de chasse sur elle. L'arme à feu n'était pas verrouillée et des munitions se trouvaient dans une autre pièce.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- sensibilise la population en général et les professionnels de la santé en particulier au danger de garder une arme à feu dans le domicile d'une personne souffrant de problèmes de santé mentale. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Suivi de la recommandation :Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311704 148784

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'un traumatisme craniocérébral après s'être jeté devant une automobile sur l'autoroute 25 à Mascouche.

L'homme avait été hospitalisé en psychiatrie à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur pour une dépression psychotique avec idéations suicidaires. Il a consulté à nouveau le service d'urgence de l'hôpital, accompagné de sa famille. Il a rencontré, seul, le médecin de garde qui a inscrit dans ses notes que le patient était suicidaire, mais qu'il ne passerait pas à l'acte, et qu'il devait revoir son médecin.

Deux jours plus tard, l'homme quitte avec son véhicule le domicile familial en laissant une note à ses proches. La famille entre en contact avec les services d'urgence et part à sa recherche. Malgré la demande de la famille, aucun policier ne l'assiste dans les recherches. Les proches le localisent, à la limite des municipalités de Mascouche et de Saint-Roch-de-l'Achigan. En les voyant, l'homme s'enfuit et se jette devant une voiture sur l'autoroute. La victime est conduite à l'hôpital où elle arrive consciente. Son état neurologique s'est détérioré et son décès est constaté.

Recommandations :

Que le directeur général du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur :

- fasse examiner par le directeur des services professionnels et les chefs des départements de psychiatrie et de l'urgence le présent dossier pour déterminer si des mesures particulières pourraient permettre d'éviter d'autres décès semblables; [1]

Que le directeur de la Sûreté du Québec de la MRC de Montcalm et le directeur du Service de police de la Ville de Mascouche :

- examinent si l'information échangée entre les agents de leur poste respectif, d'une part, et celle entre leurs agents et la centrale 9-1-1, d'autre part, était adéquate et, le cas échéant, si des mesures particulières pourraient permettre d'éviter d'autres décès semblables. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur
Sûreté du Québec de la MRC de Montcalm
Ville de Mascouche

Suivi des recommandations :Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec de la MRC de Montcalm

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Mascouche

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-03-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171161 151898

Événement :

Un adolescent de 16 ans s'enlève la vie par pendaison à son domicile de Saint-Lin-Laurentides.

Le jeune homme avait des problèmes de santé mentale. Il avait fait une tentative de suicide à l'âge de 8 ans. Il avait bénéficié d'un suivi psychologique à la suite de cet événement, mais il l'avait cessé depuis plusieurs années. Les proches de l'adolescent ne rapportent aucuns propos suicidaires, mais le décrivent comme une personne maussade.

Son père le trouve sans vie à son retour du travail.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- continue les efforts pour faire tomber les tabous face au suicide et davantage éduquer les gens à déceler les indices laissant présager un suicide prochain, notamment en soutenant des organismes spécialisés (S.O.S suicide, Tel-aide, Tel-jeunes) mais aussi en créant ses propres programmes et en maintenant les publicités radiophoniques et télévisées. [1]

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- mette en place des programmes de prévention du suicide spécifiquement pour les jeunes du niveau secondaire et, pour ses enseignants, des programmes pour les aider à identifier les jeunes à risque (parent proche suicidé, problèmes de taxage scolaire ou autre forme de persécution par les autres élèves, problèmes liés à la séparation des parents, de la garde des enfants, dépendance à la drogue de l'un des parents, problèmes financiers familiaux, etc.), afin de pouvoir intervenir précocement avant que ne soit posé le geste suicidaire. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-22, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165101 144932

Événement :

Une femme de 28 ans décède d'une intoxication médicamenteuse à son domicile à Saint-Lin-Laurentides.

La femme souffrait de maladie bipolaire. Elle vivait avec un membre de sa famille qui avait été hospitalisé en juin 2009 à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. À sa sortie de l'hôpital, le 10 juin, le médecin lui avait remis une prescription de 250 comprimés de Dilaudid pour des douleurs dorsales.

La veille du décès, la victime se retire dans sa chambre vers 21 h. Le lendemain matin, on la trouve sans vie, en état de rigidité. Trois contenants de Dilaudid sont vides.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme :

- revoie l'ensemble du dossier de la femme qui demeurait avec la victime. [1]

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- revoie le dossier pharmaceutique de cette patiente hospitalisée en juin 2009 et qui demeurait avec la victime, à la pharmacie Mylène Gilbert à Saint-Lin-Laurentides. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme
Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-176811 151127

Événement :

Un homme de 69 ans se suicide par arme à feu à son domicile de Saint-Onésime-d'Ixworth.

Le 11 décembre 2010, l'homme est transporté à l'Hôpital de Notre-Dame de Fatima à La Pocatière. Une plaie est observée à la région frontale sans évidence d'orifice de sortie. Le médecin communique avec l'Hôpital de l'Enfant-Jésus de Québec pour la conduite à suivre. L'homme reçoit ses traitements, mais aucun produit sanguin ne lui est administré.

Le patient est stabilisé et transféré sous escorte médicale vers l'Hôpital de l'Enfant-Jésus. À son arrivée, il est en choc hypovolémique et, malgré les soins, son décès est constaté.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Notre-Dame de Fatima :

- soumette le dossier du patient au comité d'évaluation de l'acte de l'établissement afin de se pencher sur la conduite des intervenants au moment de la consultation à l'Urgence et du transfert du patient le 11 décembre 2010. [1]

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du CHA – Pavillon Enfant-Jésus :

- soumette le dossier du patient au comité d'évaluation de l'acte de l'établissement afin de se pencher sur la conduite des intervenants au moment de la consultation, du transfert et des soins reçus à l'arrivée du patient en salle d'urgence le 11 décembre 2010. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima
CHA – Pavillon Enfant-Jésus

Suivi des recommandations :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-23, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CHA – Pavillon Enfant-Jésus

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-176453 151203

Événement :

Un homme de 56 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile.

L'homme souffrait de dépression majeure pour laquelle il avait été hospitalisé à quelques reprises. Lors de sa dernière hospitalisation, le psychiatre traitant notait une amélioration de l'état du patient. Il lui accorde un congé temporaire de 24 heures. Le lendemain, la conjointe se rend chez son beau-frère, car la victime est introuvable. Ils se mettent à sa recherche et le beau-frère trouve l'homme pendu dans une remise, sur le terrain de sa résidence.

Il existe un formulaire pour les congés temporaires spécifiant les recommandations et les directives à observer, mais il n'est pas utilisé au Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette :

- révisé la feuille de congé temporaire existante, et s'assure qu'elle est signée par le répondant lorsque les recommandations lui sont transmises. [1]
- élabore un protocole concernant l'attribution d'un congé temporaire d'un patient d'une unité de soins psychiatriques et fasse en sorte qu'il soit connu autant par les psychiatres que par les médecins de famille du centre hospitalier. [2]

Que le Collège des médecins du Québec et l'Association des médecins psychiatres du Québec :

- forment un comité ou utilisent l'expertise d'un comité déjà existant afin qu'un protocole concernant l'attribution d'un congé temporaire d'un patient hospitalisé sur une unité de soins psychiatriques soit élaboré et diffusé auprès des psychiatres et des centres hospitaliers ayant des unités de soins aigus en psychiatrie. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette
Collège des médecins du Québec
Association des médecins psychiatres du Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-05-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Association des médecins psychiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165159 146663

Événement :

Une femme de 50 ans se suicide par pendaison à l'Hôpital général Juif de Montréal.

Elle était très anxieuse et ne dormait pas depuis l'achat récent d'un dépanneur. Elle consulte à l'Hôpital Jean-Talon où l'on conclut à un trouble d'adaptation avec anxiété situationnelle et on lui remet un échantillon de médicaments pour dormir. De retour à la maison, la famille, n'étant pas satisfaite de l'évaluation, amène la femme à l'Hôpital général Juif pour une deuxième opinion, car elle émet des propos suicidaires.

L'infirmière au triage note au dossier que la patiente présente un changement de comportement avec des hallucinations visuelles et auditives depuis 3 jours. Elle est placée en observation. Elle s'enfuit de l'urgence pendant que son fils est à l'admission et que le préposé prépare la civière. La police est avisée de sa disparition et des recherches sont effectuées par le personnel hospitalier. Elle est trouvée pendue quelques heures plus tard au sous-sol de l'établissement.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Jean-Talon :

- revoie l'ensemble du dossier de la patiente. [1]

Que la direction de l'Hôpital général juif :

- évalue les mesures actuelles afin d'assurer la sécurité des patients psychiatriques observés à l'urgence. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Jean-Talon
Hôpital général Juif

Suivi des recommandations :

Hôpital Jean-Talon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313779 151884

Événement :

Une femme de 65 ans se suicide par intoxication médicamenteuse à Granby.

La femme était traitée pour un trouble anxio-dépressif. Le 12 février 2011, elle consulte à l'urgence de l'Hôpital de Granby pour des symptômes dépressifs. Le médecin ajuste la médication, lui recommande de revoir son médecin de famille et il l'envoie en psychiatrie. Le 16 février, elle est portée disparue par son conjoint.

Deux jours plus tard, elle est trouvée inanimée sur la berge d'une rivière, une bouteille d'oxazépam utilisée le 12 février presque vide sur elle.

Recommandation :

Que l'Hôpital de Granby :

- évalue les soins prodigués à la patiente le 12 février 2011 pour s'assurer de leur qualité. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de Granby

Suivi de la recommandation :

Hôpital de Granby

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168101 148086

Événement :

Une femme de 53 ans décède d'une intoxication volontaire aux benzodiazépines à Val-des-Monts.

La femme souffrait de dépression majeure. Le 16 février 2008, un proche alerte les autorités policières de sa disparition. Le lendemain, un passant localise la femme dans sa voiture avec près d'elle un sac contenant des pots de pilules vides. Les services d'urgence sont joints, et la femme est transportée à l'hôpital, où son décès est constaté.

La femme recevait un suivi psychosocial de plusieurs intervenants dans différents établissements. Il appert qu'une meilleure connaissance de l'état de la patiente et une constance dans le suivi et le soutien auraient pu permettre l'amélioration de son état.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- établisse, si ce n'est déjà fait, une liste de ses patients exceptionnellement fragiles. Cette façon de faire vise à assurer aux patients en état de crise un

suivi prioritaire, rapproché et cohérent, peu importe que des services soient sollicités dans un ou plusieurs établissements. Une notification particulière à leurs dossiers devrait y figurer afin que, même lors de la fermeture du dossier, dans l'éventualité d'une réactivation de celui-ci (dans un temps raisonnable à déterminer), peu importe l'établissement du système de santé, une attention particulièrement rapide leur soit portée et que le niveau de sévérité de leur pathologie leur assure un suivi prompt et cohérent de la part des intervenants appropriés. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165263 149987

Événement :

Une femme de 34 ans se suicide en se jetant devant un wagon de métro à la station Pie-IX, à Montréal.

La femme souffrait de problèmes psychiatriques. Elle avait été hospitalisée pendant deux mois à l'Hôpital Jean-Talon. Elle avait reçu son congé avec une médication appropriée, mais elle était réticente à la prise de médicaments.

Le coroner souligne que plusieurs feuilles du dossier médical ne sont pas numérotées, ce qui peut entraîner des erreurs dans les dossiers.

Recommandation :

Que la direction de l'Hôpital Jean-Talon :

- rappelle à ses employés et aux médecins l'importance de bien numéroter les feuilles des dossiers médicaux. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Jean-Talon

Suivi de la recommandation :

Hôpital Jean-Talon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171460 149417

Événement :

Un homme de 33 ans décède d'une hypoxie par noyade, secondaire à une polyintoxication.

L'homme présentait des problèmes psychologiques importants. En mars 2010, il est admis au Centre de santé de Chibougamau après avoir eu des idées suicidaires. Aucune consultation psychiatrique n'est faite, car le médecin résident est absent pour une semaine. Le 11 mai, il est transféré du Centre de santé de Chibougamau au Centre de santé et de services sociaux de Roberval (CSSS) à la suite d'une tentative de suicide et en proie à des idées homicidaires. Il est soumis à une évaluation psychiatrique par ordre de la Cour du Québec. Les jours suivants, son état mental s'améliore. Malgré les inquiétudes de sa famille et de son médecin traitant de Chibougamau, il convainc l'équipe de Roberval de lui donner congé. Le 20 mai, après avoir accepté d'être suivi à Chibougamau par sa travailleuse sociale, il quitte l'hôpital accompagné de membres de sa famille.

Le jour de son départ, une fiche de liaison est remplie avec une note d'un délai de prise en charge de moins d'une semaine. Toutefois, cinq jours plus tard, l'intervenante de Chibougamau n'avait toujours pas eu de contact avec les responsables du CSSS de Roberval. Elle réussit à joindre un membre de sa famille et l'homme se présente pour le suivi à deux reprises en juin. Il n'a toujours pas vu de psychiatre. Selon son médecin de famille qui le voit à la mi-juin, des symptômes dépressifs persistent. Il demande une consultation en psychiatrie, mais l'homme ne se présente pas à son rendez-vous.

Le 12 juillet, l'homme écrit des messages d'adieu. En soirée, un membre de sa famille signale sa disparition à la Sûreté du Québec. Il est trouvé le lendemain dans sa voiture dans un petit cours d'eau.

Recommandation :

Que le Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James et le Collège des médecins du Québec :

- examinent le dossier de cet homme. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Nord-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312849 151300

Événement :

Un homme de 18 ans décède d'asphyxie par pendaison à Sainte-Adèle.

L'homme est trouvé pendu dans la cage d'escalier à l'arrière d'une école. Les policiers arrivent sur les lieux et sont d'avis que la personne est décédée. Ils prennent des photos sans décrocher le corps. L'homme est transporté à l'hôpital, où son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Service de police de Sainte-Adèle :

- réitère auprès de ses membres, l'importance de décrocher immédiatement une personne pendue et de pratiquer les manœuvres jusqu'à l'arrivée des ambulanciers. [1]

Organisation/personne visée :

Service de police de Sainte-Adèle

Suivi de la recommandation :

Service de police de Sainte-Adèle

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-313768 151835

Événement :

Un homme de 58 ans se suicide par pendaison dans son commerce à Verchères.

L'homme était suivi régulièrement par un psychiatre de l'Hôpital Pierre-Boucher. En octobre 2010, le psychiatre cessait sa pratique à cet établissement. Il écrivait une note au dossier médical mentionnant que ce patient devait être vu dans moins d'un mois par le nouveau psychiatre. Toutefois, il a été classé priorité B sur la liste des transferts signifiant une consultation d'ici trois mois.

Recommandations :

Que l'Hôpital Pierre-Boucher :

- révise le transfert de cet homme à la suite du départ de son psychiatre de l'établissement afin que toute lacune dans le processus puisse être corrigée, s'il y a lieu; [1]
- ait des politiques et procédures détaillées pour le transfert des patients lorsqu'un médecin cesse ses activités dans un établissement. [2]

Organisation/personne visée :

Hôpital Pierre-Boucher

Suivi des recommandations :

Hôpital Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314880 152634

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'une intoxication volontaire à l'oxyde de carbone.

L'homme était dépressif et était suivi régulièrement par un médecin. Dans la dernière année, il avait vécu plusieurs situations difficiles augmentant les facteurs de risques prédisposant au suicide.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- intensifie la promotion de la ligne d'écoute 1 866-Appelle et rappelle la disponibilité des ressources : centre de santé et de services sociaux, centre local de services communautaires, organismes communautaires, lignes d'aide. [1]

Que l'Association québécoise de prévention du suicide :

- poursuive la promotion de la ligne d'écoute 1 866-Appelle, continue de démystifier le suicide et encourage les gens à en parler autour d'eux si cette problématique les touche de près ou de loin. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association québécoise de prévention du suicide

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-25, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association québécoise de prévention du suicide

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-27, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-308225 152293

Événement :

Un détenu de 35 ans décède d'asphyxie par pendaison dans sa cellule à l'Établissement de détention de Hull.

Selon le rapport de la sécurité publique, certaines questions se posent sur la véracité des évaluations quant au risque suicidaire. Les détenus sont interrogés alors que d'autres détenus sont à proximité et peuvent entendre les réponses données. Le coroner croit que les réponses pourraient être différentes si des moyens étaient pris pour assurer la confidentialité.

De plus, une évaluation lors d'une incarcération de plus de 21 jours n'a pu être effectuée à la suite des nombreux transferts du détenu.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- s'assure qu'il y a un minimum de confidentialité lors de l'évaluation du risque suicidaire chez les détenus; [1]
- mette en place un système de façon à s'assurer qu'une évaluation « 21 jours » est effectuée, en dépit des transferts possibles, dans une période acceptable. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-170782 146444

Événement :

Un homme de 39 ans décède d'asphyxie par pendaison dans la Réserve faunique La Vérendrye.

L'homme souffrait de schizophrénie paranoïde. En octobre 2009, il est hospitalisé et mis en garde préventive au Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes à la suite d'un épisode psychotique. Après sa sortie de l'hôpital, des rendez-vous de suivi en clinique externe de psychiatrie sont prévus. Lors d'un rendez-vous, l'homme est délirant et une hospitalisation est proposée, mais il refuse. Le patient ne se présente pas à son rendez-vous prévu et aucun rappel n'est effectué par le service de clinique externe.

Quelques jours plus tard, il est trouvé pendu dans un boisé par les policiers.

Recommandation :

Que la Direction des soins infirmiers et la Direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes :

- s'assurent que la clinique externe de psychiatrie se dote d'un protocole de rappel vis-à-vis de sa clientèle vulnérable lorsqu'elle ne se présente pas à son rendez-vous de suivi. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes

Suivi de la recommandation :Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Homicides

Avis/Dossier : A-163860 137640

Événement :

Une jeune fille de 14 ans décède d'un traumatisme craniocérébral infligé par un autre pensionnaire du foyer où elle demeurait.

La jeune fille avait quitté le Foyer Ringuet vers 10 h 50 pour aller à la bibliothèque. Comme elle n'était pas revenue pour le dîner, elle est portée disparue vers 13 h 45. Elle est découverte sans vie le lendemain, dans un tunnel, sous une piste cyclable.

Les deux adolescents demeuraient dans ce foyer supervisé par le Centre jeunesse de Montréal-Nord. Ils éprouvaient des difficultés relationnelles l'un envers l'autre et le personnel portait une attention particulière à cette situation. Ils recevaient tous les deux de la médication pour contrer les effets négatifs de leur maladie mentale. Les cachets prescrits leur étaient remis par les éducateurs sans que ceux-ci s'assurent qu'ils les avaient avalés.

Rien ne laissait prévoir ce tragique événement. Le jeune agresseur a avoué avoir cessé de prendre sa médication à peu près une semaine avant ce drame, ce qui peut avoir précipité l'apparition de son comportement violent.

Le coroner précise que les éducateurs et infirmiers chargés de distribuer les médicaments sont rattachés à l'Hôpital Rivière-des-Prairies. Il n'y a aucun protocole, aucune politique ni procédure ne précisant comment doit se faire la distribution de la médication.

Recommandations :

Que l'Hôpital Rivière-des-Prairies :

- revoie le mode de distribution des médicaments destinés aux clientèles du Centre jeunesse de Montréal-Nord. [1]

Que la chaire de recherche sur l'inobservance et la non-persistance à l'égard de la médication de la Faculté de pharmacie de l'Université Laval :

- poursuive ses travaux. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Rivière-des-Prairies
Faculté de pharmacie de l'Université Laval

Suivi des recommandations :

Hôpital Rivière-des-Prairies

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Faculté de pharmacie de l'Université Laval

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Causes naturelles

Décès naturels

Avis/Dossier : A-165139 146132

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'un choc hémorragique au Centre hospitalier régional de Lanaudière (CHRD).

Le 23 septembre 2009, vers 11 h, l'homme consulte à l'urgence du CHRD pour des douleurs abdominales. On lui administre de la morphine. Le patient ressent un certain soulagement et demeure en observation. Un bilan sanguin est demandé et le médecin pose un diagnostic possible de diverticulose. Dans ses notes, il prescrit une tomodensitométrie selon l'évolution du patient. Vers 19 h, l'homme est trouvé en arrêt cardiorespiratoire, les manœuvres de réanimation demeurent vaines et son décès est constaté.

Selon le coronar, les symptômes du patient étaient compatibles avec une dissection ou une rupture d'anévrisme de l'aorte abdominale. Le patient aurait dû avoir une échographie ou une tomodensitométrie abdominale. Cependant, ce type de diagnostic est difficile à établir.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier régional de Lanaudière :

- demande au service d'urgence de revoir l'ensemble du dossier du patient à l'occasion d'une réunion de morbidité-mortalité. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-27, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Clinique médicale de Rawdon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312282 149761

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'un infarctus du myocarde alors qu'il s'entraînait dans un centre de conditionnement physique à Montréal.

L'homme ne semble avoir présenté aucun symptôme prémonitoire avant de s'effondrer. Les manœuvres de réanimation sont demeurées vaines et son décès est constaté à l'Hôpital Santa Cabrini.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- révisé le Guide de sécurité et de prévention en conditionnement physique qui date de mars 1996. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-29, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310702 148600

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une insuffisance myocardique sévère à la Villa des Colibris à Mont-Laurier.

Elle a vécu les six derniers mois de sa vie entre l'Hôpital de Mont-Laurier et le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Sainte-Anne (CHSLD). La femme est transférée à la Villa des Colibris. Quelques jours plus tard, elle est trouvée en arrêt cardio-respiratoire dans sa chambre.

Selon ses proches, ce transfert n'aurait pas dû être fait, car son état de santé était jugé « suffisamment grave ». De plus, les propriétaires de la résidence privée, n'ayant pas l'information adéquate sur son dossier médical, n'ont pu lui administrer les soins appropriés à sa condition.

Recommandation :

Que la direction générale du Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle :

- s'assure que les recommandations du commissaire aux plaintes, dans le présent dossier, sont appliquées par les différents services concernés. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-09, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-172783 147813

Événement :

Un homme de 44 ans décède d'une myocardite d'hypersensibilité à éosinophiles au Centre de santé et de services sociaux de Port-Cartier.

Le 28 février 2010, vers 17 h 38, les services d'urgence sont appelés pour un homme en détresse respiratoire. Les policiers se présentent rapidement sur les lieux, mais aucune ambulance n'est disponible pour répondre à cet appel. C'est un véhicule ambulancier de Sept-Îles qui prendra en charge le patient. Cependant, devant le long délai et l'urgence de la situation, les policiers conduisent l'homme à l'hôpital dans leur véhicule de patrouille. L'homme décède malgré une trachéotomie et des manoeuvres de réanimation intensives.

Deux véhicules ambulanciers sont en service à Port-Cartier. Toutefois, à partir de 16 h, un seul véhicule est disponible.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord :

- étudie la possibilité de mettre au moins deux véhicules ambulanciers à la disposition de la population 24 heures sur 24 dans la région de Port-Cartier. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310709 152016

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'insuffisance myocardique aiguë à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

La femme vivait dans une résidence pour personnes âgées. Le 25 mai 2010, l'aide-soignant la trouve apparemment décédée et ne tente aucune manoeuvre de réanimation. Les services d'urgence sont joints 45 minutes plus tard et la réanimation amorcée. Son décès est constaté à l'hôpital.

Il appert que la victime ne souhaitait pas de réanimation. Toutefois, cette décision de non-réanimation n'était pas bien connue et documentée.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière :

- s'assure que les résidences pour personnes âgées ont une connaissance et de la documentation dans les cas de non-réanimation.[1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-31, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-177557 152040

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'une arythmie cardiaque secondaire à un infarctus du myocarde à son domicile.

L'homme est trouvé sans vie vers 18 h, par le livreur de la pharmacie. Il avait été vu pelletant la neige le matin.

Recommandation :

Que la Direction de la santé publique du Québec :

- poursuive ses messages de prévention sur les dangers que peut représenter une activité intense lors d'une chute de neige récente tel le pelletage de neige, notamment chez les personnes à risque.[1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-312285 149795
 A-312287 149833
 A-312324 151454

Événement :

Trois personnes décèdent d'une insuffisance myocardique aiguë lors d'une période de canicule en juillet 2010 à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ces dossiers dans le contexte d'étude de tous les décès survenus durant la canicule de juillet 2010, à Montréal. Cette révision permettra d'actualiser le Programme de vigie et de prévention des effets de la chaleur accablante qui date de quelques années. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312309 151103

Événement :

Une femme de 86 ans décède d'une insuffisance myocardique au Manoir Pierrefonds.

La femme est admise le 17 février 2010 au Manoir Pierrefonds en attente d'un transfert dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée de sa région. Durant son séjour, un résident agressif a fait intrusion dans sa chambre à quelques reprises. Cette situation est signalée par la famille au personnel administratif qui demande un certain temps pour régler le problème. Le 5 juillet, la femme est trouvée dans son lit, avec une bosse sur le front et elle est transportée à l'hôpital. Elle est hospitalisée jusqu'au 16 juillet en raison de ses nombreux problèmes de santé. Par la suite, elle est retournée au Manoir Pierrefonds où son état se détériore progressivement. Son décès est constaté le 30 juillet.

Il est difficile pour le coronar d'expliquer les faits car les personnes concernées étaient démentes. La victime aurait affirmé avoir tenté de sortir de son lit, les ridelles levées. Par ailleurs, il semble que le résident agressif aurait possiblement tenté de la réveiller en la giflant.

Une enquête interne effectuée par le personnel administratif du Manoir Pierrefonds dans les heures suivant l'incident du 5 juillet a révélé plusieurs lacunes dont un manque de formation du personnel, un non-suivi des protocoles établis et un laisser-aller opérationnel vis-à-vis des directives écrites.

Recommandations :

Que le Groupe Chartwell-Québec :

- continue la mise en œuvre de son plan d'action qui semble en bonne voie de répondre aux défis soulevés par le rapport du Conseil d'agrément et agisse pour que les conditions d'application des objectifs soient améliorées. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- assure un suivi auprès de l'établissement Manoir Pierrefonds et obtienne de celui-ci le Plan d'amélioration convenu avec le Conseil québécois d'agrément afin de s'assurer de son actualisation dans les délais prescrits. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- rappelle périodiquement à ses membres leurs obligations relatives à l'avis au coroner. [3]

Organisations/personnes visées :

Groupe Chartwell-Québec
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Groupe Chartwell-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-05-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-04-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-145844 136136

Événement :

Une femme de 38 ans décède d'un choc hypovolémique secondaire à la rupture d'une grossesse ectopique ayant entraîné un hémopéritoine important.

La femme était enceinte de 11 semaines. Elle rencontre son médecin pour un suivi médical. Celui-ci demande une échographie fœtale d'urgence, car il ne perçoit pas le cœur du fœtus. Cet examen est effectué par un technicien au Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue (CSSSLT) qui note la présence du cœur fœtal. Il ne fait qu'un seul plan et ne fait pas d'examen extensif. La femme est trouvée sans vie deux jours plus tard par les policiers alertés par le conjoint incapable de la rejoindre.

Au CSSSLT, il n'y a pas de couverture radiologique régulière par un médecin radiologiste. Les examens échographiques sont effectués par un technicien et ne sont pas relus par le radiologiste.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- appuie le projet de télé-échographie fœtale entre le Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue et le Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda dans le but d'obtenir un rapport radiologique officiel et clair, lu par le radiologiste dans un délai acceptable. [1]

Que le directeur des services professionnels et le chef du département d'imagerie médicale du Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue :

- reçoivent ce rapport. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue

Suivi des recommandations :Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-07, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-04-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175010 149678

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une maladie cardiaque artériosclérotique au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Louis-Riel.

L'homme avait des antécédents médicaux chargés. Le 14 juillet 2010, une demande d'hébergement temporaire est faite au CHSLD Louis-Riel. La famille signe un document pour des soins de confort sans manœuvres de réanimation ni transfert à l'hôpital. Le 16 juillet, le patient se présente au CHSLD avec sa fille. L'infirmière en poste note que le patient est en détresse respiratoire. Elle veut transférer le patient à l'hôpital malgré l'opposition de sa fille qui confirme le niveau de soins demandés. L'infirmière tente pendant près d'une heure de joindre diverses instances administratives pour prendre une décision. Finalement, à la suite d'une discussion avec une travailleuse sociale, elle appelle le 9-1-1. Le décès est constaté au CHSLD par le médecin de garde.

Le coronar souligne que, mis à part la note à l'admission, aucune note évolutive ne décrit l'état du patient jusqu'à l'arrivée des ambulanciers paramédicaux.

Recommandations :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Louis-Riel et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- s'assurent que le niveau de soins préétabli est validé et respecté, dès l'admission d'un patient dans un lit d'hébergement; [1]
- s'assurent que les infirmières consultent le médecin lorsqu'un patient a besoin d'une prescription de confort; [2]
- s'assurent que l'infirmière documente l'évolution clinique d'un patient en détresse au dossier; [3]
- rendent disponible, au besoin, un protocole de détresse respiratoire pour tous les patients ayant un niveau de soins de confort. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Louis-Riel
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest-Verdun

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-21, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-05-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-08-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173386 146678

Événement :

Un homme de 50 ans décède d'un choc septique secondaire à des foyers bronchopneumomiques pan-lobaires bilatéraux en partie abcédés.

L'homme souffrait d'une maladie coronarienne. Il était traité à l'Hôpital de Saint-Eustache pour cette condition. Le 2 novembre 2009, il se présente à la salle d'urgence, son état grippal évoluant depuis quelques jours. Vers 18 h 49, il est évalué par l'infirmière au triage qui le classe priorité de niveau 3, c'est-à-dire qu'il devra être réévalué dans un délai inférieur à 30 minutes. L'infirmière le retourne dans la salle d'attente. Vers 20 h 29, une note au dossier indique que le patient a quitté sans être vu par le médecin.

De retour chez lui, l'état de l'homme ne s'améliore pas. Il fait toujours de la température et éprouve des difficultés respiratoires. Le matin du 8 novembre, il est trouvé sans vie, en état de rigidité cadavérique.

Recommandation :

Que la direction des soins infirmiers de l'Hôpital de Saint-Eustache :

- évalue la qualité de l'acte infirmier effectué au triage le 2 novembre 2009, si cette étude n'a pas déjà été faite.[1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de Saint-Eustache

Suivi de la recommandation :

Hôpital de Saint-Eustache

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-06, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312032 150000

Événement :

Une femme de 91 ans décède de défaillance multisystème à l'Hôtel-Dieu de Montréal.

La femme vit à la résidence privée certifiée L'Air du Temps à Montréal. Cette résidence offre des services à des personnes autonomes ou semi-autonomes. Aucun soin infirmier n'y est donné, mais des infirmiers du Centre local de services communautaires (CLSC) de Rosemont assurent les suivis nécessaires.

Le 13 janvier 2010, un infirmier se rend à la résidence. La femme est amaigrie, elle présente 17 plaies et la chambre sent l'urine. Le lendemain, une autre infirmière constate que certaines plaies sont nécrosées et que le milieu est non sécuritaire. Après consultation entre les intervenants du CLSC, il est décidé de transporter la patiente à l'Hôtel-Dieu de Montréal où son état ne cesse de se détériorer. Son décès est constaté le 28 mars.

L'investigation du coronar démontre clairement que les membres du personnel de la résidence et son responsable n'avaient pas les compétences nécessaires pour évaluer la situation et réagir adéquatement à la détérioration très nette de l'état de santé de la résidente.

Recommandations :

Que la propriétaire de la Résidence L'Air du Temps :

- accueille seulement des personnes qui ont fait l'objet d'une évaluation et qui sont suffisamment autonomes pour les services qu'elle peut offrir;[1]
- ouvre largement ses portes aux intervenants du Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale et collabore activement avec ceux-ci à l'amélioration des services et des soins; [2]
- améliore sa tenue de dossiers, particulièrement en ce qui a trait à la distribution des médicaments et aux rapports incidents/accidents; [3]
- engage seulement des préposés formés; [4]

- offre des soins d'hygiène adéquats notamment aux personnes incontinentes; [5]
- suive une formation sur la prévention des plaies de pression et la capacité à les reconnaître. [6]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et le Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale :

- continuent à surveiller étroitement, comme ils ont commencé à le faire après le décès de la femme, la Résidence L'Air du Temps; [7]
- s'assurent que les dossiers des résidents sont tenus adéquatement, notamment en ce qui a trait aux rapports des incidents/accidents et à la prise de médicaments; [8]
- s'assurent régulièrement du niveau de formation des préposés et de la propriétaire, de même que de l'adéquation des soins et des services offerts aux résidents. [9]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- donne aux agences de la santé et de services sociaux et aux centres de services de santé et de services sociaux du Québec, particulièrement ceux de Montréal, tous les moyens nécessaires pour leur permettre d'encadrer adéquatement le personnel et les propriétaires de résidences privées et d'offrir à leurs résidents les soins de santé et les services sociaux dont ils ont besoin. [10]

Organisations/personnes visées :

Résidence L'Air du Temps
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale
Ministre de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Résidence L'Air du Temps

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-08-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-08-26, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2011-08-26, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2011-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2011-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2011-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2011-06-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-171091 149000

Événement :

Une femme de 36 ans décède d'anoxie cérébrale à la suite d'une crise d'épilepsie au Centre de réadaptation de Chandler.

La femme présentait une déficience intellectuelle et divers problèmes de santé. La veille de son décès, elle ne se sentait pas bien. Le lendemain matin, l'équipe de surveillance de jour se rend à sa chambre et la trouve sans vie apparente. Le personnel de l'équipe communique avec des intervenants du centre avant d'appeler les services d'urgence. Des manœuvres de réanimation sont entreprises avant l'arrivée des ambulanciers, mais demeurent sans succès.

Recommandations :

Que la direction du Centre de réadaptation de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine :

- revoie le mode de fonctionnement au centre d'hébergement de Chandler quant à la prise des décisions et à l'évaluation rapide, par un médecin lorsqu'un des bénéficiaires ne se sent pas bien; [1]
- définisse clairement l'intensité thérapeutique pour chaque bénéficiaire afin que l'appel au 9-1-1 soit fait et que des manœuvres soient entreprises, sans devoir au préalable obtenir l'autorisation d'un supérieur. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de réadaptation de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Suivi des recommandations :

Centre de réadaptation de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311864 149008

Événement :

Un homme de 29 ans décède d'un hémopéricarde massif secondaire à une dissection aortique au Centre hospitalier de l'Université Laval à Québec.

Le 14 juin 2010, l'homme ressent une intense douleur lombaire et un engourdissement aux jambes. Il est transporté en ambulance à l'hôpital. Le médecin conclut à une lombalgie. Le médecin libère le patient et lui prescrit des médicaments. Le lendemain, les ambulanciers interviennent de nouveau au domicile de l'homme. Il se plaint d'une douleur au dos et ne sent plus ses jambes. Il s'assoit au sol et subitement s'affaisse dans les bras des ambulanciers. L'homme est en arrêt cardiorespiratoire. Les manœuvres de réanimation sont amorcées, mais demeurent sans succès.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie le dossier du patient pour les événements des 14 et 15 juin 2010 afin de prendre des actions appropriées. [1]

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon CHUL :

- revoie le dossier du patient pour les événements des 14 et 15 juin 2010 afin de prendre des actions appropriées. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon CHUL

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-05, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon CHUL

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312271 149633

Événement :

Une femme de 47 ans décède d'embolies pulmonaires massives bilatérales à l'Hôpital Fleury de Montréal.

La femme est hospitalisée du 29 juillet au 2 août 2010, pour une investigation d'anémie ferriprive. La patiente avait alors consulté pour dyspnée à l'effort et essoufflement. Le résultat d'une radiographie pulmonaire était sans particularité.

Le 6 août, elle passe un examen avec repas baryté. Pendant l'examen, la femme semble essoufflée et fait un arrêt cardiorespiratoire. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandation :

Que la Direction des soins professionnels de l'Hôpital Fleury :

- revoie le dossier de la dernière hospitalisation de la patiente, à la lumière des résultats de l'autopsie. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Fleury

Suivi de la recommandation :

Hôpital Fleury

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-12, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311334 147927

Événement :

Un homme de 88 ans décède d'une détérioration de son état général et d'une bronchopneumonie au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Vincenzo-Navarro.

Le bénéficiaire avait de lourds antécédents médicaux. Entre août 2009 et mars 2010, il fait plusieurs chutes. Il est transporté à l'hôpital à quelques reprises pour des douleurs lombaires associées à ses chutes. Il fait l'objet d'une étroite surveillance pour détresse respiratoire en raison de la forte médication et refuse toute aide pour se lever. À partir de la fin janvier 2010, son état général se détériore et le pronostic est sombre. Il décède le 8 mars.

Rien au dossier médical n'indique qu'un médecin a revu le patient après le 2 février 2010. Selon les notes d'une coordonnatrice en soins, le résident prenait plusieurs médicaments qui pouvaient altérer son état général. Par ailleurs, le coronar souligne que la feuille de médicaments est à peu près illisible, donc difficile de savoir lequel des médicaments a été pris (ou pas) par le patient.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- renvoient ce dossier afin de déterminer si les gestes posés l'ont été selon les règles de l'art. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- vérifie la qualité des soins offerts au CHSLD Vincenzo-Navarro. [2]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-12, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-09, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-06-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-06-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-03, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-312252 149296

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë à son domicile.

La veille du décès, l'homme consulte à l'Hôpital Saint-Luc pour dyspnée et étourdissements. Sa tension artérielle est élevée ainsi que sa température. Les résultats des examens diagnostiques sont sans particularité et le patient est libéré après une courte mise en observation. On lui remet une prescription médicamenteuse et une ordonnance de prendre rendez-vous le plus tôt possible aux cliniques externes.

Il est trouvé sans vie le lendemain à son domicile.

Recommandation :

Que la direction médicale de Hôpital Saint-Luc :

- renvoie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Saint-Luc

Suivi de la recommandation :Hôpital Saint-Luc

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170688 145756

Événement :

Une femme de 62 ans décède d'arythmie cardiaque secondaire à un delirium tremens au centre de désintoxication La maison l'Alcôve à Saint-Hyacinthe.

Celle-ci a été admise volontairement pour traiter un problème d'alcool. À l'arrivée, elle présentait un tremblement. Un médecin lui a prescrit, par téléphone, un médicament à prendre durant 48 heures. Tard en soirée, une voisine de chambre l'a entendue délirer. L'intervenant de nuit, ayant comme seule formation un secondaire 5 et un cours de réanimation cardiorespiratoire (RCR), a rencontré la victime à quelques reprises car elle avait le sommeil agité. Il lui a proposé de consulter à l'urgence, ce qu'elle a refusé.

Lors de sa tournée du matin, il constate que la patiente est froide et rigide. Il amorce les manœuvres de RCR avec l'aide d'une résidente. La femme est transportée à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie la pertinence d'un questionnaire, d'un examen physique et d'une histoire de cas dans un contexte de milieu de désintoxication avant l'institution d'un traitement médical; [1]
- publicise les éventuelles directives aux médecins et aux centres de désintoxication. [2]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure, par l'entremise de la délivrance des permis, de la présence de personnel formé et qualifié 24 heures par jour dans les centres de désintoxication. [3]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- évalue la pertinence d'instaurer des ordonnances collectives s'adressant aux centres de désintoxication hors des hôpitaux. [4]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-07-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-07-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314539 152419

Événement :

Un homme de 95 ans décède d'une mort d'origine cardiaque probable au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) La Maison Herron à Dorval.

L'homme présente de lourds antécédents médicaux. En novembre 2010, il est hospitalisé à l'Hôpital général du Lakeshore en raison de difficultés respiratoires et d'une plaie de pression nécrosée au talon et au mollet. Il reçoit son congé de l'hôpital le 7 février 2011. Les notes médicales indiquent que, malgré l'antibiothérapie, la plaie nécrosée n'est toujours pas guérie. Le médecin demande un suivi de la plaie et envisage l'amputation si l'infection réapparaît. Le pronostic général est pauvre. Au retour à la Maison Herron, ses proches acceptent des soins de confort seulement, sans antibiothérapie. À compter du 10 février, le patient reçoit de la morphine régulièrement. Il est trouvé sans vie le 29 mars par une infirmière.

Il semble qu'à son retour au CHSLD aucun soin actif n'a été donné au patient. Peu de notes des infirmières figurent au dossier et celui-ci ne contient aucun examen médical.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- renvoient la qualité des actes posés auprès du patient par leurs membres. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- s'assurent de la qualité des soins offerts à la Maison Herron. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Suivi des recommandations :Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313459 151614

Événement :

Une femme de 74 ans décède des suites d'une dépression respiratoire à l'Hôpital général du Lakeshore.

La femme demeurait au Centre d'hébergement et de soins de longue durée le Manoir de l'Ouest de l'Île en raison d'une perte d'autonomie. Elle présentait plusieurs problèmes de santé et souffrait aussi de démence de type Alzheimer. En décembre 2010, en voulant se coucher sans aide, elle tombe et se cogne la tête. Une préposée la trouve par terre et elle ne se plaint d'aucune douleur. Quelques jours plus tard, l'infirmière-chef note que la femme ne mange plus, sa pression est faible, sa respiration est instable et qu'elle est encore plus confuse. On décide de la transférer à l'hôpital. À l'urgence, le médecin note un traumatisme à la tête et un abdomen distendu. Un diagnostic de péritonite fécale est posé. Vu l'état général de la patiente, le médecin décide que seuls des soins de confort seront donnés.

La femme reçoit régulièrement de la morphine. Elle devient tachycarde et très léthargique. Son état ne cesse de se détériorer et son décès est constaté.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels de l'Hôpital général du Lakeshore et le Collège des médecins du Québec :

- examinent le dossier hospitalier de la patiente afin de s'assurer qu'elle a reçu tous les soins nécessaires à son état. [1]

Organisations/personnes visées :

Hôpital général du Lakeshore
Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :Hôpital général du Lakeshore

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312306 150980

Événement :

Une femme de 75 ans décède de cachexie et d'anémie à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont à Montréal.

Le 12 septembre 2010, les ambulanciers sont demandés à la Résidence Lavallée. Le personnel mentionne que la femme refuse de s'alimenter et qu'elle a de la difficulté à se mobiliser. La femme est admise à l'hôpital pour divers problèmes de santé. Le suivi clinique hospitalier est ardu, car la patiente semble venir d'un milieu de vie plus ou moins adéquat et qu'elle présente un contexte psychosocial difficile. Pendant son hospitalisation, son état ne cesse de se détériorer et des soins de confort lui sont administrés. Son décès est constaté le 23 octobre.

Il est déterminé que la femme était un cas beaucoup trop lourd pour la Résidence Lavallée, mais aucune demande de transfert n'aurait été faite au centre de santé et de services sociaux par la résidence.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- porte une attention particulière à l'article 14 (mai 2007) sur le Règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité pour résidence pour personnes âgées qui définit les compétences de base du personnel : cette personne doit posséder une formation à jour : en réanimation cardiorespiratoire, en secourisme général, en déplacement sécuritaire des personnes. [1]
- revoie les normes de qualification afin de s'assurer que le personnel améliore sa capacité de juger. [2]

Que les ordres professionnels qui peuvent être visés par les soins des personnes âgées :

- informent le commissaire aux plaintes dès qu'ils suspectent qu'une personne venant d'une résidence présente des problèmes qui portent atteinte à sa dignité physique et psychologique ou, le cas échéant, qu'ils lui fassent part de tout doute ressenti. [3]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et le Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale :

- s'assurent du suivi qu'ils ont amorcé pour un meilleur fonctionnement de la Résidence Lavallée. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale
Ordres professionnels qui peuvent être impliqués dans les soins des personnes âgées

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-08-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des Acupuncteurs du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des audioprothésistes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des chiropraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des dentistes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-31, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des denturologistes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des diététistes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des ergothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des hygiénistes dentaires du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-08-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des optométristes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des orthophonistes et des audiologistes du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des podiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des psychologues du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des techniciens et techniciennes dentaires du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-07-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173291 147307

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'une dissection de l'aorte thoracique avec tamponnade cardiaque à l'Hôpital Mémorial de Wakefield.

Vers 1 h, le 2 janvier 2010, l'homme se présente à l'urgence pour des douleurs abdominales et des ballonnements persistants. À l'examen, il est fébrile, le péristaltisme abdominal est augmenté et la saturation en oxygène est abaissée. Un lavement se révèle peu efficace et on lui donne du Zantac intraveineux. Vers 5 h, les signes vitaux sont stables, sauf la saturation en oxygène qui se maintient autour de 88 %. Un tube naso-gastrique est installé, lequel draine du liquide brun rougeâtre. Un antibiotique par voie buccale administré à la suite d'un diagnostic de pneumonie. Aucune radiographie ni examen de laboratoire n'a pu être effectué au cours de la nuit, car l'hôpital n'offre pas ces services de 23 h à 7 h.

Les résultats de la radiographie abdominale effectuée en avant-midi se sont révélés sans particularité tandis qu'on notait une légère hyperinflation et une légère cardiomégalie à la radiographie pulmonaire. Des prélèvements sanguins sont aussi effectués et un examen en gastroentérologie est prévu le lendemain. Dans l'après-midi l'homme est pâle et son abdomen demeure sensible à la palpation. Vers 18 h, un visiteur le trouve en arrêt cardiorespiratoire dans son lit. Les manœuvres de réanimation sont vaines et son décès est constaté.

Recommandation :

Que le service d'urgence de l'Hôpital Mémorial de Wakefield :

- révise ce dossier afin d'évaluer la pertinence d'un transfert dans un centre hospitalier possédant davantage d'outils diagnostiques pour des patients avec une présentation multisystémique compliquée. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Mémorial de Wakefield

Suivi de la recommandation :

Hôpital Mémorial de Wakefield

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170876 141929

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'une dissection de l'aorte thoracique à l'Hôpital de Hull.

L'homme présente des problèmes respiratoires et des vomissements. Les ambulanciers dépêchés sur les lieux ont de la difficulté à aider l'homme, car il est agité. Il est transporté à l'hôpital où malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- s'assure qu'une formation adéquate est donnée en regard à la prise d'information lors d'appels d'urgence et à la gestion sur le terrain de patients désorganisés ou agités. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-08-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312366 153037

Événement :

Un homme de 63 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë à l'Hôpital de Gatineau.

L'homme est hospitalisé jusqu'au matin du 1^{er} juin à l'Hôpital de Hull à la suite d'un infarctus le 25 mai et l'implantation d'un stimulateur cardiaque le lendemain. Il quitte les soins intensifs le 30 mai. Le patient est connu diabétique, fumeur, hypercholestérolémie et hypertension.

Au moment où il s'habille pour quitter l'hôpital, sa conjointe remarque qu'il a les pieds enflés et le ventre plus gros qu'à l'habitude. Il est facilement essoufflé et tousse. Il passe quelques heures avec sa famille sans symptôme. En milieu de soirée, l'homme se plaint de douleur à la jambe droite ce qui l'amène à l'urgence de l'Hôpital de Gatineau. Après évaluation médicale et des examens, il fait un arrêt cardiorespiratoire. Malgré les manœuvres de réanimation, le décès est constaté.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- analyse le traitement clinique du patient. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174256 149260

Événement :

Une femme de 72 ans décède d'une thrombo-phlébite au Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice (CSSSHM).

La femme vivait seule. En mars 2010, elle est hospitalisée en psychiatrie pour des propos délirants. Elle est jugée suffisamment autonome pour reprendre ses activités domestiques avec un certain encadrement et elle quitte avec une médication antipsychotique. Un suivi en clinique externe est fait en avril. Les mois suivants, ses problèmes de santé s'accroissent. Sa fille fait de nombreuses demandes d'intervention auprès du travailleur social. Lors d'une réunion de l'équipe de santé mentale, le psychiatre traitant suggère un hébergement en soins de longue durée après une réévaluation de sa condition. Toutefois, l'absence d'un mandat de déclaration d'inaptitude limite les interventions du personnel hospitalier.

Le 4 juillet, la fille se rend au domicile de sa mère et trouve celle-ci dans un état de semi-conscience. La femme est transportée par ambulance au CSSSHM où son décès est constaté quelques heures après son admission.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice :

- revoie régulièrement l'arrimage entre ses différents services hospitaliers et ambulatoires tout en favorisant une collaboration entre ceux-ci; [1]
- actualise les formations déjà envisagées au bénéfice des intervenants des différents services hospitaliers concernés; [2]
- révise et mette à jour les politiques concernant la circulation des dossiers médicaux, si nécessaire. [3]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-03-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-177601 151844

Événement :

Une jeune fille de 15 ans demeurant au Centre jeunesse Chaudière-Appalaches décède d'une bactériémie à cocci à Gram négatif avec signes de septicémie.

La veille du décès, l'adolescente mentionne à une intervenante se sentir fiévreuse, avoir de la difficulté à respirer et avoir des hallucinations visuelles. L'intervenante prend sa température et ne note aucune fièvre ni température corporelle anormale. En soirée, la jeune fille appelle Info-Santé pour expliquer ses symptômes. L'infirmière lui recommande d'aviser l'intervenante et de se rendre à l'hôpital si son état s'aggrave dans une heure ou deux. Ce que la jeune fille fait. Au cours de la nuit, son état empire. Elle présente des vomissements, de la diarrhée et elle est désorientée. La gardienne de nuit appelle l'employée-cadre de garde pour l'aviser de l'état de l'adolescente. La responsable croit à une gastroentérite et demande de garder la jeune fille à l'unité. Elle n'est pas informée de l'appel téléphonique fait à Info-Santé.

Le matin, l'intervenante de jour est mise au courant de l'état de santé de la jeune fille. Au cours de l'avant-midi, elle vérifie sa condition à travers la fenêtre de la porte. Ce n'est que vers 10 h 30, alors qu'elle entre dans la chambre pour lui porter à boire, qu'elle découvre la victime inconsciente, froide et rigide.

Recommandations :

Que le Centre jeunesse Chaudière-Appalaches :

- clarifie sa politique interne applicable en cas de maladie d'un résident lorsque l'infirmière n'est pas sur place, afin que l'appel téléphonique à Info-Santé ait lieu dans tous les cas et que les recommandations de l'infirmière de cet organisme soient suivies par les employés du centre; [1]
- améliore sa procédure interne afin de s'assurer que toutes les informations de nature médicale sont bien transmises entre les divers intervenants concernés. [2]

Que l'Association des centres jeunesse du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport et le diffuse à ses membres; [3]
- s'assure que ses membres adoptent et appliquent une politique interne claire et communiquent avec Info-Santé lorsque le personnel médical est absent dans le centre et qu'un résident est malade; [4]
- s'assure que ses membres ont des politiques internes claires et précises afin que toute information de nature médicale soit bien transmise lors des changements de quart de travail. [5]

Organisations/personnes visées :

Centre jeunesse Chaudière-Appalaches
Association des centres jeunesse du Québec

Suivi des recommandations :

Centre jeunesse Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-02, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association des centres jeunesse du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Événement :

Un enfant de 3 1/2 mois décède du syndrome de la mort subite du nourrisson.

L'enfant a dormi avec sa mère dans son lit. Pour le garder bien au chaud, elle l'a mis sous d'épaisses couvertures le visage recouvert. En début de matinée, l'enfant allait bien. Elle le trouve un peu plus tard sans vie et rigide. L'enfant est transporté par ambulance au Centre hospitalier de l'Université Laval où son décès est constaté.

L'expert entendu lors de l'enquête souligne l'importance d'être conscientisé aux facteurs de risque associés au syndrome de la mort subite du nourrisson : dormir avec le bébé sur un fauteuil ou dans un lit d'adulte, le tabagisme, l'alcool, et la présence de couvertures ou d'oreillers.

Recommandations :

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- poursuive la distribution du guide *Mieux vivre avec notre enfant* gratuitement aux parents; [1]
- poursuive ses démarches afin que les sites officiels apparaissent au premier plan lorsqu'une recherche sur le WEB est lancée avec notamment les mots clés « cododo, co-sleeping, dormir avec bébé »; [2]
- élabore des messages de rappel concernant le lieu de sommeil sécuritaire destinés aux parents lors de l'accouchement; ces messages pourraient être distribués par les professionnels de la santé concernés; [3]

Que l'Institut national de santé publique du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- travaillent en collaboration afin d'inclure un message clair concernant le lieu de sommeil le plus sécuritaire dans les différents outils destinés aux intervenants des centres de santé et de services sociaux et des centres jeunesse du Québec. [4]

Que l'Association des centres jeunesse du Québec :

- intègre aux outils visant à aider la prise de décisions, au moyen d'un système d'alerte, un message afin d'attirer l'attention des différents intervenants des centres jeunesse sur le lieu sécuritaire pour le sommeil des bébés. [5]

Organisations/personnes visées :

Institut national de santé publique du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association des centres jeunesse du Québec

Suivi des recommandations :Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-11-24, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-11-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association des centres jeunesse du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2011-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2011-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2011-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312173 151938

Événement :

Un homme de 27 ans décède d'une septicémie au streptocoque du groupe A à son domicile de Saint-Pacôme.

Le 19 février 2011, l'homme consulte à l'urgence du centre hospitalier Notre-Dame-de-Fatima pour de la fièvre, des vomissements, de la diarrhée et une douleur persistante au bras. Le lendemain, la fièvre disparaît et le patient obtient son congé. Le 22 février, son état se dégrade, l'homme présente des difficultés respiratoires. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Il appert que les résultats des examens effectués lors de son séjour à l'hôpital sont à peu près normaux. Par contre, la leucocytose (globules blancs) évoquait un important état infectieux.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Notre-Dame-de-Fatima :

- élabore une ou des activités de formation portant sur les infections envahissantes du streptocoque du groupe A à l'intention des médecins de son centre et en particulier ceux qui travaillent à la salle d'urgence. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Suivi de la recommandation :

Hôpital Notre-Dame-de-Fatima

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310422 150871

Événement :

Un homme de 49 ans décède d'une maladie coronarienne athérosclérotique au poste de police de Chisasibi.

La veille du décès, l'homme est arrêté par la police et mis en cellule pour un état d'ébriété avancé. Le lendemain matin, les policiers le trouvent sans vie. Les manœuvres de réanimation sont infructueuses et son décès est constaté à l'Hôpital de Chisasibi.

Selon les directives internes, les détenus ne doivent pas être laissés dans une cellule sans présence policière. Cette nuit-là, les policiers ont dû s'absenter pendant deux heures pour une intervention d'urgence. Le coroner précise que cette absence n'a joué aucun rôle dans le décès.

Recommandation :

Que le chef du Service de police de Chisasibi :

- s'assure qu'un policier est toujours présent dans le poste de police lorsqu'une personne est incarcérée dans une cellule. [1]

Organisation/personne visée :

Service de police de Chisasibi

Suivi de la recommandation :

Service de police de Chisasibi

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313927 152868

Événement :

Une femme de 79 ans décède d'une insuffisance respiratoire au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Les Floralties Lachine.

La femme souffrait d'une maladie pulmonaire obstructive chronique sévère. Elle est admise au CHSLD après avoir été transférée de l'Hôpital Sacré-Cœur. Elle est trouvée sans vie le lendemain matin.

Le coroner souligne qu'il y a eu confusion et même contradiction sur l'administration de la médication à la patiente. Les résultats des analyses toxicologiques révèlent la présence de certains médicaments en dose thérapeutique dans le sang, mais rien n'a été enregistré à son dossier.

Recommandation :

Que la Résidence Les Floralties Lachine :

- revoie sa politique d'admission et sa procédure quant à l'administration de la médication aux résidents afin de s'assurer que celle-ci est donnée, enregistrée et signée sur la feuille de médicaments. Le refus de prendre la médication doit être également noté. [1]

Organisation/personne visée :

Résidence Les Floralties Lachine

Suivi de la recommandation :

Résidence Les Floralties Lachine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315293 152971

Événement :

Une femme de 83 ans décède d'une ostéite et d'un abcès sacré extensif à l'Hôpital de Saint-Eustache.

L'octogénaire habitait au Centre d'hébergement et de soins longue durée (CHSLD) de Saint-Eustache depuis mars 2010 à la suite d'un accident vasculaire cérébral ayant grandement diminué sa motricité. Elle devait se déplacer en fauteuil roulant. Elle était souvent alitée et faisait part de douleurs au bas du dos. En octobre de la même année, des rougeurs ont été notées par le personnel à la hauteur du coccyx. Dans les mois qui ont suivi, la situation s'est détériorée et une importante plaie de lit s'est formée en février 2011. L'infection a provoqué un trou dans la chair. Le médecin qui vient au CHSLD chaque semaine n'en est pas informé. Lors de sa visite du 9 mars, même si son pansement était très souillé et qu'il y avait apparition d'une phlyctène, l'infirmière au fait du problème n'a pas informé le médecin afin qu'il examine la patiente. Le 16 mars, ce même médecin examine, pour la première fois, la plaie infectée. Il note un écoulement purulent, une odeur nauséabonde et une rougeur importante au pourtour de la plaie. Il recommande une admission d'urgence à l'Hôpital de Saint-Eustache, car l'état général de la patiente s'affaiblit. Seuls des soins de confort lui sont prodigués vu son état. Elle décède le 1^{er} avril.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux Montagnes :

- s'assure, impérativement, d'une meilleure qualité de soins et de services au CHSLD de Saint-Eustache. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-176857 150703

Événement :

Une femme de 97 ans décède d'une arythmie maligne au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Paul-Lizotte.

La femme avait été transférée à l'Hôpital Santa-Cabrini pour hyperglycémie sévère. À son retour au CHSLD, le médecin prescrit un test de glycémie à faire quatre fois par jour. Le personnel étant débordé, les tests prescrits pour la nuit n'ont pas été effectués.

Recommandation :

Que la Direction générale du Centre d'hébergement et de soins longue durée Paul-Lizotte :

- révise sa politique de gestion afin de maintenir en fonction le personnel suffisant pour assurer auprès des patients l'administration des soins prescrits par les services médicaux. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Paul-Lizotte

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux d'Ahuntsic et de Montréal-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314557 152574

Événement :

Un homme de 48 ans demeurant au Centre d'hébergement et de soins de longue durée La Résidence Maison-Neuve décède d'une hémorragie digestive haute sur ulcère gastrique.

Au début d'avril 2011, l'homme a des selles pâteuses et nauséabondes, mais sans présenter d'inconfort abdominal. Quelques jours plus tard, il a des selles liquides avec crampes abdominales. Le 11 avril, il est examiné par un médecin qui prescrit certaines analyses. La physiothérapeute voit le patient le même jour et note une fatigue importante en raison des diarrhées. Les jours suivants, l'homme vomit un liquide brunâtre. Son état général semble s'améliorer même s'il a encore des selles

noirâtres. Le 17 avril, une préposée le trouve en arrêt cardiorespiratoire. Son décès est constaté à l'hôpital après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandation :

Que les responsables de la Résidence Maison-Neuve :

- revoient le dossier de ce patient afin que les protocoles de soins soient modifiés pour s'assurer que les résidents reçoivent tous les soins optimaux nécessaires à leur état de santé. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-12-02, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174908 153384

Événement :

Un homme de 64 ans décède d'un infarctus du myocarde à son domicile de Sorel-Tracy.

L'homme est trouvé inconscient par sa conjointe. Les services d'urgence sont demandés et malgré les manœuvres de réanimation son décès est constaté.

Il appert qu'il s'est écoulé un délai de 37 minutes entre l'appel et l'arrivée des paramédics. Une équipe doit être composée de deux paramédics, mais un était manquant, ce qui a causé le retard.

Recommandation :

Que la Corporation des services d'ambulance du Québec et l'Association professionnelle des paramédics du Québec :

- étudient la possibilité pour un paramédic, même seul, de se rendre sur les lieux d'un appel si la situation est urgente (bénéficiaire en arrêt cardio-respiratoire), si les policiers peuvent prêter assistance et si la situation ne constitue aucun danger pour l'intégrité physique du paramédic. [1]

Organisations/personnes visées :

Corporation des services d'ambulance du Québec
Association professionnelle des paramédics du Québec

Suivi de la recommandation :Corporation des services d'ambulance du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association professionnelle des paramédics du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305738 141067

Événement :

Un détenu de 55 ans décède d'une pneumonie et d'une septicémie à l'Établissement de détention de Sherbrooke.

Le 18 juin, l'homme informe l'infirmier de l'établissement qu'il éprouve une douleur thoracique gauche. L'infirmier l'examine puis appelle le médecin de garde. Dans le contexte médical (alcoolisme, maladie pulmonaire obstructive chronique) et carcéral du détenu, le médecin suppose qu'il est anxieux et possiblement en sevrage. Aucune investigation n'est faite, mais il recommande un suivi. L'état de l'homme s'améliore. Le samedi, 21 juin, il se sent plus essoufflé; les agents des services correctionnels le placent en « observation », mais ils n'ont aucun soutien médical. L'état du détenu se détériore et il décède le lendemain.

Recommandations :

Que l'Établissement de détention de Sherbrooke et le Centre local de services communautaires de Sherbrooke :

- élargissent la plage horaire de la présence des infirmiers et infirmières à cet établissement de détention afin que le service de santé soit accessible au moins jusqu'à 23 heures; [1]
- vérifient le statut vaccinal de chaque détenu lors de son admission et proposent les vaccins recommandés par le protocole d'immunisation du Québec lorsque requis. [2]

Que l'Établissement de détention de Sherbrooke :

- évalue la possibilité que, lorsqu'un détenu est mis en observation pour des raisons médicales, il soit placé sous la surveillance conjointe du personnel carcéral et médical dans les heures où le service médical est accessible ou qu'il soit rapidement transféré dans un établissement de soins de santé; [3]
- informe le service de santé lorsqu'un détenu refuse de prendre plus d'un repas; [4]
- complète la rénovation du système de vidéosurveillance; [5]
- s'assure que le nombre minimal requis par la loi d'agents des services correctionnels ayant reçu une formation récente en premiers soins et en réanimation cardiorespiratoire sont présents à chaque quart de travail et notamment lorsque les intervenants du service de santé ne sont pas présents dans l'établissement. [6]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Suivi des recommandations :Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-11-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307967 143309

Événement :

Une femme de 75 ans décède d'un hématome disséquant de l'aorte thoracique au Centre hospitalier régional de Lanaudière.

La femme consulte à l'urgence pour des douleurs rétrosternales. Une investigation en cardiologie et en pneumologie est faite pour éliminer un infarctus ou une embolie pulmonaire. Le lendemain, la patiente passe une gastroscopie. Pendant l'examen, elle fait un arrêt cardiorespiratoire. Son décès est constaté à la suite de manœuvres de réanimation infructueuses.

Une tomодensitométrie thoracique ou une échographie cardiaque aurait permis de diagnostiquer la dissection de l'aorte.

Recommandation :

Que le comité sur la qualité de l'acte médical de Centre hospitalier régional de Lanaudière :

- étudie cette mortalité (si ce n'est pas encore fait), et avise ses membres professionnels d'être plus attentifs à cette condition potentiellement létale lorsqu'un patient se présente à l'urgence pour des douleurs rétrosternales d'origine indéterminée. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Causes indéterminées

Décès de nature indéterminée

Avis/Dossier : A-309639 147797

Événement :

Un homme de 29 ans décède d'un choc hémorragique pendant son hospitalisation à la Cité-de-la-santé de Laval.

L'homme est connu pour des troubles de santé mentale et est hospitalisé en psychiatrie, tout en bénéficiant de plusieurs congés de sorties pour de courtes périodes. Pendant son hospitalisation, le patient refuse de prendre sa médication et a des propos délirants. Le 18 février 2010, à son retour d'une sortie, il est trouvé gisant dans sa chambre dans une mare de sang. Malgré l'intervention médicale, son décès est constaté.

Un outil d'artisan est trouvé dans sa chambre, possiblement apporté lors d'un congé extérieur. C'est avec cet outil qu'il s'est infligé plusieurs lésions traumatiques.

Recommandations :

Que la Cité-de-la-Santé de Laval:

- adopte des mesures de fouille systématique des bénéficiaires qui reviennent d'un congé temporaire et qui sont hospitalisés en psychiatrie en obtenant, avant le début du congé, une autorisation écrite du bénéficiaire consentant à la fouille à son retour;[1]
- obtienne des bénéficiaires hospitalisés en psychiatrie, une autorisation écrite permettant à l'établissement de faire des fouilles aléatoires dans les effets personnels des bénéficiaires. [2]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi des recommandations :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-160026 150515

Événement :

Un homme de 61 ans décède d'un polytraumatisme et d'une hémorragie interne après une collision avec un camion sur la route 132 à Cap-Saint-Ignace.

L'homme éprouvait des problèmes de santé et avait des pensées suicidaires. Il a consulté à différentes reprises à l'Hôpital de Montmagny.

Le 18 septembre 2010, l'homme circulait sur la route et il s'est dirigé dans la voie inverse et a heurté de plein fouet un camion. Son décès est constaté à l'hôpital.

Selon le coroner, il semble y avoir une compréhension différente de la problématique dont souffrait la victime, dépendant de l'intervenant sollicité. L'absence de continuité du suivi par le même thérapeute a-t-elle interféré sur la qualité des soins?

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ainsi que le département de psychiatrie du Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny :

- revoient le dossier de l'homme dans le cadre de l'évaluation de l'acte médical et chirurgical. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny

Suivi de la recommandation :Hôpital de Montmagny

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-02-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309694 149335

Événement :

Un homme de 52 ans décède d'arythmie cardiaque maligne à la résidence Biasotti à Laval lors d'un épisode de canicule.

L'homme est hébergé à la résidence en raison de problèmes psychiatriques. Le 9 juillet 2010, un préposé se présente à la chambre de l'homme pour le déjeuner et le trouve sans vie. Il appert qu'il n'y a pas de ventilateur et d'air conditionné dans la résidence.

Les personnes fortement médicamenteuses peuvent être plus vulnérables lors d'une chaleur accablante.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval :

- s'assure que les résidences d'hébergement sur son territoire offrent un minimum de ventilation ou de climatisation aux bénéficiaires en période de canicule. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-05-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174224 150077

Événement :

Un homme de 36 ans décède d'une intoxication aiguë aux opiacés.

L'homme souffrait de problèmes psychiatriques pour lesquels il était suivi à l'Hôpital du Pontiac. Le 4 août 2010, il s'est présenté à une clinique pour obtenir une prescription médicamenteuse. Quelques jours plus tard, ses parents le trouvent sans vie dans son lit.

Des contenants d'antidépresseurs et d'opiacés ont été trouvés dans la chambre. Il y manquait plusieurs comprimés.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux du Pontiac et les différentes pharmacies communautaires de la région du Pontiac :

- soient particulièrement vigilants lorsqu'ils font une ordonnance d'antidépresseurs et d'opiacés aux patients qui sont vulnérables au point de vue santé mentale; [1]
- s'assurent, en particulier les pharmaciens, de consulter les médecins prescripteurs et de se consulter entre eux afin d'éviter de donner des quantités potentiellement létales de médicaments. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux du Pontiac
Pharmacies communautaires de la région du Pontiac

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux du Pontiac

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-03, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2011-10-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2011-10-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.
